

Être laïque en terre d'islam

Le Monde | 28.11.11 | 14h46 • Mis à jour le 28.11.11 | 19h40



L'islam n'existe pas, il n'y a que des musulmans. De même, la laïcité est un concept fourre-tout qui peut signifier la séparation des cultes et de l'Etat comme son antipode, rappelle le chercheur Jean-François Bayart. AFP/FETHI BELAID

Face à l'islam, les Français vivent dans l'illusion d'une équation magique selon laquelle la République équivaut à la démocratie qui équivaut à la laïcité qui équivaut à l'égalité des sexes qui équivaut à la modernité qui équivaut à l'Occident qui équivaut au christianisme. L'équation, mal posée, est insoluble. Aucun de ses termes ne résiste à l'analyse de terrain.

Donnons un point à Brice Hortefeux, à l'époque ministre de l'intérieur. Un musulman, *"quand il y en a un, ça va, c'est quand il y en a beaucoup qu'il y a des problèmes"*. En effet, ils ne sont pas deux à penser la même chose ! D'un point de vue politique, l'islam n'existe pas. Il est un vocabulaire politique islamique issu de la théologie, de la philosophie, du droit musulmans. Mais chacun de ses mots est polysémique.

De même, il y a des partis qui se réclament de l'islam. Les uns sont conservateurs et néolibéraux, les autres étatistes et/ou révolutionnaires, et tous sont nationalistes, donnant aux intérêts de l'Etat-nation la priorité sur ceux de la communauté des croyants. Un militant algérien l'avait expliqué au jeune historien et sociologue Maxime Rodinson, lors d'une Fête de *L'Humanité*, entre les deux guerres : *"L'Oumma et L'Huma, c'est la même chose."*

Et cette même chose relève de l'utopie. En conséquence, les conflits qui déchirent les sociétés islamiques sont internes à celles-ci. Ils opposent les musulmans entre eux, plutôt que ceux-ci à l'Occident. Ainsi du Pakistan, de l'Afghanistan, de l'Irak, ou encore, dans le contexte des "printemps arabes", de la Syrie, de l'Egypte, de la Libye.

L'islam est un mot-valise qui n'interdit en rien aux musulmans concrets d'être des adeptes de la laïcité, pas plus que le christianisme ne prédisposait les chrétiens à le devenir. Mais la laïcité est elle-même une catégorie vide de sens politique précis.

En France, elle désigne la séparation pragmatique des cultes et de l'Etat, au nom d'une conception universaliste de la citoyenneté. En Turquie, elle signifie son antipode : la subordination politique et bureaucratique du religieux à l'Etat, dans le contexte d'une définition ethnoconfessionnelle de la citoyenneté.

Encore faut-il se garder de figer chacune des deux trajectoires dans un modèle anhistorique. La France demeure habitée par une représentation ethnoconfessionnelle de l'appartenance à la nation, comme l'a démontré la collaboration de Vichy avec les nazis après cinquante ans d'antisémitisme républicain, et comme le rappellent aujourd'hui les propos nauséabonds de ministres au détriment des Français de confession ou d'origine familiale musulmane, voire juive.

Dans le même temps, des Turcs plaident en faveur d'une refondation universaliste de leur République afin qu'elle assure l'égalité réelle des droits à tous les citoyens - une mue dont la reconnaissance du génocide des Arméniens est le prix d'entrée.

La plupart des pays du Moyen-Orient se situent à la confluence de ces deux modèles de laïcité et de citoyenneté, pour avoir été successivement des provinces ottomanes et des colonies françaises ou britanniques. Il en est de la sorte en Algérie, en Tunisie, en Egypte, au Liban, en Syrie, en Irak. Mais cela est aussi vrai de la Grèce, des républiques de l'ancienne Yougoslavie ou d'Israël...

Derechef, l'islam explique moins que ne le fait l'histoire, et notamment le passage d'un monde impérial inclusif de l'aire ottomane à un monde d'Etats-nations fonctionnant selon des logiques d'exclusion.

Un autre distinguo s'impose. La laïcité est une politique publique, relative à l'organisation légale ou administrative des champs religieux et politique. La sécularisation est un processus social de dissociation des affaires de la cité et des convictions religieuses. La laïcité de l'Etat, *alla franca* ou *alla turca*, n'est pas une condition nécessaire à la sécularisation de la société, ainsi que le démontre l'expérience des régimes occidentaux confessionnels, du Maroc ou de la République islamique d'Iran.

De même, elle n'exclut pas l'arrivée au pouvoir, par le biais des urnes, d'un parti islamique, comme en Turquie et en Tunisie, sans que cette alternance remette obligatoirement en cause le caractère laïque des institutions ni la sécularisation de la société. C'est que les électeurs ont souvent voté pour ces partis selon des raisons non religieuses, par exemple pour sortir les sortants et renvoyer l'armée dans ses casernes en Turquie, ou pour rompre avec l'ancien régime en Tunisie.

Autrement dit, il n'est de laïcité, en terre d'islam, que par rapport à des histoires et des contextes singuliers, au regard des pratiques ou des stratégies effectives des acteurs sociaux. D'une situation à l'autre, cette idée est un élément de la domination politique et de la distinction sociale, en bref un langage de classe.

En outre, pour une minorité de musulmans qui, pour être minoritaires, n'en sont pas moins respectables ni moins musulmans, elle est accolée à certaines libertés publiques, comme celles de la conscience ou du gosier. Et, pour une majorité d'entre eux, elle est le nom respectable de l'islamophobie dans laquelle se vautre désormais l'Europe.

Dès lors que la laïcité est un "événement", historiquement situé, plutôt qu'une "essence", pour reprendre la distinction du philosophe Gilles Deleuze sur ce que doit dire un concept, elle n'entretient pas, avec le politique ou le religieux, un rapport fixe. L'islam a été peu présent dans le déclenchement des "printemps arabes". Il s'y est vite (ré)inséré. Mais n'énonçons pas ces recompositions selon un jeu à somme nulle.

D'abord, parce que les armées, ou les régimes sous tutelle militaire, ont, la main sur le coeur de la laïcité, beaucoup concédé à l'islam pour lutter contre la gauche ou les revendications régionalistes, notamment en Algérie, en Egypte et en Turquie, dans les années 1960-1990.

Ensuite, parce que les mobilisations de 2011 ont fourni aux jeunes militants laïques et islamistes l'opportunité de lutter ensemble, de partager l'espace public au prix de compromis mutuels, et d'imposer aux aînés de leurs camps respectifs de nouvelles visions de la cité. Selon le politologue marocain Mohamed Tozy, devrait en découler une offre islamique d'Etat séculier, dont le vocabulaire musulman, prompt à effaroucher les opinions occidentales, avec ses notions de "charia" ou de "califat", pourrait ne rien dire d'autre qu'Etat civil de droit, bonne gouvernance et privatisation de la solidarité sociale.

L'idée hexagonale de laïcité n'a pas aidé les Français à admettre l'iniquité des Etats moyen-orientaux qui s'en réclamaient ni à pressentir l'éclosion des "printemps arabes". Elle menace maintenant de les faire passer à côté des recompositions en cours. Le vrai problème a moins trait aux rapports de la religion et du politique qu'à la relation au néolibéralisme des partis issus de l'islamisme.

Si les peuples dits arabes ou musulmans ont apporté la preuve de leur capacité à secouer le joug de l'oppression politique, ils n'ont pas encore - pas plus que les Européens - su apporter une réponse à la crise structurelle qui frappe l'économie mondiale. Certes, la Turquie de l'AKP caracole avec ses 8 % de croissance. Mais pour combien de temps, et en quoi ce succès est-il reproductible sous prétexte d'islam ?

Quid du prétendu miracle tunisien qui n'était qu'un mirage, sans même parler de la vulnérabilité du décollage du Maroc, des trompe-l'oeil pharaoniques du Golfe ou des piètres performances de l'Egypte et de la Syrie ?

La question à laquelle sont confrontés les musulmans, islamistes et laïcistes confondus, est sociale et non religieuse. Et, pour la résoudre, le "petit père Combes" (*il avait préparé le projet de loi de séparation de l'Eglise et de l'Etat qui sera votée en 1905*) leur sera moins utile que l'économiste Keynes.

Jean-François Bayart, directeur de recherche au CNRS

Article paru dans l'édition du 29.11.11

Six out of 10 for the Dominique Strauss-Kahn conspiracy theory

One can pick holes in the latest 'honey trap' account of DSK's arrest in New York, but as conspiracy theories go it's not bad



It has been claimed that Dominique Strauss-Khan was the victim of a high-level political honey trap to destroy his presidential ambitions. Photograph: Sipa Press / Rex Features

Tabloid kiss-and-tell stories about film stars and footballers usually bore me. But political conspiracy theories have a similar pornographic quality I find harder to resist, even though I know they're usually bad for me – and probably untrue.

So Saturday's front page of the Financial Times, normally worthy to a fault, was an unexpected treat: the [Dominique Strauss-Khan](#) affair presented as a high-level political honey trap to destroy his presidential ambitions. Perhaps. There are holes that can be picked in the account. But on a scale of one to 10, I'd rate it a six.

Yes, I know we've heard it all before in several versions since that fateful Saturday morning, 14 May 2011, when the New York hotel maid, Nafissatou Diallo, entered the presidential suite (2806) at the Sofitel hotel at 12.06pm, there to encounter – both sides agree this bit – a naked head of the IMF emerging from the shower.

But, as you may not yet have heard, Edward Jay Epstein's account of what happened next is different. [You can read it behind the FT's subscription wall here](#), read [Paul Harris's account for the Observer here](#) or the [full version – for free – here in the estimable New York Review of Books \(NYRB\)](#). And here's a [follow-up New York version I found online](#).

As an investigative reporter, [Epstein](#) is too old a hand – he's 76 for heaven's sake – to draw firm conclusions without firmer evidence. But he has seen various records from the Sofitel's security systems and obviously talked to a lot of people, including policemen and lawyers in New York.

Lots of people have axes to grind [in a case](#) which – you may recall – eventually fell apart on Diallo's alleged unreliability as a witness.

But the essential points he raises include these:

- DSK's missing BlackBerry, never found, was already suspected of being hacked, and was disabled at 12.51 on the day in question, less than half an hour after he left the Sofitel to meet his daughter for lunch and catch a flight to Paris as part of his preparation to become the Socialist candidate to contest the 2012 French presidential elections.
- Diallo twice visited another room (2820) on the same floor of the hotel, before and after the alleged assault, but did not tell investigators or a grand jury about the second visit; nor will the hotel say who had been staying there. Other staff also entered room 2806, according to electronic key records.

- A series of telephone calls took place between the hotel management and corporate HQ in Paris before the police were called or the maid taken to hospital; one could have been to the security chief of Accor, parent company of the Sofitel hotel chain, who was heading to watch a football match with the French president, [Nicolas Sarkozy](#), at the time
- Two hotel executives involved in the unfolding drama did a little dance and high-fives when they thought they were out of sight of CCTV cameras.

No, it doesn't make a conspiracy. That's why this stuff is often soft porn we should avoid.

It's been denounced by the hotel, by Sarkozy's ruling UMP – clearly the folk in the frame since at least DSK's BlackBerry message had (allegedly) been read in UMP HQ – and others you'd expect to deny it.

Those who might have helped Epstein have kept their heads down. The high-five execs have said they were discussing sport, like they do all the time. One of their teams had won.

But you have to take conspiracy theories one at a time. Occasionally they turn out to be true.

At this stage I should draw your attention again to Epstein's biography. As [this brief Wiki entry](#) suggests he's what in our trade we call a "grassy knoll" man — ie, he believes the murder of President John F Kennedy on 22 November 1963 in Dallas (48 years ago last week, but unremarked) was a conspiracy yet to be unearthed.

There remain odd features to that killing, especially the shooting dead of Lee Harvey Oswald, the official assassin, in police custody, so I keep an open mind on it.

Epstein is a serious fellow with lots of books to his credit, though he is also part of the high-end New York media scene that Tom Wolfe would be mocking if he wasn't part of it too. Try [this sample of narcissistic idiocy](#), even though it's written by Michael Wolff, Obama's biographer and a good writer. It involves Christopher Hitchens in a row with Epstein at the kind of event I'd only attend as a fly on the wall.

Back to DSK. So much has since come out that no one can seriously pretend he isn't a man who has a problem with women. Hugh Grant was wrong when he told the Leveson inquiry last week that the French manage privacy better than we do: they do, but in ways that protect the rich and powerful, allowing them to misbehave.

DSK wouldn't have got away with it here. His sperm is mingled with Diallo's saliva on the Sofitel's carpet and – did I hear this right? – also on the walls. The walls? He's 62, for heaven's sake!

Given that Strauss-Khan was involved – allegedly – in a vice-ring drama in Lille, and that there have been other claims and a civil case in New York, it's hard to see him ever fully clearing his name, let alone making a comeback, even if a major plot was uncovered and, much harder, proved.

But in muddying the waters there is plenty to be salvaged by DSK, by Sarko's official Socialist opponent next year – the uncharismatic François Hollande – and by the large section of French society which mistrusts its own intelligence agencies (with some good reason) and positively despises US justice and wider society.

I guess the US district attorney's office in New York would like to recover some dignity too after the collapse of its high-profile investigation.

It also has to be pointed out that, if this was a honey trap, DSK leapt into it with an abandon which would make Bill Clinton look like General De Gaulle.

Both sides at the Sofitel agree there was some sort of sexual encounter, DSK asserting it was consensual, as consensual as you can get in seven minutes.

But if any kind of entrapment was even half-established it would be up there with the major plots. Dallas was a literal assassination, but the Watergate burglary and cover-up of 1972-74 which rescued, then destroyed, Richard Nixon's presidency from imagined foes was a real one.

By 1984 it was being alleged that Jimmy Carter, the Democrat elected in 1976, lost in 1980 because of the [October Surprise](#), a deal cooked up between Reagan Republicans and the theocratic hostage-takers of Tehran to hand the 52 Americans back only after Carter had lost office – and to be paid for the help in US arms.

Absurd? Yes, but not quite so absurd after it emerged in 1986 that the arms embargo had indeed been breached to finance weapons purchased for the Nicaraguan contras, a rightwing insurgency against the Sandinista regime so loathed in Washington.

One of the troubles with conspiracies is that they're untidy: who is Nicaragua's president in 2011? Why, [Daniel Ortega](#), the Sandinista leader who was president from 1985 to 1990, ousted by a US-backed alliance, but now in office again since 2006, a friend of Venezuela's Hugo Chávez. The US is not all-powerful, it never was.

Nor is the French intelligence service which, like ours, has some murky skeletons in its cupboard. How serious would the plausible contours of a plot now look? Quite serious, I'd say, because the French banking system is under pressure and its politics discredited in ways quite different from ours, potentially more serious than, say Rupert Murdoch's footsie with the politicians and police. The far right is better established in France too. More often than not, conspiracy is a symptom of decay.

On the radio on Monday morning a well-placed commentator asked if it could be conceivable that "an old-established party" like Sarko's UMP could connive in bringing down a political rival, with a host of people involved.

That's always a good point – as it is with the 9/11 conspiracy theories which survive despite the evidence – but for the record the [UMP](#) is so old that it was established by Jacques Chirac as long ago as 2002.

Ex-president Chirac is currently on trial (he's too sick to attend) for misappropriating public funds. There always comes a moment with conspiracy theory when one's head gets dizzy and it's time to stop.

Europe's crisis is an opportunity for democracy

Instead of Soviet-style German euro-nationalism, let us create a Europe of the citizens, a community of democracies



Ulrich Beck

guardian.co.uk

Monday 28 November 2011 15.36 GMT

Europe already accomplished a miracle once before: enemies became neighbours. In the light of the euro crisis, the cardinal question must be confronted once again: how can Europe guarantee its citizens peace, freedom and security in the risk-storms raging in the globalised world? This calls for nothing less than a second miracle: how can the Europe of bureaucracy become a Europe of citizens?

Once upon a time, after the Greek debt had been devalued, people began to breathe easily and to draw hope: Europe had survived and was perhaps even strong and agile enough to overcome its problems. Then the Greek prime minister, Giorgios Papandreou, announced that he wanted to put this fateful question to the Greek people in a referendum. Suddenly, the hidden, inverted reality came to light. In Europe, which is so proud of its democracy, someone who practices democracy becomes a threat to Europe! Papandreou was forced to call off the democratic referendum.

Whereas just a short time ago we had hoped, to quote the German poet Hölderlin, that "Where there is danger, salvation grows too", now a new counter-reality is appearing on the horizon: where there is salvation, danger grows too. At any rate, the anxious question has suddenly wormed its way into people's heads: Are the measures introduced to rescue the euro abolishing European democracy? Will the "rescued" EU cease to be a European Union as we know it and instead become an "EE", a European Empire with a German stamp? Is this never-ending crisis giving birth to a political monster?

Not long ago it was commonplace to speak in disparaging terms about the cacophony in the European Union. Now all of a sudden Europe has a single telephone. It rings in Berlin and for the moment it belongs to Angela Merkel.

Yesterday it seemed as if the crisis was raising the old question of the *finalité* of European unification: should Europe become a nation writ large, a confederation, a federal state, a mere economic community, an informal UN, or something historically new: namely, a cosmopolitan Europe founded on European law that performs the role of politically coordinating Europeanised nation-states?

All of that suddenly looks like folklore. Even asking "Which Europe do we want?" is to act as though one could still choose after rescuing the euro. The train seems to have already left the station – at least for Greece, Italy and Spain.

Not just the power structure has undergone a permanent shift. Instead, a new logic of power is taking shape. The Merkel-Europe's grammar of power conforms to the imperial difference between lender and borrower countries. Thus it is not a military but an economic logic. (In this respect, crucially, any talk of a "Fourth Reich" is wide of the mark.) Its ideological foundation is what I would like to call German euro-nationalism: that is, an extended European version of Deutschmark nationalism. In this way the German culture of stability is being elevated to Europe's guiding idea.

Some Germans do believe their model exerts a magnetic power of attraction on the people of Europe: [Europe is learning German](#), they say. But it is more realistic to ask: what is the basis of the power of enforcement? [Angela Merkel](#) has dictated that the price for debt without restraint is loss of sovereignty.

The consequences are the splitting of the EU. This is reflected, first, in the new internal conflict between the eurozone countries and the EU countries outside the eurozone. Those who do not have the euro find themselves excluded from the decision-making processes which are shaping the present and future of Europe. They are losing their political voice – most apparent in Britain's case, which is sliding into European irrelevance.

However, a dramatic split is also occurring in the new, crisis-torn centre of activity of the euro countries, a split between the countries that already or will soon depend on the drip feed of the rescue fund and the countries financing the rescue fund. The former have no other option but to submit to the claim to power of German euro-nationalism. Italy, perhaps one of the most European countries, is threatened with playing no further role in shaping the present and future of the continent.

The basic rules of European democracy are being suspended or even inverted, bypassing parliaments, governments and EU institutions. Multilateralism is turning into unilateralism, equality into hegemony, sovereignty into the deprivation of sovereignty, and recognition into disrespect for the democratic dignity of other nations. Even France, which long dominated European unification, must submit to Berlin's strictures now that it must [fear for its international credit rating](#).

This future taking shape in the laboratory of the euro rescue as an intentional side-effect resembles – I hesitate to say it – a belated European variant of the Soviet Union. A centralised economy no longer means having to draw up five-year plans for the production of goods and services, but five-year plans for debt reduction. The power to implement them is being placed in the hands of "commissioners", authorised by "rights of direct access" (Merkel) to stop at nothing in tearing down the [Potemkin villages](#) erected by notorious debtor countries. We all know how the USSR ended.

But could there be opportunity amid the crisis? In fact, the question of how this enormous space comprising 27 member states should be governed if, before every decision, 27 heads of government, cabinets and parliaments have to be convinced, has answered itself. In contrast to the EU, the eurozone is de facto a community of two speeds. In future only the eurozone (not the EU) will belong to the avant-garde of Europeanisation. This could represent an opportunity for the urgently needed institutional imagination.

There has long been talk of an "economic government". What is behind this needs to be fleshed out, negotiated and tested. Sooner or later the highly controversial [eurobonds](#) will also be introduced. The German finance minister, Wolfgang Schäuble, is already arguing for the introduction of the [tax on financial transactions](#) that, in the larger EU, would founder on Britain's veto.

John F Kennedy once astonished the world with his idea to create a [peace corps](#). By analogy, the neo-European Merkel should dare to surprise the world with the insight and initiative that the euro crisis is not just about the economy but about initiating the Europeanisation of Europe from below, about diversity and self-determination, about a political and cultural space in which the citizens no longer confront each other as enemies who have been disenfranchised or fleeced. Create the Europe of the citizens now!

Any talk of "enlargement" and "deepening" would thereby acquire a new meaning. What would have to be enlarged and deepened is democracy in Europe. The rule of law and the market are not sufficient. Freedom needs a third pillar if it is to become secure; its name is European civil society or, in more concrete terms, doing Europe or European civic activity. Such an autonomous civic practice, providing basic funding for Europe's unemployed youth, would doubtlessly cost a pile, but just a fraction of the zeros which have been, and are probably going to be, swallowed up by the rescue of the banks.

We should have no fear of direct democracy. Without transnational opportunities for interventions from below, without European referendums on European themes that send a shudder through the ocean liner Europe, the whole enterprise will fail. Why not have the president of the European commission directly elected by all European citizens on the same day, which would thus for the first time be European in the strict sense?

It might also make sense to appoint a new constitutional convention which this time would confer democratic legitimation on another Europe – let us name it the "European Community of Democracies" (ECD). That would be a beginning, not the answer to the European crisis. We have to speak of the Europe of the *citoyen*, the *citizen*, the *burgermaatschappij*, the *ciudadano*, the *obywatel*, etc, thus of the antagonisms hidden in the unifying formula "Europe of the citizens". For each of these national cultural key concepts stands for a different path to political modernity.

How is a European democracy possible without disenfranchising the national parliaments? Assuming one recognises that implementing democratic rights involves and requires many paths, can the democratic empowerment of a cosmopolitan Europe be accompanied by a strengthening of its national democracies in the member states?

The answer has to be that new Europe would not follow the model of German euro-nationalism but would be an emerging European Community of Democracies. And sharing sovereignty becomes a multiplier of power and democracy.

- © 2011 Guardian News and Media Limited or its affiliated companies. All rights reserved.

11/28/2011 01:15 PM

SPIEGEL ONLINE

Euro Zone on the Brink

A Continent Stares into the Abyss

Fear is spreading through the financial markets as investors pull their money out of the crisis-stricken euro-zone countries. With Chancellor Angela Merkel opposed to using the ECB's firepower to solve the crisis, the monetary union appears increasingly in danger of breaking apart. Some economists are even arguing for Germany to reintroduce the deutsche mark. *By SPIEGEL Staff*

Euro bonds? French President Nicolas Sarkozy apparently isn't familiar with the term. He talks and talks, but he never mentions euro bonds. And then it's Italian Prime Minister Mario Monti's turn. Euro bonds? Never heard of them. Or at least he says nothing about them in his speech. The next speaker is German Chancellor Angela Merkel, who wouldn't dream of mentioning euro bonds.

It is last Thursday, and the three European leaders have just had [lunch together in Strasbourg](#) and are giving a press conference on the subject of the euro. It must have been an amazing lunch, full of unity, harmony and understanding.

Or at least that's the way they describe it. And when something is that pleasant, it makes complete sense not to talk about euro bonds, even though they are now the central issue in the debate over the euro crisis. Merkel is [opposed to the idea](#) and Sarkozy and Monti are in favor, but they don't want to say as much.

Of course, there is, as always, a journalist around who is leery of the harmonious mood, which is why he asks about the bonds that everyone knows about but isn't mentioning. Merkel says that she hasn't changed her opinion on the issue, but without actually uttering the distasteful words. Sarkozy mentions the Rhine River, tells a joke about a hypochondriac, talks and talks and finally says that he and his counterparts will certainly come to an agreement. But he doesn't mention euro bonds by name.

And then it's Monti's turn again, and what does he do? He does use the word euro bonds, but then he quickly switches to a new, more attractive synonym, noting that he would not be overly opposed to "stability bonds." His words reveal that there is indeed a serious conflict within the euro zone.

Hopelessly Divided

Nothing works in Europe without Merkel. And the German chancellor isn't just opposed to euro bonds. She also refuses to accept a move by the European Central Bank (ECB), backed by the French in particular, to buy up the bonds of ailing euro-zone countries on a much larger scale than it has done to date, in order to bring down the yields on those bonds. But that was not an official topic in Strasbourg, where Sarkozy assured his fellow leaders that France respected the independence of the ECB.

The staged harmonious mood stands in sharp contrast with reality. In the middle of its biggest crisis, Europe is hopelessly divided. One summit follows the next, and they all end with conciliatory statements and avowals, but not with any shared plan for how to save the euro.

The situation could hardly be any more dramatic. The European monetary union threatens to implode unless something happens soon. The ambitious project that was supposed to permanently unify the continent will have failed, with dramatic consequences for Europe and the rest of the world. Countries would go bankrupt, banks would have to be rescued once again, and the economy would sink into a recession that would last for years.

The moment of truth is approaching, now that the end game for the euro has begun. But what will happen now? In the coming weeks, but particularly in the first quarter of 2012, the ailing European countries will have to raise massive amounts of money. In Italy alone, more than €110 billion (\$145 billion) in old debt is set to expire, which will have to be refinanced (see graphic). But who is going to give these countries fresh capital at the moment?

Losing Confidence

Investors have lost confidence in the euro-zone countries and in their ability to rescue the common currency. Not even the recent changes of government in Italy, Greece and Spain have been enough to persuade them otherwise.

There is a growing sense of fear, both in the financial markets and in government offices. Even serious bankers who exude confidence in public admit privately that the monetary union could soon fall apart.

The previous bailout attempts have been worthless, they say, noting that Europe must finally reach for the only weapon whose firepower is endless, the European Central Bank. The ECB must finance the debtor nations, even if its own constitution bars it from doing so. The central bank has enough money, and it can also print money if necessary.

Most European leaders share this realization by now -- all except Merkel. She remains resistant, concerned about the central bank's independence and monetary stability. She is also staunchly opposed to all attempts to pool the debts of euro nations through jointly issued debt known as euro bonds.

The German chancellor is increasingly isolated. At home, she must defend any concessions to save the euro against her coalition partners, the business-friendly Free Democratic Party and the conservative Christian Social Union (the Bavarian sister party to Merkel's Christian Democratic Union). She must convince members of parliament from her own party and abide by the rules set by Germany's Constitutional Court in its far-reaching decisions on the euro crisis. The FDP is creating alarm by polling its members on the party's position on the crisis. In other countries, Merkel is seen as a stubborn defender of German interests who hasn't recognized how serious the situation is -- and is therefore jeopardizing the entire monetary union.

Jacques Attali, who used to be an adviser to former French President François Mitterrand, paints the concerns of partner countries in a particularly drastic light. After the two world wars, says Attali, it is "now Germany, once again, that holds the weapons for the entire continent's suicide in its hands." If Germany doesn't change its position, says Attali, "there will be a catastrophe."

Europe's Failed Attempts to Save the Euro

From the foreign perspective, the situation is clear: Rescuing the euro depends on Germany, which merely has to abandon its resistance to pooling debt. But this sort of "liability union" would not only contradict the so-called no-bailout clause of the European treaties, under which no euro-zone country can be held liable for the debts of another, but it would also be particularly dangerous for the Germans. As Europe's largest economy, Germany would shoulder the biggest burden and, in the end, could even be plunged into ruin with the rest of the euro zone.

Merkel is also concerned that the debt-stricken nations would immediately revert to their old bad habits if they felt that their rescue was certain. For this reason, the Germans only want to approve aid in return for strict conditions.

The chancellor has behaved very cautiously from the start. She has made an incrementalist approach the cornerstone of her crisis management, and has always insisted there would be no bold stroke that would slice through the Gordian knot. She wants to think about solutions in terms of an end result. But what if this end result remains so nebulous that tiny steps are in fact the only alternative?

As a result, the efforts to manage the crisis have hobbled along from one summit meeting to the next, without any evidence of lasting success. International investors have set their sights on more and more ailing countries, which in turn have been forced to pay higher rates on their sovereign bonds.

Timid Steps

The instruments and programs with which Merkel and her counterparts have sought to control the crisis have proved to be too timid. Because the first bailout package for Greece was inadequate, it was followed by a second one. The European bailout fund was also enlarged. But because the fund still isn't fully functional, the ECB is constantly intervening in the bond markets, buying up Italian and Spanish sovereign debt to stabilize yields.

But the chronic stopgap measures have failed to reestablish confidence in the monetary union. There have also been glaring inadequacies in crisis management, as a result of infighting over competencies as well as jealousies between the European Commission and national governments, the ECB and the politicians, and among the central banks of individual countries.

There is also no love lost among the senior-most representatives of the European Union and the euro zone. European Commission President José Manuel Barroso envies European Council President Herman Van Rompuy for his prominent position, while Van Rompuy in turn challenges Euro Group President Jean-Claude Juncker's authority. All of this infighting leads to strife, ambiguities and a cacophony of voices.

Barroso's hapless actions are a case in point. Less than two weeks after the crisis summit in late July, he settled his scores with the European heads of state and government, saying that their resolutions were not far-reaching enough, and that their implementation was deficient. The intervention did not exactly build confidence in Europe's ability to get its act together, and the risk premiums on some European government bonds rose significantly as a result.

Too Small

Even worse than the disharmony is the fact that the euro zone's backstop fund, the European Financial Stability Facility (EFSF), is not functioning correctly. It was originally set up for crisis-ridden peripheral euro-zone members, but it was soon clear that it was too small even for that. The member states had to add additional guarantees so that the EFSF's effective lending capacity could actually reach €440 billion as originally planned.

But even that amount was quickly stretched to its limits. The markets were not in the least bit impressed by the Europeans' commitment. A few weeks ago they targeted two countries, Italy and Spain, which would overburden the EFSF if they had to be bailed out.

In the future, the EFSF's remaining funds of €250 billion are to be leveraged, or increased, to between four and five times their current value, using complex financial constructs involving the participation of private investors. The reasoning is that this could also protect countries like Italy or Spain, in the event that they are faced with liquidity problems due to turbulence in the euro zone. If necessary, the funds could also be used to prevent banks from collapsing.

But the euro rescuers did not take investors into account when they were doing their calculations. During his recent promotional tour of state-owned funds in China and investors in Japan, EFSF chief executive Klaus Regling, who had hoped to persuade Asian investors to put their money into the bailout fund, encountered noticeable reticence. The managers of the large investment funds apparently no longer trust the Europeans to get their problems under control.

To make the new instruments more attractive, the EFSF itself must become more heavily involved than planned. This would reduce the necessary leverage considerably. At a meeting of euro-zone finance ministers

this week, Regling intends to present solutions that amount to only a doubling or, at most, a tripling of the EFSF funds.

A Buyers' Strike on Euro-Zone Debt

The more desperately the euro governments have tried to make the EFSF more effective, the faster the prices of euro-zone government bonds have fallen. "The term 'buyers' strike' isn't strong enough to describe what's happening," says Joachim Fels, chief economist at the American investment bank Morgan Stanley. "I would call it a flight from government bonds."

In November, the yields on Italian, Spanish and even French sovereign bonds shot up, mirroring the downward slide in bond prices -- a sign of the growing risk of default that investors now see on almost all euro-zone bonds. Recently, Italy had to pay interest rates of more than 7 percent on its 10-year bonds.

The question of how much longer the highly indebted peripheral countries can last is becoming more and more pressing. Close to €9 billion in Italian government bonds will mature this week, while more than €30 billion will come due by the end of the year.

When governments can no longer place their long-term debt with investors, they plug their holes with short-term loans. But investors are also demanding higher and higher yields for short-term bonds. On Friday, Italy had to offer rates of at least 6.5 percent for six-month bonds. By the first quarter of 2012 at the latest, when more than €112 billion in Italian bonds will mature, this short-term strategy will no longer work.

Broad Retreat

That's because an end to the buyers' strike is not in sight. In the first phase of the debt crisis, politicians from Berlin to Brussels still suspected that it was speculators, in conjunction with the rating agencies, who were driving Greece and others to the brink of insolvency.

It is now clear, however, that a broad retreat from the crisis-stricken countries is underway across almost all investor groups. "It's no longer just the banks. Now insurance companies, pension funds and even sovereign wealth funds are selling off euro-zone bonds," notes Joachim Fels, the Morgan Stanley economist. The fear of losses and of a breakup of the euro zone is driving investors away -- as are the politicians who have fueled this fear through poor decisions.

The first attempts to bail out Greece already planted the seed of subsequent failures. In May 2010, German Finance Minister Wolfgang Schäuble wrested the promise -- albeit a nonbinding one -- from German banks that they would keep their credit lines to Greek banks open and would not sell off the country's bonds.

A year later, the banks felt betrayed. After weeks of negotiations, the banking industry grudgingly agreed to a "voluntary" haircut on Greek debt. Initially, the banks abandoned 21 percent of their claims against Greece, and in October they agreed to accept a 50-percent writedown on their Greek holdings.

'High Price'

Investors see the involvement of private creditors in the debt-relief program as a serious blunder. If one country in the euro zone isn't able to fully repay its debts, who can guarantee that it won't be joined by another country in the future?

Josef Ackermann, the CEO of Deutsche Bank, warns that there are many investors in the United States and Asia who will no longer want to invest in euro-zone bonds under these conditions. "We will be paying a high price for a long time to come for having violated the principle that European government bonds are risk-free," he recently said in Frankfurt.

Many others in the banking industry agree. On the sidelines of the November 2010 G-20 summit in Seoul, the euro-zone countries signaled that the participation of private investors in the costs of a national bankruptcy would only be possible on new debt issued after 2013, at the earliest. In the nervous fall of 2011, investors have now realized that these assurances are worthless.

Politicians have also made other mistakes. On Oct. 26, the euro rescuers in Brussels, Paris and Berlin imposed higher capital reserve requirements on their banks, so that they could brace themselves against possible defaults on euro-zone government bonds. The lenders now have until Christmas to explain how they intend to meet the new standards by the end of June 2012.

But what was intended to stabilize the euro-zone banking system and mitigate the consequences of a possible national bankruptcy came back like a boomerang. First, with their decision, the euro partners signaled that they themselves were anticipating defaults. In that situation, any rational investor would try to sell off their euro-zone holdings.

Offloading Bonds

Secondly, most banks are not trying to raise new money to reach the new equity capital requirement of 9 percent of total assets. This wouldn't even be possible, given the hyper-nervous markets. Instead, the banks are reducing the size of their balance sheets, and thus their capital requirements, by selling off assets -- such as government bonds.

According to a study by the Landesbank Baden-Württemberg (LBBW), a German state-owned bank, the banks in the core euro-zone countries have reduced their holdings of government, bank and company securities from the EU periphery by 25 percent, down to €1 trillion, since the beginning of 2010. "The trend (toward reduction) is likely to continue," the LBBW concludes.

What is more, bank regulators are making government bonds fundamentally less attractive to banks in the future. Until now, banks were not required to secure investments in European government bonds with capital. This was advantageous for the governments, because it meant that they would always find willing buyers for their debt among banks. This will, however, probably change under new regulations for banks, which will also require them to maintain capital reserves to back investments in sovereign debt.

The calendar is also accelerating the flight from government bonds. Banks, investment funds and insurance companies close their books shortly before the end of the year and make hardly any new investments. At the same time, they often sell off those securities that have brought them losses, like European government bonds. Few institutions would want to have to explain to investors why, after a debt crisis that has lasted almost two years, they are still sitting on the sovereign debt of crisis-ridden countries.

For all of these reasons, the debt-stricken nations are now cut off from access to new money, just as banks were after the Lehman Brothers' bankruptcy of 2008. Who will finance them in the future?

The Last Hope

The meager successes of the euro rescuers to date have fueled calls for the use of what is perceived as a stronger weapon: the ECB's so-called "big bazooka." Until now, the Germans, in particular, have refused to deploy the central bank's ultimate instrument of deterrent, but the pressure is mounting.

In recent days and weeks, world leaders including US President Barack Obama, British Prime Minister David Cameron and Spanish Prime Minister-elect Mariano Rajoy have called upon the new ECB President Mario Draghi to embark on permanent and unlimited purchases of the bonds of troubled euro-zone nations in future, using what is in principle the infinite capacity of the money presses. This would, in a manner of speaking, turn the ECB into Europe's lender of last resort. Economists and politicians want to see Europe's monetary watchdogs rush to the aid of its governments, using the US central bank, the Federal Reserve, as their model.

But the ECB has already been buying sovereign debt for the last year and a half. The central bank has now spent more than €190 billion on Greek, Portuguese and Spanish bonds, but the results have been less than encouraging. Despite the ECB's increasing intervention, risk premiums are still going up. Axel Weber, the former head of Germany's central bank, the Bundesbank, and Jürgen Stark, the former chief economist at the ECB, resigned in protest against the questionable measures.

Weber and Stark were convinced that the controversial purchases not only violate the traditional principles of the Bundesbank, but are also illegal in the long term. Weber's successor, Jens Weidmann, agrees, and he **vehemently opposes** all attempts to fight the euro crisis by printing money.

Opening the Floodgates

The ECB's interventions are still somewhat justifiable, because they are limited in scope and in time. However, if the central bank were to open all the floodgates, as some are demanding, its actions would hardly be compatible with the European treaties. They expressly prohibit the ECB from financing the countries of the euro zone with the money presses. The Treaty on the Functioning of the European Union states that the central bank may not "purchase (debt instruments) directly."

The ECB is only permitted to buy government bonds on the so-called secondary market, i.e. indirectly from investors like banks and insurance companies, but not on the primary market, or directly from the issuing countries. But what happens if investors don't buy the large numbers of bonds that will come on the market in the coming weeks and months? Then the bazooka will only work if the ECB buys the debt securities directly.

In fact, say market players, the ECB is already circumventing the prohibition on direct government financing today. They argue that countries like Italy and Spain were only able to raise sufficient new funds at 7 percent interest because the ECB took securities off the market before and after their auctions.

Investors and governments are calling on the central bank with increasing urgency to buy the sovereign debt of cash-strapped countries on the primary market as well, and in much bigger amounts.

The Fed as Example

There are many who see this further breach of the European treaties as the lesser evil. They argue that Europe is in an extraordinary state of emergency, because if nothing is done the monetary union will collapse, plunging Europe into crisis.

Many advocates of increased ECB interventions point to the American Fed as a model. However, the Fed buys US treasury bonds primarily to flood the domestic economy with money. The purchases are not needed to finance government spending, because the worldwide demand for US bonds remains consistently high, despite the country's high debt levels.

It's a completely different story in Europe. If the ECB were to issue the desired general guarantee for all government bonds, it would reduce itself to acting as the servant of the European debtor nations. Its political independence, one of the most important principles on which the monetary union is founded, would be lost.

German taxpayers, in particular, would be left to suffer the consequences. As soon as a country became unable to repay its debts, the ECB would be forced to write off the bonds, and German taxpayers would be burdened with more than a quarter of the losses. Thus, in a roundabout way, the ECB would become the facilitator of precisely the "transfer union" that the German government is determined to avoid.

What's Wrong with a Little Inflation?

This too is one of the distinctions between the European and US central bank systems, says the Oxford-based German economist Clemens Fuest. Unlike the Fed, the ECB is responsible for a number of different countries.

According to Fuest, if it were to buy up the bonds of certain countries, the risks would be redistributed within the European central bank system. "The Americans don't have this problem," says Fuest. "That makes it easier for them to intervene."

Critics fear that unlimited sovereign debt purchases will fuel inflation. Europe's monetary watchdogs are trying to neutralize the purchase of Spain or Italy bonds by requiring that the banks, in return, invest their money in forward accounts with the central bank. But many economists warn that with this method the ECB could only keep the money supply constant for a limited period of time.

"At the latest when the demand for credit in the private economy picks up again," says Bonn money expert Manfred Neumann, "the banks will dissolve the forward accounts and channel the funds into the economy," thereby triggering inflation.

The question is whether this would be such a bad thing. Isn't a little inflation an acceptable price to pay for saving the euro? What are the relatively minor losses for savers and asset owners compared to the costs of a collapse of the euro?

The question is more difficult to answer than it would seem at first glance. Economic history teaches us that once inflation is underway, it is often difficult to control. To make matters worse, if governments hope to sell their bonds in times of rising prices, they must offer buyers higher yields. The debt burden grows and, with it, the financing risk for government budgets.

Thus, it cannot be ruled out that the ECB interventions that are being called for will ultimately produce completely different results than expected. The risk of government bankruptcies would actually be increased instead of being reduced -- across the entire euro zone.

Are Euro Bonds the Lesser Evil?

Many politicians in the euro zone believe that a different and less harmful miracle weapon could bring calm to the financial markets: jointly issued euro bonds. Speculators could no longer take aim at individual euro-zone countries, argue the proponents of euro bonds, and interest rates would be tolerable, because the strong countries would also guarantee the bonds. Supporters also argue that this would create a large, liquid market that would offer investors a true alternative to US treasury bonds.

Last week, European Commission President Barroso presented three possible options, much to the irritation of German Chancellor Merkel. Under the first proposal, there would only be common bonds with a uniform interest rate and joint guarantees. Under option two, a country could only borrow up to a limit equivalent to 60 percent of its GDP using euro bonds. With the third option, countries would only be liable for the common debt securities according to their relative size and economic strength. Germany would be responsible for the biggest share of liability, 27 percent, with the smallest share, 0.1 percent, going to Malta.

The third model could be introduced relatively quickly, but it's also the least effective. The other options would require amendments to the so-called Lisbon Treaty among European countries, because Article 125 of the treaty prohibits a member state from guaranteeing the debts of another member state.

Stopping Budget Offenders

The Germans also want an amendment to the EU treaties -- not to introduce euro bonds, but to make them unnecessary.

Berlin proposes amending the Lisbon Treaty in such a way that budget offenders could be stopped in time. This is intended to harmonize budgetary policies in the euro countries over time.

European Council President Van Rompuy is expected to submit proposals by the next Council summit on Dec. 9. However, ideas about these proposals diverge widely between Berlin and other capitals.

For this reason, Van Rompuy has already suggested postponing the discussion. But the German Chancellery is standing its ground. The Germans are concerned that if the discussion is postponed, they will be forced to make further financial concessions without having achieved any progress in achieving a so-called "stability union."

A possible compromise does exist, but it would put Merkel under considerable political pressure at home: The Germans get their amendment to the Lisbon Treaty in return for agreeing to the introduction of common bonds -- which the German government has vehemently rejected so far.

The Temptation of Cheap Money

German Finance Minister Schäuble believes that common bonds could only function if the member states of the monetary union were to relinquish a significant share of their sovereignty in terms of fiscal policy to a central European body. Otherwise, the Germans fear, euro bonds would provide the wrong incentives. They would benefit only those countries that are currently forced to pay high interest rates. Euro bonds would enable them to raise funds under significantly better terms.

The concern is that the cheap money could tempt the countries that are now ailing to let their reform efforts slide. Merkel and Schäuble also fear that Germany would end up bearing a greater financial burden with euro bonds and be held liable for countries with poor credit ratings. Germany is currently able to borrow money at lower rates than any other country in the euro zone. The yield on a 10-year German treasury bond is now at 2 percent. If the risk is distributed among all euro-zone countries, the German finance minister will find himself paying higher interest rates.

The costs can be substantial. Assuming a refinancing need of €300 billion, it would cost the government an additional €3 billion a year if rates went up by only one percentage point. And the amount would increase every year.

Proponents of common bonds consider these calculations to be too pessimistic. In fact, they anticipate the trend moving in the opposite direction. Because the market for euro bonds would be of a similar size to the market for American treasury bonds, euro bonds would become more attractive. Common bonds would thus promote the role of the euro as a reserve currency. Both effects would increase demand for the new bonds, which in turn would bring down yields. It remains unclear whether this effect could offset the increase in interest rates.

Increasingly Isolated

Either way, Merkel and Schäuble aren't even interested in taking the plunge, at least not voluntarily.

They have now become relatively isolated with their position. Most other countries openly advocate euro bonds, and large segments of both the European Parliament and the European Commission are in favor of the bonds.

Nevertheless, government insiders believe that it is inconceivable that Merkel will relent. But should the crisis continue to escalate, possibly spreading to core nations of the euro zone, she will hardly be able to resist the pressure.

From the standpoint of domestic policy, Chancellor Merkel could hardly risk accommodating outside demands at this point. She is anxious to avoid anything that could provide the euroskeptics in the pro-business Free Democratic Party (FDP), the coalition partner to her center-right Christian Democratic Union (CDU), with new arguments. But proponents of euro bonds expect that, given that the FDP leadership managed to convince the party base to support the permanent bailout fund, the European Stability Mechanism (ESM), it would ultimately also accept jointly issued bonds.

Alarm Signals

The only question is whether it will be too late by then. The credibility of the instrument depends primarily on Germany's solvency, especially now that other important countries with top credit ratings, like France and Finland, have come under fire from the markets in recent weeks.

Euro bonds would only appeal to investors if they were guaranteed by the German government. But there are growing doubts as to whether Germany could in fact shoulder the burden alone.

The first alarm signals became evident in the last few weeks. On Wednesday, the German government's financial agency failed to fully place a bond offering. Optimists attribute the weak response from investors to insufficient yields. Others see the development as the first indication that markets are beginning to lose confidence even in traditionally robust Germany -- and that investors are now not only pulling their money out of the peripheral countries, but out of the monetary union as a whole.

Time for a Messy Breakup?

There is growing skepticism in the financial markets over whether the euro can even be saved in the end. Last week, Britain's Financial Services Authority already called upon British banks to prepare themselves for the end of the monetary union.

But what would happen if the euro-zone countries returned to their old currencies? And how could it even be accomplished? Until recently, hardly any reputable economist had even considered such questions. The notion that the euro zone could break apart was regarded as an absurd idea.

That has now changed. Some experts even consider it advisable that highly indebted countries like Greece, Portugal and possibly even Italy withdraw from the common currency. Others are even looking at a plan B for Germany to withdraw from the euro and reintroduce the deutsche mark. Would having a breakup of the euro zone now, however messy, be preferable to letting things drag on?

Hans-Werner Sinn, president of the Ifo Institute for Economic Research, is convinced that it would be the best thing for everyone involved if Greece were to return to the drachma. Greek banks would have to be closed for a week, all accounts, balance sheets and the government debt would be converted, and the drachma would then be devalued.

Are the Euro's Days Numbered?

Sinn argues that this would enable Greece to regain its competitiveness. Greek products would be marketable once again, and the tourists would return. Former ECB chief economist Otmar Issing also believes that this would justify the economic damage caused by such an operation.

Economists believe that the withdrawal of Greece, and possibly also Portugal, from the euro zone would have an important disciplinary effect. The euro zone would have demonstrated that it could not be blackmailed, which in turn would accelerate reforms in a country like Italy. The experts are also convinced that the monetary union would find it very difficult to cope with an Italian default.

In contrast, Hans-Joachim Voth, an economic historian who teaches in Barcelona, feels that the euro's days are numbered. He considers it advisable for economically strong countries like Germany to withdraw from the euro, because, so he argues, "not every stupid economic idea has to be defended to the bitter end." In theory, says Voth, the upcoming Christmas holidays could be a good time to take this step, because, as he argues, it's important to take the markets by surprise.

Dirk Meyer, a professor at the Helmut Schmidt University in Hamburg, also argues that the Germans should take the initiative and leave the euro zone as quickly as possible. He has even come up with a concrete time

frame. Under his scenario, it begins on a Monday, or "Day X." On the preceding weekend, the government will have issued the surprise order that banks remain closed on this Day X. The bank holiday is needed to incorporate all savings and checking accounts into the changeover.

On Tuesday, banks and savings banks begin to stamp their customers' banknotes with forgery-proof magnetic ink. Inspectors would monitor Germany's borders and international capital transactions to ensure that foreigners do not bring any money into Germany to have it stamped there. As a result of the expected devaluation, euros that have been stamped in this manner would lose value. The government would have to provide aid to banks that have substantial receivables and assets abroad.

Time to Convert

After about two months, Germany would leave the euro zone and, through an amendment to its constitution, reintroduce its own currency, which could also be a new common currency with other former euro-zone members who had left the monetary union. A second bank holiday would be used to convert all accounts and bank balances to the new currency. All individuals and companies residing in or headquartered in Germany would be entitled to convert their euros into the new currency. However, at least another year would pass before the new banknotes were printed and distributed. Until then, the stamped euro banknotes would serve as the valid currency.

In his scenario, Meyer expects the new currency to gain up to 25 percent in value against the euro, which would adversely affect companies that are dependent on exports. The foreign assets of German investors denominated in euros would also lose value. According to Meyer, the losses would amount to upwards of €225 billion, with major investors like banks and insurance companies being especially hard hit.

Meyer estimates the total economic costs of the operation would be between €250 billion and €340 billion, or 10 to 14 percent of Germany's gross domestic product -- a high price indeed.

But, he argues, the damage would be even greater if Germany remained in the euro zone. Meyer believes that German taxpayers would face an additional annual burden of about €80 billion should a European "transfer union" come into existence.

Last Principles

But a government can hardly base its policies on projections and models, even if it feels that they are plausible. The consequences of a breakup of the monetary union would affect everyone immediately, whereas the impact of all other strategies, as dangerous and costly as they might be, would only be felt in the future.

Merkel's credo is that, "if the euro fails, Europe fails." And if she is serious about this sentence, a case can be made that she will do everything possible to save the common currency -- even something that she has ruled out until now.

Then, even the last principles Merkel has staunchly defended until now will fall by the wayside, namely that the monetary union is not a debt- and liability union -- and that the euro cannot be defended with the money presses.

REPORTED BY MARTIN HESSE, DIRK KURBJUWEIT, ARMIN MAHLER, ALEXANDER NEUBACHER, RALF NEUKIRCH, CHRISTIAN REIERMANN, MATHIEU VON ROHR, MICHAEL SAUGA AND CHRISTOPH SCHULT

Translated from the German by Christopher Sultan

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,800285,00.html>

DER SPIEGEL

No. 48 / 28.11.11
Deutschland 4,- €
Abonnement 12,50 €



Und jetzt?



www.spiegel.de

The euro crisis

Could this be the plan?

The Economist Free Exchange Nov 28th 2011, 15:48 by R.A. | WASHINGTON

THERE is an inescapable sense that the euro zone is accelerating toward an uncertain and terrible end. At the *Financial Times*, Wolfgang Münchau [writes](#) that the euro zone has but days to save itself. At Bloomberg, Peter Boone and Simon Johnson [say](#) that the beginning of the single currency's end is upon us. And of course, *The Economist* [continues to warn](#) of the rising possibility of a break-up, and explains [how one might occur](#), in the latest print edition. Everywhere one looks, there are portents of doom.

Except, that is, in the markets. Equities are soaring today, perhaps as a result of technical factors like short-covering but perhaps, some suggest, on hopes that the euro zone is finally rising to the challenge facing it. From whence cometh this hope?

Markets appear to see the prospect of salvation in reports of a new [policy approach](#) from Angela Merkel and Nicolas Sarkozy. The two are said to be putting together a framework for a rapid move toward greater fiscal integration. Such a plan would likely entail oversight of member-state budgets—and a corresponding loss of sovereignty—with the understanding that such ties would facilitate the way toward sovereign risk-sharing, as through euro bonds. The prospect of fiscal submission to the will of the euro zone's big powers is unlikely to appeal to peripheral countries, but many have already accepted some degree of oversight in exchange for emergency assistance, and the alternatives are likely to be far worse. To get around the need to go through a lengthy and uncertain treaty-change procedure, the plan may be drawn up along the lines of the Schengen agreement on geographic mobility. Countries may be able to sign on on a voluntary basis; it will not be an all or nothing approach. Given the scale of the current debt crisis, mutualisation of fiscal responsibilities won't fix the mess. The main hope for the plan is clearly that a major step toward better fiscal institutions will encourage the European Central Bank to substantially step up its intervention in bond markets.

The approach has several of the ingredients necessary to resolve the crisis, and it isn't crazy to think that it might represent the beginnings of a workable end-game. Yet significant question marks remain. One concerns timing. The euro-zone crisis is galloping forward. Can enough euro-zone governments arrive at an agreement before critical thresholds are reached? Can and will the ECB hold the single currency together for long enough?

Then of course, there are the pesky details. One supposes that peripheral economies may bite the bullet and sign on. To what, however, are Germany and France actually willing to agree? And Finland and the Netherlands? Is this actually going to be fiscal integration with bite? Even if one assumes that the relevant parties are prepared to throw themselves headlong into true fiscal integration, will that convince the ECB to dramatically increase its interventions? Hang-ups about fiscal institutions aren't the only thing deterring the central bank from broader action, remember; Bundesbank officials are also worried about the statutory limits on the ECB's behaviour. Without explicit orders from governments to act as lender-of-last-resort, the ECB may keep its role limited.

It also seems like greater levels of bond purchases aren't enough to save the situation. The ECB has been buying large amounts of debt, to little avail. Markets are looking for guarantees. Without an explicit promise from the ECB that it will stand behind member-state debt, markets will continue to take ECB buying as little more than an opportunity to dump risky bonds. A lot of moving parts have to move in just the right way for a plan like this to work.

Meanwhile, the backdrop against which this drama is taking place is growing ever more foreboding. The OECD [declared](#) today that the euro zone is likely in recession. Its [latest projections](#) for growth in 2012 are truly dismal—and probably overoptimistic. Real output may contract in France and Germany over the next year. Italy and Spain also face recession, and Portugal and Greece are looking at very deep contractions. Moody's [warned today](#) that all of Europe's sovereign ratings are at risk and that multiple defaults can't be ruled out. It is seen as [good news](#) that in an auction of 10-year debt this morning, Belgian yields rose to just 5.7%.

Hope is not yet dead. But markets will soon turn sceptical again as they wait for details to materialise. Unless euro-zone leaders can deliver the goods and fast, it won't be long—mere days, perhaps—before panic is once again ripping the single currency apart.

La zone euro obligée de se réunifier

Le Figaro Par Jean-Pierre Robin Publié le 27/11/2011 à 13:35 Réagir



Jusqu'en 2007, l'euro était le gage de taux d'intérêt bon marché, comme il convient à une monnaie bien gérée. Crédits photo : DANIEL ROLAND/AFP

La crise financière met en exergue de façon cruelle les disparités économiques entre les dix-sept pays de l'euro. Il est urgent d'y remédier.

Pour saisir l'état de l'Europe, il suffit de se remémorer la phrase d'ouverture d'*Anna Karénine*, le roman de Tolstoï. «Les familles heureuses se ressemblent toutes ; les familles malheureuses sont malheureuses chacune à leur façon.» Il fut un temps - 1999-2007 - où la zone euro offrait l'image du bonheur. Les investisseurs internationaux le percevaient ainsi et ils prêtaient indifféremment aux mêmes taux d'intérêt, bas, à [la Grèce](#) ou à [l'Allemagne](#). Une telle unité était manifestement illusoire. Les familles européennes - ses nations - sont aujourd'hui toutes chamboulées. Mais chacune avec ses singularités, avec ses propres démons.

Stratégie de développement fondée sur la dette

Ainsi Yves Leterme, le premier ministre belge intérimaire, l'a reconnu la semaine dernière : l'impuissance politique de son pays, incapable de former un vrai gouvernement depuis avril 2010, «provoque une méfiance supplémentaire» à l'origine de la flambée des taux en Belgique. En Italie, le «malgovernato» [oblige la classe politique à s'en remettre à un gouvernement de technocrates](#). Les Français n'en sont pas là, mais leur rejet forcené du consensus rend impossible, par exemple, toute règle d'or budgétaire de nature à renforcer notre crédibilité financière. L'Espagne a cru qu'il lui suffirait de construire des châteaux de béton à crédit très peu cher pour combler son retard accumulé sous Franco. Cette stratégie de développement fondée sur la dette s'avère catastrophique. Le pays retrouve le chômage de masse qui fut si souvent son lot depuis les années 1930.

L'euro était le gage de taux d'intérêt bon marché, comme il convient à une monnaie bien gérée. Ce n'est plus vrai et la raison va bien au-delà des finances publiques. Écoutons François Baroin : «Les investisseurs doutent des dettes souveraines. La clé, c'est de sortir ce doute de la tête des marchés, de faire la preuve de notre capacité à réduire les déficits, tout en construisant une zone monétaire optimale, ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui» (*Les Échos* du 16 novembre). Seul un ministre de l'Économie aussi peu technocrate que le maire de Troyes peut oser un langage aussi technique et un peu cuistre. En réalité, il n'y a rien de plus politique qu'une «zone monétaire optimale».

Loin d'être absconse, l'expression exprime une problématique fort simple : pourquoi des territoires nationaux ont-ils avantage à adopter une même monnaie et à quelles conditions cela fonctionne-t-il ? Tout devient très concret si l'on prend soin d'en décliner les ingrédients de façon un tant soi peu précise. On suivra Jean-Marc Daniel, l'économiste de l'Institut de l'entreprise, lors d'un séminaire récent à Paris. Il en distingue cinq :

- l'homogénéité des préférences. Dans le cas de l'euro, on s'est mis d'accord pour limiter l'inflation à 2 % de hausse par an. C'est un choix - contesté - mais cher à l'Allemagne, qui considère la stabilité des prix comme un préalable à la croissance et à l'emploi ;

- la diversification des productions. Elle est nécessaire. Au sein des pays, car une spécialisation excessive rend plus vulnérable aux chocs. Et entre les territoires nationaux, qui doivent être à la fois complémentaires et en concurrence ;

- le sentiment d'appartenance à un ensemble commun. Cela pose en particulier la question de la langue de travail. Avec ce paradoxe pour l'Euroland que c'est l'anglais !

- la mobilité des facteurs de production. Les capitaux et les travailleurs doivent circuler facilement. Les premiers pour contribuer à l'essor de chaque région, les seconds pour bénéficier de toutes les opportunités et mieux se protéger du chômage ;

- la synchronisation des cycles économiques. Tous les territoires doivent pouvoir vivre plus ou moins au même pouls. Car derrière la monnaie, la politique monétaire est uniforme, que ce soient les taux à court terme auxquels se refinancent les banques ou le taux de change. Voilà pourquoi le Royaume-Uni, et son tropisme du grand large, a toujours refusé l'euro.

Anomalies de la zone euro

De cette énumération apparaissent les anomalies de la zone euro. Plutôt que la Grèce, c'est la Turquie qui devrait en faire partie, car sa main-d'œuvre est bien plus mobile et prête à aller travailler en Allemagne ! Les économistes ont mis en avant la notion de «zone monétaire optimale» à partir des années 1960, en particulier Robert Mundell. Curieusement, ils rejoignent Ernest Renan, qui, en 1882 s'interrogeait, dans une conférence restée célèbre : «Qu'est-ce qu'une nation ?» Après avoir passé en revue tous les critères possibles et imaginables, le grand intellectuel de la IIIe République estimait, qu'au-delà de «la communauté des intérêts», une nation se définit par «la volonté de vivre ensemble».

En 1990, le chancelier Kohl avait justifié la réunification de l'Allemagne, des Wessies (riches) et des Ossies (pauvres), par cette formule limpide : «On rassemble ce qui se ressemble.» C'est évidemment plus compliqué pour les pays de la zone euro. La crise financière actuelle a mis en exergue leurs différences de façon presque caricaturale. François Baroin n'en a que plus raison de réhabiliter la notion de «zone monétaire optimale». L'Euroland doit à l'évidence s'en approcher le plus possible, sinon il serait illusoire de croire qu'on puisse instaurer une solidarité fiscale et financière entre ses populations.

Are Germany and France Drifting Apart?

Introduction



David Ramos/Getty Images Angela Merkel and Nicolas Sarkozy continue a long line of German-French alliances.

Even as the debt crisis [drove a wedge](#) between struggling European nations and their more solvent neighbors, it seemed to be drawing France and Germany closer together. That is, [until recently](#): Germany has emerged as a “have” and France looks like a “have not.” Are these two allies drifting apart? Have their interests diverged, so that any solution to the euro crisis that benefits one of them would harm the other?

Debaters



[Veronique de Rugy](#) is a senior research fellow at the Mercatus Center at George Mason University.

November 27, 2011

The French and the Germans have been reliable allies during the euro crisis. However, divergences in opinions have emerged about the role the European Central Bank should play to address the debt problems of Greece and others.

In spite of a slight change in trajectory in the last few months as the central bank has amassed 187 billion euros’ worth of country bonds, the E.C.B. is a good role model for what central bank independence and price stability should stand for. Germany would like to keep it this way. France, on the other hand, wouldn’t mind if the European Central Bank printed money to make some of the spendthrift countries’ debt go away. There are three reasons for their differences:

France may need a bailout, but Germany is loath to set that precedent.

First, the perceptions of the consequences of monetizing the Greek debt differ across the Rhine River. It is well known that Germans hate inflation. It is deeply rooted in their psyche. Part of Germany’s official theory is that Hitler came to power because of the disastrous consequences of the hyperinflation of 1922-1924 during the Weimar Republic. The French, on the other hand, have no such fears. On the contrary, ignoring how inflation chipped away their capital, my parents’ generation often fondly remembers paying their house “*grace à l’inflation*” during the 1970s.

Second, the official government **debt and deficit numbers** of France and Germany are substantially different. The Organization for Economic Cooperation and Development projects Germany's debt at 87.3 percent of G.D.P. with a deficit of 2.1 percent of G.D.P. —possibly sustainable levels. However, France's levels of debt and deficit are higher and unsustainable (debt of 97.3 percent of G.D.P. and a deficit of 5.6 percent of G.D.P.).

Third, attitudes toward reforming social programs differ too: in recent years. Germany has engaged in significant **structural reforms** to tackle the rigidity in the labor market as well as demographic pressure on the private and public pension system. France, however, has been reluctant to change any “*acquis sociaux*,” France's famous social entitlements.

With higher levels of debts and no will to reform entitlement programs, sooner or later France is likely to need a European Central Bank “bailout” to keep paying its bills (and French banks may also be in big trouble). The need for a rescue plan makes France more inclined to set a precedent. However, Germany, after 60 years of desperately trying to avoid inflation, is reluctant to pay that bill.

The Pressure to Stay Together



Sophie Meunier is a research scholar in public and international affairs at the Woodrow Wilson School and the co-director of the [European Union Program](#) at Princeton University.

November 27, 2011



Agence France-Presse — Getty Images Charles de Gaulle, right, and Konrad Adenauer in 1963.

Their post-war leadership turned onetime enemies into inseparable allies.

The French satirical political TV puppet show *Les Guignols* [recently parodied](#) one of France's darkest hours, picturing German tanks rolling up the Champs Elysées – except this time the French were welcoming them with open arms and begging for a bailout of their economy by Angela Merkel and her well-disciplined, austerity-forcing compatriots. This brought home cringingly the realization that French and German interests seemed no longer aligned and that Germany had “won” – certainly not the battle for the euro, but at least the one for political power in the euro zone.

Will France continue to be part of the solution or become part of the problem?

For months France and Germany appeared to manage the crisis hand in hand, figuratively as well as literally. Nicolas Sarkozy and Merkel were the latest in a long line of famous Franco-German political couples to display personal amity and convergence of interests over the past 50 years: General De Gaulle and Konrad Adenauer; Valéry Giscard d'Estaing and Helmut Schmidt; François Mitterrand and Helmut Kohl. Even if their assessment of the urgency of the situation and the solutions proposed differed, especially when it comes to the role of the European Central Bank as lender of last resort, France and Germany had been until now the uncontested tandem in charge and the only hope for solving the euro zone crisis.

Will France continue to be part of the solution or become part of the problem? Sarkozy's efforts to project Franco-German unity and keep France on an equal footing with Germany in managing the crisis, even as fears mount that France may be the next domino to fall in the euro zone, are particularly crucial for the French president in the context of the 2012 French presidential campaign. With polls putting him at a dismal 26 percent in next April's contest, Sarkozy is trying to overcome his domestic handicap by projecting mastery of the economy in a difficult climate and demonstrating his capacity to deal with crises as they come. Therefore he has no interest in letting a rhetoric of Franco-German decoupling take hold.

Instead, one can expect France to insist that the core interests are still converging on both sides of the Rhine: to prevent implosion of the euro zone, to preserve stability, to restore confidence, and not to squander more than five decades of painstakingly acquired European integration.

Baby Steps vs. Big Reforms



Peter Hägel is an assistant professor of international and comparative politics at the American University of Paris.

November 27, 2011

Without Franco-German leadership, the euro would have never seen the light of day, and it would also have been weakened much more during the current debt crisis. But behind both countries' strong commitment to the euro, an antagonism has been hiding since the very beginning of the common currency. This opposition is about to return with a vengeance, especially if France loses its triple-A rating and has to pay higher premiums on its bonds.

Germany wants to intervene as little as possible, but France sees a need for centralizing debt management.

It is worth remembering that France's enthusiasm for a common currency stemmed in no small part from the fact that during the 1980s, the German Bundesbank had become hegemonic in Europe: other countries had to follow its low-inflation monetary policies to avoid being punished by the financial markets. As the European Central Bank emulated the Bundesbank model, public debt became cheaper for all member states – until investors started to question who would pay if a euro member defaulted.

Since the outbreak of the debt crisis, France has been in favor of centralizing debt management, supporting the issuance of euro bonds and the transition of the E.C.B. into a lender of last resort. Germany has always been opposed to such ideas, which would necessitate rewriting the E.U.'s legal framework, because the implementation would be costly for Berlin and has very little public support. Germans worry that the monetization of debt will produce inflation, which they notoriously fear. And they are fervently against bailing out their fellow euro members. This may seem egoistic if one considers that Germany's export industry has been a prime beneficiary of the euro. Yet over the past 10 years, many German workers have suffered wage stagnation, later retirement ages, taxes on pensions and reduced social security.

Germany's schizophrenic commitment to the euro and principled opposition to centralized debt management explains why the E.U.'s responses to the debt crisis appear slow and ad hoc, doing only what is minimally necessary to calm financial markets one step at a time. As France feels more heat on its debts, its antagonism with Germany is bound to come to the forefront.

There's Good Reason to Unite



[Thomas Kleine-Brockhoff](#) is a senior trans-Atlantic fellow and senior director for strategy at the German Marshall Fund of the United States, in Washington.

November 27, 2011

According to Angela Merkel, Europe will fail if the euro fails. And the euro will fail, one might add, if the Franco-German alliance fails. Disturbingly, there are signs of strain in that crucial relationship — at the most dangerous of moments.

Germany and France, the two largest economies of the euro zone, are increasingly unequal partners. Germany's population is about a third larger than France's. That did not matter much as long as Germany wasn't pulling its full weight after unification in 1990. In the early 2000s, Germany introduced economic reforms that succeeded in transforming the country from "the sick man of Europe" to "Europe's powerhouse." Consequently, Germany's economy is now about a third larger than France's. That difference is no longer trivial, especially because France has yet to introduce some of the reforms that fueled Germany's comeback.

If Europe fragments, both countries' affluence and influence will be diminished.

This reform gap limits France's firepower in the current crisis, and it is at the heart of the policy differences with Germany. France cannot do much more to help its ailing euro zone partners without endangering its own triple-A rating. Therefore, it wants to collectivize risk in the euro zone. In the end, France sees the European Central Bank as the ultimate backstop of the common currency. Turning the central bank into a lender of last resort is a proposition that Germany adamantly opposes — on principle as well as for practical reasons. The resolution of this conflict about liability, solidarity and economic reform will be the make-or-brake moment for the whole euro zone.

The Treaty of Maastricht was based on a historic compromise between France and Germany. France consented to German unification, and Germany agreed to give up the symbol of its postwar success, the Deutsche mark. Twenty years on, a deal of similar magnitude is necessary. It will be so controversial that it may require the ultimate political sacrifice of both countries' leaders: Germany will have to consent to some tightly regulated form of full rather than limited liability for the travails of the euro zone while France will have to swallow that the rules governing this transfer union will look largely German. What makes another historic compromise likely is the national interest of both, France as well as Germany: If Europe fragments, both countries' affluence and influence will be diminished.

Problems of Internal Politics



Angelica Schwall-Düren is the minister for federal affairs, Europe and media of North Rhine Westphalia, Germany's most populous state.

November 27, 2011

French and German interests in the current crisis have been convergent for as long as their interest rates were more or less convergent. This is now changing, as investors are questioning France's solvency and demanding higher rates. Germany should strive to prevent even the most remote risk of a French downgrade, which would jeopardize the euro zone's stability more than sovereign refinancing by the European Central Bank ever could. However, the German government is currently more concerned with its own domestic popularity and internal tensions, blind to the French president's need for some success during a difficult electoral campaign and – more regrettably – blind to the economic and political needs of both the euro zone and the wider European Union.

For Germany, the role of the European Central Bank has become a question of principle rather than economic reasoning.

In economic policy, there have been differences between France and Germany throughout the crisis – most evident in the disputes over automatic sanctions, economic governance and eurobonds. This is nothing new: it has been the ability to bridge the differences between the two nations that historically characterised the Franco-German tandem as the engine of European integration. However, the current situation is bringing this engine to its limits. While Nicolas Sarkozy's chances of re-election are waning with the speculation over a downgrade, Angela Merkel risks a revolt within her own party should she agree to any measures that might impose costs on German taxpayers or diverge from German economic dogmatism, especially the mantra of central bank independence. From the beginning of this crisis, the involvement of the European Central Bank has been a sore point for Germany. It has become a question of principle rather than a question of economic reasoning.

To outsiders this may be astonishing, considering the ramifications it may have. To cling to economic principles that predate monetary union and the evident market failures of the past years seems naïve at best, when considering the possible fallout of a French downgrade. But to discuss alternatives to Germany's central banking dogmatism is taboo for Germany's right, regardless of advice from Nobel laureates and German economists.

Merkel is primarily playing to her (national) audience, much in the same way that Sarkozy is. This is, in other words, not a stand-off between nations but between schools of thought and political actors, guided by their needs. Unfortunately, as is so often the case, the power to persist may be stronger on the side that is less needy: in other words, Merkel is in a better negotiating position than Sarkozy. One can only hope that she gives in to economic reason rather than to dogmatism.

How This Pair Came to Power



[Jean-Pierre Lehmann](#) is a professor of international political economy at IMD Business School in Lausanne, Switzerland, the founding director of the [Evian Group](#) and a senior fellow of the [Fung Global Institute](#) in Hong Kong.

November 27, 2011



Agence France-Presse — Getty Images François Mitterrand, left, and Helmut Kohl at a French-German reconciliation ceremony near Verdun, France, in 1984. Hundreds of thousands of French and German soldiers died there in World War I.

Forget the Lisbon Treaty and the European president – when’s the last time you saw Herman van Rompuy in a headline? Now that there is a crisis in the union, the Sarkozy-Merkel show is the only one in town. Whether it has a happy ending remains to be seen.

The Franco-German entente is without doubt one of history’s most remarkable achievements. From the 1870 Franco-Prussian War through World War II, over less than 70 years, the two countries were engaged in three devastating wars. In the last, France suffered extreme humiliation under German occupation.

What changed after World War II? There were four key elements: the visionary leadership of Charles de Gaulle and Konrad Adenauer; the benign support of the United States; the Damocles sword of the cold war; and the prospects of economic ruin. Today, only the fourth is present.

The reconciliation and entente notwithstanding, the two neighbours remain very different in many fundamental respects, including economically and industrially. Germany’s is a well-managed, powerful and highly competitive economy, able to meet the “Chinese challenge” with equanimity. France’s main global achievements lie in luxury goods.

It appears highly unlikely that the Franco-German captaincy will bring the European Union home to safe harbor – at least not quickly.

The relationship between the heads of government is not as close as it was with most of their predecessors: think of Valéry Giscard d’Estaing and Helmut Schmidt, or François Mitterrand and Helmut Kohl. Today, Angela Merkel and Nicolas Sarkozy stand out as extreme caricatures of their respective nations. Merkel is prudent and ponderous; Sarkozy is hyper-impetuous. Thus in the current crisis Sarkozy favors rapid repair, whereas Merkel seeks reform.

Both, of course, are also constrained by their respective electorates. The Germans, who underwent a lot of pain at the time of reunification, do not wish to make any further sacrifices for what they see as their profligate neighbors to the south. As for the French allergy to reform, consider how arduous it was to change the obligatory retirement age from 60 to 62!

Under these conditions, it appears highly unlikely that the Franco-German captaincy will bring the European Union home to safe harbor – at least not quickly.

Neuer EZB-Chefvolkswirt Jörg Asmussen: Hält dieser Mann den Euro stabil?

FAZ 26.11.2011 ·

Jörg Asmussen wird Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank. Er sagt von sich, er sei ein Pragmatiker. Doch womöglich werden gerade die Pragmatiker die Regeln der Geldpolitik missachten.

Von Rainer Hank



© Jens Gyarmaty „Jedes Theoriegebäude kann noch so schön sein, wenn die Realität anders ist“: Für Pragmatismus spricht auch Asmussens bisherige Karriere

Wenn es brennt, holt man die Feuerwehr. Jörg Asmussen hat das seit Kindertagen erlebt. Sein Vater war Chef der Feuerwehr von Flensburg. Asmussen bewundert seinen Vater: Als Brandlöscher, der selbst in der allerhöchsten Not einen ruhigen Kopf bewahrt. Und als Beamten, der weiß, dass Loyalität, Sachkompetenz und Verschwiegenheit die Kardinaltugenden des Staatsdieners sind.

Jörg Asmussen eifert seinem Vater nach. Als Beamteter Staatssekretär im Finanzministerium ist er spätestens seit Ausbruch der Finanzkrise im Jahr 2008 selbst eine Art permanenter Feuerwehrmann geworden. Banken werden kapitalisiert, Staaten werden gerettet, und allen Rettungsaktionen zum Trotz brechen überall ständig neue Feuersbrünste aus. Besonders brenzlich war es in jener Nacht des 4. Oktober 2008 im Berliner Kanzleramt, als Asmussen, damals Staatssekretär von Peer Steinbrück, mit der Kanzlerin im kleinen Kreis zusammenhockte. Tags darauf treten Angela Merkel und Peer Steinbrück vor die Kameras und sagen beschwörend: „Die Spareinlagen der Deutschen sind sicher.“ Heute, sagt, Asmussen, sei die Lage nicht minder ernst als damals.

Ehrentitel „Dogmatiker“

Als Feuerwehrmann wird Asmussen jetzt auch zur Europäischen Zentralbank (EZB) geschickt. Dort haben die Deutschen seit den Anfängen eine Art inoffiziellen Anspruch auf die Besetzung des wichtigen Postens im Zentralbankrat: den des Chefvolkswirts. Amtsinhaber Jürgen Stark hat im September ziemlich überraschend das Handtuch geworfen, offiziell „aus persönlichen Gründen“, in Wahrheit (und von Stark nie dementiert), weil er den Kauf von Staatsanleihen durch die EZB (also die Staatsfinanzierung durch die Notenbank) nicht länger mittragen wollte. Der Euro fiel damals nach der ersten Meldung über den Postenverzicht Starks auf ein neues Sechsmonatstief; der Dax rauschte auf den tiefsten Stand seit zwei Jahren. Ein guter EZB-Chefvolkswirt ist den Finanzmärkten einiges wert.

Der Chefvolkswirt ist der Garant dafür, dass die Notenbank ihren Regeln und Statuten treu bleibt: Strikt und ausschließlich soll sie dem Ziel der Geldwertstabilität verpflichtet sein. Das haben nicht zuletzt die Deutschen, traumatisiert von den verheerenden Folgen einer Inflation, als Bundesbank-Erbe der Europäischen Währungsunion vermacht. Denn die Deutschen wissen aus kollektiver historischer Erfahrung, dass Inflation Vermögen vernichtet. Und die beiden Deutschen Otmar Issing und Jürgen Stark - der eine ein Professor, der andere ein Beamter, der daherkommt wie ein Professor - haben in den vergangenen zehn Jahren dafür gebürgt.

„Dogmatiker“ hat man sie darob im europäischen Ausland gescholten; Issing und Stark haben das stets als einen Ehrentitel betrachtet.

Geschätzt von der Kanzlerin

Jörg Asmussen, der Stark am 1. Januar 2012 nachfolgt, nennt sich selbst einen „Pragmatiker“. „Jedes Theoriegebäude kann noch so schön sein, wenn die Realität anders ist.“

Für Pragmatismus spricht Asmussens bisherige Karriere. Fix und mit sicherem Blick des Netzwerkers, der weiß, wo die wichtigen Leute sind, hat er wie noch keiner vor ihm eine Blitzkarriere im Finanzministerium hingelegt. Nach Ökonomiestudium in Bonn (mit Schwerpunkt Geldtheorie) und einer kurzen Phase als Berater kam er 1996 mit dreißig Jahren ins Ministerium und ließ alsbald die Kollegen wissen, aus ihm werde einmal ein Staatssekretär.

So ist es dann auch gekommen. Gedient hat er unter den Ministern Waigel (CSU), Lafontaine (SPD), Eichel (SPD), Steinbrück (SPD) und Schäuble (CDU). Und fachlich geschätzt wird er spätestens seit 2005 nicht zuletzt von der Kanzlerin, die in ihm - neben dem heutigen Bundesbankchef Jens Weidmann - ihren wichtigsten finanzpolitischen Berater fand. Merkel ist selbst bekennende Pragmatikerin.

Ein Techniker, kein Technokrat

All das spricht für eine hohe Professionalität Asmussens, mit der er sich unentbehrlich gemacht hat (und auf dem Weg dorthin, wie kann es anders sein, Mitbewerbern ein paar Schrammen und Wunden zugefügt hat). Aber es spricht auch für ein gerüttelt Maß an Anpassungsfähigkeit; denn die genannten Herren Finanzminister haben alle ein sehr unterschiedliches politisches und persönliches Naturell.

„Handwerklicher Fehler“ überführt zu werden, würde Asmussen selbst als schlimmste Kritik an seiner Arbeit ansehen. Er ist kein Intellektueller, kein Visionär; beides wollte er nie sein. „Er ist der Mann, der den Wagen an die Lokomotive koppelt“, sagen sie im Ministerium, durchaus mit Anerkennung. Ein Techniker, kein Technokrat; wendig, aber kein Wendehals. Ein politischer Spitzenbeamter eben: brillant, höflich, distanziert und von einem Typus, wie man ihn eher in angelsächsischen Administrationen antrifft als in deutschen Behörden.

Der Druck aus dem Ausland ist hoch

Die Kritik seines Vorgängers Stark - und seines ehemaligen VWL-Lehrers und nachmaligen Bundesbankchefs Axel Weber - an der Krisenpolitik der Notenbank teilt Asmussen nicht. Täte er es, bräuchte er sich gar nicht erst nach Frankfurt schicken zu lassen. „Die EZB bewegt sich innerhalb ihres Mandats“, hat er bei der Anhörung vor dem Europäischen Parlament anlässlich seiner Bestallung Anfang Oktober gesagt. Es ist die einzige Gelegenheit, bei der Asmussen sich bislang offiziell zur EZB geäußert hat. Ein deutscher Staatssekretär hat die unabhängige Notenbank nicht zu kommentieren; Finanzpolitik und Geldpolitik sind strikt zu trennen.

Dann hat Asmussen damals vor dem EU-Parlament auch noch etwas anderes gesagt: „Die Deutschen werden dazulernen müssen.“ Was sie lernen müssen, hat er nicht gesagt. Auf der Internetseite des Parlaments ist zu lesen, dass er nicht nur das Gebot der Preisstabilität nannte, sondern auch die Aufgabe, „die allgemeine Wirtschaftspolitik der Europäischen Union zu unterstützen“. Darunter lässt sich wenig und vieles fassen. Kein Wunder, dass seither die bangen Kommentare nicht verstummen wollen, Asmussen, der Pragmatiker, werde sich im Konfliktfall direkten Ankäufen von Staatsanleihen durch die EZB nicht hartnäckig genug widersetzen. Der Druck aus dem Ausland auf die Deutschen ist ohnehin schon ziemlich hoch: Entweder Eurobonds oder unbegrenzte Anleihenkäufe oder am besten beides müsse sein, um der Krise endlich Herr zu werden, hallt es seit Wochen von Politikern und Ökonomen außerhalb Deutschlands mit wachsender Phonstärke.

„Europa steht vor einer Fundamentalentscheidung“

Asmussen weist den Verdacht zurück, er habe sich mit seinen Äußerungen vor dem Parlament bei den „Tauben“, den prinzipienlos Geschmeidigen, einschmeicheln wollen, und spielt es als triviale Selbstverständlichkeit herunter, dass auch Deutschland in Europa etwas lernen müsse.

„Europa steht vor einer Fundamentalentscheidung“, sagt er: Entweder man werde sich fiskalisch und politisch weiter integrieren, was nicht ohne eine Änderung der Europäischen Verträge machbar sei. „Oder aber die Integrationsfortschritte der letzten Jahrzehnte stehen auf dem Spiel.“ Klar, dass Asmussen, der Mann der Bundesregierung, für den ersten Weg plädiert und die Desintegration, weil unbezahlbar, ausschließt.

Asmussen muss die Uniform wechseln

Eine Monetisierung (und im schlimmsten Fall Inflationierung) der Staatsfinanzen aber, was der unbegrenzte und direkte Ankauf von Staatsanleihen bedeuten würde, gebe das Mandat der EZB nicht her, sagt Asmussen und fügt hinzu: „Wenn Staatsanleihen in jeder Menge bedingungslos von einer europäischen Instanz gekauft und vom Markt genommen würden, dann würde das den Reformdruck auf die Schuldenländer nehmen.“ Das hätte Vorgänger Jürgen Stark nicht schöner sagen können.

Die Skeptiker beruhigt das nicht. Einen kräftigen Schuss „Ordnungspolitik“ könne der neue Chefökonom vertragen, sagen jene, denen Asmussens Geschmeidigkeit Sorge bereitet. „Ordnungspolitik“ ist eine deutsche Spezialität der Ökonomie, wonach die Geldpolitik an strenge Regeln (Preisstabilität) gebunden ist. Kein flexibler Pragmatiker soll das aufweichen dürfen. Denn wer keine Prinzipien hat, der muss sich treiben lassen. Und wird alsbald ein Getriebener.

Ein politischer Feuerwehrmann könnte bei der EZB brandgefährlich werden: weil es keinesfalls Aufgabe der EZB sein kann, die Märkte mit Geld zu fluten. Feuer zu löschen ist generell mit Geschäftsmodell und Statut der EZB nicht vereinbar. Asmussen muss die Uniform wechseln.

Quelle: F.A.S.

Der große Sprung nach vorn; Europa (II): Reformer fordern, die EU in eine Föderation der Nationalstaaten umzuwandeln

Darnstädt, Thomas / Schult, Christoph / Zuber, Helene



21 novembre 2011

Über Jahrzehnte war es leicht, die Bürger auf die Europäische Union einzuschwören. Viele profitierten vom gemeinsamen Markt. Die **Euro**-Krise hat nun einen Rechtfertigungsdruck erzeugt. Eine neue EU scheint nötig. Reformwillige Politiker fordern deshalb eine Föderation der Nationalstaaten.

Europa, ein Traumhaus: außen Glas, innen edle Hölzer. Ein Restaurant auf dem Dach, wo die Mächtigen die Beine von sich strecken, bei Kir Royal den Blick genießen können über den weiten Kontinent, den sie regieren. Nachts soll der große gläserne Würfel wie eine riesige Laterne leuchten.

Für 300 Millionen **Euro** - das ist etwa das, was Griechenland in einem Monat aus Brüssel bekommt - soll das Ratsgebäude an der Brüsseler Rue de la Loi entstehen. Die Kräne sind längst aufgestellt.

In Brüssel tragen alle wichtigen Gebäude wichtige Namen. Und dieses soll "Europa" heißen, 2014 kann es fertig sein. Die Hochglanzprospekte des Traumhauses hat Ratspräsident Herman Van Rompuy den Staats- und Regierungschefs im Juni beim **Euro**-Rettungsgipfel auf ihre Tische gelegt, so nebenbei, um auch mal etwas Positives zur Sprache zu bringen. Doch das brachte ihm nichts als Ärger.

"Entsetzt" war der britische Premier David Cameron beim Anblick der glitzernden Machtmaschine. "Ich frage mich, ob diese Institutionen eigentlich verstehen, was jedes Land, die ganze Öffentlichkeit durchstehen muss, wenn wir Haushalte kürzen und unsere Finanzen in Ordnung bringen."

Das neue Haus "Europa" wird deshalb, so beschloss die Runde der Staats- und Regierungschefs, vorerst in den offiziellen Papieren nicht mehr erwähnt. Die Protagonisten der europäischen Einigung, des Jahrhundertprojekts für Frieden, Freiheit, gutes Leben, gehen in Deckung. Das Schicksal des **Euro** und der Länder, die mit dem Geld nicht mehr klarkommen, steht auf dem Spiel.

Über das Schicksal wird in einem schlichten Bürohaus entschieden. Nichts leuchtet da, kein Pomp, keine Häppchen, keine Dachterrasse. In dem grauen Gebäude des Rettungsfonds EFSF in Luxemburg wird gerechnet, gehandelt - nicht diskutiert. Nicht mal die Europafahne weht vor der Tür. Den finanziell aus den Fugen geratenen Kontinent über Wasser zu halten ist ein graues, unerfreuliches Geschäft hinter verschlossenen Türen.

"Demnächst", fürchtet der FDP-Europaabgeordnete Alexander Graf Lambsdorff, 45, "macht es plopp." Dann gehen in Brüssel die Lichter aus.

Der Stromausfall wäre die Folge eines **Demokratie**-GAUs. Das Reißen der Verbindungsdrähte zwischen Brüssel und den Bürgern. Wenn das Vertrauen der Bürger, der "Völker Europas" (EU-Vertrag) in Brüssel nicht mehr ankommt, arbeiten EU-Parlament, Rat und Kommission ohne Legitimationsgrundlage. Die Idee von Frieden, Freiheit, gutem Leben hätte keinen Saft mehr.

Schon jetzt wird europäische Politik weitgehend über die Köpfe der Bürger hinweg in vertraulichen Gesprächen zwischen Angela Merkel und Nicolas Sarkozy gemacht, exekutiert nicht von der Kommission, sondern im Datenzentrum der EFSF. Schon jetzt empören sich die Völker über europäische Politiker, denen es nicht gelingt, die nationalen Volkswirtschaften aus dem Strudel der Finanzkrise zu retten. Schon rücken die Empörten mit ihren Zelten auf das Brüsseler Ratsgebäude vor. Schon müssen sich die Wortführer des Jahrhundertprojekts der europäischen Einigung mit Stacheldraht und Barrikaden vor den Völkern schützen.

Der Plopp-Effekt droht. "Bis zum Zerreißen gespannt", sagt der Europäer Lambsdorff, seien "die Legitimationsstränge politischer Entscheidungen" in Europa, "das quietscht und knirscht überall". In den Mitgliedstaaten sehen das viele Politiker und Europaexperten ähnlich. Vor einer "Entmündigung der europäischen Bürger" warnt der deutsche Philosoph und bekennende Europäer Jürgen Habermas (siehe Seite 134). Und die europäische "Reflection Group", ein Team von Wissenschaftlern und Politikdenkern um den Spanier Felipe González, appelliert an die Politiker aller Länder, die "Herausforderungen können nur gemeistert werden, wenn die Bindungen zwischen der Union und ihren Bürgern gestärkt werden. Die Bürger erwarten echte politische Partizipation".

Die wenigsten Bürger in Europa können nachvollziehen, was mit ihnen geschieht. Frankfurter Runde, deutsch-französische Krisentreffen, G 20, IWF, Troika bestimmen über Frieden, Freiheit, Wohlstand - wer hat die eigentlich gewählt? Wer kann die Begründungen für die neuesten Versuche, mit der Krise fertig zu werden, auch nur verstehen?

So gewinnt González' Sicht auf den Kontinent Anhänger: Nur ein vereintes Europa mit handlungsfähigen Brüsseler Politikern kann die nächste Krise verhindern, die wirtschaftlichen und sozialen Ungleichgewichte der EU ausbalancieren, dem Gewinnspiel der Märkte entgegentreten. Und Brüsseler Politik wird sich in den Völkern der EU nur durchsetzen lassen, wenn sie über eine gemeinsame, tragfähige demokratische Basis auf dem ganzen Kontinent verfügt.

Die Krise ist die Mutter aller Dinge. Für den Europaveteranen Javier Solana, 69, ist sie die "Chance für den großen Sprung" - das Wagnis zu mehr **Demokratie** in Europa. Nur so, meint der ehemalige Nato-Generalsekretär und spätere Hohe Vertreter der EU für Außen- und Sicherheitspolitik, sei "wirkliche politische Integration" möglich.

Wie das gehen soll, lehrt Solana an der privaten Madrider Business-School Esade Geo und in Vorträgen in aller Welt. Der große Sprung geht nach Ansicht des Mannes mit dem weltweit bekannten Dreitagebart sogar ohne großen Umbau ab. Keine neuen Häuser, keine neuen Regierungen, sondern einfach dies: "Ich glaube an die Legitimierung durch Handeln."

Denn ganz Europa steckt in der Legitimationskrise. Die demokratische Glaubwürdigkeit des europäischen Projekts war intakt, solange es erfolgreich war, solange die Bürger den Mehrwert der über ihre Köpfe hinweg getroffenen Entscheidungen bestaunen oder - wie die Spanier - sogar genießen konnten.

"Zentralisiere ihre Brieftaschen, dann wirst du ihre Herzen gewinnen", der Spruch James Madisons, des Gründervaters der amerikanischen Verfassung, gilt auch in der Alten Welt - "Output-Legitimation" nennen das die Demokratietheoretiker des 21. Jahrhunderts.

Legitimierung durch Handeln war einfach, solange es allen immer besser ging. In der Krise herrscht jedoch Not. "Die auf Integration, **Solidarität** und **Demokratie** ausgestellten Schecks der politisch herrschenden Klasse", so drückt das der Flensburger Uni-Professor Hauke Brunkhorst aus, waren "nur durch Output-Legitimation gedeckt". Mangels Deckung "müssen sie mit lautem Knall platzen".

Plopp oder Knall: Um das zu verhindern, muss die Politik, wenn sie zukunftsfähig sein will, auf die Mittel der klassischen **Demokratie** zurückgreifen, von Leuten wie dem Soziologen Brunkhorst "Input-Legitimation" genannt. Der Input muss von den Bürgern ausgehen, von unten nach oben, durch Wahlen, aber auch durch Diskussionen; eben das mühsame Geschäft der politischen Meinungsbildung, für das die spanische Verfassung wie das deutsche Grundgesetz die Parteien vorsehen. Das Vordringliche, sagt Solana, sei "eine europäische Öffentlichkeit".

Die Politik muss sich um die Bürger bemühen, weil sie sie nicht mehr verwöhnen kann. Das ist "Legitimierung durch Handeln". Die Bürger, sagt Solana, müssten "uns begleiten". Damit sie den großen Sprung nach vorn akzeptieren, müssten die politischen Führer ihre Völker überzeugen.

Wer nicht mitkomme, werde verlieren: "Wenn wir nicht intelligent genug sind, diese Integration zu vollziehen, wird es eine privilegierte Wirtschaftsbeziehung zwischen den USA und China geben, und wir sind raus", so Solana.

Doch wer ist wir? Das Problem, den Bürgern solche Botschaften zu vermitteln, liegt darin, dass sich niemand gemeint fühlt. Für den deutschen Demokratietheoretiker Brunkhorst ist dies die größte Gefahr für das Überleben Europas: Die Regierungen werden bald "niemandem im eigenen Land mehr erklären können, warum 'wir' die Union nicht einfach platzen lassen". Denn solange Europa von den Regierungen "der Deutschen", "der Franzosen" oder "der Spanier" verwaltet werde, begreife kein Bürger, "dass wir, wenn wir in der globalisierten Welt über die Runden kommen wollen, schon lange nicht mehr die Deutschen, die Österreicher, Franzosen oder Holländer sind, sondern die Bürger Europas".

"We the People": Dieses große Wort am Anfang der über 200 Jahre alten Verfassung der Vereinigten Staaten von Amerika hat seine Kraft bis heute erhalten. Auf dieser Formel, auf dem Willen der vereinigten Bürger, wurde 1787 ein Weltreich gegründet, das sich frei machte von der Enge überkommener nationaler Bindungen. Eine Neue Welt ohne Grenzen. Eine Weltmacht der Werte, der Menschenrechte, des "pursuit of happiness", des Strebens nach Glück. So war es jedenfalls gedacht.

"Wir, die Bürger" - könnte dies die Idee der "Vereinigten Staaten von Europa" sein?

Der Traum von einer europäischen Vereinigung bleibt so lange Schaumgebäck, solange europäische Regierungen versuchen, die Integration auf dem Wege intergouvernementaler Absprachen voranzutreiben. Solange Europa von nationalen Potentaten gemacht wird, werden sich diese stets ausschließlich oder jedenfalls in erster Linie an die Leute wenden, deren Interessen zu vertreten sie vereidigt sind: ihre Wähler.

Das ist der wahre Pferdefuß aller Modelle, die auf einer enger werdenden Zusammenarbeit europäischer Regierungen beruhen. Auch Joschka Fischers Plan, nationale Parlamentarier in einer europäischen Runde zu versammeln, ändert nichts daran, dass die sich schließlich vor heimischen Wählern verantworten müssen. Solange die Demokratien Europas national organisiert und national orientiert sind, werden die Bürger niemals den Blick über den Tellerrand der eigenen Provinz heben können.

Die Verfechter intergouvernementaler Zusammenarbeit, auch Fischer, sehen das selbst. Wohlfeil ist das Versprechen, zuerst dem Parlament und schließlich den Wählern daheim die europäischen Belange so nahezubringen, dass sie - fast - als eigene gelten. Fast. Es dennoch hinzubekommen ist die Aufgabe von Gunther Krichbaum. Der CDU-Abgeordnete aus Pforzheim sitzt dem Europaausschuss des Deutschen Bundestags vor. Es ist wahrscheinlich der undankbarste Job, den ein Volksvertreter haben kann: Mit einer Stellungnahme zu Richtlinienentwürfen, mit winzigen Fortschritten der Assoziationsverhandlungen mit der Ukraine kann man sich im Bundestag nicht profilieren. Und werden die Bürger, Jahre später, mit den Folgen europäischer Politik konfrontiert, etwa bei der Durchsetzung des Verbots der guten alten Glühbirne, ist es längst zu spät für Debatten.

Die härteste Aufgabe für den 47-Jährigen lauert im Wahlkreis: "Wie kriege ich Europa zu den Bürgern?" Die "Pforzheimer Zeitung" liegt morgens auf Krichbaums Schreibtisch. Er blättert durch die Provinznachrichten: "Man muss den Menschen immer wieder erklären, welche politischen und wirtschaftlichen Vorteile wir insgesamt von der EU haben."

Zum Beispiel die mittelständische Wirtschaft vor Ort. Zum Beispiel das nahe Hightech-Unternehmen, das EU-Vorschriften zu beachten hat. Und was sagt er, wenn eine Entscheidung aus Brüssel Nachteile für seine Wähler bringt?

"Bis zum Vertrag von Lissabon wurde die EU häufig durch den Zwang zur Einstimmigkeit gelähmt. Zur Steigerung der Handlungsfähigkeit waren daher mehr Mehrheitsentscheidungen nötig. Und da kann es natürlich vorkommen, dass Deutschland überstimmt wird. Aber insgesamt überwiegen die Vorteile, weil die EU jetzt schneller handeln kann."

Fürs Große und das Ganze muss man - wie beim Rettungsschirm - auch mal Opfer bringen. Doch haben die Leute Gunther Krichbaum dafür gewählt? "Man kann", lautet die Antwort, "in vielen Bereichen nationale Politik von Europapolitik nicht trennen."

Der gutgelaunte Pforzheimer trägt die Last, die das Bundesverfassungsgericht in mehreren Entscheidungen, zuletzt in der September-Entscheidung zum Rettungsschirm, dem deutschen Parlament auferlegt hat: Der Vertreter des Souveräns hat in allen wichtigen Fällen darüber zu wachen, was Angela Merkel in ihren Gesprächen mit den Mächtigen der anderen Staaten vereinbart hat, besonders wenn es um Haushaltsmilliarden geht.

Für Quickies zur Rettung des **Euro** ist das ein lästiger Umstand, eine Schmach am Verhandlungstisch mit Autokraten wie Nicolas Sarkozy. Doch für den Bundestag bringt es einen gewaltigen Schub an Selbstbewusstsein.

destag bringt es einen gewaltigen Schub an Selbstbewusstsein.

Jetzt lesen sie im Europaausschuss die Protokolle aus den vertraulichen Ratssitzungen immer gründlich nach: "Wir können nachprüfen, welche Positionen die Regierung vertreten hat - und welche Kompromisse geschlossen wurden", freut sich Krichbaum. Und Schluss sei jetzt auch mit den ständigen Formulierungshilfen aus den Ministerien: "Wenn es an die Rechte des Bundestags geht, müssen wir den Hammer selbst in die Hand nehmen."

Doch die Versuche, die Europadiplomatie der Berliner Regierung demokratisch aufzurüsten, stoßen schnell an ihre Grenzen. Kaum hatte das Parlament - im Schutz des Bundesverfassungsgerichts - seine Beteiligung am Rettungsschirm EFSF in einer dramatischen Abstimmung Ende September durchgesetzt, ging der Ärger schon wieder los: weil unter der Hand die Regierung das Milliardenwerk per Hebelwirkung zum Billionenwerk umgebaut hatte. Binnen wenigen Tage musste der Bundestag erneut beschließen - kaum einer der Abgeordneten hatte da noch den Überblick, worüber er eigentlich entscheiden sollte.

Der Verfassungs- und Europarechtler Christian Calliess hält viele Volksvertreter für überfordert, bei den komplizierten Europathemen mizureden: "Die Parlamentarier sind nicht anders als ihre Wähler, Europa ist nun einmal schwer zu verstehen." Die wenigsten Ausschüsse, die über EU-Angelegenheiten zu entscheiden hätten, verfügen über einen Europaunterausschuss. Oft seien die Abgeordneten, stellte Calliess fest, schon sprachlich von den Brüsseler Diskussionen abgekoppelt. Viele können nicht mal richtig Englisch.

Der Rechtsgelehrte sieht vor allem die Parteien in der Pflicht, hier etwas zu verbessern: "Die müssen mehr auf die EU-Qualifikation der Kandidaten achten."

Doch wer könnte daran ein Interesse haben? Dem Volk ist nicht mit Brüsseler Expertentum zu imponieren, jede nationale Regierung ist froh, wenn die Abgeordneten nicht alles wissen - und keine Partei hat bislang eine Wahl wegen ihrer guten Volksvertreter im EU-Parlament gewonnen. Europapolitiker darf in der Regel werden, wer für den nationalen Wahlkampf nicht mehr recht zu gebrauchen ist. "Europa wird von vielen kleinen Männern und Frauen mit kleinen Visionen regiert", schimpft in Florenz der Europarechtsprofessor Mario Chiti. Die Bürger werden von solchen Politikern nicht erreicht.

So gibt es auch keine funktionierende Meinungsbildung im Volk über Europa, sondern nur eine dumpfe Unzufriedenheit. 82 Prozent der Bevölkerung beurteilen das **Euro**-Krisenmanagement Angela Merkels nach einer Umfrage des Meinungsforschungsinstituts YouGov "eher schlecht"; zwei Drittel sprachen sich gegen eine Hilfe für Griechenland oder andere Staaten aus.

Frieden, Freiheit und ein gutes Leben für alle Europäer: Das ist keine Idee für einen nationalen Meinungsmarkt. Das Handicap der intergouvernementalen Europapolitik macht sich umso härter bemerkbar, je weiter die Krise die EU in Gewinner und Verlierer spaltet.

Dass erstmals unter dem Regime der EFSF die Steuerzahler reicher Nationen für die **Schulden** armer Länder haften, sieht der Europadenker Jürgen Habermas als einen "Paradigmenwechsel", der das europäische Miteinander einem Stresstest unbekanntes Ausmaßes unterzieht. Die Verteilung von Wohlstand, das "pursuit of happiness" über die Staatsgrenzen hinweg, überfordert die Konsensfähigkeit der nationalen Demokratien.

Und wie stressig wird es erst werden, wenn die Bürger merken, dass die Transferunion keine Übergangslösung bleiben wird. Denn einige Länder der **Euro**-Zone werden - ganz gleich, wie groß die Rettungsschirme ausfallen - weiterhin unter Armut und Unterentwicklung leiden. Nur eine dauerhafte Teilhabe der Verlierer an den Profiten der Gewinner des europäischen Wettbewerbs kann Gerechtigkeit schaffen. Eine Transferunion klingt für die Bürger der wohlhabenden Nationen wie eine Zumutung - für Bürger Europas müsste sie selbstverständlich sein.

Wie also können die Europäer Bürger Europas werden?

Antworten darauf zu finden war bislang den Brüsseler Beamten vorbehalten. Die Kommission, die gewaltige Verwaltungsbehörde des Kontinents, führt das große Wort vom "Europa der Bürger" seit langem auf den zahllosen Drucksachen, die unter blaugelbem Logo die 27 Mitgliedstaaten überschwemmen. Gute Worte und viel Papier.

Eigentlich wäre es Aufgabe von EU-Kommissionspräsident José Manuel Durão Barroso, dem obersten Hüter der Verträge, die politische Union voranzutreiben. Doch der Portugiese fordert meist nur Dinge, die seiner eigenen Behörde nutzen. Wenn es an die eigene Macht geht, ist ihm die Zukunft Europas zweitrangig. So hört man von ihm kaum Vorschläge, die seine persönliche Rolle oder die der Kommission in Frage stellen.

Die Kommission ist die Exekutive der EU, ihre Mitglieder sind so etwas wie die Minister im Bundeskabinett. Nur mit dem Unterschied, dass am Berliner Kabinetttisch 15 Minister plus Kanzlerin sitzen, im Brüsseler Berlaymont-Gebäude dagegen 26 Kommissare plus Präsident.

Mit jeder EU-Erweiterung vergrößerte sich das Gremium. Pläne, es auf knapp 20 Kommissare zu beschränken, scheiterten 2008 am kleinen Irland. Damals votierten die Iren gegen den EU-Vertrag von Lissabon, und um sich doch noch ein Ja aus Dublin zu holen, blieb es vorerst bei dem Grundsatz: ein Kommissar pro Land.

Barroso aber kommt es nicht ungelegen, dass er über ein Kollegium von 26 Kommissaren regiert. Je mehr Kommissare es gibt, desto mehr Initiativen und Pressekonferenzen sind garantiert, was die Kommission in der Öffentlichkeit aktiver aussehen lässt. Zudem erschwert die große Zahl der Kommissare, dass Einzelne sich profilieren und dem Präsidenten Konkurrenz machen. So wurden die Themen mit den Jahren auf mehrere Kommissare verteilt, in einigen Fällen sind sie für Politikfelder zuständig, auf denen die EU gar keine Zuständigkeit hat.

Ein paar Männer und Frauen gehören dazu, die wollen mehr und geben keine Ruhe. Michel Barnier, der Kommissar für Binnenmarkt und Dienstleistungen, ist so einer. Kaum einer im Kommissionshaus verfügt über mehr politische Erfahrung als er. "Ich bin ein Politiker, nicht irgendein Super-Bürokrat aus Brüssel", sagt er, und man könnte es als Seitenhieb auf den Kommissionspräsidenten verstehen.

Jedenfalls war es nicht Barroso, sondern Barnier, der im Mai in der Berliner Humboldt-Universität eine visionäre Rede über die Zukunft Europas hielt. Der Franzose forderte eine weitreichende Reform der EU-Institutionen:

- eine Fusion der Ämter des Kommissionspräsidenten und des Ratspräsidenten zu einem europäischen Präsidenten. Später könne dieser "sogar in direkter Wahl bestimmt werden";
- Verschmelzung der Posten des Chefs der **Euro**-Gruppe und des EU-Wirtschafts- und Währungskommissars zu einem europäischen Finanzminister;

- ein europäisches Außenministerium;
- eine echte europäische Verteidigungspolitik mit einem eigenen Generalstab;
- eine koordinierte Einwanderungspolitik und die Schaffung eines europäischen Grenzschutzes.

Barnier macht es dringend: "Wir haben nicht viel Zeit, um die Weichen für unser Schicksal zu stellen."

Der 1,90-Meter-Mann ist ständig unterwegs, ragt überall in Europa hervor, seine Botschaft zu verkünden. Jetzt sitzt er im Audi nach Freiburg. Barnier sortiert sein Manuskript, er soll gleich eine Rede vor dem Sparkassenverband halten. "Es ist ein Graben zwischen Europa und seinen Bürgern entstanden", sagt Barnier. "Seit 60 Jahren wird Europa nun für die Bürger und in ihrem Namen aufgebaut, aber dies geschieht meistens ohne sie."

Vereinigte Staaten von Europa? Das Wort ist zu groß. "Wir sind kein europäisches Volk", sagt Barnier. Er spricht stattdessen von einer "echten Föderation der Nationalstaaten".

Was wäre das? Jedenfalls mehr als die lockere Staatenbündelei seiner Landsleute, der Franzosen. Ein Brüsseler Machtapparat mit politischen Entscheidungsträgern gehörte zumindest dazu - und nicht nur mit solchen, die aus den Mitgliedstaaten kämen, um hier mal ein Wochenende lang zu raufen. Doch vielen geht das nicht weit genug. Die Idee der Vereinigten Staaten von Europa ist aus Brüsseler Diskussionszirkeln nicht mehr rauszubekommen. Eine große Anhängerschaft findet sich im EU-Parlament.

Rund hundert Abgeordnete aus allen Fraktionen pflegen ihre Vision von einer "Neuen Welt der unbegrenzten Möglichkeiten". Sie tun es im Zeichen eines Krokodils. Denn "Au Crocodile" hieß das Straßburger Restaurant, in dem schon in den achtziger Jahren der italienische Europapolitiker Altiero Spinelli mit ein paar Verschworenen hochfliegende Pläne für ein vereintes Europa ausheckte.

Die Runde hat ihren 1986 verstorbenen Namensgeber überlebt. Spinellis Erben streiten bis heute für die Pläne aus dem "Crocodile". Zur Gruppe gehören auch Joschka Fischer und der ehemalige EU-Kommissionspräsident Jacques Delors. "Unser Ziel ist ein föderales und postnationales Europa, ein Europa der Bürger", heißt es in dem Krokodil-Manifest.

Der Mitinitiator und treibende Motor der Spinelli-Gruppe wird an einem kühlen Herbstabend vom VIP-Service des Brüsseler Flughafens direkt an die Maschine von Scandinavian Airlines gefahren. Eigentlich kommen EU-Abgeordnete nicht in den Genuss dieser Sonderbehandlung, doch Guy Verhofstadt war in seinem vorigen Leben Premierminister Belgiens. Er ist 58, wirkt aber deutlich jünger mit den langen Haaren und der Ledertasche, die an seiner Schulter baumelt.

Verhofstadt wollte 2004 Präsident der Kommission werden, aber viele Regierungschefs suchten das zu verhindern, allen voran der Brite Tony Blair, der den "Föderalisten" Verhofstadt kategorisch ablehnte.

Stattdessen bekam der konservative Portugiese Barroso den Job, und Verhofstadt ließ sich ins Europaparlament wählen, wo er den Kommissionspräsidenten seitdem vor sich her treibt.

Verhofstadt setzt sich in die erste Reihe der Business-Klasse und zieht ein paar Blätter aus der Studenten-Ledertasche. Es ist der Entwurf eines Briefs an Barroso. Darin schimpft Verhofstadt auf die Mitgliedstaaten und fordert den Kommissionschef auf, die Initiative zu ergreifen. Er fordert gemeinsame **Euro**-Anleihen und einen Europäischen Währungsfonds, weil das Prinzip der Einstimmigkeit beim bisherigen Rettungsschirm dazu führe, dass der **Euro** "von einer marginalen euroskeptischen Fraktion in einem einzigen Mitgliedsland als Geisel genommen wird". Auch Verhofstadt schlägt die Schaffung eines EU-Finanzministers vor und will die Chefposten von Kommission und Rat verschmelzen. "Wir können nicht länger warten, wenn wir wollen, dass der **Euro** und die EU überleben."

"Es gibt nur ein Entweder-oder", sagt der Belgier auf dem Flug nach Stockholm. "Entweder löst sich die EU auf, oder wir machen jetzt einen Sprung hin zu einer politischen Union." Griechenland trage nur 2,5 Prozent des Bruttosozialprodukts der **Euro**-Gruppe bei, trotzdem habe es Europa in die Krise gestürzt. Und warum? "Weil es keine politische Union gibt."

Verhofstadt lenkt den Blick über den Atlantik. "Schauen Sie sich Kalifornien an, die größte Wirtschaft der USA, riesige Probleme, die können nicht mal ihre Staatsbediensteten bezahlen. Und warum setzt das den Dollar nicht unter Druck? Weil Kalifornien Teil der politischen Union der USA ist."

Die Spinelli-Gruppe hat keinen konkreten Schlachtplan hin zu einem föderalen Europa. Ihr Hauptziel ist, das Thema in die Öffentlichkeit zu bringen und so den Nährboden für die Vereinigten Staaten von Europa zu schaffen. Immer wenn sich die Staats- und Regierungschefs zu einem Gipfel in Brüssel treffen, halten die Mitglieder des Spinelli-Kreises einen "Schatten-Rat" ab. Das klingt wie Schattenkabinett, und genau so ist es gemeint: "Wir nehmen die Tagesordnung des echten Rates und sagen, zu welchen Beschlüssen die Staats- und Regierungschefs kommen müssten, wenn sie nicht ihr eigenes nationales Interesse in den Mittelpunkt stellen würden, sondern das europäische Interesse", erklärt Verhofstadt.

Doch der Weg zu einem vereinten Europa, zu einer politischen Union, führt nicht durch die Konferenzräume des Ratsgebäudes, er führt über die Straßen, Plätze, Parlamente, durch die Medien, über eine europäische Öffentlichkeit. Nur wenn die Ideen der Europäer aus Brüssel die Bürger erreichen, werden die mitmachen. Werden sie mitmachen?

An der Peripherie ist Europa zum Greifen nahe. Frieden, Freiheit, gutes Leben: Alles dies verbindet sich für die Spanier mit dem Segen aus Brüssel, der nach dem Ende der Franco-Diktatur über die Iberische Halbinsel kam. Nach der Einführung des **Euro** wuchs die Wirtschaft stärker als im Durchschnitt der Währungszone.

Seit die internationale Finanzkrise vor drei Jahren in ihrem Land zum Absturz der den Aufschwung tragenden Immobilienbranche und zum Einbruch der Konjunktur führte, fühlen sich die Spanier von Europa in die Pflicht genommen.

Als Anfang September die sozialistische Regierung, erstmals unterstützt von der konservativen Volkspartei, im Eilweg die Verfassung änderte, um nach deutschem Muster eine Schuldenbremse einzuführen, zogen Demonstranten vor das von der Polizei weiträumig abgeriegelte Parlament im Herzen von Madrid. "Sie nennen es **Demokratie**, und es ist eine Diktatur", skandierten jugendliche Anführer des Protests über Megafone vom Lastwagen an der Spitze des Zuges, und die Menge sang mit.

Auf selbstgemalten Transparenten trugen Junge und Alte gemeinsam Slogans wie "Nein zur durch die Verfassung legalisierten Armut" durch die Prachtallee am Prado-Museum vorbei.

Und doch: Europa soll leben. Kurz vor der Abstimmung am Morgen des 2. September ist die Parlamentscafeteria gut gefüllt. Unter dem Klappern der Kaffeetaschen bekennt der Sozialist Alex Sáez: "Bislang hat Europa uns nur Angenehmes gebracht. Jetzt müssen wir Politiker den Bürgern in aller Härte erklären, welche Verpflichtungen wir haben."

Der Katalane aus der schmucken Kleinstadt Girona ist stellvertretender Vorsitzender des Europa- und Mitglied des Auswärtigen Ausschusses im spanischen Parlament. Sáez lobt den totalen politischen Konsens der in dem Gremium vertretenen Parteien: Nur "mehr Europa" könne aus der Krise helfen.

Wenn die Europäer es bis zur Mitte des Jahrhunderts nicht schafften, sich in einer Föderation zusammenzuschließen, meint Guillermo de la Dehesa, Präsident des Centre for Economic Policy Research und einer der renommiertesten Finanzspezialisten Spaniens, dann werde Europa "durchfallen". Die Weltwirtschaft würde dann allein von China, den USA und Indien beherrscht, kein einziges europäisches Land, so belegen seine Untersuchungen, wäre mehr unter den G 8.

Gerade die Katalanen und Basken, die über eine eigene Kultur und Sprache verfügen, die sie pflegen, und die verstärkt nach weitgehender Autonomie vom Zentralstaat Spanien streben, befürworten eine politische Vertiefung in Richtung auf eine Föderation sehr stark.

Mit Europaskepsis sind in Spanien keine Wahlen zu gewinnen. Selbst die konservative Volkspartei PP, die beim Urnengang am Wochenende auf Sieg gepolt war, setzt auf mehr europäische Integration und befürwortet den Sparkurs à la Merkel. Obwohl die Konservativen für einen starken spanischen Zentralstaat eintraten, würden sie sich nicht widersetzen, mehr Kompetenzen an die Union abzutreten.

Alvaro Nadal, Finanz- und Europaexperte der PP, fragt jedoch, was die **Euro**-Zone in der Zwischenzeit tun soll, solange die Vereinigten Staaten von Europa gebaut werden. Sein Vorschlag ist, voranzugehen bei bestimmten Themen mit denen, die mitmachen wollen. Eine Koalition der Europawilligen.

Der Weg nach Brüssel scheint tatsächlich vielen spanischen Politikern erfolgversprechend. Lehrt doch der Landsmann Solana: Es sei eine "schöne Reise" zu einem vereinten Europa.

Spiegel-Verlag Rudolph Augstein GmbH

A Good Run

By DONALD KAGAN

CIVILIZATION

The West and the Rest

By Niall Ferguson

Illustrated. 402 pp. The Penguin Press. \$35

This is a difficult time in which to present an account — and what amounts to a defense — of the West's rise to pre-eminence and its unequalled influence in shaping the world today. The West is on the defensive, challenged economically by the ascent of China and politically and militarily by a wave of Islamist hatred. Perhaps as great a challenge is internal. The study of Western civilization, which dominated American education after World War II, has long been under attack, and is increasingly hard to find in our schools and colleges. When it is treated at all, the West is maligned because of its history of slavery and imperialism, an alleged addiction to war and its exclusion of women and nonwhites from its rights and privileges. Some criticize its study as narrow, limiting, arrogant and discriminatory, asserting that it has little or no value for those of non-European origins. Or it is said to be of interest chiefly as a horrible example.

Niall Ferguson thinks otherwise. A professor at both Harvard University and the Harvard Business School, quite aware of the faults and blemishes of the West, he flatly rejects the view of those who find nothing worthwhile in it, calling their position “absurd.” He recognizes both good and bad sides and decides that in comparison with other civilizations, the better side “came out on top.”

Many of the observations in “Civilization: The West and the Rest” will not win Ferguson friends among the fashionable in today's academy. He upbraids critics who speak scornfully of “‘Eurocentrism’ as if it were some distasteful prejudice.” “The scientific revolution was, by any scientific measure, wholly Eurocentric.” Ferguson pays due respect to the intellectual and scientific contributions of China and Islam, but makes it clear that modern science and technology are fundamentally Western products. He asks if any non-Western state can simply acquire scientific knowledge without accepting other key Western institutions like “private property rights, the rule of law and truly representative government.”

Ferguson is so unfashionable as to speak in defense of imperialism: “It is a truth almost universally acknowledged in the schools and colleges of the Western world that imperialism is the root cause of nearly every modern problem, . . . a convenient alibi for rapacious dictators like Zimbabwe's Robert Mugabe.” Contradicting historians who “represent colonial officials as morally equivalent to Nazis or Stalinists,” he points out that in most Asian and African countries “life expectancy began to improve *before* the end of European colonial rule.”

Ferguson does not attempt a thorough investigation of the many charges made against the West, or a defense against them. Instead, he addresses the interesting and difficult question: “Just why, beginning around 1500, did a few small polities on the western end of the Eurasian landmass come to dominate the rest of the world?” The book's method, he says, is to tell “a big story,” along with many little ones, but that is not a proper description. Rather than a chronological narrative, Ferguson offers six chapters of what he calls “killer apps,” each addressing a major element in his answer to the question of Western domination: 1) competition, both among and within the European states; 2) science, beginning with the scientific revolution of the 16th and 17th centuries; 3) the rule of law and representative government, based on the rights of private property and representation in elected legislatures; 4) modern medicine; 5) the consumer society that resulted from the

Industrial Revolution; and 6) the work ethic. These, he argues, were crucial to the growth of the West's power, but weak or nonexistent in other societies.

Excellence in these categories, Ferguson says, may explain the West's remarkable rise, but late in the 19th century "the Rest," especially Japan, began to catch up in all but internal competition and representative government. By the 1950s states in East Asia, especially and increasingly China, made great strides in economic modernization and now compete successfully against the West. At present, he says, we are experiencing "the end of 500 years of Western predominance," and he foresees the possibility of a clash between the declining and rising forces. He wonders "whether the weaker will tip over from weakness to outright collapse."

What's worse, Ferguson sees the current financial crisis as "an accelerator of an already well-established trend of relative Western decline." He worries that there may come a moment when a "seemingly random piece of bad news — perhaps a negative report by a rating agency" panics investors, who lose confidence in the credit of the United States. This could cause disaster, "for a complex adaptive system is in big trouble when a critical mass of its constituents loses faith in its viability."

Nonetheless, Ferguson has not given up on the West; it still has more "institutional advantages than the Rest." The lack of political competition, the rule of law, freedom of conscience and a free press help explain why countries like China, Iran and Russia "lag behind Western countries in qualitative indices that measure 'national innovative development' and 'national innovative capacity.'" Still, his hopes for continued success do not seem very strong. Although the "Western package" offers "the best available set of economic, social and political institutions," he questions whether Westerners are still able to recognize it.

An element central to all this is education, especially history, and Ferguson is appalled by the decline of historical teaching and knowledge in the Western world. His conclusion is not encouraging: "The biggest threat to Western civilization is posed not by other civilizations, but by our own pusillanimity — and by the historical ignorance that feeds it."

"Civilization" is part of his solution. The book is the basis for a television series in Britain, and he told an interviewer that it aims to give a "17-year-old boy or girl . . . a lot of history in a very digestible way." Yet it must be said that bits of history are what they get, not the kind of "big story" one requires to understand the character and development of Western and other civilizations. We still need a full account of how and why one thing followed another, of cause and consequence, of the role of chance versus the force of inherited tradition.

Over all, Ferguson calls for a return to traditional education, since "at its core, a civilization is the texts that are taught in its schools, learned by its students and recollected in times of tribulation" — by which he means Great Books, and especially Shakespeare. The greatest dangers facing us are probably not "the rise of China, Islam or CO2 emissions," he writes, but "our own loss of faith in the civilization we inherited from our ancestors."

Donald Kagan's latest book is "Thucydides: The Reinvention of History."

Quatre scénarios et un enterrement

Le Monde | 26.11.11 | 14h30

En matière d'humour, les Britanniques restent les meilleurs. Même sur l'Europe - et Dieu sait qu'en ce moment, pour faire sourire sur l'Europe, il faut se lever tôt. Flamboyant historien de l'économie, passé d'Oxford à Harvard via New York University, Niall Ferguson est, de toute évidence, un lève-tôt ; il a relevé le défi dans un texte très drôle, publié le 19 novembre par le *Wall Street Journal*, dans lequel il imagine l'Europe dans dix ans, en 2021. Le résultat, un chef-d'oeuvre de la vision britannique de l'idée européenne, mérite qu'on s'y attarde quelques instants.

La "nouvelle Europe" de Niall Ferguson s'appelle les Etats-Unis d'Europe. Ils ont été créés par le traité de Potsdam de 2014, sur les ruines de l'ancienne Union européenne. Certains Etats membres ont repris leur liberté : la Grande-Bretagne et l'Irlande, ressoudés dans un "Royaume-Réuni de Grande-Bretagne et d'Irlande", et les pays scandinaves, beaucoup plus heureux ensemble dans leur nouvelle "Norse League". La monnaie de la nouvelle Europe est l'euro, sa capitale n'est plus Bruxelles mais Vienne, son président s'appelle Karl von Habsburg. Vous l'avez compris : cette Europe-là est placée sous la férule de l'Allemagne, qui finance, par le tuyau des fonds fédéraux, les déficits des pays du Sud. Les Allemands, qui ont tous leur résidence secondaire dans ces pays du Sud où le taux de chômage stagne autour de 20 %, s'y retrouvent, finalement. Les Grecs font d'excellents jardiniers et les Italiennes de délicieuses cuisinières, le tout au noir et bon marché, quand arrive la belle saison. Les bons élèves que sont les Polonais et les Baltes suivent, eux, sagement, la voie germanique.

La prophétie de Milton Friedman ne s'est donc pas réalisée. Du moins, pas tout à fait. Le Prix Nobel d'économie jurait, en 1996, que la monnaie unique européenne ne verrait pas le jour, "en tout cas pas de (son) vivant". Il est mort en 2006, sept ans après la naissance de l'euro. Il expliquait qu'une monnaie unique sans union politique était une aberration : il n'a pas vécu assez longtemps pour voir que les événements lui donneraient en partie raison. "L'unification politique doit précéder la fusion monétaire, et non pas en être la conséquence", assurait-il au *Figaro* en 1997. C'est pourtant parce que l'euro affronte aujourd'hui la plus grave crise de son existence que l'union politique devient inévitable : soit l'euro se désintègre, soit on lui donne les moyens de devenir une vraie monnaie unique, gérée par un gouvernement économique.

L'heure est si grave et la situation si désespérée que tout ce que l'Europe compte d'esprits un tant soit peu pro-européens, de cabinets d'études et d'officines de prospective est engagé dans un gigantesque brainstorming pour tenter de répondre à la question lancinante : comment sauver l'Europe ? Ou, dans sa version plus positive : comment réinventer l'Europe ? Et de ces séances, souvent douloureuses, de prises de tête communes, ressortent quelques intéressants scénarios, plus réalistes que celui de Niall Ferguson.

A l'issue, par exemple, de deux jours de discussions menées à Varsovie avec plusieurs dizaines de chercheurs, parlementaires, hauts responsables et quelques financiers, dont George Soros, Mark Leonard, directeur du European Council on Foreign Relations, offre, lui, dans un essai tout juste rendu public, quatre scénarios "pour la réinvention de l'Europe".

L'intégration asymétrique. C'est l'approche graduelle, sans modification de traité, en s'appuyant pour avancer sur le Conseil européen, organe intergouvernemental, c'est-à-dire en court-circuitant la Commission et le Parlement européens. Cette option donne un poids prépondérant à Berlin.

Une zone euro réduite, plus intégrée et plus homogène, sans les mauvais élèves. Une sorte de club des pays AAA. Mais, outre que les traités ne prévoient pas de possibilité de quitter l'euro, cette option pourrait sonner le glas de l'Union européenne, qui s'en trouverait totalement fragmentée.

L'union politique, en modifiant le traité de Lisbonne. C'est le grand bond en avant. Il s'agit de formaliser les initiatives intégratrices prises depuis deux ans, sur le plan budgétaire et économique. Ce scénario comporte plusieurs variantes, allant de l'"union de stabilité" à l'"union fiscale", avec la création d'un poste de ministre des

finances de l'eurozone. L'union politique pourrait avoir comme exécutif un président de la Commission élu au suffrage universel, et un Parlement européen doté du pouvoir d'initiative législative.

Le "fédéralisme sans les fédéralistes". C'est l'Europe à deux vitesses, chère à l'ancien ministre allemand des affaires étrangères, Joschka Fischer, avec une "avant-garde" constituée de l'Eurogroupe et une "arrière-garde" regroupant les autres Etats membres. Le problème est que les institutions les plus intégratrices, comme la Commission, le Parlement européen et la Cour européenne de justice, seraient à l'extérieur du groupe moteur, de même que des pays très pro-européens comme la Pologne, qui n'ont pas encore pu adopter l'euro.

Beaucoup des autres idées qui émanent de ce salubre débat européen cherchent à remédier à l'insuffisance démocratique et à la nécessité de reconnecter l'Europe avec ses citoyens. Charles Grant, du Center for European Reform, suggère d'élire directement les commissaires européens, qui formeraient un gouvernement dirigé par le président de l'Europe. Michel Barnier, commissaire chargé du marché intérieur, pense que le président de la Commission et celui du conseil européen ne devraient faire qu'un, une idée qui progresse, ainsi que son corollaire, l'élection au suffrage universel. D'autres songent à une meilleure représentation des parlements nationaux.

Tous travaillent à plus d'Europe, plus de leadership, plus de démocratie... pas à plus d'Allemagne, un déséquilibre que les responsables allemands sont les premiers à redouter.

C'est là, sans doute, que Niall Ferguson fait mouche. Sur un autre point, pourtant, ce natif de Glasgow pêche par optimisme : certains de ses compatriotes parient, contrairement à lui, sur une sécession de l'Ecosse et du Royaume-Uni, et sur son adhésion à l'UE. Juste quand le Royaume-Uni en sortira.

kauffmann@lemonde.fr

par Sylvie Kauffmann
Article paru dans l'édition du 27.11.11

Chefvolkswirt Jürgen Stark im Gespräch: „Der politische Druck auf die EZB ist enorm“

FAZ 26.11.2011 ·

Chefvolkswirt Jürgen Stark verlässt die Europäische Zentralbank. Er sieht ihre Unabhängigkeit gefährdet und warnt in einem Abschiedsinterview vor der Gefahr der Inflation.



© Frank Röth „Regeln sind dazu da, gerade in Krisenzeiten Orientierung zu geben“: EZB-Chefvolkswirt Jürgen Stark will die Grundsätze der Geldpolitik nicht opfern. Ende Dezember verlässt er die Zentralbank

Herr Stark, Sie geben zum Jahresende nach fünfeinhalb Jahren Ihr Amt als Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank ab. Mit was für einem Gefühl gehen Sie?

Mit dem Gefühl, dass ich versucht habe, meinen Beitrag zu leisten, dass der Euro eine stabile Währung bleibt. Während meiner Zeit ist er das gewesen.

Sie gehen wie der frühere Bundesbankpräsident Axel Weber aus Protest dagegen, dass die EZB Staatsanleihen von Krisenstaaten aufkauft. Sind Sie ein Märtyrer für einen stabilen Euro?

Keineswegs. Wieso auch? Ich habe mich entschieden, aus persönlichen Gründen zum Ende dieses Jahres auszuscheiden. Aber ich bleibe dem Projekt der gemeinsamen europäischen Währung verbunden. Immerhin habe ich dafür fast ein Vierteljahrhundert gearbeitet. Und ich werde - von anderer Stelle aus - dieses Projekt weiter begleiten und fördern.

Was werden Sie künftig machen?

Dazu möchte ich noch nichts sagen.

Warum war der Ankauf von Staatsanleihen durch die EZB für Sie und Axel Weber so ein unverzeihlicher Tabubruch?

Die Mehrheitsentscheidung des EZB-Rates ist zu respektieren, in dieser besonderen historischen Situation Staatsanleihen aufzukaufen.

Aber wo liegt die Gefahr?

Es geht weniger darum, dass der Anleihenkauf im Augenblick zu Inflation führt. Die EZB schöpft regelmäßig die Liquidität wieder ab, sie sammelt das ausgegebene Geld also gleichsam wieder ein. Wichtiger und problematischer ist, dass das Zinsniveau für Staatsanleihen durch den Anleihenankauf beeinflusst wird und damit einen fiskalpolitischen Effekt hat.

Warum?

Wir beeinflussen die Bedingungen, zu denen Regierungen sich verschulden können. Das ist absolut nicht unsere Aufgabe.



© Röth, Frank

„Wir beeinflussen die Bedingungen, zu denen Regierungen sich verschulden können. Das ist absolut nicht unsere Aufgabe“: Jürgen Stark fordert eine klare Aufgabentrennung zwischen Zentralbank und Regierungen

Warum ist es schlimm, wenn die Notenbank den Staaten hilft?

Es muss eine klare Aufgabentrennung zwischen Zentralbank und Regierungen geben. Die Zentralbank hat für Preisstabilität zu sorgen. Und es liegt in der Verantwortung der Regierungen, für angemessene Bedingungen für die Finanzierung ihrer Staatsausgaben zu sorgen. Wenn die Märkte seit einiger Zeit sensibler auf die hohe Verschuldung der Staaten reagieren und deshalb höhere Zinsen verlangen, ist es nicht die Aufgabe der Notenbank, das zu korrigieren.

Was ist dabei das Problem?

Wir wissen aus der Wirtschaftsgeschichte, dass es immer zu Katastrophen geführt hat, wenn eine Zentralbank in großem Stil Staaten finanziert hat. Das endet in Inflation. Nicht immer kurzfristig. Aber mittel- bis langfristig. Und es führt letztlich zu wirtschaftlicher und gesellschaftlicher Instabilität.

Sie sagen, kurzfristig gibt es keine Inflation, weil die Notenbank den Anstieg der Geldmenge neutralisieren kann. Was ändert sich in der langen Frist?

Im Augenblick leiht die Notenbank den Banken so viel Geld, wie sie brauchen, weil sich die Banken untereinander kaum etwas leihen. Weltweit gibt es eine extrem expansive Geldpolitik. Das führt derzeit nicht zu Inflation, weil die Banken in der Krise das Geld nur sehr verhalten als zusätzliche Kredite an die Haushalte und Unternehmen weiterreichen. Das ändert sich, wenn die Wirtschaft eines Tages wieder besser läuft. Dann werden die Zentralbanken sehr schnell darauf reagieren müssen.

In Amerika unter Alan Greenspan haben niedrige Zinsen dazu geführt, dass sich bei den Immobilien eine Preisblase bildete. Kann das in Europa auch passieren?

Liquidität findet immer ihren Weg, sagen wir Notenbanker. Entweder steigen die Verbraucherpreise - oder die Vermögenspreise. Wir sehen bereits, dass die üppig verfügbare Liquidität auf den globalen Märkten zu höheren Inflationsraten in den Schwellenländern geführt hat. Und zu Preissteigerungen von über fünf Prozent in England und mehr als drei Prozent in den Vereinigten Staaten. Zugleich sind weltweit die Rohstoffpreise gestiegen, vor allem auch der Ölpreis.



© Frank Röh

Stark sieht eine dauerhafte Übernahme von Staatschulden durch die EZB sehr kritisch: „Die Notenpresse wird auf keinen Fall für den Abbau von Staatschulden genutzt“

Die Menschen in Deutschland fürchten nicht nur die Inflation. Sie haben Angst, dass den Europäern das Retten über den Kopf wächst. Am vergangenen Mittwoch hatte sogar Deutschland Schwierigkeiten, für seine Staatsanleihen Abnehmer zu finden.

Es gibt keinen Grund, die Schwierigkeiten bei der Auktion von zehnjährigen Anleihen der Bundesrepublik zu dramatisieren. Bedenken Sie: Die angebotenen Zinsen liegen unter der Inflation. Kein Wunder, dass die Anleger zögern.

Trotzdem: Mehren sich nicht die Zeichen, dass die Krise bei den Retterstaaten ankommt? Sogar Frankreich muss schon um sein Rating bangen.

Die Unterscheidung zwischen Retterstaaten und geretteten Staaten würde ich so gar nicht machen. Wenn große Volkswirtschaften wie Frankreich ein Haushaltsdefizit von mehr als fünf Prozent haben, die Verschuldung weiter steigt und die Politik nur zögerlich handelt, muss man sich nicht wundern, wenn die Märkte reagieren und die Zinsen steigen. Dann wird es auch für die großen Länder schwerer, sich zu finanzieren.

Aber was ist das Ende dieses Prozesses? Kann Europa nur zwischen Pest und Cholera wählen: Eurobonds zu akzeptieren, die gemeinsame Haftung aller Länder für alle Schulden - oder die Notenpresse anzuwerfen?

Nein. Die „Notenpresse“, wie Sie es nennen, wird auf keinen Fall für den Abbau von Staatsschulden genutzt. Wir erfüllen unseren Auftrag, Preisstabilität auch in Zukunft zu sichern.

Gelten für Extremsituationen nicht andere Regeln als für ruhige Zeiten? Immer mehr Ökonomen und Politiker fordern, die EZB müsse „lender of last resort“ werden, „Kreditgeber der letzten Zuflucht“ auch für Staaten.

Regeln sind dazu da, gerade in Krisenzeiten Orientierung zu geben. Wenn die Notenbank anfängt, Staaten zu finanzieren, sinkt der Anreiz für die Regierungen, die Ursachen der Krise zu beheben.



© Frank Röh

„Wir Europäer sollten den Mut haben, auf die Folgen einer fortgesetzten Politik des billigen Geldes hinzuweisen“: Stark wird im Ausland immer mit dem Vorwurf eines ordnungspolitischen Rigorismus konfrontiert

Dann bleiben am Ende tatsächlich nur Eurobonds?

Eurobonds lösen die strukturellen Haushaltsprobleme, die einige Mitgliedstaaten der Eurozone haben, am allerwenigsten. Vielmehr führen sie zu einer Haftungs- oder Schuldenunion, die niemand wollen kann. Erst wenn entscheidende Schritte hin zu einer politischen Union gemacht worden sind, könnten am Ende auch gemeinsame Anleihen stehen.

Wie wollen Sie das Problem Europas dann lösen?

Die weiter steigende öffentliche Verschuldung muss gestoppt werden. Das muss Hand in Hand mit der Durchführung von Strukturreformen erfolgen, um die Wettbewerbsfähigkeit der Problemländer zu verbessern und das Wachstumspotential zu stärken. Das ist Sache der Regierungen, nicht der Zentralbank.

Sie sind in dieser Frage besonders streng. Viele angelsächsische Ökonomen sagen, die Deutschen sollten sich mit ihren ordnungspolitischen Vorstellungen nicht so anstellen. Erfordert die Krise, hehre Grundsätze zu opfern?

Grundsätze gelten gerade in kritischen Zeiten. Die Vorstellungen, alle Problem der Welt immer mit zusätzlicher Liquidität zu lösen, sind irreführend. Es mag kurzfristig helfen, führt aber mittelfristig zu Marktverzerrungen und höherer Inflation. Aber gerade amerikanische Denkfabriken stimmen die Öffentlichkeit und die Politik auf höhere Inflationsraten ein, und die Diskussion hält langsam auch in Europa Einzug. Eine Empfehlung, die EZB solle statt zwei Prozent Inflation vier oder fünf Prozent zulassen, halte ich für grundfalsch. Eine solche Entwicklung kann nur sehr schwer wieder eingefangen werden.

In Amerika wird argumentiert, mit ihrem ordnungspolitischen Rigorismus zögerten die Deutschen eine Lösung der Eurokrise unnötig heraus. Sind wir zu stur?

Ich bin nächste Woche in den Vereinigten Staaten und werde mit dieser Frage immer wieder konfrontiert werden. Wir Europäer sollten den Mut haben, auf die Folgen einer fortgesetzten Politik des billigen Geldes hinzuweisen. Viele der Verwerfungen, mit denen die ganze Welt in der Finanzkrise zu kämpfen hatte, sind darauf zurückzuführen.

Warum ist es so wichtig für Notenbanker, prinzipientreu zu sein?

Der politische Druck auf die EZB ist derzeit enorm. Es wird offen über eine Erweiterung unserer Aufgaben diskutiert. Das berührt nicht nur unsere Unabhängigkeit, sondern gefährdet sie.

Was legen Sie Ihrem Nachfolger Jörg Asmussen ans Herz, wenn Sie jetzt die EZB verlassen?

Die EZB muss Anker des Vertrauens und der Stabilität bleiben. Die Direktoriumsmitglieder müssen, so wie der Präsident vor kurzen noch einmal öffentlich unterstrichen hat, auf Kontinuität dieser Institution achten, auf Konsistenz im Handeln und auf Glaubwürdigkeit. Und sie müssen die Unabhängigkeit der EZB mit allen Mitteln verteidigen.

Glauben Sie, in zehn Jahren wird es den Euro noch geben?

Ja, mit Sicherheit. Aber vermutlich mit mehr Mitgliedsländern als heute. Allerdings müssen wir die Lehren ziehen und die Erfüllung der Konvergenzkriterien durch potentielle Beitrittskandidaten intensiver und kritischer prüfen.

Der Noch-Chefvolkswirt

Jürgen Stark, Jahrgang 1948, stammt aus Gau-Odernheim in Rheinland-Pfalz. Nach Abitur und Wehrdienst studierte er Wirtschaftswissenschaften an den Universitäten Hohenheim und Tübingen und wurde 1975 promoviert. Nach einer Zeit in **Wirtschaftsministerium** und **Kanzleramt** wurde er 1994 **Staatssekretär** im Finanzministerium. Er hatte wesentlichen Anteil am Zustandekommen des Euro-Stabilitätspakts. 1998 wurde Stark Vizepräsident der **Bundesbank**, 2004 kommissarischer Präsident. Seit Juni 2006 ist er Chefvolkswirt der EZB. Im September 2011 gab er seinen Rücktritt zum Jahresende bekannt – „aus persönlichen Gründen“.

Das Gespräch führte **Christian Siedenbiedel**.

Quelle: F.A.S.

Staatsanleihen: Der Käuferstreik der Banken

FAZ 25.11.2011 ·

Staatsanleihen sind sicher, haben wir lange geglaubt. Heute sind wir klüger. Die jüngste Auktion einer zehnjährigen Bundesanleihe zeigt, dass der Staat höhere Zinsen bieten muss, um Anleger zu locken. Der Spielraum für Defizite wird immer geringer.

Eine Analyse von Holger Steltzner.

In der Schuldenkrise purzeln alte Gewissheiten wie die Kurse an der Börse. Staatsanleihen seien sicher, da ein Land Kredite jederzeit mit neuen Schulden zurückzahlen könne. Daran glaubten alle - und profitierten lange davon -, ob Finanzminister, Banken, Großanleger oder Kleinsparer. Heute sind wir alle klüger.

Jetzt sieht auch der Wähler, was er als Steuerbürger schon immer ahnte: Das gilt für die Eurozone genauso wie für Großbritannien *Der Wohlfahrtsstaat westlicher Prägung, errichtet auf einem unaufhaltsam wachsenden Schuldenberg, ist finanziell am Ende, noch bevor die Babyboomer in Rente gehen und der Altersaufbau zu Lasten der Jungen kippt* oder die Vereinigten Staaten und erst recht für Japan.

Gespart wird nicht, allenfalls wird die Neuverschuldung gedrosselt

Es ist ein Märchen, die Banken- und Wirtschaftskrise sei der Grund für die Staatsschuldenkrise. Seit den siebziger Jahren steigen in Deutschland die Ausgaben des Staates schneller als die Einnahmen. Gespart wird bis heute nicht, allenfalls die Neuverschuldung gedrosselt. In Italien und Griechenland mussten übrigens keine Banken gerettet werden. *Es ist auch eine Mär, dass Staaten ihre Schulden niemals abtragen. Die Schweiz macht das, seitdem das Volk eine Schuldenbremse beschloss, die Wohlfahrtsstaaten Skandinaviens sanierten ihre Finanzen, und Amerika erwirtschaftete unter Präsident Clinton so hohe Überschüsse, dass die Furcht vor zu wenig Staatsanleihen aufkam.*

Hauptgrund für den seit der Jahrtausendwende beschleunigten Anstieg der staatlichen und privaten Verschuldung ist *die extrem lockere Geldpolitik der amerikanischen Notenbank Fed.* Durch das Öffnen aller Geldschleusen wollen auch andere Zentralbanken Wachstum erzeugen - mit fragwürdigem Erfolg. Zwar stimulieren Notenbanken so die Konjunktur, zugleich treiben sie jedoch durch tiefe Zinsen und hohe Inflation Staaten, Unternehmen und Privatleute in die Verschuldung. In einer Welt mit zu viel und zu billigem Geld erhöhen alle ihr Risiko. Es entstehen Preisblasen an Vermögenmärkten, bis die Spekulation am Aktien-, Kapital- oder Häusermarkt platzt. Das gab es auch in Euroland. Banken und Investoren verzockten sich mit der Zinskonvergenz von Staatsanleihen, und am Rand der Währungsunion verhoben sich - verführt vom negativen Realzins - viele am Immobilienmarkt.

Zins ohne Risiko gibt es nicht

Am großen Rad des billigen Geldes drehten alle mit. Die Bankenaufsicht erklärte mit Blick auf eine möglichst leichte Finanzierung Staatsanleihen für risikolos. Banken investierten gern in diese Papiere und rückten die sichere und zinstragende Liquidität in den Mittelpunkt ihrer Risikosteuerung. Die Euro-Krise deckt jetzt auf, dass es Zins ohne Risiko nicht gibt. Die griechische Umschuldungsverhandlung beendete in Euroland die Illusion, ein Staat könne nicht pleite gehen. Mit der Einführung des Euro war die Staatsanleihe tot, aber das habe keiner gesagt, beschreibt der Chef einer großen Bank den kollektiven Irrtum.

Das erklärt, warum Banken nun so lautstark unbegrenzte Käufe von Staatsanleihen durch die Europäische Zentralbank fordern. Sie möchten ihre Risiken bei der EZB abladen und weiter der Illusion vom risikolosen Zins nachhängen. Doch Geldschöpfung durch die Notenbank schafft kein dauerhaftes Wachstum und finanziert nicht unbegrenzt den Sozialstaat. Die Risiken und Nebenwirkungen der Anti-Krisen-Rezepte angelsächsischer Investmentbanken lassen sich in Japan besichtigen: zwei verlorene Dekaden, Stagnation, Rekordschulden.

Banken suchen nun nach Ersatz für Staatsanleihen und der verunsicherte Kapitalmarkt nach Orientierung. Wie nervös die Märkte sind, zeigte sich bei der jüngsten Auktion einer zehnjährigen Bundesanleihe. Die Schuldenagentur bot eine Rendite von nicht einmal zwei Prozent, überreizte damit und verkaufte nur zwei Drittel der Papiere. Das ist kein Desaster, so etwas gab es früher schon. Dennoch ist der Käuferstreik der Banken eine Zäsur für die Staaten, weil Banken als Finanzierer der Defizite langfristig ausfallen könnten. Der Staat steht nun im Wettbewerb mit anderen Schuldnern und muss einen höheren Zins und Sicherheiten bieten, um Anleger zu locken. Wenn eine Regierung nicht erkennen will, dass der Haushalt nicht finanzierbar ist, wird dieser Staat kaum noch Geld bekommen. Eurobonds oder andere Vehikel zur Vergemeinschaftung von Schulden helfen da nicht weiter. Das ist nur der Versuch, das süße Leben auf Pump zu verlängern und die Zinskeule des Marktes andere Länder spüren zu lassen.

In der Eurozone wird der Spielraum für Defizite immer geringer, die Anleger verlangen ausgeglichene Haushalte, und die Staaten müssen liefern. Will die Währungsunion überleben, braucht sie ein hartes System, in dem auf hohe Schulden und Defizite nicht wirkungslose Sanktionen folgen, sondern automatisch schmerzhaft Eingriffe in die Souveränität, um etwa die Mehrwertsteuer anzuheben. Dann können sich Länder weiter selbst finanzieren, der Markt wird nicht ausgeschaltet. Eine glaubwürdige Stabilitätspolitik nach diesem Muster wird die Investoren überzeugen. Mit einer Verbindung von Haftung und Kontrolle könnte der Euro überleben.

Quelle: F.A.Z.

What Really Happened to Strauss-Kahn?

The New York Review of Books December 22, 2011

Edward Jay Epstein



Philippe Wojazer/Reuters

May 14, 2011, was a horrendous day for Dominique Strauss-Kahn, then head of the International Monetary Fund and leading contender to unseat Nicolas Sarkozy as president of France in the April 2012 elections. Waking up in the presidential suite of the Sofitel New York hotel that morning, he was supposed to be soon enroute to Paris and then to Berlin where he had a meeting the following day with German Chancellor Angela Merkel. He could not have known that by late afternoon he would, instead, be imprisoned in New York on a charge of sexual assault. He would then be indicted by a grand jury on seven counts of attempted rape, sexual assault, and unlawful imprisonment, placed under house arrest for over a month, and, two weeks before all the charges were dismissed by the prosecutor on August 23, 2011, sued for sexual abuse by the alleged victim.

He knew he had a serious problem with one of his BlackBerry cell phones—which he called his IMF BlackBerry. This was the phone he used to send and receive texts and e-mails—including for both personal and IMF business. According to several sources who are close to DSK, he had received a text message that morning from Paris from a woman friend temporarily working as a researcher at the Paris offices of the UMP, Sarkozy's center-right political party. She warned DSK, who was then pulling ahead of Sarkozy in the polls, that at least one private e-mail he had recently sent from his BlackBerry to his wife, Anne Sinclair, had been read at the UMP offices in Paris.¹ It is unclear how the UMP offices might have received this e-mail, but if it had come from his IMF BlackBerry, he had reason to suspect he might be under electronic surveillance in New York. He had already been warned by a friend in the French diplomatic corps that an effort would be made to embarrass him with a scandal. The warning that his BlackBerry might have been hacked was therefore all the more alarming.

At 10:07 AM he called his wife in Paris on his IMF BlackBerry, and in a conversation that lasted about six minutes told her he had a big problem. He asked her to contact a friend, Stéphane Fouks, who could come to his home on the Place des Vosges and who could arrange to have both his BlackBerry and iPad examined by an expert in such matters. He had no time to do anything about it that morning. He had scheduled an early lunch with his twenty-six-year-old daughter Camille, a graduate student at Columbia, who wanted to introduce him to her new boyfriend. After that, he had to get to JFK Airport in time to catch his 4:40 PM flight to Paris.

He had finished packing his suitcase just before noon, according to his own account, and then took a shower in the bathroom, which is connected to the bed in the suite by an interior corridor. According to the hotel's electronic key records, which were provided to DSK's lawyers, Nafissatou Diallo, a maid, had entered the presidential suite (room 2806) between 12:06 and 12:07 PM (such records are only accurate to the nearest minute).² Ordinarily, cleaning personnel do not enter a room to clean when a guest is still in it. According to DSK's account, his bags were visible in the foyer when he emerged naked from the bathroom into the interior corridor. At this point, according to his account, he encountered the maid in the corridor by the bathroom. (The maid, for her part, says she encountered him coming out of the bedroom.) Phone records show that by 12:13 PM he was speaking to his daughter Camille on his BlackBerry. The call lasted for forty seconds.

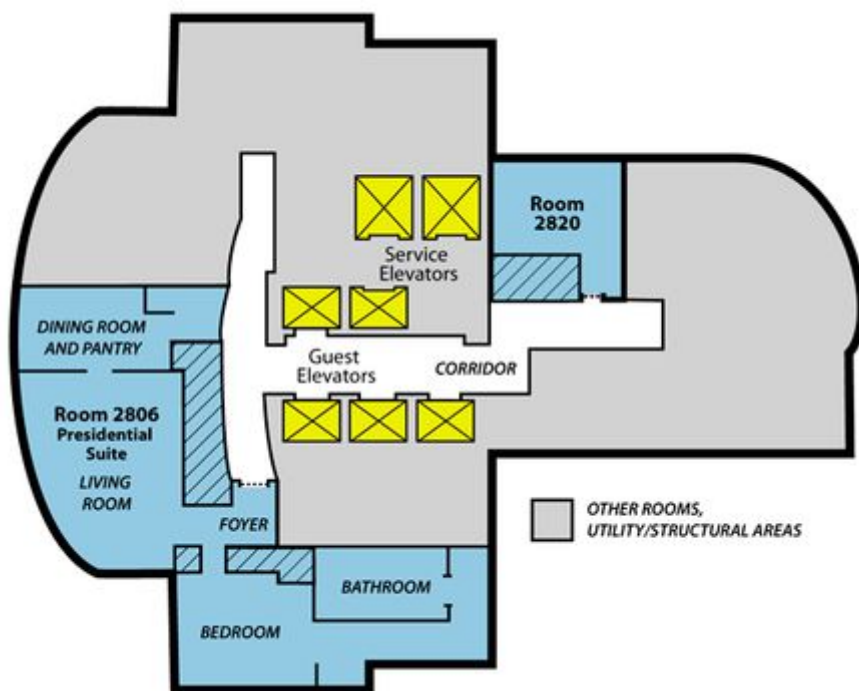
What took place between DSK and the maid in those six to seven intervening minutes is a matter of dispute. DNA evidence found outside the bathroom door showed her saliva mixed with his semen. The New York

prosecutor concluded that a “hurried sexual encounter” took place and DSK’s lawyers have admitted as much, while claiming that what happened was consensual. The maid has brought a civil suit claiming he used force. It is not clear when she left the room since key card records do not show times of exit. What is known is that DSK called his daughter on his IMF BlackBerry at 12:13 to tell her he would be late.

After DSK completed his call, he dressed and put on his light black topcoat. He carried with him only one small overnight bag and a briefcase (which contained his iPad and several spare phones) and took the elevator to the lobby. At 12:28 PM the hotel security cameras show him departing. He had to go eight blocks to the McCormick & Schmick’s restaurant on Sixth Avenue between 51st and 52nd Street. He was delayed by heavy traffic on Sixth Avenue. The restaurant camera shows that he arrived at 12:54.

Camille was with her new boyfriend. They had a quick meal, and at 2:15 PM, according to the restaurant’s surveillance cameras, DSK got in another taxi to go to the airport. Almost immediately, he discovered that his IMF BlackBerry was missing. It was the phone he had arranged to have examined for bugs in Paris and it was the phone that contained the earlier text message warning him about the interception of his messages. At 2:16 PM he called Camille, who had also just left the restaurant, on his spare BlackBerry and had her go back to the restaurant to search for it. Camera footage at the restaurant shows her crawling under the table. At 2:28 PM she sent him a text message saying that she could not find it. So DSK continued on to the airport.

Back at the Sofitel, meanwhile, Nafissatou Diallo, the maid he had encountered in the presidential suite, had told hotel security that she had been sexually assaulted by a client in that suite. A thirty-two-year-old immigrant from Guinea, she had been working at the Sofitel for three years. At 2:30 PM she was shown a photograph of DSK by the hotel’s security people. According to the official bill of particulars—the statement of the basic facts of the case filed by the prosecutors—the police had apparently not yet fully taken over the case, even though the encounter between DSK and Diallo had occurred over two hours earlier.



A schematic drawing of the twenty-eighth floor of the Sofitel New York, with the presidential suite, room 2806, that was occupied by Dominique Strauss-Kahn on May 13 and 14. The nearby room 2820 was entered at least three times on May 14 by the Sofitel maid Nafissatou Diallo.

Part of the delay in bringing in the police may have been the result of Diallo’s not immediately voicing her complaint. After she had left DSK in the presidential suite around 12:13 PM—the time of his call to Camille—she remained on the VIP floor. The hotel’s electronic key records indicate that at 12:26 PM she entered 2820, another VIP suite on the same floor that she had already entered several times earlier that morning. Then, one to two minutes later, she went back to the now empty presidential suite. A few minutes after that, she encountered another housekeeper, her supervisor, in the corridor. In the course of their conversation, Diallo asked the

supervisor what would happen if a hotel guest took advantage of a hotel employee. Initially, Diallo told her that this was only a hypothetical question; but then, when pressed further, she said that she had been assaulted by the guest in the presidential suite. The supervisor then brought her to the head of housekeeping, Renata Markozani, who reentered the presidential suite with Diallo at 12:42, according to the key records, and notified the hotel's security and management personnel. At 12:52 PM, Diallo is seen arriving at the hotel's security office on the ground floor, located near the 45th Street entrance. She is wearing a beige uniform, and is accompanied by Renata Markozani, whom she towers over. (She is five feet ten inches tall.)

Shortly thereafter the hotel's own security team was augmented by John Sheehan, a security expert who is identified on LinkedIn as "director of safety and security" at Accor, a part of the French-based Accor Group, which owns the Sofitel. Sheehan, who was at home in Washingtonville, New York, that morning, received a call from the Sofitel at 1:03 PM. He then rushed to the hotel. While en route, according to his cell phone records, he called a number with a 646 prefix in the United States. But from these records neither the name nor the location of the person he called can be determined. When I called the number a man with a heavy French accent answered and asked whom I wanted to speak with at Accor.³

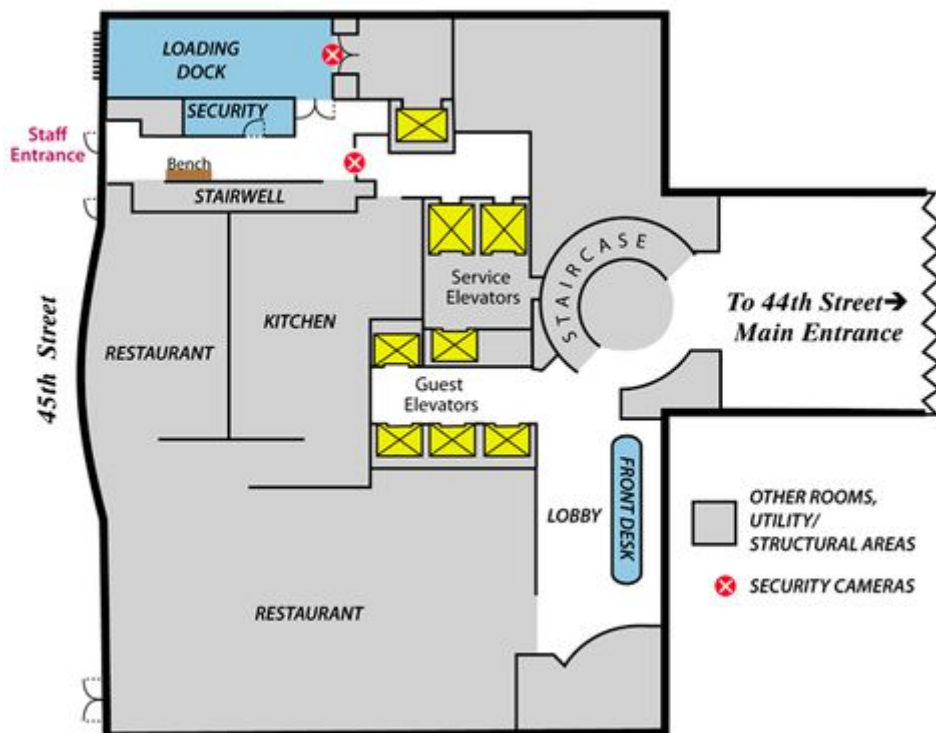
The man I asked to talk to—and to whom I was not put through—was René-Georges Querry, Sheehan's ultimate superior at Accor and a well-connected former chief of the French anti-gang brigades, who was now head of security for the Accor Group. Before joining Accor Group in 2003, he had worked closely in the police with Ange Mancini, who is now coordinator for intelligence for President Sarkozy. Querry, at the time that Sheehan was making his call to the 646 number, was arriving at a soccer match in Paris where he would be seated in the box of President Sarkozy. Querry denies receiving any information about the unfolding drama at the Sofitel until after DSK was taken into custody about four hours later.

Another person at the Accor Group whom Sheehan might have alerted was Xavier Graff, the duty officer at the Accor Group in Paris. Graff was responsible that weekend for handling emergencies at Accor Group hotels, including the Sofitel in New York. His name only emerged five weeks later when he sent a bizarre e-mail to his friend Colonel Thierry Bourret, the head of an environment and public health agency, claiming credit for "bringing down" DSK. After the e-mail was leaked to *Le Figaro*, Graff described it as a joke (it resulted, however, in his suspension as director of emergencies by the Accor Group). Even jokes can have a basis. In this case the joke was made by the person who was directly responsible for passing on information to his superiors, including the head of security at Accor, René-Georges Querry—information that, if acted on by informing the American authorities, could have helped destroy DSK's career. But like Querry, Graff denied receiving any calls or messages from New York until later that evening, telling a French newspaper that the failure to inform him was an "incredible miss" ("*loupé*").

By the time Sheehan was called by the hotel at 1:03 PM, Diallo was seated on a bench in the hotel's ground floor service area, just off the service entrance on 45th Street. Behind her was a "Dutch door," with the upper half opened, that led to the hotel's security office. Surveillance camera footage shows her entering the area with a tall unidentified man at 12:52 PM. She remains there until 2:05 PM. At 12:56, she is joined there by Brian Yearwood, the large, heavy-set man who is the hotel's chief engineer. Yearwood had just come down from the presidential suite on the twenty-eighth floor, which he had entered at 12:51, according to the key records. Yearwood remained close to Diallo as she spoke to Adrian Branch, the security chief for the hotel, who remained behind the half-shut door of the security office. She can be seen gesturing with her hands for about four minutes, pointing to different parts of her body over and over again, suggesting she was telling and retelling her story.

At 1:28, Sheehan, still on the way to the hotel, sent a text message to Yearwood. And then another text message to an unidentified recipient at 1:30. At 1:31—one hour after Diallo had first told a supervisor that she had been assaulted by the client in the presidential suite—Adrian Branch placed a 911 call to the police. Less than two minutes later, the footage from the two surveillance cameras shows Yearwood and an unidentified man walking from the security office to an adjacent area. This is the same unidentified man who had accompanied Diallo to the security office at 12:52 PM. There, the two men high-five each other, clap their hands, and do what looks like an extraordinary dance of celebration that lasts for three minutes. They are then shown standing by the

service door leading to 45th Street—apparently waiting for the police to arrive—where they are joined at 2:04 PM by Florian Schutz, the hotel manager.



A schematic drawing of the first floor of the Sofitel

New York, based on plans registered with the New York City Department of Buildings

A minute later, at 2:05 PM, the footage shows two uniformed police officers arriving and then accompanying Diallo to an adjoining office. It is unclear if the police officially took over the case at this time or later. There is so far no explanation for why the security staff had delayed the call to the NYPD that would lead a scandal involving the possible future president of France. What is clear is that they did so just three minutes after receiving a message from Sheehan. Nor is it clear why the two men were celebrating.

The police arrived, according to the hotel's security camera footage, at 2:05 PM. They then can be seen escorting Diallo to a room across from the security office. There is an unexplained discrepancy here concerning the information in the bill of particulars, which says that at approximately 2:30 PM, "a photograph of the defendant was shown to the witness [i.e., Diallo] by hotel security without police involvement." If so, even after leaving the bench (and video surveillance) and going to a room with the police, she remained in the custody of Sofitel security. I asked both Deputy Commissioner Paul Browne and Deputy Inspector Kim Royster why, according to the bill of particulars, the police were not officially involved at this point, but they declined to comment.

More than an hour later, at 3:28 PM, the police took her to St. Luke's Hospital, where she was medically examined and they then formally interviewed her. She described to them a brutal and sustained sexual attack in which DSK locked the suite door, dragged her into the bedroom, and then dragged her down the inner corridor to a spot close to the bathroom door—a distance of about forty feet—and, after attempting to assault her both anally and vaginally, forced her twice to perform fellatio. After that, she fled the suite. As has been seen, according to the electronic key information, and to the record of DSK's call to his daughter showing him speaking to her at 12:13, we can reasonably conclude that any such actions could have taken place only within a period of six or seven minutes, between 12:06–07 and 12:13, when he called his daughter.

At 3:01 PM, as DSK was approaching the airport, he was still attempting to find his missing phone. He attempted to call it from his spare but received no answer. What he did not know was that at 12:51, according to the records of the BlackBerry company, it had been somehow disabled. At 3:29 PM, evidently unaware of what was happening at the Sofitel, he called the hotel from the taxi, saying, according to the police transcript, "I am

Dominique Strauss-Kahn, I was a guest. I left my phone behind.” He then said he was in room “2806.” He was asked to give a phone number, so that he could be called back, after 2806 was searched for his phone.

When he was called back thirteen minutes later, he spoke to a hotel employee who was in the presence of police detective John Mongiello. The hotel employee falsely told him that his phone had been found and asked where it could be delivered. DSK told him that he was at JFK Airport and that “I have a problem because my flight leaves at 4:26 PM.” He was reassured that someone could bring it to the airport in time. “OK, I am at the Air France Terminal, Gate 4, Flight 23,” DSK responded. So the police rushed to the airport. At 4:45 PM, police called DSK off the plane and took him into custody.

DSK was then jailed and indicted by a grand jury on seven counts, including attempted rape, sexual abuse, and unlawful imprisonment. The court eventually dropped all the charges against him because the prosecutors found that the complainant, Diallo, had proven to be an untruthful witness. They wrote in the motion for dismissal that “the nature and number of the complainant’s falsehoods leave us unable to credit her version of events beyond a reasonable doubt.” They said that she “has given irreconcilable accounts of what happened,” and had lied not only to the prosecutors but under oath to the grand jury about her whereabouts after the encounter. She stated that she had hid in the hall after leaving the presidential suite, and entered no other room on the twenty-eighth floor until she told another maid about the attack (which was approximately fifteen minutes later).

When asked why she had not used her pass key to go into another room, she said they all had “Do Not Disturb” signs on the door. After her grand jury testimony, prosecutors discovered that this was false when the hotel belatedly provided them with the electronic key records showing that Diallo had entered room 2820 at 12:26 PM, after her encounter with DSK. The same record also showed that she had also entered room 2820 prior to her encounter with DSK at a time when the occupant had not checked out and may have been in the room. Why she concealed visiting 2820 was “inexplicable” to the prosecutors, who noted in their motion for dismissal that if she had mentioned her visits to 2820, it would have been declared part of the crime scene and searched by the police. But she did not do so.

Nor were DSK’s lawyers able to find an explanation. When they attempted to learn the identity of the occupant of 2820, Sofitel refused to release it on grounds of privacy. Given Diallo’s conflicting accounts, all that we really know about what happened in the nearby room 2820 is that Diallo went there both before and after her encounter with DSK and then omitted the latter visit from her sworn testimony to the grand jury. We still do not know if there was anyone in 2820 when she entered it again following the encounter with DSK or if, prior to the police arriving, anyone influenced her to omit mention of room 2820.

The Sofitel electronic key record, which the hotel did not turn over to the prosecutors until the next week, contained another unexplained anomaly. Two individuals, not one, entered DSK’s suite between 12:05 and 12:06 PM while he was showering. Each used a different key card entry. The key card used at 12:06 belonged to Diallo; the key card used at 12:05 belonged to Syed Haque, a room service employee who, according to his account, came to pick up the breakfast dishes. If he did so, he would have turned left and gone to the dining room. But Haque has refused to be interviewed by DSK’s lawyers, so his precise movements have not been made public. Since the key cards do not register the time of exit, it cannot be determined from them if both parties were in the room at the same time or, for that matter, at the time of Diallo’s encounter with DSK.

DSK’s BlackBerry, with its messages, is still missing. Investigations by both the police and private investigators retained by DSK’s lawyers failed to find it. While DSK believed he had left it in the Sofitel, the records obtained from BlackBerry show that the missing phone’s GPS circuitry was disabled at 12:51. This stopped the phone from sending out signals identifying its location. Apart from the possibility of an accident, for a phone to be disabled in this way, according to a forensic expert, required technical knowledge about how the BlackBerry worked.

From electronic information that became available to investigators in November 2011, it appears the phone never left the Sofitel. If it was innocently lost, whoever found it never used it, raising the question of by whom

and why it was disabled at 12:51. In any case, its absence made it impossible for DSK to check—as he had planned to do—to see if it had been compromised. Nor was it possible to verify from the phone itself the report he received on May 14 that his messages were being intercepted. So we cannot confirm the warning to DSK that he was under surveillance on that disastrous day.

One vexing mystery concerns the one-hour time gap in reporting the alleged attack on Diallo. After she said that she had been the victim of a brutal and sustained sexual assault, it is hard to understand how the security staff would have ruled out that she might require immediate medical attention. But as has been seen, until 1:31, several minutes after receiving a message from Sheehan, the security staff did not make the 911 call. She did not arrive at St. Luke's Hospital until 3:57 PM, nearly four hours after the alleged attack. We do not know what decisions were made during that one-hour interval or how they influenced what was to later unfold with such dramatic impact.

By the time the 911 call was finally made, the hotel's management was presumably aware of the political explosion and scandal DSK's arrest would cause. DSK could no longer be a challenger to Sarkozy. Such considerations, and the opportunities they presented, may have had no part whatever in the hotel's handling of the situation, but without knowing the content of any messages between the hotel managers in New York and the security staffs in New York or Paris, among others, we cannot be sure. Meanwhile, several mysteries remain. Was there anyone in room 2820 besides Diallo during and after the encounter with DSK? If so, who were they and what were they doing there; and why, in any case, did Diallo deny that she'd gone to the room? Because she denied it, the police, according to the prosecutor's recommendation for dismissal, did not search 2820 or declare it a crime scene. And where, if it still exists, is the BlackBerry that DSK lost and feared was hacked?

All we know for sure is that someone, or possibly an accident, abruptly disabled it from signaling its location at 12:51 PM. DSK himself has not explained why he was so concerned about the possible interception of his messages on this BlackBerry and its disappearance. According to stories in *Libération* and other French journals on November 11, 2011, DSK sent text messages on a borrowed cell phone to at least one person named in the still-unfolding affair involving the Carlton Hotel in Lille, a scandal in which corporations allegedly provided high-class escort women to government officials. (DSK denies that he was connected to the prostitution ring.) If DSK sent these messages, may he also have received embarrassing messages back on his own BlackBerry that could have been damaging to his reputation and political ambitions? Or his concern could also have proceeded from other matters, such as the sensitive negotiations he was conducting for the IMF to stave off the euro crises. Whatever happened to his phone, and the content on it, his political prospects were effectively ended by the events of that day.

1. 1

These statements, along with others in this article, were confirmed by sources who prefer to remain anonymous but are known to the author, who has shared his information with the editors. ↩

2. 2

For this article, along with court and other legal documents, I had access to Sofitel electronic key swipe records, time-stamped security camera videotapes, and records for a cell phone used on the day of May 14 by John Sheehan, a security employee of Accor, the company that owns the Sofitel hotel. ↩

3. 3

I had access to the record of only one cell phone used by the Accor Group's security man, John Sheehan. Neither Sheehan nor the hotel's security director, Adrien Brand, returned my calls. Through an assistant Brian Yearwood, the hotel's chief engineer, said he had no comment. ↩

Frankreich Warnungen vor deutscher Hegemonie

25.11.2011 · Unter französischen Politikern wächst die Furcht vor deutscher Hegemonie. Die Bürger beklagen aber vor allem die hohen Schulden des Landes.

Von Christian Schubert, Paris



Aus Respekt vor der Unabhängigkeit der Europäischen Zentralbank sollte man sich künftig aller Forderungen positiver oder negativer Natur an die Adresse der EZB enthalten.“ Dies sagte der französische Präsident Nicolas Sarkozy am Donnerstag beim Gipfeltreffen mit Angela Merkel und Mario Monti in Straßburg. Was nach deutsch-französischem Konsens zur Rolle der EZB in der Euro-Krise klang, ist freilich keiner: „Wir sind überzeugt, dass die EZB keine andere Wahl hat als zu intervenieren“, ließ sich am Freitag ein Berater von Sarkozy im regierungsnahen „Figaro“ zitieren. Die französische Führung will weiterhin eine unbegrenzte Intervention der EZB - oder zumindest deren Ankündigung -, und Deutschland ist dagegen.

Der französische Präsident hält umso mehr an dieser Position fest, als er in der Heimat zunehmend unter Druck gerät, seine Durchsetzungsfähigkeit zu beweisen. Denn die Warnungen vor einer deutschen Hegemonie in Europa nehmen zu. „Die Deutschen dominieren alles. Wir warten auf ihre Entscheidungen, ohne dass wir Einfluss auf die Ereignisse haben“, klagte ein Regierungsmitglied gegenüber „Le Monde“. „Deutschland hat klar die Führung übernommen. Aber die EU-Verträge nur unter dem Maßstab der Budgetkürzungen zu ändern, ist keine Perspektive“, sagte Pierre Moscovici, Kampagnenleiter des sozialistischen Spitzenkandidaten François Hollande.

Selbst im Regierungslager kommen einzelne Politiker aus der Deckung: „Das Scheitern der deutschen Geldpolitik ist programmiert. Seit der Geburt des Euro regiert Deutschland über die EZB“, schimpft der Abgeordnete der Regierungspartei UMP, Jacques Myard, auf seiner Website. Die einseitige Fixierung der Deutschen auf den Schuldenabbau stürze Europa in die Rezession, heißt es gleichlautend im rechten und im linken politischen Lager. Dass Frankreich wie andere Staaten auf hohen Schuldenbergen sitzt, weil man immer wieder Gründe fand, warum das Defizit jetzt gerade nicht abgebaut werden sollte, gerät dabei in Vergessenheit. „Die deutsche Position war vor zehn Jahren richtig. Man hätte keine Defizite machen dürfen. Doch jetzt ist es zu spät. Die Deutschen empfehlen auf neurotische Weise Maßnahmen, die nicht die erhofften Ergebnisse bringen werden“, meint der zum Zentrum gerechnete Politiker Jean-Louis Bourlanges, der heute eine Beratungsgesellschaft leitet. „Die von Deutschland vorgeschlagenen Sparprogramme werden zu einem Tod durch Ersticken führen.“

Diese Haltung der Eliten scheint das französische Volk freilich nicht zu teilen. Nach einer gemeinsamen Umfrage des Instituts Ifop im Auftrag der Friedrich-Ebert-Stiftung und der Fondation Jean Jaurès unter jeweils 800 Deutschen und Franzosen in der ersten Novemberhälfte haben die Bürger beider Länder ähnlich viel Angst vor den Staatsschulden. Die Franzosen erklären sich sogar zu 91 Prozent „beunruhigt“, die Deutschen zu 87 Prozent. 39 Prozent der Franzosen - der höchste Prozentanteil - glauben, dass die Unfähigkeit ihrer Regierung zur Ausgabensenkung der wichtigste Grund für die Schulden ist. In Deutschland teilen 26 Prozent diese Meinung. Zwei Drittel der Franzosen wollen künftig eine engere Koordinierung der Wirtschaftspolitik im Euroraum, bei den Deutschen sind es 59 Prozent - ein Wert, der vor einem Jahr noch bei 44 Prozent lag. Wesentliche Unterschiede kommen nur in zwei Fragen zum Vorschein: Die Franzosen wollen mehrheitlich eine protektionistische Handelspolitik Europas, und die Deutschen favorisieren die Inflationsbekämpfung als vorrangige Aufgabe der EZB. Quelle: F.A.Z.

Schluss jetzt! Der Philosoph Jürgen Habermas will die Idee von Europa retten

Diez, Georg

21 novembre 2011



Der Philosoph Jürgen **Habermas** hat seinen Schreibtisch verlassen, weil er die Idee von Europa retten will: vor unfähigen Politikern, vor der dunklen Macht der Märkte. Von Georg Diez

Jürgen **Habermas** ist sauer. Er ist richtig sauer. Er ist so sauer, weil er das alles persönlich nimmt.

Er lehnt sich vor und lehnt sich zurück, er baut mit seinen Händen Verfassungsgebäude, die er vor aller Augen einstürzen lässt, er klopft auf den Tisch und ruft: "Schluss jetzt!" Er hat einfach keine Lust darauf, dass Europa im Gully der Weltgeschichte verschwindet.

"Ich rede hier als Bürger", sagt er. "Ich sitze auch lieber daheim am Schreibtisch, glauben Sie mir. Aber das ist zu wichtig. Es muss doch allen klar sein, dass wir enorme Weichenstellungen vor uns haben. Deshalb bin ich engagiert in dieser Debatte. Dieses Europaprojekt kann nicht länger im Elitemodus fortgeführt werden."

Schluss jetzt! Europa ist sein Projekt, es ist das Projekt seiner Generation.

Jürgen **Habermas**, 82, macht Kampagne. Er sitzt auf der Bühne im Goethe-Institut in Paris, neben ihm ein Professor mit Weizsäcker-Look, Weizsäcker-Smile, der in den knapp zwei Stunden sechs oder sieben Fragen stellt, weil es die Art von **Habermas** ist, nicht unter 15 Minuten zu antworten.

Meistens sagt er kluge Sachen wie: "In dieser Krise prallen funktionale und systemische Imperative aufeinander" - und meint die Schulden der Staaten und den Druck der Märkte.

Manchmal schüttelt er verwundert den Kopf und sagt: "Also eigentlich geht's nicht, eigentlich geht's nicht" - und meint das EU-Diktat und Griechenlands Verlust an staatlicher Souveränität.

Und dann ist er auch schon wieder richtig sauer: "Ich beschimpfe die politischen Parteien. Unsere Politiker sind längst unfähig, überhaupt etwas anderes zu wollen, als das nächste Mal gewählt zu werden, überhaupt irgendwelche Inhalte zu haben, irgendwelche Überzeugungen."

Es ist das Wesen dieser Krise, dass Philosophie und Stammtisch bisweilen auf Augenhöhe agieren.

Es ist auch das Wesen dieser Krise, dass zu viele Leute zu viel sagen und man gut jemanden gebrauchen kann, der die Probleme systematisch ordnet, und sei es in einem blauen Suhrkamp-Buch.

Es ist aber vor allem das Wesen dieser Krise, dass die Verwirrung zunimmt, je länger das alles dauert, dass die Veränderungen und Verantwortlichkeiten nur noch verschwommen wahrgenommen werden, dass die Alternativen vor unseren Augen verschwinden.

Deshalb ist **Habermas** auch so sauer. Auf die Politiker, auf die "Funktionseliten", auf die Medien. "Sind Sie von der Presse?", fragt er einen Mann, der ihm aus dem Publikum eine Frage stellt. "Nein? Schade."

Habermas will seine Botschaft unterbringen. Darum sitzt er hier. Darum hat er neulich in der "Frankfurter Allgemeinen" einen Text geschrieben, in dem er den EU-Politikern Zynismus vorwarf und eine "Abkehr von den europäischen Idealen". Darum hat er gerade ein Buch veröffentlicht, ein "Heftchen", wie er sagt, das von der "Zeit" prompt mit Kants Schrift "Zum ewigen Frieden" verglichen wurde.

Die Frage ist, ob er eine Antwort hat darauf, wie es weitergehen soll mit Demokratie und Kapitalismus.

"Zur Verfassung Europas" heißt sein Buch, das im Wesentlichen ein langer Essay ist, in dem er beschreibt, wie sich das Wesen unserer Demokratie unter dem Druck der Krise und dem Hecheln der Märkte verändert hat(*). Die Macht ist aus den Händen der Völker verschwunden, sie ist abgewandert in nicht wirklich legitimierte Gremien wie den Europäischen Rat. Im Grunde, kann man sagen, hat längst ein stiller Putsch der Technokraten stattgefunden.

"Angela Merkel und Nicolas Sarkozy haben am 22. Juli 2011 einen vagen und gewiss auslegungsbedürftigen Kompromiss zwischen deutschem Wirtschaftsliberalismus und französischem Etatismus geschlossen", schreibt er. "Alle Zeichen deuten darauf hin, dass beide den im Lissabon-Vertrag angelegten Exekutivföderalismus zu einer - dem Geist des Vertrages zuwiderlaufenden - intergouvernementalen Herrschaft des Europäischen Rates ausbauen möchten."

"Postdemokratie", so nennt **Habermas** das, was Merkel und Sarkozy im Zuge der Krise einrichten. Es ist das EU-Parlament, das kaum Einfluss hat. Es ist die EU-Kommission, die "eine merkwürdige schwebende Stellung" hat, ohne wirklich verantwortlich zu sein für das, was sie tut. Es ist vor allem und am wichtigsten der Europäische Rat, der im Lissabon-Vertrag eine herausgehobene Stellung bekam und den **Habermas** für eine "Anomalie" hält, ein "Regierungsorgan, das Politik macht, ohne dafür autorisiert zu sein".

Was er da sieht, ist ein Europa, in dem Staaten von Märkten getrieben werden, in dem die EU massiven Einfluss nimmt auf die Regierungsbildung in Italien und Griechenland, in dem das, was er an Europa so liebt und so leidenschaftlich verteidigt, einfach auf den Kopf gestellt wird.

Denn **Habermas**, das muss man kurz mal sagen, ist ja kein Nörgler, kein Schwarzseher, kein Apokalyptiker, er ist ein Optimist, fast unerschütterlich, und deshalb ist er so eine seltene Erscheinung in Deutschland.

Sein Problem als Philosoph war dabei immer, dass er ein wenig langweilig schien, weil er, trotz all der langen Worte, im Grunde gut verständlich war. Von Marx hat er die gebildete Wut übernommen, von Freud die Tiefenschärfe der Moderne, von den amerikanischen Pragmatisten die Klarheit. Er ist immer ein freundlicher Aufklärer gewesen, ein Rationalist, ein Anti-Romantiker.

Aber: "Strukturwandel der Öffentlichkeit" und "Faktizität und Geltung", das war natürlich etwas anderes als die lustigen postmodernen Spiegelschlachten französischer Philosophen wie Derrida und Baudrillard. Und die "Theorie des kommunikativen Handelns" hat auch so ihre Tücken, was mit dem sogenannten herrschaftsfreien Diskurs zu tun hat, der schon vor der Erfindung von Facebook und Twitter eine ziemlich kühne, vielleicht sogar naive Vorstellung war.

Habermas war nie ein Messerwerfer wie der Stalin-Exeget Slavoj Žižek, er war kein Jongleur wie der FDP-Philosoph Peter Sloterdijk. Er trat nicht im Zirkus auf und war immer ein Linker, obwohl auch das manche bestreiten würden. Er war auf Seiten der Studentenbewegung, bis ihm die Sache zu heiß wurde. Er begeisterte sich für die Verfassung und für Verfahrensfragen. Das ist im Grunde auch seine Position bis heute.

Habermas glaubt wirklich an die Vernunft im Volk. Er glaubt wirklich an die alte, geordnete Demokratie. Er glaubt wirklich an eine Öffentlichkeit, die dazu da ist, die Dinge besser zu machen.

Deshalb schaut er auch vergnügt ins Publikum, an diesem Abend in Paris, am vorletzten Samstag. Jürgen **Habermas** ist ein ziemlich groß gewachsener, schlanker Mann. Als er auf die Bühne kam, schlenkerte sein Gang, was ihm etwas Lässiges gab. Jetzt hat er die Beine lang unter den Tisch gestreckt, er wirkt daheim. Schreibtisch hin oder her, das hier ist sein Me-tier, die Kommunikation, das öffentliche Denken.

Er war immer dabei, wenn es darum ging, Deutschland auf Kurs zu halten, also auf seinem Kurs, also nach Westen, der Vernunft entgegen. 1986 beim Historikerstreit, nach der Wiedervereinigung, während des Irak-

Kriegs. Wie er aber heute so dasitzt, an einem Tisch, in einem geschlossenen Raum im Untergeschoss des Goethe-Instituts, vor sich besorgte Bildungsbürger, 200 vielleicht oder 250; wie er sagt, dass er, der Theoretiker der Öffentlichkeit, keine Ahnung hat von Facebook und von Twitter: Das hat natürlich etwas Antiquiertes, fast schon Absurdes. Wie er so an die Macht des Wortes glaubt und an die Rationalität des Diskurses, das ist Denken unplugged.

Während sich die Kiffer, Hipster und Drop-outs der Occupy-Bewegung weigern, auch nur eine einzige klare Forderung zu formulieren, buchstabiert **Habermas** präzise durch, warum Europa für ihn ein Zivilisationsprojekt ist, das nicht scheitern darf, und warum die "Weltgesellschaft" nicht nur möglich, sondern nötig ist, um Demokratie und Kapitalismus zu versöhnen. Sonst, so beschreibt er das, droht eine Art permanente Notstandsverordnung, sonst treiben die Märkte die Staaten nur noch vor sich her. "Italy races to install Monti", titelte vergangene Woche die "Financial Times Europe".

Andererseits, so weit sind sie nicht auseinander, die Livestream-Revolutionäre und der Suhrkamp-Professor. Es ist im Grunde eine Arbeitsteilung, zwischen analog und digital, zwischen der Diskussion und der Aktion. Es ist ein Spielfeld, auf dem jeder seinen Platz hat und nichtimmer klar ist, wer die Guten und wer die Bösen sind. Wir schauen gerade dabei zu, wie die Regeln neu geschrieben und die Rollen neu gestaltet werden.

"Ich habe irgendwann nach 2008 verstanden, dass der Prozess der Erweiterung, Vertiefung, Demokratisierung nicht automatisch weiterverläuft", sagt **Habermas** nach der Diskussion bei einem Glas Weißwein, "dass er umkehrbar ist, dass wir tatsächlich jetzt zum ersten Mal in der Geschichte der EU einen Abbau von Demokratie erleben. Ich habe das nicht für möglich gehalten. Wir sind an einer Kreuzung angelangt."

Er ist, auch das muss man mal sagen, für den wichtigsten Denker, den Deutschland hat, irrsinnig geduldig. Zuerst freut er sich, dass er doch noch einen Journalisten findet, dem er sagen kann, wie sehr er die Anbiederung mancher Medien an Angela Merkel verabscheut, diesen opportunistischen Pakt mit der Macht. Dann lobt er aber brav, dass die Medien im vergangenen Jahr doch aufgewacht sind und endlich mal Europa auf eine Art und Weise behandeln, die die Dimension des Problems deutlich macht.

"Die politischen Eliten haben ja gar kein Interesse daran, der Bevölkerung zu erklären, dass in Straßburg wichtige Entscheidungen getroffen werden, die fürchten doch nur den eigenen Machtverlust", sagt er und wird dann von einer Frau belagert, die haarscharf an der Grenze der Vernunft entlangschrammt. Aber so ist das eben bei solchen Veranstaltungen, so ist das im herrschaftsfreien Diskurs. "Ich verstehe nicht ganz die normative Konsequenz der Frage", sagt **Habermas**, das hält die Frau halbwegs auf Distanz.

Er ist eben auch ein Gentleman, er stammt aus einer Zeit, als das Wort "druckreif" noch eine Bedeutung hatte und Männer Stofftaschentücher in der Tasche trugen. Er ist ein Kind des Krieges und hält auch mal durch, wenn er fast umzufallen droht. Das ist nicht unwichtig, wenn man verstehen will, warum er die Sache mit Europa so persönlich nimmt. Es geht um das böse Deutschland von einst und das gute Europa von morgen, es geht um die Verwandlung von Vergangenheit in Zukunft, es geht um einen Kontinent, früher zerrissen von Schuld, heute von Schulden.

Früher gab es Feinde, heute gibt es Märkte, so lässt sich die historische Situation beschreiben, die **Habermas** vor sich sieht. Er steht in einem übervollen, überheißen Hörsaal der Université Paris Descartes, zwei Tage vor dem Abend im Goethe-Institut, und er spricht zu Studenten, die aussehen, als wollten sie eher den Kapitalismus in Brüssel oder Peking etablieren als die Nacht in einem Occupy-Zelt verbringen.

Als **Habermas** den Saal betritt, ordnet er erst einmal die Sitzordnung und die Namensschilder auf dem Podium neu. Dann geht das Mikrofon nicht, was wohl zur Praxis des kommunikativen Handelns gehört. Dann schwadroniert ein Professor, was wohl in Frankreich zum akademischen Wesen gehört.

Habermas nimmt das alles freundlich hin, er tritt ans Pult und erklärt die Fehler in der Konstruktion der EU, er spricht von der fehlenden politischen Union und vom "embedded capitalism", so nennt er die von der Politik kontrollierte Marktwirtschaft, er macht das amorphe Gebilde Brüssel greifbar in seinen Widersprüchen, dass

etwa die Beschlüsse des Europäischen Rats, die unseren Alltag durchdringen, im Grunde keine rechtliche Legitimationsgrundlage haben. Er redet aber auch von der Chance, die im Lissabon-Vertrag liegt, eine demokratischere, politisch handlungsfähige Union zu schaffen, auch das kann aus der Krise erwachsen, sagt **Habermas**, er ist schließlich Optimist.

Dann kommt der erste Schwächeanfall. Er muss sich setzen, die Luft ist stickig, kurz scheint es, als könne er den Vortrag nicht weiterhalten, ein Glas Wasser, dann steht er wieder auf.

Gegen den "politischen Defätismus" redet er an, er macht sich daran, aus den Trümmern seiner Analyse eine positive Vision für Europa zu bauen, er skizziert den Nationalstaat als den Ort, an dem die Rechte der Bürger am besten geschützt sind, und wie man diesen Gedanken auf europäischer Ebene umsetzen könnte.

Er spricht davon, dass Staaten keine Rechte haben, "nur Menschen haben Rechte", dann geht er den letzten Schritt und bringt die Völker Europas und die Bürger Europas in Position, sie sind die eigentlichen historischen Akteure in seinen Augen, nicht die Staaten, nicht die Regierungen, die Bürger sind es, die bei der gegenwärtigen Art, Politik zu machen, zu Zuschauern degradiert sind.

Seine Vorstellung ist: "Die Staatsbürger, die bislang akzeptieren mussten, wie die Lasten über Staatsgrenzen hinweg neu verteilt wurden, könnten als europäische Bürger ihren demokratischen Einfluss geltend machen gegenüber den Regierungen, die gegenwärtig in einem verfassungsmäßigen Graubereich agieren."

Das ist der zentrale Punkt von **Habermas**, das, was bislang im Denken über Europa gefehlt hat, eine Formel für das, was an der gegenwärtigen Konstruktion nicht stimmt: Die EU ist für ihn kein Staatenbund oder Bundesstaat, sondern etwas Neues, es ist eine Rechtsgemeinschaft, die die Völker Europas mit den Bürgern Europas abgemacht haben, wir selbst mit uns also, in doppelter Form und unter Auslassung der jeweiligen Regierungen. Das entzieht Merkel und Sarkozy natürlich ihre Machtgrundlage, aber darum geht es ihm ja auch.

Dann kommt der zweite Schwächeanfall. Er muss sich wieder setzen, ein Professor bringt Orangensaft. **Habermas** holt sein Stofftaschentuch heraus. Dann steht er auf und spricht weiter, um das "Biotop des alten Europa" zu retten.

Es gibt eine Alternative, sagt er, es gibt einen anderen Weg als den schleichenden Machtwechsel, den wir gerade erleben. Die Medien "müssten" den Bürgern helfen zu verstehen, wie sehr die EU ihr Leben prägt. Die Politiker "würden" schon merken, unter was für einen Druck sie geraten, wenn Europa scheitert. Die EU "sollte" demokratisiert werden, aber wie genau noch mal?

Müsste, würde, sollte.

Sein Auftritt ist wie sein Buch, es ist keine Anklage, obwohl es teilweise durchaus aggressiv im Ton ist, es ist eine Analyse des Scheiterns der Politik. Einen Ausweg, eine konkrete Antwort auf die Frage, wie es weitergehen soll mit Demokratie und Kapitalismus, hat **Habermas** nicht.

Das Einzige, was er anbietet, ist die Art von Vision, zu der Verfassungstheoretiker fähig sind: Die "Weltgesellschaft" soll es richten. Mitten in der Krise der EU hält er immer noch die "am Beispiel der Europäischen Union entwickelte Denkfigur einer verfassungsgebenden Kooperation zwischen Bürgern und Staaten" für den besten Weg, die "Weltbürgergemeinschaft" zu bauen.

Er ist eben ein pragmatischer Optimist. Wie der Schritt vom Schlechteren zum Besseren gehen soll, sagt **Habermas** nicht.

Was ihm letztlich fehlt, ist ein überzeugendes Narrativ. Und das verbindet **Habermas** doch wieder mit der Occupy-Bewegung. Aber ohne ein Narrativ gibt es keinen Begriff von Veränderung.

Am Ende seines Vortrags gibt es Standing Ovationen.

"Wenn das europäische Projekt scheitert", sagt er, "dann ist die Frage, wie lange es brauchen wird, den Status quo wieder zu erreichen. Erinnern Sie sich an die deutsche Revolution von 1848: Als die scheiterte, haben wir 100 Jahre gebraucht, um wieder auf den demokratischen Stand von damals zu kommen."

Eine vage Zukunft und eine Mahnung aus der Vergangenheit, das ist das, was **Habermas** für uns parat hält. Die Gegenwart ist einstweilen unerreichbar.

Jürgen **Habermas**: "Zur Verfassung Europas. Ein Essay". Suhrkamp Verlag, Berlin; 144 Seiten; 14 Euro.</FUS>

Spiegel-Verlag Rudolph Augstein GmbH

11/25/2011 11:54 AM

SPIEGEL ONLINE

Habermas, the Last European

A Philosopher's Mission to Save the EU

By Georg Diez

Jürgen Habermas has had enough. The philosopher is doing all he can these days to call attention to what he sees as the demise of the European ideal. He hopes he can help save it -- from inept politicians and the dark forces of the market.

Jürgen Habermas is angry. He's really angry. He is nothing short of furious -- because he takes it all personally.

He leans forward. He leans backward. He arranges his fidgety hands to illustrate his tirades before allowing them to fall back to his lap. He bangs on the table and yells: "Enough already!" He simply has **no desire to see Europe consigned to the dustbin of world history.**

"I'm speaking here as a citizen," he says. "I would rather be sitting back home at my desk, believe me. But this is too important. Everyone has to understand that we have critical decisions facing us. That's why I'm so involved in this debate. **The European project can no longer continue in elite modus.**"

Enough already! Europe is his project. It is the project of his generation.

Jürgen Habermas, 82, wants to get the word out. He's sitting on stage at the Goethe Institute in Paris. Next to him sits a good-natured professor who asks six or seven questions in just under two hours -- answers that take fewer than 15 minutes are not Habermas' style.

Usually he says clever things like: "In this crisis, functional and systematic imperatives collide" -- referring to sovereign debts and the pressure of the markets.

Sometimes he shakes his head in consternation and says: "It's simply unacceptable, simply unacceptable" -- referring to the EU diktat and Greece's loss of national sovereignty.

'No Convictions'

And then he's really angry again: "I condemn the political parties. Our politicians have long been incapable of aspiring to anything whatsoever other than being re-elected. They have no political substance whatsoever, no convictions."

It's in the nature of this crisis that philosophy and bar-room politics occasionally find themselves on an equal footing.

It's also in the nature of this crisis that too many people say too much, and we could definitely use someone who approaches the problems systematically, as Habermas has done in his just published book.

But above all, it is in the nature of this crisis that the longer it continues, the more confusing it gets. It becomes more difficult to follow its twists and turns and to see who is responsible for what. And the whole time, alternatives are disappearing before our very eyes.

That's why Habermas is so angry: with the politicians, the "functional elite" and the media. "Are you from the press?" he asks a man in the audience who has posed a question. "No? Too bad."

Habermas wants to get his message out. That's why he's sitting here. That's why he recently wrote an article in the *Frankfurter Allgemeine* newspaper, in which he accused EU politicians of cynicism and "turning their backs on the European ideals." That's why he has just written a book -- a "booklet," as he calls it -- which the respected German weekly *Die Zeit* promptly compared with Immanuel Kant's 1795 essay "Perpetual Peace: A Philosophical Sketch."

But does he have an answer to the question of which road democracy and capitalism should take?

A Quiet Coup d'État

"Zur Verfassung Europas" ("On Europe's Constitution") is the name of his new book, which is basically a long essay in which he describes how the essence of our democracy has changed under the pressure of the crisis and the frenzy of the markets. Habermas says that power has slipped from the hands of the people and shifted to bodies of questionable democratic legitimacy, such as the European Council. Basically, he suggests, the technocrats have long since staged a quiet coup d'état.

"On July 22, 2011, (German Chancellor) Angela Merkel and (French President) Nicolas Sarkozy agreed to a vague compromise -- which is certainly open to interpretation -- between German economic liberalism and French etatism," he writes. "All signs indicate that they would both like to transform the executive federalism enshrined in the Lisbon Treaty into an intergovernmental supremacy of the European Council that runs contrary to the spirit of the agreement."

Habermas refers to the system that Merkel and Sarkozy have established during the crisis as a "post-democracy." The European Parliament barely has any influence. The European Commission has "an odd, suspended position," without really being responsible for what it does. Most importantly, however, he points to the European Council, which was given a central role in the Lisbon Treaty -- one that Habermas views as an "anomaly." He sees the Council as a "governmental body that engages in politics without being authorized to do so."

He sees a Europe in which states are driven by the markets, in which the EU exerts massive influence on the formation of new governments in Italy and Greece, and in which what he so passionately defends and loves about Europe has been simply turned on its head.

A Rare Phenomenon

At this point, it should be mentioned that Habermas is no malcontent, no pessimist, no prophet of doom -- he's a virtually unshakable optimist, and this is what makes him such a rare phenomenon in Germany.

His problem as a philosopher has always been that he appears a bit humdrum because, despite all the big words, he is basically rather intelligible. He took his cultivated rage from Marx, his keen view of modernity from Freud and his clarity from the American pragmatists. He has always been a friendly elucidator, a rationalist and an anti-romanticist.

Nevertheless, his previous books "Structural Transformation of the Public Sphere" and "Between Facts and Norms" were of course somewhat different than the merry post-modern shadowboxing of French philosophers like Jacques Derrida and Jean Baudrillard. What's more, another of Habermas' publications, "Theory of Communicative Action," certainly has its pitfalls when it comes to his theory of "coercion-free discourse" which, even before the invention of Facebook and Twitter, were fairly bold, if not perhaps naïve.

Habermas was never a knife thrower like the Slovenian thinker Slavoj Žižek, and he was no juggler like the German philosopher Peter Sloterdijk. He never put on a circus act, and he was always a leftist (although there are those who would disagree). He was on the side of the student movement until things got too hot for him. He took delight in the constitution and procedural matters. This also basically remains his position today.

Habermas truly believes in the rationality of the people. He truly believes in the old, ordered democracy. He truly believes in a public sphere that serves to make things better.

A Vision of Europe at the Crossroads

This also explains why he gazed happily at the audience on this mid-November evening in Paris. Habermas is a fairly tall, lanky man. As he stepped onto the stage, his relaxed gait gave him a slightly casual air. With his legs stretched out under the table, he seemed at home. Whether he's at a desk or not, this is his profession: communicating and exchanging ideas in public.

He was always there when it was a question of putting Germany back on course, in other words, on his course - toward the West, on the path of reason: during the vitriolic debate among German historians in 1986 that focused on the country's approach to its World War II past; following German reunification in 1990; and during the Iraq War. It's the same story today as he sits here, at a table, in a closed room in the basement of the Goethe Institute, and speaks to an audience of 200 to 250 concerned, well-educated citizens. He says that he, the theorist of the public sphere, doesn't have a clue about Facebook and Twitter -- a statement which, of course, seems somewhat antiquated, almost even absurd. Habermas believes in the power of words and the rationality of discourse. This is philosophy unplugged.

While the activists of the Occupy movement refuse to formulate even a single clear demand, Habermas spells out precisely why he sees Europe as a project for civilization that must not be allowed to fail, and why the "global community" is not only feasible, but also necessary to reconcile democracy with capitalism. Otherwise, as he puts it, we run the risk of a kind of permanent state of emergency -- otherwise the countries will simply be driven by the markets. "Italy Races to Install Monti" was a headline in last week's *Financial Times Europe*.

On the other hand, they are not so far apart after all, the live-stream revolutionaries from Occupy and the book-writing philosopher. It's basically a division of labor -- between analog and digital, between debate and action. It's a playing field where everyone has his or her place, and it's not always clear who are the good guys and who are the bad guys. We are currently watching the rules being rewritten and the roles being redefined.

A Dismantling of Democracy

"Sometime after 2008," says Habermas over a glass of white wine after the debate, "I understood that the process of expansion, integration and democratization doesn't automatically move forward of its own accord, that it's reversible, that for the first time in the history of the EU, we are actually experiencing a dismantling of democracy. I didn't think this was possible. We've reached a crossroads."

It also has to be said: For being Germany's most important philosopher, he is a mind-bogglingly patient man. He is initially delighted that he has managed at last to find a journalist whom he can tell just how much he abhors the way certain media ingratiate themselves with Merkel -- how he detests this opportunist pact with power. But then he graciously praises the media for finally waking up last year and treating Europe in a manner that clearly demonstrates the extent of the problem.

"The political elite have actually no interest in explaining to the people that important decisions are made in Strasbourg; they are only afraid of losing their own power," he says, before being accosted by a woman who is not entirely in possession of her faculties. But that's how it is at such events -- that's how things go with coercion-free discourse. "I don't fully understand the normative consequences of the question," says Habermas. The response keeps the woman halfway at a distance.

He is, after all, a gentleman from an age when having an eloquent command of the language still meant something and men carried cloth handkerchiefs. He is a child of the war and perseveres, even when it seems like he's about to keel over. This is important to understanding why he takes the topic of Europe so personally. It has to do with the evil Germany of yesteryear and the good Europe of tomorrow, with the transformation of past to future, with a continent that was once torn apart by guilt -- and is now torn apart by debt.

Without Complaint

In the past, there were enemies; today, there are markets -- that's how the historical situation could be described that Habermas sees before him. He is standing in an overcrowded, overheated auditorium of the Université Paris Descartes, two days before the evening at the Goethe Institute, and he is speaking to students who look like they would rather establish capitalism in Brussels or Beijing than spend the night in an Occupy movement tent.

After Habermas enters the hall, he immediately rearranges the seating on the stage and the nametags on the tables. Then the microphone won't work, which seems to be an element of communicative action in practice. Next, a professor gives a windy introduction, apparently part of the academic ritual in France.

Habermas accepts all this without complaint. He steps up to the lectern and explains the mistakes that were made in constructing the EU. He speaks of a lack of political union and of "embedded capitalism," a term he uses to describe a market economy controlled by politics. He makes the amorphous entity Brussels tangible in its contradictions, and points to the fact that the decisions of the European Council, which permeate our everyday life, basically have no legal, legitimate basis. He also speaks, though, of the opportunity that lies in the Lisbon Treaty of creating a union that is more democratic and politically effective. This can also emerge from the crisis, says Habermas. He is, after all, an optimist.

Then he's overwhelmed by the first wave of fatigue. He has to sit down. The air is stuffy, and it briefly seems as if he won't be able to continue with his presentation. After a glass of water, he stands up again.

He rails against "political defeatism" and begins the process of building a positive vision for Europe from the rubble of his analysis. He sketches the nation-state as a place in which the rights of the citizens are best protected, and how this notion could be implemented on a European level.

Reduced to Spectators

He says that states have no rights, "only people have rights," and then he takes the final step and brings the peoples of Europe and the citizens of Europe into position -- they are the actual historical actors in his eyes, not the states, not the governments. It is the citizens who, in the current manner that politics are done, have been reduced to spectators.

His vision is as follows: "The citizens of each individual country, who until now have had to accept how responsibilities have been reassigned across sovereign borders, could as European citizens bring their democratic influence to bear on the governments that are currently acting within a constitutional gray area."

This is Habermas's main point and what has been missing from the vision of Europe: a formula for what is wrong with the current construction. He doesn't see the EU as a commonwealth of states or as a federation but, rather, as something new. It is a legal construct that the peoples of Europe have agreed upon in concert with the citizens of Europe -- we with ourselves, in other words -- in a dual form and omitting each respective government. This naturally removes Merkel and Sarkozy's power base, but that's what he's aiming for anyway.

Then he's overwhelmed by a second wave of fatigue. He has to sit down again, and a professor brings him some orange juice. Habermas pulls out his handkerchief. Then he stands up and continues to speak about saving the "biotope of old Europe."

There is an alternative, he says, there is another way aside from the creeping shift in power that we are currently witnessing. The media "must" help citizens understand the enormous extent to which the EU influences their lives. The politicians "would" certainly understand the enormous pressure that would fall upon them if Europe failed. The EU "should" be democratized.

His presentation is like his book. It is not an indictment, although it certainly does at times have an aggressive tone; it is an analysis of the failure of European politics. Habermas offers no way out, no concrete answer to the question of which road democracy and capitalism should take.

A Vague Future and a Warning from the Past

All he offers is the kind of vision that a constitutional theorist is capable of formulating: The "global community" will have to sort it out. In the midst of the crisis, he still sees "the example of the European Union's elaborated concept of a constitutional cooperation between citizens and states" as the best way to build the "global community of citizens."

Habermas is, after all, a pragmatic optimist. He does not say what steps will take us from worse off to better off.

What he ultimately lacks is a convincing narrative. This also ties Habermas once again to the Occupy movement. But without a narrative there is no concept of change.

He receives a standing ovation at the end of his presentation.

"If the European project fails," he says, "then there is the question of how long it will take to reach the status quo again. Remember the German Revolution of 1848: When it failed, it took us 100 years to regain the same level of democracy as before."

A vague future and a warning from the past -- that's what Habermas offers us. The present is, at least for the time being, unattainable.

Translated from the German by Paul Cohen

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,799237,00.html>

The euro

Beware of falling masonry

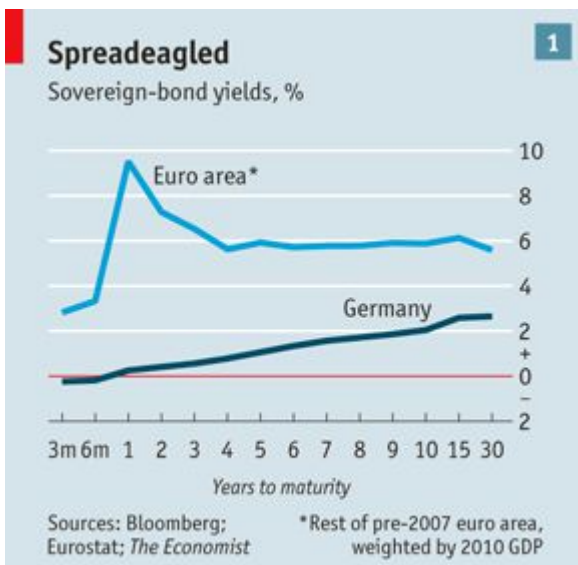
The crisis in the euro area is turning into a panic and dragging the zone into recession. The risk that the currency disintegrates within weeks is alarmingly high

Nov 26th 2011 | from the print edition

FIRST Greece; then Ireland and Portugal; then Italy and Spain. Month by month, the crisis in the euro area has crept from the vulnerable periphery of the currency zone towards its core, helped by denial, misdiagnosis and procrastination by the euro-zone's policymakers. Recently Belgian and French government bonds have been in the financial markets' bad books. Investors are even sniffy about German bonds: an auction of ten-year Bunds on November 23rd shifted only €3.6 billion-worth (\$4.8 billion) of the €6 billion-worth on offer.

Worse, there are signs that the euro zone's economy is heading for recession, if it is not there already. Industrial orders in the euro zone fell by 6.4% in September, the steepest decline since the dark days of December 2008. A closely watched index of euro-zone sentiment, based on surveys of purchasing managers in manufacturing and services, is also signalling contraction, with a reading of 47.2: anything below 50 suggests activity is shrinking. The European Commission's index of consumer confidence fell in November for the fifth month in a row.

Now an even bigger calamity is looking likelier. The intensifying financial pressure raises the chances of a disorderly default by a government, a run of retail deposits on banks short of cash, or a revolt against austerity that would mark the start of the break-up of the euro zone.



The German government can probably shrug off a failed auction: it likes to price its bonds as richly as it can, and occasionally cannot sell all it would like, even in untroubled times. Still, the timing is awful, and other governments are not so lucky: the contrast between Germany's borrowing costs and those of other euro-zone sovereigns is stark (see chart 1). European banks are dumping the bonds of the least creditworthy, and other assets, in an attempt to conserve capital and improve cashflow as a full-blown funding crisis looms. Governments are promising ever more severe budget cuts in the hope of pacifying bond markets. The direct result of these scrambles is a credit crunch and a squeeze on aggregate demand that is forcing Europe into recession. Add the indirect effects on the confidence of consumers and businesses, and the downturn will be deep.

A recipe for recession

Consider the three ingredients for recession: a credit crunch, tighter fiscal policy and a dearth of confidence. In aggregate, European banks' loans exceed their deposits, so they rely on wholesale funds—short-term bills, longer-term bonds or loans from other banks—to bridge the gap. But investors are becoming warier of lending to banks that have euro-zone bonds on their books and that can no longer rely on the backing of governments with borrowing troubles of their own. Long-term bond issues have become scarce and American money-market funds, hitherto buyers of short-term bank bills, are running scared.

Banks are frantically shedding assets both to raise cash and to ration their capital in order to meet European Union minimum capital-adequacy targets by next June. The early victims of this deleveraging are borrowers in emerging markets. The euro zone's eastern neighbours may be hit particularly hard: the Turkish lira, for instance, has come under pressure in the past week, a hint that money is flowing out. The repatriation of funds by euro-zone banks might explain why the euro has been remarkably stable against the dollar in recent weeks, despite the zone's internal convulsions. But businesses and householders at home will also soon be hurt by scarcer credit and rising interest rates, as the banks' higher funding costs are passed on.

Governments are cutting back too. The precise impact of next year's belt-tightening is tricky to gauge. France's budget plans are close to being agreed on; further cuts are likely but will be delayed until after the elections in spring. Italy has yet to vote through a much-revised package of cuts. Spain's incoming government has promised further spending cuts, especially in regional outlays, in order to meet deficit targets agreed with Brussels.

Even so, it seems plain that fiscal tightening will weaken growth. Take the plans that countries presented to the European Commission and add what has been advertised since, and the squeeze across the euro area comes to around 1.25% of GDP next year, reckons Laurence Boone, chief European economist at Bank of America. That alone is enough, says Ms Boone, to chop around a percentage point off GDP growth in 2012. Germany will be the least affected of the zone's four biggest economies, followed by France. Spain and Italy will be hurt most.

The euro zone's businesses and consumers will be drawn into the downward spiral of confidence. In the autumn of 2008 companies learned that credit lines could not be relied on when banks were fighting for survival. When banks are short of liquidity, firms have to watch their own cashflow closely. That implies leaner stocks and reductions in discretionary spending, such as capital projects or advertising campaigns.

September's sharp decline in industrial orders is an early sign that companies are cutting back. Andreas Willi, head of capital-goods research at JPMorgan, notes that SKF, a Swedish firm that is the world's largest maker of ball bearings and a bellwether of industrial demand, gave analysts a cautious assessment of its future revenues in mid-October. That guidance suggests a further softening of investment demand. Consumers are also likely to defer big purchases as long as the crisis is unresolved and credit is scarce.

A drop in demand for capital equipment, durable consumer goods and cars will strike at the euro zone's industrial heartland, including Germany. Ms Boone reckons GDP will fall by around 0.5% in Germany next year and by the same amount in the whole zone. In September the IMF forecast that the zone's GDP would grow by 1.1% in 2012 but estimated that if European banks were deleveraging quickly (as they are now), the economy could shrink by around 2%.

Breaking point

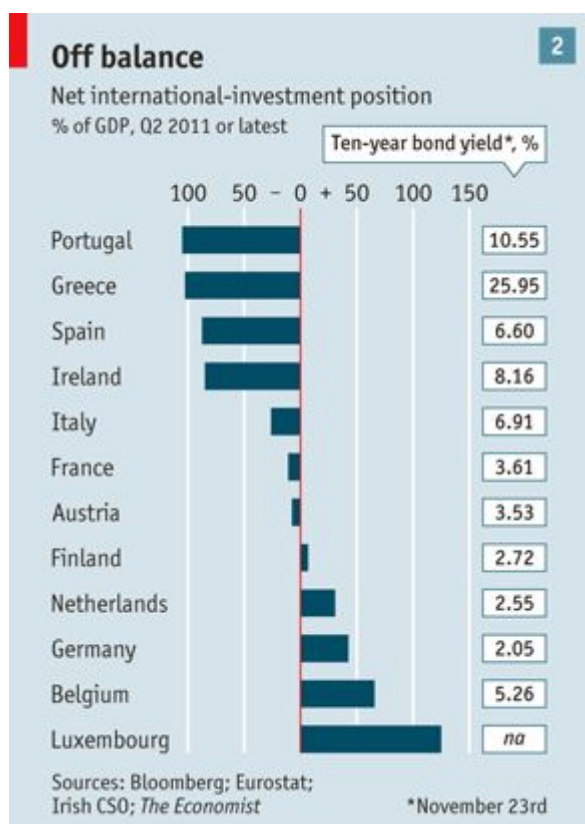
A downturn of such severity will hugely increase the pressures within the zone. Investors will be even less willing to finance banks, as more garden-variety loans to businesses and householders turn bad. As unemployment rises, tax receipts will go down and welfare payments up, making it harder for governments to rein in their deficits and hit the targets they have set, and causing bond markets to question their solvency more pointedly still.

In such circumstances, the chances of a policy error or broader panic increase sharply. The calculations of bond investors, bank depositors and politicians are prone to sudden change. Hopes that the fracture of the euro zone

might be averted by far-sighted policymakers could give way to a belief that it is inevitable. Such beliefs, once they take hold, are likely to be self-fulfilling.

How? The drying-up of funding for sovereigns and for banks is a threat to the integrity of the euro, because of the stark divide between debtor and creditor countries within the zone. As late as March 2010, Jean-Claude Trichet, then head of the ECB, boasted that simply belonging to the euro area automatically ensured balance-of-payments financing. It doesn't look that way now.

During the credit boom, cheap capital flowed into Greece, Ireland, Portugal and Spain to finance trade deficits and housing booms. As a result, the net foreign liabilities—what businesses, householders and government owe to foreigners, less the foreign assets they own—of all four are close to 100% of GDP. (By comparison, America's net foreign liabilities are 17% of GDP.) Much of their debt is being financed by local bank borrowing or bonds sold to investors in creditor countries, such as Germany. Ireland is unusual in that a large chunk of what it owes is in the form of equity (all those American-owned factories and offices) and so does not need to be refinanced.



With a few exceptions, the benchmark cost of credit in each euro-zone country is related to the balance of its international debts. Germany, which is owed more than it owes, still has low bond yields; Greece, which is heavily in debt to foreigners, has a high cost of borrowing (see chart 2). Portugal, Greece and (to a lesser extent) Spain still have big current-account deficits, and so are still adding to their already high foreign liabilities. Refinancing these is becoming harder and putting strain on local banks and credit availability.

The higher the cost of funding becomes, the more money flows out to foreigners to service these debts. This is why the issue of national solvency goes beyond what governments owe. The euro zone is showing the symptoms of an internal balance-of-payments crisis, with self-fulfilling runs on countries, because at bottom that is the nature of its troubles. And such crises put extraordinary pressure on exchange-rate pegs, no matter how permanent policymakers claim them to be.

One of the initial attractions of euro membership for peripheral countries—access to cheap funds—no longer applies. If a messy default is forced upon a euro-zone country, it might be tempted to reinvent its own currency. Indeed, it may have little option. That way, at least, it could write down the value of its private and public debts,

as well as cutting its wages and prices relative to those abroad, improving its competitiveness. The switch would be hugely costly for debtors and creditors alike. But the alternative is scarcely more appealing. Austerity, high unemployment, social unrest, high borrowing costs and banking chaos seem likely either way.

The prospect that one country might break its ties to the euro, voluntarily or not, would cause widespread bank runs in other weak economies. Depositors would rush to get their savings out of the country to pre-empt a forced conversion to a new, weaker currency. Governments would have to impose limits on bank withdrawals or close banks temporarily. Capital controls and even travel restrictions would be needed to stanch the bleeding of money from the economy. Such restrictions would slow the circulation of money around the economy, deepening the recession.

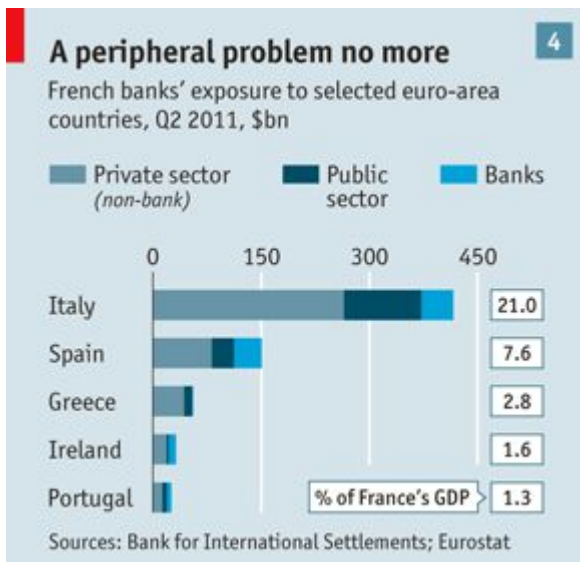
External sources of credit would dry up because foreign investors, banks and companies would fear that their money would be trapped. A government cut off from capital-market funding would need to find other ways of bridging the gap between tax receipts and public spending. It might meet part of its obligations, including public-sector wages, by issuing small-denomination IOUs that could in turn be used to buy goods and pay bills.

When cash is scarce, such scrip is readily accepted by tradesmen. In August 2001 the Argentine province of Buenos Aires issued \$90m of small bills, known as *patacones*, to employees as part of their pay. The bills were soon circulating freely: McDonalds even offered a “Patacombo” menu in exchange for a \$5 *pata c ón*. Argentina broke its supposedly irrevocable currency peg to the dollar a few months later.

Scrip of this kind becomes, in effect, a proto-currency. In a stricken euro-zone country, it would change hands at a discount to the remaining euros in circulation, foreshadowing the devaluation to come. To pre-empt further capital outflows, a government would have to pass a law swiftly to say all financial dealings would henceforth be carried out in a new currency, at a one-for-one exchange rate with the euro. The new currency would then “float” (ie, sink) to a lower level against the abandoned euro. The size of that devaluation would be the extent of the country’s effective default against its creditors.



Market gurus and other students of misaligned stock, bond or home prices often say that although it is easy to spot an asset-price bubble, it is impossible to know the event that finally pricks it. In much the same way, the likeliest trigger for a disintegration of the euro is unknowable. But there are plenty of candidates. One is a failed bond auction that forces a country into default and sends a shock wave through the European banking system. Italy has €33 billion of debt coming due in the final week of January and a further €48 billion in the last week of February (see chart 3). Since bond investors are turning their noses up even at offerings from thrifty Germany, the odds against Italy’s being able to raise the money it needs early next year are uncomfortably short.



Another danger is a disagreement between Greece and its trio of rescuers (the EU, the IMF and the ECB) over the conditions of its bail-out. The risk of a mishap will be greater after the Greek elections in February if the country's political mood sours yet further. Perhaps the spark will come from another source: the bankruptcy of a bank; fresh trouble in Portugal; or a chain of events that starts with France losing its AAA rating and ends with runs on banks across Europe. The exposure of French banks to Italy and to other countries that have been in bond traders' sights for longer implies that contagion would quickly spread to the euro's core (see chart 4). Widespread defaults in the periphery would wipe out a big chunk of Germany's wealth and begin a chain of bank failures that could turn recession into depression.

The few left in the euro (Germany and perhaps a few other creditor countries) would be at a competitive disadvantage to the new cheaper currencies on their doorstep. As well as imposing capital controls, countries might retreat towards autarky, by raising retaliatory tariffs. The survival of the European single market and of the EU itself would then be under threat.

Such a disaster can still be averted. The ECB might launch a programme of bond-buying on the pretext that a deep recession in the euro area threatens deflation. If done on the scale that the Bank of England has undertaken, it could restore stability to Europe's panicky bond markets. If bond purchases were made in proportion to the size of each euro member's economy, that might go some way to overcoming German misgivings that the central bank was being used to provide favourable financing to profligate countries.

Such action by the ECB is an essential short-term palliative. But any lasting stability for the euro must lie with governments, particularly in the degree to which they are willing to give up fiscal sovereignty in return for pooling liabilities. Germany stands firmly at one extreme of this debate. Its chancellor, Angela Merkel, wants big changes to force probity (and wants the EU summit on December 9th to focus on such rule changes), but has opposed the idea of jointly guaranteed "Eurobonds". German officials have argued that any open-ended commitment to joint liabilities would encourage errant governments to profligacy, violate Germany's constitution and raise its borrowing costs. Even now, the head of the Bundesbank, Jens Weidmann, appears to believe that the imposition of fiscal rigour will be enough to restore calm to Europe's bond markets.

Hangin' together



Others think that circumstances demand speedier concentration on ways to pool liabilities. On November 23rd the European Commission laid out three approaches for issuing Eurobonds, two of which imply mutual guarantees.

Another new proposal is intriguing—thanks, in part, to its provenance. Germany’s Council of Economic Experts recently proposed a “European Redemption Pact”. This scheme would place the debt, in excess of 60% of GDP, of all euro-zone governments not already in IMF rescue plans into a jointly guaranteed fund that would be paid off over 25 years. Modelled in part on the federal government’s assumption of the debt of America’s states begun by Alexander Hamilton in 1790, the fund would provide joint liability for these debts under strict conditions. These would require euro-zone countries to introduce debt brakes into their constitutions, like the one Germany and Spain already have; give priority to paying off the mutualised bonds; set aside a specific tax revenue to do so; and pledge foreign-exchange reserves as collateral.

At its peak, the redemption pact would be huge: the joint liability would amount to €2.3 trillion. But it would technically be temporary. For all these safeguards, Germany’s government has so far poured cold water on the idea. But time is running out. And the scale of the impending catastrophe demands radical answers.

German Leader Rules Out Rapid Action on the Euro

By **STEVEN ERLANGER** and **NICHOLAS KULISH**

PARIS — Quashing recent speculation of a softening in Germany’s hard-line stance on the euro, Chancellor **Angela Merkel** repeated on Thursday her firm opposition either to bonds issued jointly by the euro zone countries or to an expansion of the role of the **European Central Bank** as quick responses to the **sovereign debt crisis**.

“Nothing has changed in my position,” she said at a news conference with Prime Minister Mario Monti of Italy and the French president, Nicolas Sarkozy, in Strasbourg, in eastern France.

But with signs of spreading contagion — a weak bond sale on Wednesday in Germany that lifted rates there, rates on sovereign debt rising to unsustainable levels in Italy and Spain, and interbank lending in Europe beginning to dry up — questions remained about just how long Germany can resist the persistent calls for action.

The German newspaper Bild reported Thursday that the Merkel government was inching toward accepting so-called euro bonds, at least in some form, even if the public stance remained against them, and that some of her party said there could be a trade-off for treaty changes. “We aren’t saying never,” Norbert Barthle, a legislator from her coalition, told journalists. “We’re just saying no euro bonds under the current conditions.”

That could be some time. France and Germany say euro bonds will make sense only down the road, when there is more convergence and growth, and when Paris and Berlin will not be on the hook for all the other weaker economies. France, however, wants to use the European Central Bank more aggressively to backstop vulnerable euro zone economies while they reform themselves.

Mrs. Merkel and other German officials fear that giving in to the calls for collective bonds or using the European Central Bank as a lender of last resort will ease pressure on the debtor nations, allowing them to avert the drastic structural changes that Berlin says that they need to make to become competitive, while making Germany and other creditors liable for their debts.

There was no hint of any softening from Mrs. Merkel after the leaders of the three largest economies in the euro zone met Thursday to try to reassure the markets about the future of the currency, vowing to work together on German-inspired treaty changes to promote more economic discipline and convergence.

Those treaty changes, which could take years to draft, ratify and put in effect, will have little impact on the current market anxiety over the euro, which has seen the interest rates on Italian, Spanish and French bonds rise sharply over German ones, and a growing distaste among investors even for the previously rock-solid German bonds.

The three leaders finished their luncheon meeting in Strasbourg by expressing confidence that the independent central bank would do the right thing for the currency, presumably continuing to buy enough bonds to keep the interest rates on European sovereign debt from becoming unsustainable.

“We all stated our confidence in the European Central Bank and its leaders, and stated that in respect of the independence of this essential institution we must refrain from making positive or negative demands of it,” Mr. Sarkozy told the news conference.

But Mr. Sarkozy’s frustration with German intransigence was evident. “I am trying,” Mr. Sarkozy said, “to understand Germany’s red lines.”

Mr. Sarkozy, who has been pressuring Berlin to let the bank act more decisively to support Italy and Spain and halt a rush out of euro zone bonds and banks, said that joint proposals to modify European Union treaties would be presented ahead of a summit meeting on Dec. 9. The modifications, sought by Germany but supported by France, would allow the European Union greater oversight of national budgets and statistics, create debt limits for governments and try to create more convergence on policies like pension ages and tax levels.

But Mrs. Merkel made it clear that any new treaty changes would not touch the charter of the central bank.

The markets were predictably disappointed with the German position. The yield on Italian 10-year bonds, the broad cost of government borrowing, crept back above 7 percent on Thursday as European stocks fell for a sixth day. The markets were also affected by remarks from the chief economist of the Organization for Economic Cooperation and Development, Pier Carlo Padoan, who warned in an interview with the newspaper *La Stampa* that while a euro-zone recession could still be avoided, forthcoming forecasts showed “declining and very weak growth.”

But on Thursday, as growth figures for Europe neared recession levels, the ratings agency Fitch downgraded Portugal’s debt to junk status, in the latest sign investors are growing warier about the ability of euro zone countries to repay their debts.

France, weaker than Germany, has tried to pull Berlin along toward a more activist posture. The French prime minister, François Fillon, told members of the governing party this week that “we are stuck with a major difficulty — to convince Germany that we should arm the euro zone with an instrument of defense for our currency with a certain evolution of the role of the central bank.”

The bank, which is independent by charter, has been bending its rules and was authorized by the euro zone countries in July to buy bonds in the secondary market, at least until a separate European Financial Stability Facility was functioning at a larger figure of 440 billion euros. That happened only in mid-October, but it is not large enough to cover Spain and Italy, and efforts to leverage it upward and find new funds for it have so far failed. So the bank has kept buying.

Some economists, like Richard Portes of the London Business School, have argued that the bank, in the name of monetary stability, could move to cap the spreads on bonds by simply announcing that it would buy any euro zone bonds at a certain rate. But the bank’s board would need to feel it has political cover for such a policy, Mr. Portes said.

“It’s very hard for Germany to bail out other European countries unless it’s on the verge of catastrophe,” said Jakob von Weizsäcker, an official at the economics ministry of Thuringia State and a fellow at Bruegel, a Brussels research institution. His concern was that leaders may not be able to react fast enough to a crisis, like a run on the banks.

“My main worry is that the kind of bank run you would expect could go very fast. Then you’re left with the shatters of the euro and the shatters of the misguided policy,” Mr. von Weizsäcker said.

The three leaders of the three largest economies agreed to meet again in Rome. It was a sign that with Mr. Monti at the helm rather than Silvio Berlusconi, Italy could play a larger role in forging policy. Mr. Sarkozy and Mrs. Merkel have led what at times has seemed like a French-German dialogue to the exclusion of other member states, prompting criticism that European structures were being bypassed.

Steven Erlanger reported from Paris, and Nicholas Kulish from Berlin.

L'Europe, notre affaire de famille

Die Zeit 25 novembre 2011



Des parents sévères, des moutons noirs et de l'amour vache : telle est la famille Europe. Et pour le journaliste de Die Zeit qui en brosse le portrait, elle doit défendre son modèle historique de solidarité. Extraits.

Jan Ross

Tous les scénarios semblent possibles dans l'Europe d'aujourd'hui : effondrement, rupture, décadence ou renaissance. Quand les uns parlent de disparition de l'euro, les autres évoquent un renforcement de l'intégration. Alors, assistons-nous aujourd'hui à la fin de la solidarité ou au contraire à un approfondissement sans égal des liens européens par le biais de l'emprunt commun ou de l'intervention de la BCE ?

Jamais nous n'avons été aussi près d'une politique intérieure européenne. Les nouveaux dirigeants en Espagne, en Italie et en Grèce joueront un rôle beaucoup plus important pour l'Allemagne que la nouvelle Grande coalition à Berlin.

Cette soudaine proximité n'est pas sans danger ainsi qu'en témoignent le [maladroit baratin cocardier de Volker Kauder](#) sur la prédominance de l'Allemagne ou l'agressivité des réactions de Londres. Tout le monde sent que l'Europe arrive à un tournant décisif. C'est le moment de s'interroger sur le sens de la chose.

Pour cela, il convient de prendre de la distance, disons quelques milliers de kilomètres. La scène se passe dans un café de Lahore, au Pakistan. Après avoir écouté les questions de son visiteur allemand, le Pakistanais commence à interroger son hôte sur son pays.

Une nouvelle façon de vivre ensemble

Un sujet l'intéresse tout particulièrement. Les Allemands ne sont-ils pas des ingénieurs réputés ? Oui. Ne sont-ils donc pas capables de construire des armes ultra performantes ? Oui, peut-être. "Alors pourquoi est-ce que vous n'avez pas la bombe atomique ? Les Français et les Britanniques l'ont. Comment pouvez-vous accepter que d'autres l'aient et pas vous ?"

Pour ce Pakistanais, le fait que l'Allemagne ne se préoccupe même pas de se doter de l'arme nucléaire est une aberration. Pour lui, le voisin qui possède le feu nucléaire est l'ennemi héréditaire, l'Inde.

Pour nous, c'est la France et nous nous fichons bien de son arsenal nucléaire. Nous ne nous préoccupons pas des armes de la France mais de sa notation et ce qui nous inquiète n'est pas de la voir monter mais descendre. Ce raisonnement va à l'encontre de plusieurs siècles d'histoire. Pour 90% de l'humanité, un tel environnement politique relève de l'inimaginable.

Dans la politique post-héroïque, pauvre en hormones, développées par les Européens ces dernières décennies est bien plus que la simple conséquence d'un passé guerrier.

Il s'agit d'une nouvelle façon de vivre ensemble, de relier les peuples et les Etats. La crise précipite aujourd'hui cette expérimentation sur un nouveau terrain : l'économie et la finance. Pour décrire cette forme de vie commune, il existe une image très sage, sentimentale et Helmutkohlesque mais parfaitement adaptée : l'Europe est une famille.

Par famille, on entend la formation de liens naturels de solidarité qui ne sauraient être abrogés par la force, même en cas de faute. Autrement dit, aucune erreur de gestion ne peut faire de la Grèce une étrangère.

Un mélange de bienveillance et de brutalité

Toutefois, toute famille a sa propre façon d'exercer des pressions morales sur les moutons noirs ou quelques cousins alcooliques pour les forcer à suivre une cure de désintoxication. Il n'est pas non plus agréable d'être dépendant des parents, cela peut même être encore plus désagréable qu'être dépendant de sa banque.

Le mélange si caractéristique de bienveillance et de brutalité avec lequel Nicolas Sarkozy et Angela Merkel ont traité [les chefs d'Etats endettés lors du sommet de Cannes](#), avait tout de la manière dont certains parents punissent leurs enfants "pour leur bien". Et aucun enfant n'aime ça.

Le modèle familial ajoute également un autre élément que l'on pourrait appeler la fin de la diplomatie. Une famille constitue en effet un espace relativement informel : on ne s'embarrasse guère de politesses.

Or, force est de constater que les échanges entre pays européens sont de plus en plus directs. Aussi fâcheuses soient-elles, les diverses sorties sur [ces fainéants du Sud](#), [ces égoïstes de Britanniques](#) ou [ces mégalos d'Allemands](#) sont autant de signes d'une intimité croissante.

Une inépuisable source d'envie

Depuis longtemps, les uns se mêlent des affaires des autres en gardant la main sur les cordons de la bourse ou un pied sur la pédale de frein. Cela peut potentiellement gravement endommager les relations entre membres. Il ne s'agit toutefois pas d'un retour des vieux démons de la guerre mondiale ou d'avant mais bien des grincements, ajustements et accidents d'un projet expérimental.

Le succès de cette philosophie politique n'est aucunement assuré. Au contraire, le projet européen doit affronter des oppositions plus fortes que jamais. L'Europe est un objet politique inédit, une exception historique.

Vu de Lahore, sur un continent divisé, submergé par les armes, où les hommes sont encore des hommes et les bombes sont encore des bombes, l'Europe est une inépuisable source d'étonnement. D'envie aussi.

Traduit de l'allemand par Caroline Lee

Who's afraid of Germany? (5)

Europe – an awfully wonderful family

Die Zeit

25 November 2011



A family with strict parents, black sheep and tough love: that's today's Europe, says an editor at Die Zeit, who sends out a call to defend the historically unprecedented culture of solidarity. Excerpts.

Jan Ross

Everything seems possible in Europe at the moment: collapse or breakthrough, decadence or Renaissance. Some speak of the break-up of the euro, others of a whole new level of integration. Is solidarity now at an end – or, conversely, is it set for an unprecedented expansion through Eurobonds or unlimited bond purchases by the European Central Bank?

Never have we been so close to a 'domestic' policy for Europe; the new governments in Spain, Italy or Greece are infinitely more important for the Germans than the new grand coalition in the federal state of Berlin.

At the same time the unaccustomed closeness is bringing out venom and menace: the clumsy triumphant talk, à la Volker Kauder, of German dominance, the irritable and aggressive reactions in London. Europe, one feels, is standing at a threshold, a turning point. Now's the time to ask what it's all about.

It helps to step back from it – maybe even a few thousand kilometres. In a coffee shop in the Pakistani city of Lahore, the German visitor has asked enough questions about Pakistan. Now it's the turn of the man he's speaking with to ask a few questions about Germany. One especially preoccupies him.

"Are the Germans not famous as engineers?" "Yes." "Then they can surely build wonderful weapons?" "Yes, it's probably true." "But why then don't you have nuclear bombs? The British and the French have them. How can you put up with others having the bombs, but not you?"

Hormone-free politics

In the world in which he lives, what he now hears is completely fantastical: that having its own nuclear weapons is not an issue at all in Germany; for Pakistan, the nuclear-armed neighbour is its arch-enemy, India. For us that neighbour is France, and France's nuclear armoury doesn't matter to us in the slightest.

We don't worry about France's weapons, but about its credit rating. And we don't worry that this rating is too good, but that it could be too poor. This turns the historical experience of many centuries upside down. For ninety percent of humanity, such a political environment is inconceivable.

The post-heroic, hormone-free politics that the Europeans have developed over the past few decades are much more than merely a consequence of its war-torn past. It's a shared form of life, a way that countries and peoples

have of talking to each other, which in the crisis must be extended into new territory: into the field of economic management and budgeting.

For this way of life there's a seemingly unsophisticated and sentimental – a Helmut Kohl-like, as it were – yet very precise image: Europe is a family. Family means that there is here a natural, inherent solidarity that cannot be nullified by misconduct. No amount of mismanagement can turn the Greeks into strangers.

Egotistical Brits, domineering Germans

However, each family does have its own method of exerting moral pressure on the black sheep and, for instance, compelling the alcoholic cousin to go in for rehab. Nor is it pleasant to be dependent on relatives; it can even be much more unpleasant than being dependent on a bank.

The peculiar blend of comfort and brutality with which Sarkozy and Angela Merkel chastised the heads of the heavily indebted countries at the Cannes summit bears unmistakable family traits, and no one likes being treated to this kind of tough love.

Hence, there's something else bound up in the family model; you might call it the end of diplomacy. Family is a relatively informal zone: one doesn't bother with politeness.

This directness is also increasingly shaping the discourse in Europe. However unpleasant, sometimes repellent the rows over lazy southerners, egotistical Brits or domineering Germans, they're also the expression of a new intimacy. One has been meddling too long in the other's affairs, has his hand in the Treasury or his foot on the brake.

Curiosity and longing

The closeness of the relationship means there's a lot of potential for getting hurt. Yet this is no relapse into the 19th Century, no return of old demons from the World War or the time between the wars; it's just the creaking, hissing, and rattling of an experiment into the future.

The current official strategies and justifications for Europe work, in contrast, more with fear or coercion, with an automatism derived from the philosophy of history and intimidating "world-historical" scenarios.

The success of the EU and its political philosophy is far from assured. On the contrary: the forces opposing it haven't been this strong in decades. But the European project is something special, a historic special case.

From Lahore in any event, from a divided sub-continent bristling with weapons, where men are still men and bombs are still bombs, this Europe is gazed on with incredulous amazement. And yet with a little curiosity and longing, too.

Translated from the German by Anton Baer

Democracy has junk status

2 November 2011

Frankfurter Allgemeine Zeitung Frank Schirrmacher, culture editor

Frankfurt



He who submits a vital issue to a referendum is a public menace to Europe. This has been the message from the markets – and since Monday night, from the politicians too.

Frank Schirrmacher

Two days – that's how long the newly won stability of the European elites lasted. Two days between Merkel as godmother, with the eyes of all the world on her, and that plunging feeling. A clinician could describe what this is: a pathology. He could describe how sick the collective psyche is, how untrue and self-deceiving the fantasies of omnipotence and self-confidence that it allowed to blossom.

Horror in Germany, Finland, France, even in England, horror in the financial markets and the banks: **horror, horror, everywhere** – just because the Greek Prime Minister, Georgios Papandreou, plans a referendum on a fateful question for his country.

On Tuesday, just as the bankers and politicians had threatened, more news of diving markets came pouring in every minute. The message was clear: if the Greeks do say yes, they must be stupid. And Papandreou must be a gambler, because he's asking them.

Before the panic spiral continues to gather speed, however, it would be helpful to step back, the better to see clearly what's going on here. What we really see is the spectacle of a degeneration of all the values that once seemed embodied in the idea of Europe.

Some players in the financial markets are taking the emerging tale of decline a little further. The UK's [Daily Telegraph](#) is reporting a joke that has been going around in financial circles, and apparently in the British Cabinet as well: If a military junta came to power in Greece through a coup, it would be rather a good thing, because military juntas are not allowed in the EU.

And *Forbes*, not just any little tattler in the financial community, is opening the floodgates a little wider: "What's so sad, or bitter if you prefer, about the joke is that, if we ignore the little problem of it being a military dictatorship, this would in fact be a good solution to Greek woes."

A power struggle between economics and politics

One needn't subliminally 'get' all the relationships of the joke to grasp just how massively the moral conventions of the postwar period are being wiped out in the name of a supposedly higher financial and economic rationale. Such processes occur gradually and do their work semi-consciously, sometimes over decades, until out of them a new ideology comes forth. That was invariably how it went in the incubation phases of the great crises of authoritarianism in the Twentieth Century.

One really has to write down what Papandreou said – and what to the ears of Europe sounds like the ravings of an capricious, wayward patient in the sick ward. "The will of the people is binding." If the people do quash the new deal with the EU, "it will not be adopted."

In Germany, we recall, we understand by "democracy" the parliamentary approval that came a few days ago, and that was enforced by the Supreme Court and welcomed by all parties. Even a EU summit had to be put off because of it. None of this applies to Greece, though.

What's so unreasonable about Greece? That the Greek Prime Minister is placing before the people of Greece the key question on their own fate. The supposedly exemplary, thrifty Germans and their politicians are responding with panic – but only because the financial markets are reacting with panic. They have all been made prisoners by the need to pre-empt expectations of how the financial markets will respond.

Increasingly it's becoming clear that what Europe is going through right now is not an episode, but a power struggle between the primacy of economics and the primacy of politics. The primacy of politics has already lost ground massively. And the process is speeding up.

Papandreou is doing the right thing

The absolute incomprehension surrounding Papandreou's move reveals a lack of understanding about the democratic public in general – and also about the reality that one must be ready to pay a price for it.

Is it not apparent that we're leaving the appraisal of the democratic processes to rating agencies, analysts and banking associations? Over the last 24 hours they have all been bombarded with interviews, as if they had anything to say about the Greeks' wish to vote on their own future.

The alleged rationality of financial and economic procedures has helped the atavistic subconscious to break through. That one could insult whole countries as 'lazy' and 'deceitful' once seemed to have gone out with the era of nationalism. Today this behaviour is back, with ostensibly "rational arguments" backing it up. The deformation of the parliamentary system by forced compliance with the market, however, legitimises the people not only as the "extraordinary legislator" – in the case of Greece it downright forces them to declare what they want.

Even in Germany, one who follows his own conscience as a freely elected representative can be sure to arouse anger [a reference to Wolfgang Bosbach, a conservative ally of Chancellor Merkel who is strongly opposed to more bailouts). What happened to a member of Germany's parliament as a subject is now facing a state, and if things carry on like this, it will soon face all of Europe.

Papandreou is not only doing the right thing. He's also showing a way ahead for the Union. In this new situation, Europe would have to do everything possible to convince the Greeks why the path it is pointing to is the right one. It would then have to persuade itself that it truly is. That would amount to some self-assurance for the equally highly indebted countries of Europe that could finally gain some clarity on what price they want to pay for the intangible values of a united Europe.

Translated from the German by Anton Baer

Is this really the end?

Unless Germany and the ECB move quickly, the single currency's collapse is looming

The Economist Nov 26th 2011 | from the print edition



EVEN as the euro zone hurtles towards a crash, most people are assuming that, in the end, European leaders will do whatever it takes to save the single currency. That is because the consequences of the euro's destruction are so catastrophic that no sensible policymaker could stand by and let it happen.

A euro break-up would cause a global bust worse even than the one in 2008-09. The world's most financially integrated region would be ripped apart by defaults, bank failures and the imposition of capital controls (see [article](#)). The euro zone could shatter into different pieces, or a large block in the north and a fragmented south. Amid the recriminations and broken treaties after the failure of the European Union's biggest economic project, wild currency swings between those in the core and those in the periphery would almost certainly bring the single market to a shuddering halt. The survival of the EU itself would be in doubt.

Yet the threat of a disaster does not always stop it from happening. The chances of the euro zone being smashed apart have risen alarmingly, thanks to financial panic, a rapidly weakening economic outlook and pigheaded brinkmanship. The odds of a safe landing are dwindling fast.

Markets, manias and panics

Investors' growing fears of a euro break-up have fed a run from the assets of weaker economies, a stampede that even strong actions by their governments cannot seem to stop. The latest example is Spain. Despite a sweeping election victory on November 20th for the People's Party, committed to reform and austerity, the country's borrowing costs have surged again. The government has just had to pay a 5.1% yield on three-month paper, more than twice as much as a month ago. Yields on ten-year bonds are above 6.5%. Italy's new technocratic government under Mario Monti has not seen any relief either: ten-year yields remain well above 6%. Belgian and French borrowing costs are rising. And this week, an auction of German government Bunds flopped.

The panic engulfing Europe's banks is no less alarming. Their access to wholesale funding markets has dried up, and the interbank market is increasingly stressed, as banks refuse to lend to each other. Firms are pulling deposits from peripheral countries' banks. This backdoor run is forcing banks to sell assets and squeeze lending; the credit crunch could be deeper than the one Europe suffered after Lehman Brothers collapsed.

Add the ever greater fiscal austerity being imposed across Europe and a collapse in business and consumer confidence, and there is little doubt that the euro zone will see a deep recession in 2012—with a fall in output of perhaps as much as 2%. That will lead to a vicious feedback loop in which recession widens budget deficits, swells government debts and feeds popular opposition to austerity and reform. Fear of the consequences will then drive investors even faster towards the exits.

Past financial crises show that this downward spiral can be arrested only by bold policies to regain market confidence. But Europe's policymakers seem unable or unwilling to be bold enough. The much-ballyhooed

leveraging of the euro-zone rescue fund agreed on in October is going nowhere. Euro-zone leaders have become adept at talking up grand long-term plans to safeguard their currency—more intrusive fiscal supervision, new treaties to advance political integration. But they offer almost no ideas for containing today's conflagration.

Germany's cautious chancellor, Angela Merkel, can be ruthlessly efficient in politics: witness the way she helped to pull the rug from under Silvio Berlusconi. A credit crunch is harder to manipulate. Along with leaders of other creditor countries, she refuses to acknowledge the extent of the markets' panic (see [article](#)). The European Central Bank (ECB) rejects the idea of acting as a lender of last resort to embattled, but solvent, governments. The fear of creating moral hazard, under which the offer of help eases the pressure on debtor countries to embrace reform, is seemingly enough to stop all rescue plans in their tracks. Yet that only reinforces investors' nervousness about all euro-zone bonds, even Germany's, and makes an eventual collapse of the currency more likely.

This cannot go on for much longer. Without a dramatic change of heart by the ECB and by European leaders, the single currency could break up within weeks. Any number of events, from the failure of a big bank to the collapse of a government to more dud bond auctions, could cause its demise. In the last week of January, Italy must refinance more than €30 billion (\$40 billion) of bonds. If the markets balk, and the ECB refuses to blink, the world's third-biggest sovereign borrower could be pushed into default.

The perils of brinkmanship

Can anything be done to avert disaster? The answer is still yes, but the scale of action needed is growing even as the time to act is running out. The only institution that can provide immediate relief is the ECB. As the lender of last resort, it must do more to save the banks by offering unlimited liquidity for longer duration against a broader range of collateral. Even if the ECB rejects this logic for governments—wrongly, in our view—large-scale bond-buying is surely now justified by the ECB's own narrow interpretation of prudent central banking. That is because much looser monetary policy is necessary to stave off recession and deflation in the euro zone. If the ECB is to fulfil its mandate of price stability, it must prevent prices falling. That means cutting short-term rates and embarking on “quantitative easing” (buying government bonds) on a large scale. And since conditions are tightest in the peripheral economies, the ECB will have to buy their bonds disproportionately.

Vast monetary loosening should cushion the recession and buy time. Yet reviving confidence and luring investors back into sovereign bonds now needs more than ECB support, restructuring Greece's debt and reforming Italy and Spain—ambitious though all this is. It also means creating a debt instrument that investors can believe in. And that requires a political bargain: financial support that peripheral countries need in exchange for rule changes that Germany and others demand.

This instrument must involve some joint liability for government debts. Unlimited Eurobonds have been ruled out by Mrs Merkel; they would probably fall foul of Germany's constitutional court. But compromises exist, as suggested this week by the European Commission (see [Charlemagne](#)). One promising idea, from Germany's Council of Economic Experts, is to mutualise all euro-zone debt above 60% of each country's GDP, and to set aside a tranche of tax revenue to pay it off over the next 25 years. Yet Germany, still fretful about turning a currency union into a transfer union in which it forever supports the weaker members, has dismissed the idea.

This attitude has to change, or the euro will break up. Fears of moral hazard mean less now that all peripheral-country governments are committed to austerity and reform. Debt mutualisation can be devised to stop short of a permanent transfer union. Mrs Merkel and the ECB cannot continue to threaten feckless economies with exclusion from the euro in one breath and reassure markets by promising the euro's salvation with the next. Unless she chooses soon, Germany's chancellor will find that the choice has been made for her.

Migration statistics

Higher still and higher

The Economist Nov 24th 2011, 15:25 by M.S. | LONDON

IT HAS been clear for some time that Britain's Conservative-led government has its work cut out to fulfill its pledge to reduce net immigration from around 200,000 a year to the "tens of thousands". This is not just because European Union nationals have the right to come to Britain regardless of such pledges; it is also that emigration, a key to reaching the net target, is uncontrollable too. Net migration was higher than ever at 252,000 in 2010, final estimated figures today from the Office of National Statistics show. Immigration held steady at 591,000, whereas emigration fell to 339,000, its lowest since 2001. Provisional figures for the 12 months to March 2011, also published today, show a similar pattern.

But just who is failing to emigrate now? Is it British pensioners longing for a bit of cut-price café culture in Spain and France who can no longer afford to move? Their offspring, seeking work in Australia? Not really. The number of British citizens who emigrated barely changed from 2009 to 2010; it is non-British citizens who are choosing to stick around: 211,000 of them emigrated from Britain in 2009, but only 185,000 in 2010. (Again, preliminary figures for the year to March 2011 confirm this trend.) European Union citizens in particular proved less footloose than before—102,000 of them emigrated from Britain in 2009 but only 91,000 a year later—and so did Commonwealth citizens, whose emigrant numbers fell from 63,000 to 46,000. "Others", including Americans, saw little change.

There are various theories as to why this is so. Times are tough all over; the number of people emigrating to find work has fallen sharply, and those moving for definite jobs are down as well. Communities of earlier migrants are becoming established in Britain, as old families join primary breadwinners and new families are formed. Poles made up the largest group within the 25% of new mothers in 2010 who were foreign born. And then there is the government's repeated commitment to cutting immigration: some already here may fear that their chances of getting back in are slim. But until Britain has far better migration statistics, the real picture will never be clear.

Berlin commence à envisager des eurobonds

Par Patrick Saint-Paul Publié le 24/11/2011 à 21:09 Réactions (9)



Angela Merkel a renouvelé, jeudi à Strasbourg, avec fermeté son refus de mutualiser la dette des pays de la zone euro. Crédits photo : Michel Euler/AP

le gouvernement Merkel pourrait accepter cette solution en échange d'un renforcement de la discipline budgétaire.

De notre correspondant à Berlin

Le front du refus à l'introduction d'eurobonds au sein de la coalition de centre droit d'[Angela Merkel](#) connaît un léger effritement. La chancelière a réitéré, jeudi à Strasbourg, avec fermeté son refus de mutualiser la dette des pays de la zone euro et d'ouvrir les vannes de la [BCE](#). Cependant, selon les médias allemands, les libéraux du FDP et les conservateurs de la CDU étudieraient bel et bien les conditions liées à une éventuelle introduction d'eurobonds.

Au moment où l'émission décevante d'obligations allemandes signale que Berlin n'est pas immunisé face à la crise, le gouvernement Merkel pourrait finalement accepter cette solution visant à calmer la tempête dans l'eurozone en échange de l'adoption de mesures renforçant la discipline budgétaire.

«Nous ne disons pas jamais, affirme Norbert Barthle, porte-parole conservateur de la commission du budget du Bundestag. Nous disons simplement: pas d'eurobonds dans les conditions actuelles», telles qu'elles ont été formulées par le président de la Commission européenne, José-Manuel Barroso. Du côté français, on juge que la révision des traités tant réclamée par Berlin, à laquelle Paris et Rome se sont ralliés et dont les détails doivent être dévoilés avant le sommet européen du 9 décembre prochain, pourrait fournir à la chancelière la marge de manœuvre nécessaire pour accepter la création d'obligations européennes.

Obstacle juridique

Merkel et son ministre des Finances, [Wolfgang Schäuble](#), réclament une modification des traités européens visant à renforcer l'intégration économique et financière de la zone euro, afin d'y faire régner plus de «stabilité». «Nous avons besoin de règles pour une politique financière commune, qui soient respectées et appliquées par tous les pays membres, affirme Schäuble. Une modification des traités est nécessaire pour ne plus dépendre de simples promesses.» Schäuble réclame notamment l'adoption d'un mécanisme de frein à la dette inscrit dans la Constitution pour les pays de la zone euro. Si elle parvient à surmonter les très fortes réticences à la création d'eurobonds au sein de sa coalition, Merkel devra encore franchir un obstacle juridique.

En septembre, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe avait jugé contraire à la loi fondamentale allemande toute mutualisation de la dette au sein de la zone euro. L'avis de la Cour s'appuyant aussi sur les traités européens, une réécriture habile des textes pourrait ouvrir la voie à un nouvel avis plus favorable.

11/24/2011 06:39 PM

SPIEGEL ONLINE

The Return of 'Madame Non': Why Merkel Remains Opposed to Euro Bonds

By Charles Hawley

There were some who thought that Angela Merkel might soon soften her stance on euro bonds. But on Thursday, the German chancellor once again emphasized her opposition. Why, though, is Berlin so adamantly opposed to issuing joint euro-zone debt? SPIEGEL ONLINE offers an overview.

Angela Merkel's response could hardly have been clearer. European Commission President Jose Manuel Barroso on Wednesday presented a study outlining the possible forms euro bonds could take -- whereupon the German chancellor found unusually unambiguous words in response. The proposal, she said, was "extraordinarily distressing." She also called it "inappropriate."

The reaction was unusually firm for Merkel. She has become notorious in Germany for shying away from positions that can't be wriggled out of later. But when it comes to pooling the debt of all euro-zone member states in the form of euro bonds, she has long been firm in her rejection. In December 2010, for example, she said "the euro zone needs more harmony and competitiveness rather than common euro-zone bonds." In September, she called euro bonds "absolutely wrong." Wednesday's outburst, in other words, should not come as a surprise.

There are those, of course, who think that, in the end, Germany will have no choice but to put its own AAA credit rating on the line to ensure that other members of the European currency union [have access to cash at reasonable rates](#). Borrowing rates for several euro-zone countries have risen alarmingly in recent weeks -- including yields for countries like France and Austria that had long been considered financially solid. Both Spain and Italy have seen borrowing rates spike to near or above 7 percent, the amount analysts consider to be the limit for sustainable long-term borrowing.

'Weaken Us All'

Indeed, on Thursday, media reports indicated that some within Merkel's governing coalition -- pairing her conservatives with the business-friendly Free Democratic Party (FDP) -- are [no longer ruling out the introduction of euro bonds](#). "We [never say never](#). We only say: No euro bonds under the existing conditions," Norbert Barthle, budgetary spokesperson for the conservatives in parliament, told the *Financial Times Deutschland*.

Merkel, though, would seem to have put a stop to such speculation on Thursday. Following a meeting with French President Nicolas Sarkozy and Italian Prime Minister Mario Monti in Strasbourg, she told reporters euro bonds "would weaken us all."

Germany has largely isolated itself in the ongoing European discussion over what steps should next be taken to confront the euro crisis. Governments across the Continent are clamoring for a solution. And analysts around the world have come to the conclusion that the spread of Europe's ongoing debt crisis can only be halted by implementing one -- or both -- of two methods: Either debt must be pooled in the form of euro bonds, or the European Central Bank must become the lender of last resort by buying up massive quantities of sovereign bonds from indebted euro-zone members.

Virtually all euro-zone members have thrown their support behind one of those two antidotes. Germany, though, has firmly opposed both. Berlin fears that massive ECB bond purchases could significantly drive up inflation (indeed, it evokes fears of [1920s hyperinflation](#) in the country) and sacrifice the independence of the Frankfurt institution, which was modelled after the German central bank, the Bundesbank, that for decades

served as guardian of the highly stable deutsche mark. And its opposition to euro bonds? SPIEGEL ONLINE provides an overview of the most important reasons.

Backed into a Political Corner

Germans are tired of forking over cash to prevent heavily indebted euro-zone member states from going bankrupt. With the tabloid press, led by *Bild*, having spent the last 18 months portraying Greeks as lazy spendthrifts who only want to get their grubby hands on German taxpayer money, the aversion is not surprising. Indeed, in the run up to the October European Union summit at which euro-zone leaders agreed to enlarge the euro backstop fund, the European Financial Stability Facility (EFSF), Berlin went out of its way to promise that Germany, which provided €211 billion for the fund, would under no circumstances agree to increase its share.

Euro bonds, though, would essentially transform Germany -- and its solid, AAA credit rating -- into the strongest guarantor of collectivized euro-zone debt. And, should worse come to worst, German taxpayers would, once again, be forced to fork over. That, at least, would appear to be the widespread fear. A survey performed by Emnid in August found that fully 76 percent of Germans oppose euro bonds, with only 15 percent in favor.

Furthermore, Merkel isn't the only one who has made it abundantly clear that euro bonds are not high on Berlin's wish list. On Wednesday, Alexander Dobrindt, general secretary of the Christian Social Union (CSU) -- the Bavarian sister party to Merkel's Christian Democrats (CDU) -- blasted Barroso, telling *Bild* that the Commission president had "made himself the mercenary of Dolce Vita countries who want to get access to our tax money."

Merkel's junior coalition partner, the Free Democrats, are no less opposed. Party head Philipp Rösler on Thursday said clearly: "We don't want euro bonds." Several others in his party have been even more vehement in recent weeks.

Given the FDP's dismal poll ratings and the CSU's suddenly shaky support in Bavaria, neither party would appear to be in a position to easily reverse course. Indeed, it seems possible that the FDP may even prefer a collapse of the governing coalition in Berlin than yet another about-face on a key policy issue. Merkel's power, in other words, may depend on a firm "nein" to euro bonds.

The Best of the Bond World

Less than 2 percent. That was the interest rate being commanded by German 10-year government Bund bonds on Wednesday. Indeed, there are some analysts who would argue that Berlin's [inability to find buyers](#) for its entire bond issue was not necessarily an indication of growing wariness of euro-zone debt. Rather, it showed merely that, with such a low return, they simply weren't all that attractive.

That particular view of the situation was not widely shared, however. Most saw the shortfall as another sign that the euro-zone crisis is frightening investors off. And on Thursday, interest rates on German bonds shot upwards to 2.26 percent. "This is just one auction," Don Smith, an analyst with ICAP, told the *Financial Times*. "But there is a growing feeling among many in the markets that the crisis is heading one way -- and that is towards the break-up of the euro zone."

Still, Germany has to pay less for its debt than any other country in the euro zone -- and vastly less than the over 6 percent currently being demanded of Italy and Spain. It is a status quo Berlin would like to preserve.

By pooling euro-zone debt, however, euro bonds would likely make it more expensive for Germany to borrow. Some models under consideration would, of course, allow Germany to continue to issue its own sovereign bonds. But it seems certain that the interest rates on those bonds, too, would rise were the country to become a guarantor of pooled euro-zone debt. And with a debt load of over €2.2 trillion, representing 81.2 percent of the

country's gross domestic product, a lasting increase in German bond yields would translate to billions more needed to service that debt.

Germany's Pesky Constitution

In September, Germany's Constitutional Court handed down a landmark ruling on the country's participation in bailout efforts for Greece and for other heavily indebted euro-zone countries. While the court allowed Berlin to go ahead on its planned support for the European Financial Stability Facility (EFSF), it made it clear that any additional moves to aid fellow euro-zone member states would be viewed negatively.

Specifically, the ruling clearly indicated that Germany's constitution frowns on any permanent mechanism to transfer German taxpayer money to foreign countries in the form of a bailout. The larger such payments are, the larger the frown. The court also specifically warned against a situation whereby foreign governments could trigger payments of German guarantees through their actions.

The court's primary concern was the German parliament's constitutionally anchored control over the country's budget. There was concern that, given the speed with which some bailout packages have been assembled in recent months as the euro zone slides ever deeper into crisis, the parliament was being side-stepped. In response, parliament has since established a committee to quickly analyze and approve any large bailout payments made by the EFSF.

But euro bonds would be an entirely different case. Wolfgang Münchau, the *Financial Times* columnist who [recently began writing editorials for SPIEGEL ONLINE](#), points out that they would be everything that the German Constitutional Court finds questionable about bailout programs thus far. They would have the potential to make Germany liable for debts incurred by other countries in the euro zone, the program would be huge (otherwise there would be no point in introducing them in the first place) and German guarantees could be triggered by the actions of foreign governments. "The court's verdict leaves me no alternative but to conclude that (euro bonds) are indeed unconstitutional," Münchau wrote in the *Financial Times* in September.

The Cart Before the Horse

Germany's popularity within the euro zone has not exactly risen as the currency crisis has continued. Berlin has been blamed from Athens to Lisbon for some of the most severe belt-tightening measures the Continent has ever seen. And many in Greece particularly have found fault with what they see as a patronizing attitude coming from Berlin and Brussels.

Merkel, though, remains convinced that euro-zone leaders must keep the pressure on in order to ensure that debt-laden countries institute the austerity programs necessary to begin bringing debt levels down. That, she never tires of intoning, is the only thing that will convince markets in the long term that the euro zone can survive.

As such, she prefers that European Union treaties be changed to allow for greater integration of euro-zone countries -- a position she repeated on Wednesday in response to Barroso's euro bond proposal and again on Thursday following the meeting with Sarkozy.

Specifically, she wants clear consequences to be anchored in the Lisbon Treaty should a euro-zone member state fall afoul of EU debt rules. "We have to take steps toward the creation of a fiscal union," Merkel said on Thursday in Strasbourg. Those that violate the EU's Stability and Growth Pact must "be taken to task." She and Sarkozy said that they would be presenting a proposal for possible amendments to the Lisbon Treaty in the coming days.

Only once such fiscal discipline is anchored in the EU's underlying treaty can a collectivization of euro-zone debt enter the discussion, Merkel insists. That, though, may not happen for some time to come. The last time a

fundamental change was made to the fundamental treaties governing the EU, it took years before all 27 members granted their approval.

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,799803,00.html>

Allemands et Français s'inquiètent de la crise mais sont divisés sur les solutions

Le Monde | 24.11.11 | 12h53 • Mis à jour le 24.11.11 | 13h03

BCE, les opinions publiques partagées

► VIS-À-VIS DES DÉFICITS PUBLIC ET DE LA DETTE DE L'ÉTAT

Inquiets Pas inquiets



► LA CRISE VA ABOUTIR À UN ÉCLATEMENT DE LA ZONE EURO ENTRE D'UN CÔTÉ LES PAYS DE L'EUROPE DU NORD ET, DE L'AUTRE, LES PAYS DE L'EUROPE DU SUD

D'accord Pas d'accord



► LA CRISE VA RENFORCER LE COUPLE FRANCO-ALLEMAND

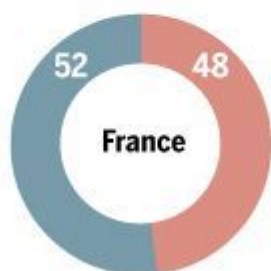
D'accord Pas d'accord



► LA BANQUE CENTRALE DOIT...

...continuer d'avoir pour principale mission de lutter contre l'inflation et la hausse des prix

...avoir pour principale mission de favoriser la croissance économique



SOURCE : IFOP POUR LA FONDATION JEAN-JAURÈS ET FRIEDRICH EBERT STIFTUNG

BCE, les opinions publiques française et allemande partagées. LE MONDE

Comment réagissent les opinions française et allemande à la crise de la dette et à la situation économique en Europe ? Une étude menée par l'institut IFOP (réalisée du 8 au 15 novembre auprès de 802 personnes en France et de 811 en Allemagne) pour la Fondation Jean-Jaurès, proche du PS, et la Friedrich Ebert Stiftung, proche du SPD allemand, apporte des éléments de réponse.

D'abord, l'inquiétude est forte dans les deux pays. "Dans des proportions inattendues", estime Daniel Cohen (membre du conseil de surveillance du Monde), pour la Fondation Jean-Jaurès. "Les Allemands, contrairement à ce qu'on pourrait penser, ne s'estiment pas à l'abri", constate l'économiste.

Ainsi, 91 % des Français et 87 % des Allemands se disent inquiets du déficit public et de la dette de leur Etat. De la même manière, 57 % des Français estiment que leur pays pourrait connaître le même sort que la Grèce *"dans les prochains mois ou les prochaines années"*. La proportion est plus faible en Allemagne (43 %), mais pas négligeable.

DIAGNOSTIC DE GRAVITÉ

Au-delà de ce diagnostic de gravité, les opinions française et allemande accordent du crédit à la coopération entre les deux pays. La crise, pour 76 % des Français et 63 % des Allemands, *"va renforcer le couple franco-allemand"*.

De même, les populations des deux pays souscrivent à une série d'idées. Ainsi, 86 % des Français et 88 % des Allemands sont favorables à l'inscription dans la Constitution de leur pays d'une règle d'or budgétaire. Et 85 % des Français et 73 % des Allemands font un accueil positif à une convergence des impôts pesant sur les entreprises européennes.

A l'inverse, 62 % des Français et 63 % des Allemands estiment que *"la crise va aboutir à un éclatement de la zone euro entre d'un côté les pays du Nord de l'Europe (Allemagne, Autriche, Pays-Bas, France, Finlande) et de l'autre les pays du Sud de l'Europe (Espagne, Italie, Grèce, Portugal)"*. *"C'est comme si le consensus sur le couple franco-allemand se faisait, au fond, sur un rejet du reste de l'Europe"*, analyse M. Cohen. Ainsi, 59 % des Français et 65 % des Allemands ne souhaitent pas *"la mutualisation d'une partie des dettes des différents pays membres de l'Union européenne"*.

VIEUX CLIVAGES

Autre enseignement de cette étude, de vieux clivages demeurent, qui peuvent même être exacerbés par la crise. Ainsi, le rôle de Banque centrale européenne (BCE) n'est pas appréhendé de la même manière des deux côtés du Rhin, au moment où cette question est sur la table des négociations. Paris promeut l'idée, à laquelle s'oppose Berlin, que la BCE puisse, de façon permanente, acheter la dette des membres de la zone euro les plus en difficulté, pour faire baisser leurs taux d'emprunt. Au risque, cependant, de nourrir l'inflation.

Si, pour 77 % des Allemands, la BCE *"continue d'avoir pour principale mission de lutter contre l'inflation et la hausse des prix"*, seuls 52 % des Français souscrivent à cette idée, 48 % considérant qu'elle devrait avoir pour principale mission de favoriser la croissance économique. L'écart est important.

En la matière, l'opinion allemande s'est radicalisée. Entre décembre 2010 et novembre 2011, la part des Allemands défendant la mission originelle de lutte contre l'inflation de la BCE a augmenté de 8 points.

Pierre Jaxel-Truer

Article paru dans l'édition du 25.11.11

L'opération libyenne était-elle une "guerre juste" ou juste une guerre ?

Le Monde | 24.11.11 | 14h11 • Mis à jour le 24.11.11 | 18h57

Comment avez-vous réagi devant la situation libyenne avant l'intervention militaire alliée ? Selon vous, la nature de la répression du régime du colonel Kadhafi contre les insurgés justifiait-elle cette guerre ?

Rony Brauman Face à la menace d'un écrasement du soulèvement de Benghazi, j'ai d'abord eu une réaction de stupeur et d'angoisse : oui, il fallait contrer une offensive blindée de Kadhafi. Bien que je me méfie de l'engrenage qu'enclenche fatalement un engagement militaire, la crainte de voir des flots de sang dans les rues de Benghazi l'a emporté. Dans ce contexte, une intervention limitée à la protection de la ville était justifiable. Je n'ai pas tardé à changer d'avis en m'apercevant que les menaces dont il était question relevaient de la propagande, et non de réalités observables.

Personne n'a ainsi été capable de nous montrer les tanks qui se dirigeaient prétendument sur Benghazi. Or, une colonne de chars, à l'époque des téléphones mobiles et des satellites, ça se photographie. D'ailleurs, s'il a suffi de détruire quatre tanks en un raid aérien pour briser ladite offensive, c'est bien que cette colonne, dont on n'a plus entendu parler par la suite, n'existait pas ! De même pour les plus de 6 000 morts dont faisait état le Comité national de transition (CNT) dès le début du mois de mars. Les enquêtes d'Amnesty et de Human Rights Watch ont montré que le nombre de victimes s'élevait en réalité à 200 ou 300, dont la plupart étaient mortes au combat.

Un bilan similaire à celui qu'avaient enregistré la Tunisie ou l'Egypte. Quant aux attaques aériennes sur les manifestants de Tripoli, il s'agit d'une invention d'Al-Jazira. En somme, il m'a semblé rapidement clair que la décision d'entrer en guerre a précédé les justifications de cette guerre.

Bernard-Henri Lévy Comment cela, une invention d'Al-Jazira ? Comment pouvez-vous, vous, Rony Brauman, nier la réalité de ces avions de chasse piquant sur les manifestants de Tripoli pour les mitrailler et que le monde entier a vus ? Et, quant au bilan de la répression, peut-être n'était-il pas de 6 000 morts : mais dire "200 ou 300" relève soit de l'insulte soit de la plaisanterie ! Morts au combat, ajoutez-vous. Mais quel combat ? D'un côté, vous aviez une armée surpuissante qui s'équipait depuis des décennies et se préparait au soulèvement populaire. De l'autre, vous aviez des citoyens désarmés. Et puis les chars...

Nul ne vous les a "montrés", dites-vous. Mais moi je les ai vus. Aujourd'hui encore, la route entre Benghazi et Ajdabiya est jonchée de leurs carcasses. Ils étaient sur le point d'entrer dans la ville. Ils ont été arrêtés à la dernière minute. Et je ne parle pas du massacre de Misrata dont j'ai vu, de mes yeux, le résultat et dont je puis vous assurer qu'il n'était pas une opération de propagande.

Misrata a été réduite à l'état de décombres. Le massacre n'y fut pas seulement annoncé : il y a bel et bien été opéré.

Rony Brauman La militarisation du soulèvement a été presque immédiate, dans les jours qui ont suivi les premières manifestations. A Misrata, la résistance a été particulièrement vigoureuse, et il est faux de prétendre que des civils se soient battus à mains nues contre des troupes suréquipées. Si l'intervention de l'OTAN n'a certes pas été anodine, c'est localement qu'a été accompli l'essentiel de l'effort militaire. Je me trouvais à Misrata en juillet : je m'attendais à voir une ville détruite, j'ai commencé par constater que le port, cible de bombardements répétés, disait-on, était absolument intact.

Les affrontements ont en fait été circonscrits à deux quartiers, dans lesquels les dégâts sont énormes, tandis que le reste de la ville est normal. Aucun des habitants avec lesquels j'ai parlé ne se présentait d'ailleurs comme un survivant. En mai et juin, les équipes de Médecins sans frontières qui étaient sur place recevaient très peu de blessés et envisageaient même de plier bagage. Qu'il y ait eu des combats acharnés, que le siège ait été violent, c'est indéniable. Mais Misrata n'est pas cette ville réduite à l'état de décombres que vous décrivez.

Bernard-Henri Lévy Je n'ai rien vu à Misrata, nous dit Rony Brauman ! Eh bien je suis scandalisé. Arriver le 15 juillet, c'était arriver après la bataille. Les lignes de front s'étaient alors déplacées à Derna et Abdoul Raouf, à 40 kilomètres du coeur de la ville. Mais la bataille, avant cela, a été terrible. La ville, avant d'être libérée, a été littéralement ravagée. Et comment osez-vous arguer de l'héroïsme de ces hommes qui ont, en effet, repoussé les chars pour conclure que la menace n'était, au fond, pas si terrible que cela ?

Que ces hommes aient résisté, qu'ils se soient héroïquement battus, qu'ils aient rivalisé d'imagination pour inventer des ruses tactiques du type de ces tapis de prière enduits d'huile disposés nuitamment sous les chenilles des chars pour qu'ils patinent et deviennent des cibles plus faciles, tout cela ne prouve pas la faiblesse de l'armée de Kadhafi, mais l'ingéniosité tactique et la force d'âme et de caractère des insurgés.

La guerre de Libye marque-t-elle la victoire du droit d'ingérence ?

Rony Brauman Oui, incontestablement, bien que ce modèle ne soit pas généralisable. Certains se réjouissent de cette victoire ; moi, je la déplore car j'y vois la réhabilitation de la guerre comme mode de règlement des conflits. Rendons à Bernard Kouchner et à Bernard-Henri Lévy ce qui leur est dû : depuis vingt ans, ils soutiennent le principe d'interventions militaires engagées sous le drapeau de la protection des populations civiles.

Pour la première fois, une telle intervention a été légalisée par le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle n'en est pas légitime pour autant. Je m'inquiète de ce triomphe d'une conception militaire de la protection, non par pacifisme de principe mais parce que son bilan est calamiteux. La victoire par les armes sur le régime à abattre n'est en effet que le début de l'histoire.

En fin de compte, le choix de la guerre entraîne un coût humain bien plus lourd. Pour preuve, le bilan officiel avancé par le CNT : 30 000 à 50 000 morts, soit dix fois plus que les victimes de la répression syrienne. Si ces chiffres sont exacts, c'est effroyable. Or, et c'est à mon avis révélateur de la gêne qu'ils inspirent, ils n'ont soulevé, à ce jour, aucune interrogation.

Bernard-Henri Lévy On ne sait rien de ce bilan. Et on ne sait rien, en particulier, de la "répartition" entre civils pris dans les feux des combats, éventuelles victimes des bombardements de l'OTAN et victimes des forces kadhafistes massacrées par un pouvoir aux abois qui voulait noyer cette révolution dans des *"rivières de sang"*.

Mais, de toute façon, le problème n'est pas là. Quand un Etat s'avère incapable d'assurer le minimum de sa souveraineté, à savoir la protection de ses citoyens, quand il met lui-même en danger son peuple en le détruisant délibérément, alors la communauté internationale a le devoir de se substituer à lui. C'est ça, le devoir d'ingérence. C'est ce qui me reste de l'internationalisme de ma jeunesse. La communauté internationale a, dans ces situations, un devoir de subsidiarité ou de substitution. Et cela parce que les droits de l'homme n'ont pas de frontières : l'autre est mon prochain, même quand il est timorien, darfourien ou libyen.

Rony Brauman Cette logique procède d'un dualisme métaphysique cher à Bernard-Henri Lévy réduisant la politique à l'affrontement du Bien et du Mal, c'est-à-dire des fascistes et des antifascistes. Dans ce monde simple, il revient à une avant-garde éclairée d'anticiper et de prévenir les massacres à venir, afin d'accoucher par la violence l'histoire de son grand dessein démocratique.

La notion de "guerre humanitaire" a de fortes affinités, c'est le moins qu'on puisse dire, avec cette conception néoléniniste d'une supposée politique des droits de l'homme. Elle fonctionne par nature sur un mode chirurgical : les complexités de la société sont effacées au profit d'une vision binaire faite de bourreaux et de victimes.

Mais les réalités invisibles et agissantes des rapports de pouvoir complexes et des alliances inattendues, à l'oeuvre dans toute société, ne tardent pas à se manifester. A cette idéologie, j'oppose le long et sinueux travail de la démocratisation, la nécessité de la négociation et du compromis dans le combat politique. C'est ce que la guerre interdit et c'est pourquoi je défends l'option opposée, que j'appellerai le "paradigme syrien", fait d'une

mobilisation populaire large et d'un refus admirable de céder à la tentation des armes et à la spirale de la violence. Je précise que, dans mon esprit, la démocratie se définit avant tout par la démilitarisation de la lutte pour le pouvoir.

Bernard-Henri Lévy La démocratie est un processus laborieux, certes. Pour autant, faut-il, sous prétexte de patience "métaphysique", condamner les peuples à un long supplice ? Et fallait-il, au motif que le peuple libyen était, d'une certaine façon, comptable de ces années de dictature, le laisser aller au bout de la pénitence, attendre que les quelques milliers de morts soient devenus des dizaines ou des centaines de milliers ?

C'est vous qui avez une conception "normative" et "procédurière" des choses avec votre idée d'un sage et lent travail nécessaire avant que le modèle démocratique n'ait le droit d'entrer en scène. Non. La libération de la Libye a été, certes, l'oeuvre des Libyens. Mais, à un moment donné, ils se sont adressés à nous.

Et il n'était pas question de refuser d'entendre cet appel. Le légitime souci de la complexité ne pouvait pas, comme en Bosnie, nous faire rester l'arme au pied. Nous ne l'avons pas fait. Nous n'avons pas, comme à Sarajevo, attendu que le compteur soit à 200 000 morts pour arrêter le carnage. Et c'est bien.

Peut-on donc qualifier la guerre en Libye de "guerre juste" ? Et que faut-il entendre selon vous par ce concept ?

Rony Brauman De saint Thomas jusqu'à Michael Walzer, la guerre juste se définit selon cinq critères : un souverain légitime, des buts légitimes, des moyens proportionnés, la guerre comme dernier recours et des chances raisonnables de succès. Si l'on peut considérer, avec des réserves, que les trois premiers critères sont satisfaits, les deux derniers ne le sont pas. J'ai dit ce que je pensais de la menace imminente.

Quant au succès, ce n'est pas le lynchage de Kadhafi ni les tueries et pogroms qui en sont de bons augures. Il n'y a pas selon moi de "guerre juste". La guerre ne doit être qu'un ultime recours contre une agression ou une occupation. En l'occurrence, l'invocation de la "responsabilité de protéger" a réhabilité l'usage de la violence comme réponse à une crise politique. Plus grave, on redonne ses lettres de noblesse à la notion de guerre préventive. Cela me consterne.

Bernard-Henri Lévy Eh bien, on s'est honoré en faisant cela ! C'est Kadhafi, ne l'oubliez pas, qui a déclenché cette guerre. Quand Saïf Al-Islam, son fils, numéro deux du régime, dit que les habitants de Benghazi sont des rats et qu'il faut les noyer dans des rivières de sang, c'est d'une déclaration de guerre qu'il s'agit.

Maintenant, la "guerre juste". Les théoriciens de la guerre juste établissent une distinction, que vous effacez allègrement, entre la guerre préventive (l'Irak) et la guerre préemptive (on a les preuves qu'un massacre est programmé, qu'il commence d'être mis en oeuvre - et on l'arrête avant qu'il ne soit allé au bout de son programme). En Libye, on est clairement dans ce second cas.

Rony Brauman Bien sûr, mais il ne suffit pas d'affirmer qu'un massacre est programmé pour qu'il le soit ! La guerre a été voulue par Nicolas Sarkozy dès le mois de février. Avant même la constitution du CNT, quatre sous-marins nucléaires français patrouillaient déjà le long des côtes libyennes et, le 25 février, Nicolas Sarkozy déclarait : "*Kadhafi doit partir.*"

On n'a jamais vu qu'un chef d'Etat décrète, après une semaine de troubles, qu'un autre chef d'Etat, aussi antipathique soit-il, doit partir. L'invocation des atrocités, dont le nombre et l'horreur grandissaient chaque jour, est un montage propagandiste. Kadhafi était une cible idéale par son isolement diplomatique, par les crimes dont il s'est rendu coupable dans le passé... mais en l'occurrence, je le répète, les justifications sont intervenues après la décision. C'est bien en France et en Europe, ainsi qu'au Qatar, qu'il faut chercher les origines de la guerre en Libye.

Bernard-Henri Lévy Qu'on ait déclaré, dès février, que Kadhafi devait partir, cela ne veut rien dire. On a fait la même déclaration sur Bachar Al-Assad, et vous savez bien que cela n'a été suivi d'aucun effet. Non. Pour que

cette guerre advienne, il fallait que l'Europe le veuille, naturellement. Il fallait, en France, un président de la République obsédé, entre autres soucis, par celui d'empêcher un nouveau Srebrenica. Mais il fallait, surtout, que les Libyens le désirent et le demandent. C'est en ce sens, aussi, que la Libye est le contraire de l'Irak. On n'y a pas envoyé des moniteurs politiques. On n'a pas fabriqué un président ou un Conseil fantoche, parachutés avec son modèle démocratique en kit. On a aidé un mouvement préexistant. On a répondu à un appel.

Et je pense d'ailleurs que cette expérience libyenne devrait nous inciter à enrichir vos cinq critères canoniques d'un sixième critère de la guerre juste : juste est la guerre qui, outre le fait qu'il n'y a plus d'autre recours pour éviter des crimes contre l'humanité à grande échelle, répond à un appel venu du peuple concerné. C'est la vraie différence avec la Syrie. Pourquoi, demandent certains, ne fait-on pas à Damas ce qu'on a fait à Benghazi ? La réponse n'a rien à voir avec je ne sais quelles arrière-pensées complotistes de nos dirigeants.

C'est juste que, à l'heure où nous parlons, les Syriens ne le veulent pas ; il n'y a pas d'instance représentative pour solliciter officiellement, comme l'a fait le CNT libyen, l'aide militaire de la communauté internationale ; cette sollicitation viendrait-elle que la donne en serait changée et que l'option militaire devrait être considérée.

Pensez-vous que l'intervention armée en Libye ait vraiment favorisé l'installation de la démocratie dans le pays ?

Rony Brauman L'opposition à Kadhafi peut procéder de différentes raisons, de même qu'il existait un anticommunisme démocratique et un autre qui en était la négation. Il ne suffit pas de s'opposer à un régime dictatorial pour recevoir d'emblée un brevet de démocratie. La première intervention publique de Moustapha Abdeljalil en arrivant à Benghazi en tant que chef provisoire de la Libye libre a été l'invocation de la charia comme source du droit. Je sais bien que la charia se prête à une interprétation démocratique aussi aisément qu'à son contraire. Il n'empêche : c'était un drôle de choix que de l'invoquer à ce moment fortement symbolique.

Bernard-Henri Lévy Un "brevet" de démocratie - eh bien ! Nous n'avons entendu, dans cette affaire, que ce que nous voulions entendre : ce gros mot de charia dont l'Occident analphabète a fait un épouvantail. La réalité c'est, d'abord, que Moustapha Abdeljalil avait, en face de lui, ce jour-là, un certain nombre de combattants islamistes auxquels il voulait donner des gages avant de quitter la scène.

Mais c'est surtout qu'il a, dans le même discours, déclaré que la Libye de demain serait, aussi, attentive au respect des libertés fondamentales. Comment ceci se mariera-t-il avec cela ? L'islam conservateur avec le souci des droits de l'homme ? Ce sera un processus long et compliqué, bien sûr. Mais c'est ça, la démocratie.

Rony Brauman Outre la légèreté avec laquelle le CNT, dont la plupart des membres étaient inconnus, a été immédiatement présenté par Bernard-Henri Lévy comme un mouvement démocratique laïque, il y a une certaine naïveté à vouloir ignorer le fait que la guerre crée des dynamiques favorisant les radicaux au détriment des modérés. Cette guerre n'est pas terminée.

En faisant le choix de militariser la révolte, le CNT donnait leur chance aux plus violents. En soutenant cette option au nom de la démocratie, l'OTAN a pris une lourde responsabilité qu'elle ne peut assumer. C'est parce que la guerre est mauvaise en soi qu'il ne faut pas la faire, ce n'est pas parce que le modèle libyen ne peut pas être généralisé par ailleurs.

Bernard-Henri Lévy La guerre n'est pas "mauvaise en soi" ! Si elle permet d'éviter une violence plus grande, elle est un mal nécessaire - c'est toute la théorie de la guerre juste. Maintenant, la question de la "généralisation". Bien sûr qu'on ne peut pas reproduire mécaniquement en Syrie ce qu'on a fait en Libye.

Mais il y a là une maxime en formation. Un principe universalisable. Et, voyez-vous, l'idée même que ce principe existe, l'idée qu'il soit comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de tyrans qui se considèrent propriétaires de leur peuple, c'est déjà un progrès formidable. Depuis la fin de la guerre de Libye, Bachar Al-Assad dort moins bien la nuit ; Mahmoud Ahmadinejad, aussi ; et, de cela, je me réjouis.

France, Germany and Italy squash market hopes of ECB intervention

- Merkel rules out expanded role for European Central Bank
- Instead calls for EU treaty changes to advance fiscal union
- Eurozone bond yields soar
- UK borrowing costs lower than those of Germany



Angela Merkel, Nicolas Sarkozy and Mario Monti in Strasbourg. Photograph: Eric Feferberg/AFP/Getty Images

The Guardian 24th November 2011

Leaders of the eurozone's three biggest economies have squashed market hopes for a huge intervention by the European Central Bank to solve the sovereign debt crisis and prevent a renewed recession.

With eurozone bond yields soaring and UK borrowing costs [below those of Germany for the first time since 2009](#), Angela Merkel, the German chancellor, again ruled out any expanded role for the ECB and stamped upon proposals for eurobonds to share sovereign risk. The ECB, she said, was responsible for monetary policy alone.

At a news conference with French president Nicolas Sarkozy and new Italian premier Mario Monti in Strasbourg, Merkel instead pointed to forthcoming plans for EU treaty changes to advance a – distant – fiscal union in the eurozone and, at most, early agreement to boost the bailout fund, the EFSF.

The [euro](#) began to drop as soon as Sarkozy clearly kowtowed to Berlin only hours after his foreign minister, Alain Juppé, had [called for urgent intervention by the ECB](#) to "play an essential role in restoring confidence".

The French president said proposals for changing the EU treaties would be made "in the forthcoming days" but insisted that the ECB's independence was untouchable – and political leaders would make "neither positive nor negative" demands upon the central bank. Monti took a similar stance.

Merkel said the trio would "do everything to defend the euro" and "we want a strong, stable euro" but repeated her mantra that this required strict actions by governments to abide by the rules of the stability and growth pact setting limits on budget deficits and national debt.

The trio's comments, which poured cold water on any lingering market hopes of early and concerted intervention in the face of the deepening debt crisis, came as European banks run the increasing risk of being sucked into the vortex and of a renewed credit crunch.

Only a day after Germany failed to find buyers for a third of a planned €6bn (£5.15bn) auction of 10-year bunds, Belgian bonds soared to 5.7%, Portugal's credit rating was notched down to junk status and an ECB governing council member said the downturn would be "significantly longer than we expected" – despite a 0.5% rise in German economic output in the third quarter.

German media reports suggested that, privately, the country's political leaders are preparing to cave in on both ECB intervention and eurobonds – when the crisis gets to intolerable or unsustainable levels.

The only concrete decision to emerge from the mini-summit in the Alsatian capital was that the three are to meet again soon in Rome to discuss further Monti's pledge for structural reforms to promote growth and for a balanced Italian budget by 2013.

Une révolution par le haut

23 novembre 2011

LIBÉRATION

PARIS



Vlahovic

Les changements politiques en Grèce, en Italie et en Espagne sont la démonstration que les dirigeants européens bouleversent l'équilibre du pouvoir entre la société et l'Etat, l'économie et le politique sans que l'on sache où est la place des citoyens, estime le philosophe français Etienne Balibar.

Etienne Balibar

Que s'est-il donc passé en Europe entre la chute des gouvernements grec et italien et le désastre de la gauche espagnole aux élections de ce dimanche ? Une péripétie dans la petite histoire des remaniements politiques qui s'épuisent à courir derrière la crise financière ? Ou bien le franchissement d'un seuil dans le développement même de cette crise, produisant de l'irréversible au niveau des institutions et de leur mode de légitimation ? Malgré les inconnues, il faut prendre le risque d'un bilan.

Les péripéties électorales (comme celle qui se produira peut-être en France dans six mois) n'appellent pas de grands commentaires. On a compris que les électeurs tiennent les gouvernements pour responsables de l'insécurité croissante dans laquelle vit aujourd'hui la majorité des citoyens de nos pays et ne se font pas trop d'illusions sur leurs successeurs (même s'il faut moduler : après Berlusconi, on peut comprendre que Monti, pour l'instant, batte tous les records de popularité).

La question la plus sérieuse concerne le tournant institutionnel. La conjonction des démissions sous la pression des marchés qui font monter et descendre les taux d'emprunt, de l'affirmation d'un "directoire" franco-allemand au sein de l'UE, et d'une intronisation de "techniciens" liés à la finance internationale, conseillés ou surveillés par le FMI, ne peut manquer de provoquer débats, émotions, inquiétudes, justifications.

La révolution est en cours

L'un des thèmes les plus fréquents est celui de la "dictature commissariale" qui suspend la démocratie en vue d'en recréer la possibilité – notion définie par Bodin aux aurores de l'Etat moderne et plus tard théorisée par Carl Schmitt. Les "commissaires" aujourd'hui ne peuvent être des militaires ou des juristes, il faut des économistes.

C'est ce [qu'écrit](#) l'éditorialiste du Figaro le 15 novembre : *"Le périmètre et la durée du mandat [de MM. Monti et Papademos] doivent être suffisamment étendus pour permettre l'efficacité. Mais ils doivent, l'un comme l'autre, être limités afin d'assurer, dans les meilleures conditions, le retour à la légitimité démocratique. Il ne faut pas que l'on puisse dire que l'Europe ne se fait que sur le dos des peuples."*

A cette référence, j'en préfère néanmoins une autre : celle d'une "révolution par en haut" que, sous le fouet de la nécessité (l'effondrement annoncé de la monnaie unique), tenteraient les dirigeants des nations dominantes et la "technostructure" de Bruxelles et de Francfort.

On sait que cette notion, inventée par Bismarck, désigne un changement de structure de la "constitution matérielle", donc des équilibres de pouvoir entre la société et l'Etat, l'économique et le politique, résultant d'une "stratégie préventive" de la part des classes dirigeantes.

N'est-ce pas ce qui est en train de se passer avec la neutralisation de la démocratie parlementaire, l'institutionnalisation des contrôles budgétaires et de la fiscalité par l'UE, la sacralisation des intérêts bancaires au nom de l'orthodoxie néolibérale ? Sans doute ces transformations sont en germe depuis longtemps, mais elles n'avaient jamais été revendiquées au titre d'une nouvelle configuration du pouvoir politique.

Wolfgang Schäuble n'a donc pas eu tort de présenter comme une "vraie révolution" à venir l'élection du président du Conseil européen au suffrage universel, qui conférerait au nouvel édifice son halo démocratique. Sauf que la révolution est en cours, ou du moins elle est esquissée.

Vers la fin de l'Europe comme projet collectif

Ne nous le cachons pas, cependant, la tentative est rien moins qu'assurée de réussir. Trois obstacles se dressent sur sa route, qui peuvent conjuguer leurs effets pour déboucher sur une crise aggravée, et donc sur la fin de l'Europe comme projet collectif.

Le premier tient au fait qu'aucune configuration institutionnelle ne peut, par définition, rassurer les marchés – nom de code pour l'arrêt de la spéculation – puisque celle-ci s'alimente à la fois des risques de faillite et des possibilités de gains qu'ils offrent à court terme. C'est le principe de la prolifération des "produits" dérivés et du spread sur les taux d'emprunt.

Les institutions de placement qui alimentent le shadowbanking ont besoin de conduire les budgets nationaux au bord du gouffre, cependant que les banques ont besoin de compter sur les Etats (et les contribuables) en cas de crise de liquidités.

Mais les unes et les autres constituent un circuit financier unique. Aussi longtemps que "l'économie de la dette", qui régit désormais nos sociétés de haut en bas, n'est pas remise en question, aucune "solution" ne sera viable. Or la "gouvernance" actuelle l'exclut a priori, dût-elle pour cela sacrifier toute croissance pour une durée indéterminée.

Le second obstacle, c'est l'intensification des contradictions intra-européennes. Non seulement "l'Europe à deux vitesses" est inscrite dans les faits, mais elle se transformera en Europe à trois ou quatre vitesses, et sera menacée d'éclatement à chaque instant.

Des pays qui ne font pas partie de la zone euro, certains (les sous-traitants de l'industrie allemande à l'Est) chercheront un surcroît d'intégration, alors que d'autres (avant tout le Royaume-Uni), en dépit de leur dépendance du marché unique, seront conduits à rompre ou à suspendre leur appartenance.

Quant au mécanisme de sanctions annoncées contre les mauvais élèves de la rigueur budgétaire, il serait illusoire de penser qu'il puisse ne toucher que quelques périphéries. Et il suffit de voir où il a déjà conduit la Grèce exsangue, au bord de la révolte, pour imaginer les effets d'une généralisation des mêmes recettes à l'Europe entière.

Last but not least, le "directoire" franco-allemand, déjà secoué par le désaccord sur le rôle de la Banque centrale, a très peu de chances de se renforcer dans ces épreuves, en dépit des intérêts électoraux de ses membres, et notamment du président français.

Le chantage au chaos

Mais l'obstacle le plus difficile à surmonter sera du côté des opinions publiques. Sans doute le chantage au chaos, la menace suspendue en permanence d'une dégradation de la note, peuvent tétaniser les réflexes démocratiques. Ils ne peuvent différer indéfiniment la nécessité d'obtenir une sanction populaire pour les transformations à inscrire dans une révision des traités, si limitée soit-elle.

Et toute consultation a des chances de se retourner contre le projet, comme ce fut déjà le cas en 2004. A la crise de stratégie s'ajoutera alors une crise de représentation, elle aussi déjà bien avancée.

On ne s'étonnera pas, dans ces conditions, que des voix critiques se fassent entendre. Mais elles le font en des directions opposées. Les uns (comme [Jürgen Habermas](#)) appuient un "renforcement de l'intégration européenne", mais affirment qu'elle est viable seulement à la condition de comporter une triple "redémocratisation" : réhabilitation de la politique au détriment de la finance, contrôle des décisions centrales par une représentation parlementaire renforcée, retour à l'objectif de solidarité et de réduction des inégalités entre les pays européens.

Les autres (on pense aux théoriciens français de la démondialisation) voient dans la nouvelle gouvernance l'aboutissement de la soumission des peuples souverains à une construction supranationale qui ne peut que servir le néolibéralisme et sa stratégie d'accumulation par la dépossession. Les premières sont clairement insuffisantes et les secondes dangereusement exposées à fusionner avec des nationalismes potentiellement xénophobes.

Comment s'orientera la "révolte des citoyens"

La grande question est de savoir comment s'orientera la "révolte des citoyens" dont Jean-Pierre Jouyet [Président de l'Autorité des marchés financiers chargée de réguler la place financière de Paris] il y a quelques jours, n'a pas craint d'annoncer la montée en face de la "dictature des marchés" dont les gouvernements se font les instruments.

Se tournera-t-elle "contre l'instrumentalisation de la dette", qui traverse les frontières, ou bien désignera-t-elle dans «la construction européenne comme telle» un remède pire que le mal ? Tentera-t-elle, partout où la gestion de la crise concentre les pouvoirs de droit ou de fait, d'édifier des contre-pouvoirs, non seulement constitutionnels, mais autonomes et, s'il le faut, insurrectionnels ?

Se contentera-t-elle de réclamer la reconstitution du vieil Etat national et social, aujourd'hui rongé par l'économie de la dette, ou bien cherchera-t-elle des alternatives socialistes et internationalistes, les fondements d'une économie de l'usage et de l'activité, à l'échelle de la mondialisation dont l'Europe n'est au fond qu'une province ?

Ce sont, on peut en faire le pari, l'extension et la distribution à travers l'Europe des inégalités et des effets de la récession (en particulier le chômage) qui constitueront le facteur déterminant pour la levée de ces incertitudes. Mais c'est la capacité d'analyse et d'indignation des intellectuels et des militants qui en donnera – ou non – les moyens symboliques.

German bunds

Fun with bunds

The Economist Free Exchange Nov 23rd 2011, 21:16 by G.I. | WASHINGTON

NEWS that a German auction of government bonds ("bunds") flopped rattled markets today. Since bloggers don't spend a lot of time immersed in the mechanics of European bond auctions, I asked Lorenzo Pagani, of Pimco's European government bond team, to explain how Germany's [auction process works](#) and what the Bundesbank's role is. He replied:

In Germany the debt auction process is similar to other countries'. Dealers can bid with size and price. The difference is that in Germany, the Debt Agency (Finanzagentur) will retain part of the new issuance all the time, usually 15-20%, so they do not need full demand to issue. Also, the requirement to be a dealer in Germany means making sure of a minimum allocation across auctions that is relatively low (0.05%), while in other countries this requirement is higher (3% for example in Italy). Germany doesn't grant greenshoe options to its dealers. Other countries do. A Greenshoe option gives the dealer the right to buy the bonds for a few day after the auction at the same price of the auction. Overall this means that demand for German auctions will tend to be lower—all else equal—than for other countries' auctions. Since 2008, Germany has seen uncovered auctions 1 out of 5 times. Today's retention amount was large, 39% of the 6bln target.

The Finanzagentur issued only 3.9bln cash. They gave 3.9bln bunds to the market and kept 2.1bln bonds on their books. In the future they can sell this retention amount into the secondary market, raising cash. You may have read that the Bundesbank bought the unfilled part of the auction; this is not correct. The Bundesbank is not financing Germany; it just operates as an agency for Finanzagentur. It is worth repeating that Finanzagentur always retains part of the bonds, so this part of the process is normal. Today the retention was larger than usual. This is probably due to low liquidity across market, lower incentive to place certain minimum size bids by dealers, and richness of bunds in general.

Bundesanleihen: Die Schuldenkrise erreicht Deutschland

FAZ 23.11.2011 · Deutschland gerät nun endgültig in den Strudel der Schuldenkrise: Hatten sich in den vergangenen Wochen die Anleger um deutsche Staatsanleihen gerissen, wurde der aktuelle Verkauf zu einem Desaster.

Von Martin Hock



© dpa

„Die Investoren steigen auf breiter Front aus der Eurozone aus“

Schon seit einigen Tagen zeichnet sich eine Ausbreitung der Eurokrise auf die starken Staaten des Währungsverbundes ab. Waren davon zunächst Österreich, Finnland oder die Niederlande betroffen, trifft es jetzt auch Deutschland.

Die am Mittwoch von der deutschen Bundesfinanzagentur angebotenen zehnjährigen Bundesanleihen fanden am Markt nur geringes Interesse. Bei einem geplanten Volumen von 6 Milliarden Euro gaben Investoren lediglich Gebote für 3,889 Milliarden Euro ab, 35 Prozent weniger als das angepeilte Maximalvolumen. Der Kupon war mit 2 Prozent der bislang niedrigste für zehnjährige Papiere.

„Besorgniserregendes Desaster“

„Es ist besorgniserregend, dass die beste Bonität Europas sich nicht im geplanten Umfang refinanzieren konnte“, sagte Helaba-Analyst Ralf Umlauf. „Wir werten das als Misstrauensvotum gegen die Euro-Zone.“

Die Danske Bank bezeichnete die Auktion als Desaster. „Das Bid-to-Cover von nur 1,1 spiegelt das tiefe Misstrauen gegenüber dem Euro-Projekt wider“, sagte Analyst Jens Peter Sorensen. Die Investoren seien zum aktuellen Zins nicht zu Käufen bereit und das bedeute, dass die Euro-Schuldenkrise auf den innersten Kern der Euro-Zone überspringe. Allerdings seien deutsche Bundesanleihen noch immer die sicherste Anlage im Euroraum.

Die Rendite der zehnjährigen Bundesanleihe stieg um knapp 8 Basispunkte auf 1,99 Prozent. Deutlich auf Talfahrt ging der richtungweisende Terminkontrakt auf die zehnjährige Bundesanleihe, der Bund-Future, der mittlerweile 83 Basispunkte auf 136,42 Prozent fällt.

Die Kosten zur Absicherung gegen einen Zahlungsausfall bei Bonds von Staaten aus dem Euroraum stiegen nach der Auktion auf Rekordhochs. Der Markt iTraxx SovX Western Europe Index, der Kreditausfallswaps von 15 Staaten umfasst, erreichte ein Allzeithoch von 370 Basispunkten.

Schicksalsgemeinschaft

Ian Stannard von Morgan Stanley sieht den Beginn eines Trendwechsels: „Die jüngsten Daten liefern zunehmend Beweise, dass die Investoren auf breiter Front aus der Eurozone aussteigen.“ Die jüngste Auktion

stütze diese These und sei daher auch negativ für den Euro, dessen Kurs um mehr als einen halben amerikanischen Cent auf 1,34 Dollar und damit auf den tiefsten Stand seit Mitte Oktober fiel.

Die Entwicklung zeigt, dass Deutschland über den Euro mit den anderen Ländern in einer Schicksalsgemeinschaft gefangen ist. Scheitert dieser, so wird dies alle Länder treffen auch Deutschland. Können einige Länder ihre Schulden nicht bezahlen, muss Deutschland über Garantien dafür aufkommen. Je weiter diese reichen, umso mehr vermischen sich die länderspezifischen Bonitäten.

„Die geringen Renditen sind nicht der Hauptgrund für die geringe Nachfrage“, sagt Helaba-Analyst Umlauf. „Schließlich sind die Emission der vergangenen Monate bei ähnlich niedrigen Zinsen problemlos durchgegangen. Im Hintergrund schwingt derzeit die Frage mit: 'Wer soll das bezahlen?' Die letzte Bastion der Euro-Zone wird in Frage gestellt.“

Dagegen rät Michael Krautzberger, Leiter des europäischen Rentenfondsteams der weltgrößten Fondsgesellschaft Blackrock, das Ergebnis nicht überzubewerten. Auch in der Vergangenheit sei es immer wieder zu nicht vollständig gezeichneten Bundauktionen gekommen.

„Im Vergleich zu anderen Euroländern sind Bundauktionen traditionell von Banken dominiert. Die zuletzt geringen Zeichnungsquoten sind auch mit dem zunehmenden 'deleveraging' der Banken zu erklären“, sagt Krautzberger. Insofern seien diese Auktionen weniger Maßstab für die Endnachfrage nach Bundesanleihen als für das Zurückführen von Bankbilanzen.

Zudem seien Bundauktionen sehr technische Prozesse mit engen Margen. In akuten Kapitalmarktkrisen liege der Fokus auch oft auf akutem Krisenmanagement, insofern werde schon mal eine Bundaktion ausgelassen.

Insofern bleibt abzuwarten, ob es sich tatsächlich um einen Trendwechsel handelt. Sicher ist jedoch, dass das Tauziehen in der Eurozone dem Euro und den Staaten am meisten schadet, blockiert es doch wirkungsvolle Maßnahmen und lässt die Konturen der Politik verblassen.

Kritik an der Bundesregierung

Vor allem Politik der Bundesregierung wird von einigen Investoren kritisiert. Während die EU-Kommission gegen deutschen Widerstand die Einführung von gemeinschaftlichen europäischen Staatsanleihen (Eurobonds) vorschlug, warnte Kanzlerin Angela Merkel im Bundestag abermals vor einer Vergemeinschaftung der Schulden. Dies sei kein Weg, strukturelle Mängel der Währungsunion zu überwinden. Vor allem plädiert Deutschland nur für eine bessere Überwachung der Euro-Stabilitätsregeln, während die Kommission mit einer angestrebten Verschärfung der Wirtschafts- und Haushaltsaufsicht in der EU einen Schritt weiter gehen will.

Mit seiner kritischen Haltung gegenüber einer stärkeren Fiskalunion und einer expansiven Geldpolitik gerät Deutschland zunehmend ins Kreuzfeuer der Kritik. Jim Leaviss, der beim britischen Vermögensverwalter M&G die Renten-Abteilung für Privatanleger leitet, warf Deutschland schon vor längerer Zeit vor, gegenüber Griechenland eine ähnlich unangemessene Politik zu verfolgen wie Frankreich gegenüber Deutschland nach dem Ersten Weltkrieg.

Euro-Sabotage?

Die britische Zeitung „The Times“ wirft Deutschland sogar vor, den Euro hintertreiben zu wollen und verweist darauf, dass Deutschland 1992 den Europäischen Wechselkursmechanismus sabotiert habe. Merkel habe sich standhaft geweigert, geeignete Maßnahmen zur Rettung des Euro zu ergreifen. Die Kanzlerin habe sogar europäische Institutionen davon abgehalten, Maßnahmen zu ergreifen.

Die Vorwürfe eines Kolumnisten wären zu verschmerzen, wenn nicht die Meinung vieler Marktteilnehmer in eine ähnliche Richtung ginge. Dies bedeutet aber, dass sich Deutschland letztlich mit seiner Politik selbst in Schwierigkeiten bringt, wenn man das Ergebnis der Anleihen-Auktion vom Mittwoch so werten darf.

Ob Deutschland tatsächlich so einfach das Euro-Projekt zu Fall bringen kann ist, ist angesichts der gegebenen Garantien und der Einbindung in europäisches Recht anzuzweifeln. Vor allem aber ist fraglich, ob ein Ende mit Schrecken wirklich die einzige Alternative ist, insbesondere angesichts des möglichen Schreckens.

Gerade beim Ausscheren aus dem Euro würden die schwachen Länder auf die Einhaltung von Zusagen bestehen, müsste Deutschland also eher damit rechnen, dass es für Garantien einstehen muss. Verweigert es diese, würde dies in eine europäische Isolation führen, die nicht im Interesse Deutschlands sein kann. Deutschlands Beharren auf den traditionellen Positionen könnte daher dem Druck der Ereignisse nicht angemessen und letztlich nicht durchhaltbar sein.

Doch auch Finnland hat sich gegen Eurobonds ausgesprochen und auch die EZB wehrt sich gegen unbegrenzte Käufe von Staatsanleihen. „Sobald die EZB etwas unternimmt, stellen die Regierungen ihre Bemühungen ein“, erläutert Christian Schulz, früher Ökonom bei der EZB und jetzt bei Berenberg Bank in London. Vielmehr fordert Notenbankpräsident Draghi eine Umsetzung der Regierungsversprechungen zum Aufbau eines Rettungsfonds.

Quelle: F.A.Z.

The euro crisis

Faster toward the end

The Economist Nov 23rd 2011, 13:47 by R.A. | WASHINGTON

THE bad news out of Europe is coming fast and thick now. Markets were still digesting news of Spain's **terrible bond auction** yesterday, in which the yield on its *3-month* debt more than doubled, from 2.3% to over 5%. That was but an appetizer, however; in an auction of 10-year debt today, Germany **failed to place** some 40% of the issuance. The lack of appetite for German debt has come as a shock to many, and the language being used to describe matters is increasingly apocalyptic. "It is a complete and utter disaster", Reuters has one strategist saying. On the secondary market, German bond yields have finally joined those of its neighbours on their upward march. The German 10-year yield is up over 7 percentage points today, and back above 2%. It still has a ways to go to catch France and Austria (approaching 4%), Belgium (over 5%), and Spain and Italy (back near 7%).

Trouble at big European banks is **growing**; the euro-zone banking system is increasingly reliant on the European Central Bank for funding. The prospect of bank failures is a troubling one given the fiscal strain on European sovereigns; no one wants to find itself in Ireland's position, squarely in bond vigilantes' crosshairs having assumed the obligations of sinking banks. Uncontrolled collapses are too awful to contemplate, however, and so the pressure on the ECB will grow. Meanwhile, trouble is growing around the **eastern periphery** of the euro zone. Poland's zloty is under pressure, and there are signs of bank runs in the Baltics.

Perhaps worst of all, the financial strain in the euro zone is increasingly apparent in the real economy. New data indicate that euro-zone industrial orders **plummeted** in September, falling 6.4%. Orders dropped 4.4% in Germany, 6.2% in France, and 9.2% in Italy. Predictions that the euro zone will face little more than a shallow recession in 2012 increasingly seem to be wildly optimistic. That's a scary thought. The impact of a serious euro-zone downturn on the finances of banks and governments, not to mention on the sentiment among voters facing high and rising unemployment, is tough to contemplate.

The rest of the world won't be able to dodge that bullet. New data indicate that China's economy **continues to slow**, enough to shift the outlook for monetary policy from tightening to easing. As my colleague **points out**, America faces a series of big fiscal hurdles in coming months. Financial contagion from Europe could quickly turn conditions in China and America from disappointingly soft to dangerously recessionary.

The good news, such as it is, is that the stunning German bond-market failure may shock leaders their into recognising their own great vulnerability and pushing for bold initiatives to slow the crisis. The problem is that matters rapidly seem to be spinning out of the control of fiscally-limited governments. It will take the power of the printing press to stop the panic. But the ECB seems if anything more reluctant to save the situation than the German government. As Martin Wolf **quips** today, "the ECB risks being remembered by historians as the magnificently orthodox central bank of a failed currency union".

The world can give thanks that a new Depression is not yet upon it. Enjoy the sentiment now, while it lasts.

Le casse-tête des RTT à l'hôpital pourrait coûter cher

Par lefigaro.fr Mis à jour le 23/11/2011 à 10:42 | publié le 23/11/2011 à 09:59 Réactions (13)



Crédits photo : Jean-Christophe MARMARA/Le Figaro

Selon Le Parisien-Aujourd'hui en France, deux millions de jours de RTT accumulés sont à prendre avant 2012, ce qui est impossible. La facture atteindrait des centaines de millions d'euros. L'Etat étudie des solutions.

«Il y a des branches dans lesquelles les 35 heures posent durablement des problèmes, en dépit des assouplissements que nous avons faits, [...] des secteurs dans lesquels c'est plus compliqué que d'autres, où la répartition du travail est beaucoup moins homogène que dans d'autres», [expliquait hier matin sur LCI la ministre de l'Environnement Nathalie Kosciusko-Morizet](#). Alors que le parti majoritaire réuni en convention a [présenté son projet économique](#), remettant sur la table le dossier des 35 heures, *Le Parisien-Aujourd'hui en France* publie justement ce mercredi les chiffres effarants de la réduction du temps de travail dans la fonction publique hospitalière. Depuis l'instauration des 35 heures en 2002, les 40.000 médecins hospitaliers ont cumulé deux millions de jours de RTT qu'ils n'ont pas pu prendre. Pire, sans nouvelles dispositions pour rééchelonner ces jours de compensation, tous devront être pris avant 2012... Une solution impossible selon François Aubart, président du principal syndicat de praticien qui invoque la «pénurie de personnel».

Faute de pouvoir prendre ce jours, l'autre solution serait de payer ces RTT. C'est ce qui s'était produit en 2008. La facture atteindrait 600 et 700 millions d'euros pour les seuls médecins, auxquels il faudrait ajouter encore plusieurs centaines de milliers d'euros pour les infirmières, aides soignantes...Selon Rachel Bocher, du syndicat de médecins INPH, cela équivaldrait à l'attribution d'un treizième mois à tous. Le hic, c'est que si certains hopitaux ont anticipé la question en provisionnant, tous ne l'ont pas fait. Or le ministère de la Santé a déjà prévenu que la solution ne pourrait pas venir de l'État. Au final, l'assurance maladie, qui finance le budget des hôpitaux, pourrait être obligée de régler la note.

Cinq solutions à l'étude

D'après *Le Parisien-Aujourd'hui en France*, cinq solutions seraient à l'étude.

- La première consisterait à faire sauter la date butoir de 2012 pour prendre les jours de RTT. Cela aurait le mérite de laisser aux hopitaux le temps de s'organiser.
- Le ministère de la Santé envisage également de réduire le nombre de RTT que les fonctionnaires hospitaliers non médicaux peuvent placer sur leur compte épargne temps (CET). Ce nombre passerait de 200 actuellement, à seulement 60 jours. Les syndicats ont déjà prévenu qu'il faudrait alors payer tous les jours déjà déposés sur le compte au-delà de ce plafond. Pour les médecins, le nombre resterait à 210 jours.
- Le stock de jours de RTT pourrait aussi être utilisé pour aménager les fins de carrière et permettre aux infirmières et aides soignantes de partir à la retraite plus tôt.

- Un décret actuellement en préparation - il sera présenté le 9 décembre pour entrer en vigueur le 4 janvier - pourrait également prévoir d'obliger les hôpitaux à provisionner les sommes nécessaires pour permettre aux personnels de prendre leurs jours tout en finançant leurs remplaçants.
- Surtout, un encadrement et des incitations à la prise des jours de RTT - les périodes sont aujourd'hui librement choisie - pourraient être mise en place pour éviter la constitution de stocks.

Dans tous les cas, il est difficile d'évaluer le montant de l'addition.

Im F.A.Z.-Gespräch: Andreas Schmitz: „Finanzmärkte sind Teil der Demokratie“

FAZ 22.11.2011 · Mit Anleihekäufen hat die Europäische Zentralbank ihr Mandat überschritten, kritisiert Bankenverbandschef Andreas Schmitz. Steigende Zinsen seien richtig, um schlechte Regierungen aus dem Amt zu drängen.



© dpa

Andreas Schmitz, Präsident des Bundesverbandes Deutscher Banken

Die Euro-Staatsschuldenkrise ist so weit eskaliert, dass immer lauter der Ruf nach einem Eingreifen der EZB erschallt. Die Notenbank hat bis jetzt schon für fast 200 Milliarden Euro Staatsanleihen der Peripherie gekauft. Soll sie auf Dauer bei der Finanzierung der Staatshaushalte helfen?

Das ist allein schon nach den Verträgen nicht die Rolle der EZB. Sie hat den Auftrag, für Preisstabilität zu sorgen, und soll nicht Staaten finanzieren. Eine dauerhafte Finanzierung der Staatshaushalte wäre ein Anschlag auf die Idee der Währungsunion als Stabilitätsunion. Der Rubikon wurde sicherlich schon im vergangenen Jahr überschritten, als angefangen wurde, griechische Staatsanleihen zu kaufen. Das alles führt weit weg von dem, was wir als Bürger dieses Landes uns seinerzeit gedacht haben, als wir in die Währungsunion eingetreten sind.

Selbst aus Ihren Mitgliedsinstituten hört man, etwa vom Chefvolkswirt der Deutschen Bank, dass die EZB sich hinter den Rettungsfonds EFSF stellen soll. Sind Sie auch für eine EZB-Banklizenz der EFSF?

Nein. Wir müssen an die Ursache des Problems. Der Druck aus den Märkten ist hier hilfreich. Der sorgt für mehr Disziplin, als es bislang jeder blaue Brief aus Brüssel oder jedes Treffen der Finanzminister geschafft haben.

Bis zur Krise haben die Banken sehr gerne Staatsanleihen gekauft, weil sie stabile Erträge abwarfen und kein Eigenkapital unterlegen mussten. Jetzt haben Sie die Nullgewichtung von Staatsanleihen kritisiert. Was sollte sich konkret an der Regulierung ändern?

Die Nullgewichtung sollte Schritt für Schritt abgeschafft werden. Wir alle müssen uns aber auch fragen, warum wir uns zu sehr in Sicherheit gewogen haben. Einige Risiken mit Staatsanleihen sind in den letzten ein bis zwei Dekaden, vor allem im Euroraum, auch von den Märkten ignoriert worden. Jetzt haben wir in Griechenland aktuell einen Schuldenschnitt erlebt. In Zukunft müssen wir den Risiken besser Rechnung tragen. Für neu begebene Anleihen sollten wir also künftig risikogewichtet, je nach Land, mit Eigenkapital unterlegen.

Dann wird die Investition in riskante Staatsanleihen teurer.

Es ist doch schon jetzt so, dass die Spreads, also die Risikoaufschläge, den jeweiligen Regierungen signalisieren, wie ihre Finanzpolitik von den Anlegern gesehen wird. Das spielt dann auch ein Signal an die Regierungen zurück. Möglicherweise wäre Herr Berlusconi heute noch im Amt, wenn es dieses Signal nicht gegeben hätte.

Die Staatsschulden- und die Bankenkrise sind eng miteinander verwoben. Deshalb gibt es in der Öffentlichkeit viel Kritik an der Finanzbranche.

Wir sollten Ursache und Wirkung nicht verwechseln. In der Krise 2008 und 2009 haben sicherlich einige Banken die Staaten in Schwierigkeiten gebracht. Jetzt aber bringen einige Staaten einige Banken in Schwierigkeiten. Leider wollen jetzt einige Politiker den Schwarzen Peter weiterreichen und das in eine Bankenkrise ummünzen. Gerade Griechenland und Italien haben in der ersten Finanzkrise gar keine Bankenrettungspakete gezahlt. Die Aussage, dass deren Verschuldung wegen der Bankenrettung gestiegen sei, kann also nicht stimmen.

Nach der jüngsten Zuspitzung der Krise gab es sogar den Vorwurf, dass durch den Druck der Märkte die Demokratie abgeschafft werde. Das ist ein schwerwiegender Vorwurf.

Aber die Finanzmärkte sind doch auch Teil der Demokratie. Das sind wir alle, die wir mit unserem Geld nach Anlagemöglichkeiten suchen, für unsere Alterssicherungen oder unsere Vermögensanlage. Es herrscht derzeit einfach ein Käuferstreik bei Staatsanleihen. Wenn eine Regierung nicht erkennen will, dass ihr Haushalt nicht mehr finanzierbar ist, dann wird diese Regierung kein Geld mehr bekommen. Die Demokratie hat auch eine Chance, aus dieser Krise gestärkt hervorzugehen. Leider trauen aber die Politiker bislang ihren Wählern hier zu wenig zu. Wir müssen konstatieren, dass die westlichen Staaten in den letzten vier Jahrzehnten ein Wohlfahrtssystem aufgebaut haben, das so nicht mehr zu finanzieren ist. Wenn die Märkte das signalisieren und die Politik daraus die richtigen Schlüsse zieht, dann bin ich überzeugt, dass die Demokratie und die Soziale Marktwirtschaft gerade auch in Deutschland eine gute Zukunft haben.

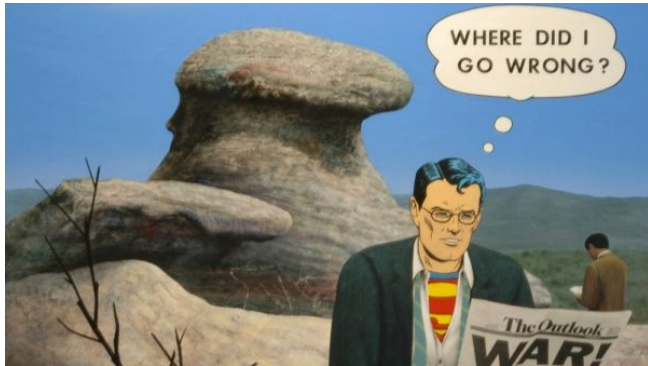
Das Gespräch führte **Philip Plickert**.

Quelle: F.A.Z.

Zum Stand der Dinge: Wohin steuert die zeitgenössische Kunst?

FAZ 11.11.2011 · Auf den unzähligen Biennalen wird der Versuch der Kunst sichtbar, eine Welt verständlich zu machen, die so stark wie nie zuvor von Bildern geprägt ist. Kann die Kunst dieses Versprechen halten?

Von Swantje Karich



© la Biennale di Venezia Kunst auf Abwegen: „Where did I go wrong?“ fragte Llyn Foulkes 1991. Jetzt hängt das Gemälde auf der Biennale von Venedig

Was ist Kunst? Seit Duchamp wissen wir: Potentiell alles. Wer macht Kunst? Seit Beuys wissen wir: Potentiell alle. Wo ist Kunst? Seit dem drahtlosen Internet sagt man uns: Potentiell überall. Bleibt also nur noch die Frage, ob sich Kunst als Lebensform, Gedankenquelle und Reizreservoir nicht erledigt hat, weil sie ursprünglich das Besondere, Unalltägliche wollte und das im Laufe der ästhetischen Revolutionen der letzten hundert Jahre verlieren musste. Adorno nennt es den „Schock“.

Peter Bürger hat 2001 in seinem kleinen Band „Das Altern der Moderne“ in Anlehnung an Adornos Essay über die musikalische Avantgarde von 1973 in der Einleitung den Versuch einer kritischen Auseinandersetzung begonnen: „Hat die künstlerische Moderne mit ihren Gegnern nicht auch ihren Biss verloren?“ Eine Antwort gab er nicht. Sein Angriff auf die Gegenwartskunst verhallte, weil dem Autor schon die grundsätzliche Leidenschaft für den losgelösten Wahnsinn der zeitgenössischen Kunst fehlte, durch den man sich wühlen muss, weil alle medialen Grenzen überschritten sind - etwa durch Daniel Buren, der in den sechziger Jahren Streifenmuster als Werkzeug verwendete, um unseren Wahrnehmungsapparat zu analysieren - für Bürger waren das schlicht „Markisenstoffe“. Mit den Wirklichkeiten und Wirkungen ist es eben so eine Sache. Auch wenn Bürger nicht zu den Gegenwartskunstbesessenen gehört: Seine Frage war grundsätzlich berechtigt und als Provokation notwendig. Und sie ist es heute noch.

Festgezurt von Alten Meistern

Noch nie hat die Kunst der Weltgesellschaft so gern von Inhalten erzählt wie jetzt. Allein in diesen Wochen sehen wir eine unglaubliche Anzahl an Kunstbiennalen überall in der Welt, vom chinesischen Chengdu über Lyon mit dem Motto „Une Terrible Beauté est née“, Peter Weibels Biennale in Moskau mit „Rewriting Worlds“, Istanbul mit ihrer programmatischen „Untitled“-Biennale, die überraschende Pekinger Biennale und schließlich, im Herzen der Alle-zwei-Jahre-Veranstaltungen, die Biennale von Venedig. Dort geht es sehr esoterisch zu mit Bice Curigers „ILLUMInations“. Die ausgestellten Künstler sind unzählbar. Wiederholungen aber bekannterweise sehr üblich. Die Gegenwartskunst gebiert erstaunlich schnell eine Kanonkultur.

Auf den Biennalen verfestigt sich ein Eindruck: Der zeitgenössischen Kunst ist die Gegenwart abhandengekommen. Sie holt sich Zeugen aus der Moderne oder bemüht Alte Meister, damit die uns erklären, was „Zeitgenossenschaft“ bedeutet. In Venedig werden drei riesenhafte Gemälde von Tintoretto gezeigt, um das Gegenwärtige, Visionäre unserer aktuellen Kunstlandschaft zu erklären. Die zeitgenössische Kunst wird dadurch in einer Weise festgezurt, dass sie einem nur leidtun kann, was selbst den Werken des Spektakelmalers Jack Goldstein nicht bekommt. In Lyon wird Alberto Giacometti überraschend zwischengemischt; seine Porträtzeichnungen hängen in einem Raum mit Marlene Dumas' pastelligen Fratzen

und Cildo Meireles' langen Fäden, die das Gehen schwermachen und irgendwann, einen langen Raum weiter in einem Besen enden. Warum ist die zeitgenössische Kunst so wenig selbstbewusst? Oder ist diese Durchmischung ein Zeichen, dass wir in eine neue Zeit übergehen?

Notwendige Mühen der Reflexion

Als das Frankfurter Museum für Moderne Kunst 1991 eröffnet wurde, gab es einen Hunger nach Bildern, nach der damaligen Gegenwart. Der theoretisch von allerlei Simulationslehren und Semiotiken vorbereitete Glaube herrschte, dass die Gegenwart von der Vergangenheit getrennt gehört, weil sie sich von ihr radikal unterscheidet, Gegenwart ganz andere Begriffe erfordert; doch nun ist unsere so hochverehrte postulierte Gegenwart recht plötzlich genauso ordinär Vergangenheit geworden wie die Moderne, Picasso, Duchamp oder auch Warhol, oder denken wir nur an Barbara Krugers bunte Slogans, die als Innovation galten, weil sie innerhalb von Sekunden wahrgenommen werden können, wie: „It's a small world, but not if you have to clean it“ von 1990. Dieses Sekundenspiel klingt heute wie ein müder Scherz. Doch die digitale Ära verlangt von denen, die sie ins Bild setzen und auf den Begriff bringen wollen, eine ähnliche Reflexionsanstrengung, auch als ästhetische Neubewertung der Gegenwart.

Wie sieht die gesellschaftliche Gegenwart heute denn überhaupt aus? In Dubai wurde im Frühjahr ein Gemälde von einem ägyptischen Künstler ausgestellt; es zeigt ein Plakat von Mubarak, das von einem jungen Mann abgerissen wird. Er selbst trägt einen Pullover mit Facebook-Emblem. Malerei, Facebook, Mubarak blenden ineinander und zeigen das große, schöne Durcheinander. Die Kunst steht dieser wilden Mischung, diesem zerfaserten Etwas gegenüber, versteht nicht, dass es kein Außerhalb dieser digitalen Welt geben kann: Ihre Aufgabe ist es, sich mit - das wissen wir seit Marshal McLuhan und Jean Baudrillard - dieser Oberfläche kritisch auseinanderzusetzen: Bildkritik zu leisten. Doch diese ist in unserer Zeit nicht mehr von außen, als Gegner, möglich. Nun muss von innen heraus agiert werden. Feindschaften zwischen Malerei und Fotografie, Installation und Skulptur sind, seit die Kunst ihre Geschichtlichkeit über die Selbstbejahung als „modern“ in sich aufgenommen hat, notwendig immer anachronistisch, weil alles schon einmal da war, künstlich erzeugt werden muss, um die eigene Existenz, das Handeln mit einer Berechtigung auszustatten.

Kein Raum für sensible Gemüter

Einen bezeichnenden Eindruck bietet auf der Biennale in Venedig der belgische Installations-, Umwelt-, Performance- und Videokünstler Angel Vergara im Länderpavillon mit dem hübschen Namen „Feuilleton“. Im Innern sehen wir auf großen Leinwänden bekannte Medienbilder in Schwarzweiß flimmern, die jedoch eine malende Hand unaufhörlich zu erfassen sucht. Auf darüberliegenden Glasplatten versucht der Künstler die Bewegungen nachzumalen. Das Ergebnis sind abstrakte Gemälde in impressionistischen Farben auf Glasplatten. Dieser hilflose Versuch, der Medienbilderwelt irgendwie nachzukommen, entspricht dem Versuch der Kunst, Anschluss an die Entwicklung zu suchen, anstatt sich auf eigene Stärken zu besinnen, die gerade erst gefunden werden.

Ein ähnliches Beispiel ist der Pavillon der Schweiz: Er ist über und über zugemüllt. Thomas Hirschhorn war hier am Werk und hat, so merkt man schnell, ein zeitgenössisches Universum geschaffen, das für sensible Gemüter auf keinen Fall empfehlenswert ist. Motivisch ist er sehr aktuell: An mit Alufolie eingepackte Fitnessgeräte, mit Handys beklebten Gartenstühlen sind lange Klebebandfäden gewebt, an denen abertausend Fotografien hängen aus dem Fach: Grausamkeiten aus aller Welt.



© Hirschhorn

Ein Blick in den Schweizer Pavillon in Venedig mit Thomas Hirschhorns „Crystal of Resistente“

Diese Bilder sind von unmittelbarer Brutalität. Sie zeigen all das, was uns in den Medien aus Rücksichtnahme vorenthalten wird. Von Bomben zerfetzte Köpfe - die Realität des Krieges hinter der medialen Benutzerfassade. Nach nur fünfzehn Minuten in diesem Horror, in dem man sich dann auch noch leicht verfranzt und den Ausgang suchen muss, gepeinigt von der Grausamkeit offenkundiger Gehirne, bleibt draußen nur noch die kathartische Erleichterung, diesen Wahnsinn nicht noch einmal sehen zu müssen. Auch das ein übliches Prinzip unseres Alltags - aber als Kunst im 21. Jahrhundert? Ist es doch die Wiederholung aller Inhalte, die wir mittlerweile im Internet spielend abrufen können.

Exportkunst für Moskau

Wenige Meter weiter erholt man sich beim Blick auf den vergleichsweise harmlosen Ansatz im dänischen Pavillon, der aber auch die Politik beschwört mit seiner internationalen Gruppenausstellung zur „Revolutionary Free Speech“. Alles sehr politisch also. Doch ist das der neue Weg, „zeitgenössisch“ als politisch zu begreifen? Die zeitgenössische Kunst hat sich in den vergangenen zehn Jahren auffallend politisiert - oder präziser: dazu hinreißen lassen, politische Themen in einer Direktheit abzubilden, wie es sie selbst in der politischen Kunst der sechziger Jahre so nicht gab, in der das Politische als Aufforderung zum Handeln, die Kunst als ein Experimentierfeld einer anderen Gesellschaft aufgefasst wurde.

Doch ist das die Lösung? In Moskau hat der Karlsruher ZKM-Vorstand und Ex-Künstler Peter Weibel seine Gegenwartskunst hingekarrt, die nun dort „die Welten umschreiben“ soll. Ein großer Anspruch. Aristarkh Chernyshev und Alexei Shulgina haben gleich an den Eingang ein großes Kreuz gehängt, ausgeschnitten aus einer Flughafenanzeigetafel: „Big talking Cross“ von 2011. Dieses religiöse Symbol, verbunden mit der Flugfahrt, ist 2011 jedoch nicht mehr als eine Erinnerung an den 11. September 2001. Derartige Stoff aber vernichtet paradoxerweise den Gegenwartsanspruch, weil er sehr schnell historisch, also das Gegenteil von aktuell wird. Denn die Beschleunigung ist im Netzwerkzeitalter frappant.

Das wissen wir alle und gähnen gern bei dem Thema. Es ist auch keine Ausrede. Die Kunst hat es immer geschafft, diese Hürde zu überspringen. Es ist nicht unwahrscheinlich, dass uns im Rückblick auffällt, dass die Kunst im Unterschied zur Literatur und zum Film einen Bogen um den Kern, das Wesen der Veränderungen in unserer Gesellschaft gemacht hat, wie damals nach 1989 auch um das Ende des Kalten Krieges samt Wiedervereinigung, das die Kunst in ein ähnliches kulturelles und ökonomisches Spannungsverhältnis versetzte - ganz nach dem Beuys'schen Motto „I like America and America likes me“, wie es Philip Ursprung treffend feststellte. Ohne Geschichte keine Gegenwart, ohne Gegenwart keine Verwendung für die Vergangenheit.

Als Jeff Wall den Realismus zurückholte

Wie Form und Inhalt oder Ästhetik und Politik stehen diese beiden zeitlichen Größen in einer wechselseitigen Abhängigkeit, die durch Mechanismen von Markt, Kritik, Ausstellungs- und Galerienpraxis allerorten künstlich zerschnitten wird. Diese Schnitte segregieren das Kunstfeld, wie die sozialen Krisen der Weltgesellschaft die wirklichen Gemeinschaften auseinandertreiben. Wie kann Kunst solche Trennungen überwinden, in welcher

Mitte muss sie arbeiten, um die gegenstrebigten Momente wieder zusammenzuführen in einer avancierten Gesamtschau?

1956 schuf Richard Hamilton seine Collage „Just What Is It that Makes Today's Homes so Different, so Appealing?“ aus dem neuen Fundus der so unbekannt-bunten neuen Magazinwelt. Seine entscheidende Ressource war die medial verrückt gewordene Gegenwart der späten fünfziger und sechziger Jahre. Er saugte das technische und gesellschaftliche Spektakel in sein visionäres Werk. Rund zwanzig Jahre später wurde Jeff Wall mit seinem Leuchtkasten „The Destroyed Room“ bekannt. Er holte mit der wohlinszenierten Fotografie den Realismus zurück, aber auch die Werbung hinein.

Inzwischen machte sich Dan Graham unter abermals veränderten technischen Vorzeichen an seiner Gegenwart zu schaffen: Mittels Videokamera erprobte er die Grenzen und Möglichkeiten des neuen Mediums, zeigte dem Betrachter in verspiegelten Kuben das Spiel des Beobachtens und Betrachtens. 1991 thematisierte der Kubaner Félix González-Torres die Unerbittlichkeit von HIV mit seinem im öffentlichen Raum auf Werbeplakat präsentierten Bett. Die beiden Menschen, die hier schliefen, haben nur Abdrücke hinterlassen. Sein Werk war nun auch Ausgangspunkt für die Biennale in Istanbul, weil er es schaffte, das Persönliche mit dem Politischen in einer künstlerisch, also medienbewussten Form zum Werk einzuschmelzen.

Die Kunstwelt hält die Stellung

Auch heute zittern die Medien, weil der soziale Boden bebt. Aber davon künstlerische Medienentscheidungen zu abstrahieren ist gar nicht so einfach. Die Fotografie hat einst den Wettstreit aufgenommen mit der Malerei. Die Malerei des zwanzigsten Jahrhunderts steht gleichzeitig unter dem Paradigma der Fotografie. Nach dieser kamen das Video und nun auch das Netz. Das bewegte Bild wird zum Zentralfetisch der Informationswelt. Nicht im Fernsehen, sondern auf Youtube und Facebook werden die gesellschafts-künstlerischen Inhalte verbreitet.

Die Kunstwelt des Jahres 2011 aber verteidigt ihr etabliertes Terrain unerbittlich, während der Rest der Welt den neuen, digital organisierten und vermittelten Segregationen zwischen Alt und Neu, Form und Inhalt, Nachricht und Meinung erliegt. Zeitgenössische Kunst zieht das Scheitern an wie das Licht die Motten. Weil sie neu sein muss, wird sie rasch obsolet. Zu Zeiten, da die Klassische Moderne geschaffen und von der unterrichteten Kritik auf Begriffe gebracht wurde, gab es noch Kategorien, wie die, dass sie in Widerspruch zu ihrer Idee gerate und deshalb auch die eigene ästhetische Substantialität und Stimmigkeit einbüße.

Gebasteltes aus den Computern

Darüber sind wir längst hinaus. Die Gegenwartskunst hat sich bewiesen, hat ihre großen Figuren, die immer noch wirken. „Die Gefahr des Gefahrlosen“ ist nicht mehr aktuell, nur noch in der schier verfügbaren Masse ein Thema. Die Kunst heute ist von vielen alten Fesseln befreit. Sie hat sich neue angelegt, wie den globalen Kunstmarkt und seine harten Regeln. Jede neue Begrenzung aber inspiriert aufs Neue das Spiel mit den Übertretungen, das nicht allein inhaltlich orientiert sein kann, sondern auch formale Kühnheit inspiriert. Neue Maschinen wie die Computer spendieren auch neue Gelegenheiten, gegen Gebrauchsanweisungen gezielt zu verstoßen.

Leider aber schmiegt sich allzu viel vorhandene Computerkunst diesen Gebrauchsanweisungen opportunistisch an und ist so entweder technisch zu abgehoben oder ästhetisch zu plump. Wird es je einen „Die Treppe heruntersteigenden Akt“, einen „Ulysses“ oder eine „Verklärte Nacht“ der digitalen Epoche geben? Nicht, solange man in digitalem Dekor und retrofuturistischer Atmosphärik steckenbleibt.

In die entgegengesetzte Richtung zum Spezialistengebastel der Computerfetischisten strebt derzeit vor allem politische Kunst (es gibt natürlich Unmengen an Kunst, die ganz außerhalb dieser Kategorien im Jahr 2011 entsteht, aber sie ist nicht zwingend zeitgenössisch). Erstaunlich ist an ihr jedoch, wie sehr immer noch erwartet

wird, dass man die Wirklichkeit abbilden kann, dabei ist es nur der alles überspannende Schirm aus Algorithmen und Datenströme - die alte Binsenweisheit, dass Bilder lügen.

Alles ist absolut schwarz

Mit dieser Weisheit arbeitet auch der israelische Videokünstler [Omer Fast](#) auf der Biennale in Venedig. Der Filmmacher lässt uns auf die Stadt Las Vegas herunterschauen, in das gleißende Licht der Elektrizität. Wir merken, dass wir auf der Spitze einer Drohne sitzen und auf ein Hochhaus zusteuern; in „5000 Feet Is the Best“ von 2011 erzählt uns dann der Pilot aus dem Off von den Strategien seiner Arbeit. Das dieser Pilot gar keiner ist, sondern ein Schauspieler, lässt uns wieder beim bekannten Thema des Misstrauens gegenüber den Bildern enden. Aber reicht das für zeitgenössische Kunst?



© Uwe Walter

Iñigo Manglano-Ovalles „Phantom Truck“ in den Kunstwerken Berlin

Das Thema scheint seit der picture generation um Barbara Kruger, Cindy Sherman, Robert Longo oder Richard Prince abgeschlossen. Wir müssen einen Schritt weitergehen. Wir betreten einen stockdunklen Raum in den Berliner Kunstwerken mit der Ausstellung „Seeing is believing“ und tasten uns vorwärts. Alles ist absolut schwarz. Einfach alles. Das Auge gewöhnt sich sehr langsam, erkennt eine Treppe, erkennt in einiger Entfernung ein Gestänge. Die Arme nach vorn gestreckt, erproben wir jeden Schritt, versuchen zu erkennen, wie ein Blinder in den Bergen. Doch peu à peu zeichnen sich die Umrisse ab: Gestänge, Kästen, Geräte, Stahl.

Monströs und doch harmlos

Dann scheint die erste Erkenntnis auf: Hier steht der hintere Teil eines Lastwagens. Er ist beladen, die Plane fehlt. Wir wagen immer mehr, trauen uns, um den Wagen herumzulaufen, fassen ihn an, wollen hinaufsteigen und hineinsehen, aber das ist unmöglich. Die Dunkelheit bleibt, nur das Auge gewöhnt sich. Am Ende bleibt alles nur Umriss. Wir verlassen mit sicherem Schritt den Raum, jedoch ohne Wissen, was wir hier erforscht haben. Ein lebensgroßer Lastwagen mit unbekannter Fracht an einem dunklen Ort. Der spanische Künstler Iñigo Manglano-Ovalle hat den „Phantom Truck“ 2007 nach einem Satellitenfoto der amerikanischen Armee gebaut.

Das Bild sollte einst beweisen, dass der Irak mobile Biowaffenlabore betreibt, und den amerikanischen Angriff vor dem UN-Sicherheitsrat rechtfertigen. Je länger man die monströse Silhouette betrachtet, desto harmloser wirkt sie. Biowaffen konnten im Irak nie nachgewiesen werden. Wir erinnern uns an Guernica, weil es Picassos Gemälde gibt. Der „Phantom Truck“ ist in Berlin schon nicht mehr zu sehen.



© Shrigley/Friedman Galleries

David Shrigleys „World One, World Two“ in Moskau

Was sagt uns diese Kunst? Der Reiz muss von formalen Attributen ausgehen, sonst hätte der Künstler auch ein Flugblatt verteilen können, das alle rationalen Inhalte detailliert und präzise transportiert hätte. Nun, in was für eine Kategorie fällt dieser Truck, Illustration einer bekannten Gegebenheit oder gesellschaftlich relevante Kunst? Dieses Kunstwerk ist von einer kraftvollen Zeitgenossenschaft, der Zugriff des Künstlers auf die Welt krankt nicht an Bescheidenheit. Gesellschaftlich relevant bedeutet hier nicht, die soziale Frage bearbeitend, sondern, und das schafft dieses Werk, eine Beziehung zwischen Kunst und Publikum herzustellen. Wie schnell aber altert so etwas. Vier Jahre nach der Entstehung ist das Motiv zum lehrreichen Historienbild geworden. Doch wie Manets berühmtes Gemälde „Die Erschießung Kaiser Maximilians von Mexiko“ von 1868 lässt es Leerstellen, die Raum bieten, auch in ferner Zeit einem Werk wichtige Inhalte abzugewinnen.

Kunst als verändernde Kraft

Künstlerische Äußerungen haben großes Gewicht in unserer Gesellschaft. Es gehen mehr Menschen ins Museum als ins Fußballstadion. Das Problem ist die Segregation als Summe aus Verfall von Plausibilität, Trennung von Bewegungsmomenten und Gefahr der Beliebigkeit. Es gibt kein Außerhalb der digitalen Bildlichkeit, aber das, was gezeigt wird, geht tatsächlich alle an, nicht nur die Ästhetik.



© Gruppe Claire Fontaine

Claire Fontaine lässt Frankreich, Italien und Griechenland brennen: „P.I.G.S.“ von 2011

Das kann auch die Kunst nicht kaltlassen, so wenig wie ihre Begriffe, ihr Publikum, ihre Vermittler. Ich bin nicht davon überzeugt, dass Kunst allein die Menschheit verändern kann. Ich bin aber davon überzeugt, dass, wer etwas ändern will, dazu nicht nur auf begriffliches und politisches, sondern auch auf ästhetisches Werkzeug angewiesen ist. Der Werkzeugkoffer heißt praktische Bildkritik. Wer greift zu?

Quelle: F.A.Z.

Schuldenkrise: Risiko-Cocktail

FAZ 23.11.2011 ·

Europa diskutiert Gemeinschaftsanleihen, um sein Schuldenproblem zu lösen. Doch wer glaubt, jetzt Schulden sozialisieren und später dann sparen zu können, ist politisch naiv und finanziell blind.

Von Holger Steltzner



© dpa

Es geht um den Euro

Wenn die Medizin nicht hilft, muss die Dosis erhöht werden. So verfahren die Rettungseuropäer nun seit fast zwei Jahren. Obwohl durch diese fragwürdige Behandlung die wirtschaftliche Lage der Eurozone zusehends bedrohlicher wird (weil mit noch mehr Schulden Zeit gekauft, aber nicht genutzt wurde), stellen die „Retter“ ihre Diagnose nicht in Frage.

Erst wurde mit Geld, Garantien und Krediten das Risiko aus Staatsschulden sozialisiert, dann wurden über Käufe von Staatsanleihen und andere Bilanzkniffe der Europäischen Zentralbank nationale Schulden vergemeinschaftet. Dieser Medikamentencocktail hat nicht mehr Stabilität, sondern nur weniger Vertrauen gebracht. Wer heute noch meint, mit gemeinsamen Schulden über Eurobonds den Kapitalmarkt überzeugen zu können, der sollte einen Blick auf die EFSF-Anleihen des Euro-Krisenfonds werfen, die kaum ein Anleger haben will.

Gemeinschaftsanleihen sind Risikopapiere. Wer heute noch meint, Euroland könne erst Schulden sozialisieren und später mal sparen, ist politisch naiv und finanziell blind. Bundesbankpräsident Jens Weidmann hat recht: Deutschland dient als Stabilitätsanker in der Krise allen am besten.

Quelle: F.A.Z.

Market discipline works when other controls fail

The Economist Nov 19th 2011 | from the print edition

ANGELA MERKEL, the German chancellor, spoke for many Europeans when she said last year that “We must re-establish the primacy of politics over the markets.” The Europeans created the euro to prevent the crises caused by currency speculators, only to find themselves pushed around by bond investors.

Politicians have often cursed the markets. Harold Wilson, a British prime minister, used to fulminate against the “gnomes of Zurich” who speculated against the pound. In the mythology of the British Labour Party, a “bankers’ ramp” pushed the party out of office in 1931. James Carville, a political adviser to Bill Clinton, wanted to be reincarnated as the bond market so he could “intimidate everybody”.

In theory, there is an easy answer. If you don’t want to be bothered about the bond markets, don’t borrow from them. The finance ministers of Norway and Saudi Arabia have no cause to worry about their borrowing costs because they are net creditors.

Not all nations can be creditors, of course. But John Maynard Keynes’s plans for the post-1945 monetary system were aimed at limiting the imbalances that arose in the interwar system, and have popped up again in the past 20 years. Since this involved restricting the rights of surplus nations, his plans were circumscribed by Washington, a nice irony now that America is a debtor nation.

After the Bretton Woods system collapsed in 1971, trade imbalances ceased to be much of a constraint on the developed world. Financial markets seemed happy to provide the money to allow countries to run deficits on both the fiscal and trade accounts. This may have led to a fatal complacency on the part of governments, which assumed that their credit was limitless. But rather like Northern Rock, the British bank that became too dependent on the wholesale markets for funding and collapsed in 2007, countries such as Greece and Italy have discovered that investors can suddenly withdraw their favours.

Is the latest run the action of speculators, as Silvio Berlusconi mused in his farewell statement? On the contrary, the sell-off is probably down to caution. The Greek debt deal required private-sector investors to take a 50% hit, while official investors would be repaid in full. This made private-sector investors worry about potential losses elsewhere. They have shifted their assets into the perceived safety of Germany and Britain. In addition, it seems that banks are selling off bonds in an attempt to shrink their balance-sheets and meet new rules designed to make them safer.

Countries can escape from the tyranny of the markets by turning to official lenders: other countries, the International Monetary Fund or the European Financial Stability Facility. But such creditors are just as keen on extracting their pound of flesh (in terms of economic reform) as the private sector.

Vague plans for a fiscal union seem to depend on a bargain in which Germany agrees to transfer money to debtor countries but the debtors agree to limits on their ability to run a deficit. This implies that someone in Brussels (or Frankfurt) will have a veto over a debtor country’s budget.

In short, having lost their ability to control their monetary policy, voters may have to lose control over their fiscal policies as well. National politics will be reduced to dealing with social issues, such as smoking bans.

Perhaps this is inevitable. Just as voters cannot repeal the laws of gravity, they cannot insist that foreign creditors lend them money. Domestic wealth, alternatively, can be taxed or confiscated, although this is a

strategy that is likely to be successful only in the short term or during national emergencies such as the second world war. Capital controls worked under the Bretton Woods system but it is not clear whether they can be enforced in an age where money can be transferred through the click of a mouse.

The prospect of financial ruin was one reason why many people feared the introduction of democracy. “The ignorant majority, when unrestrained by a superior class, always sought to tamper with sound money,” said Thomas Hutchinson, a lieutenant governor of Massachusetts in 1753. Alexander Hamilton described the progressive accumulation of debt as “perhaps the natural disease of all governments.” Over the centuries, countries have tried various rules—the gold standard, balanced-budget requirements, independent central banks—in an attempt to limit government profligacy. But when those rules fail, the markets assert their own grim discipline.

[Economist.com/blogs/buttonwood](https://www.economist.com/blogs/buttonwood)

Pressure on Merkel Amplifies

WSJ 23/11

By **WILLIAM BOSTON** And **STEPHEN FIDLER**

BERLIN—German Chancellor Angela Merkel faces growing calls to soften her resistance to a potentially powerful weapon in Europe's debt crisis: euro-zone bonds that would raise appeal for investors but make each euro member liable for the debts of the others in the currency club.



Associated Press

'The discussion of euro bonds in the midst of the crisis is inappropriate,' Ms. Merkel said.

Adding to the pressure is a market rout as investors flee nearly all euro-zone bonds other than German bunds. Spain on Tuesday was forced to pay a euro-era record 5.11% yield on three-month bills at an auction of treasury bills—more than double the rate it paid at an auction last month.

In a further sign of strain, banks' borrowing from the European Central Bank soared to the highest level since 2009, the central bank said Tuesday. The ECB said it allotted €247.2 billion (\$333.5 billion) in seven-day financing to banks.

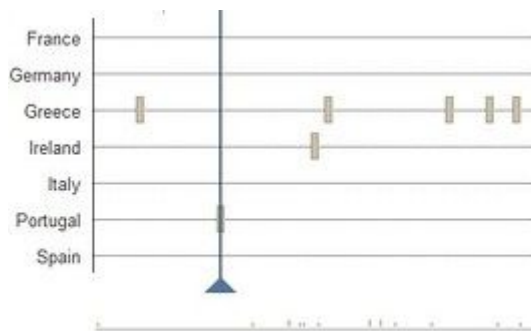
French bond yields also shot up in a sign that the debt crisis was continuing to spread to large, top-rated countries. The Dow Jones Industrial Average fell 53.59 points to 11493.73, and investors fled to the safety of Treasuries, sending the yield on the 10-year note to 1.945%, down 0.018 percentage point.

Asian markets fell Wednesday morning, with Australia's SP/ASX 200 down 1% and South Korea's Kospi Composite down 1.1% in early trading. Markets were closed in Japan for a holiday.

Ms. Merkel on Tuesday stressed that joint debt issuance isn't the right response now. "The discussion of euro bonds in the midst of the crisis is inappropriate," she said.

Debt, Doubt and the Euro Zone

See country-by-country events in the crisis.



Key Players in Europe's Debt Crisis

Europe's political and financial leaders



- [More photos and interactive graphics](#)

Germany has never categorically ruled out the joint issuance of bonds by the euro's 17 national governments, known as euro bonds. But Berlin insists that before euro members collectively raise financing on the open market, they must create rules that force each country to exercise fiscal discipline—or pay a heavy price.

However, many analysts say Ms. Merkel may no longer have the luxury of time to wait for euro-zone economies to heal before working on long-term changes Germany believes are needed to prevent such a crisis from recurring.

Faced with the choice of using any means necessary to save the euro or allowing Italy to default as investors demand an ever-higher risk premium for Rome's debt, Ms. Merkel may be forced to abandon her opposition to extraordinary defensive measures, economists say. Italian bond yields on Tuesday rose to 6.75%, up 0.11 percentage point.

The European Union's executive arm on Wednesday is expected to present proposals that would link the issuance of euro bonds with new powers for the European Commission to intervene in the formation of national budgets—enforcing the kind of discipline Germany is calling for.

The commission is expected to call for more-intrusive monitoring of countries facing severe financing problems and to outline ways the euro zone could combine its financial muscle.

"It is clear that any type of euro bonds would have to go in parallel, hand in hand, with a substantially reinforced fiscal surveillance and policy coordination as an essential counterpart," Olli Rehn, the European Commissioner for Monetary Affairs, said in a speech in Berlin on Tuesday.

Germany hasn't signaled it is ready to accept euro bonds in the near term in return for such budget controls. Collective borrowing would likely increase Germany's cost of servicing its public debt.

Many lawmakers in Ms. Merkel's ruling center-right coalition are deeply skeptical about joint euro-zone liability for debts, which they fear would reduce pressure for southern European countries to rein in government spending. "The moment we let up the pressure, those countries that have such problems will become complacent," German Finance Minister Wolfgang Schäuble said Tuesday.

In addition to being a hard sell to Germany's lawmakers and voters, euro bonds may require amending the country's constitution, requiring a broad consensus among political parties in the euro zone's biggest member.

The European Commission wants governments with funding problems to be subject to frequent monitoring, and is suggesting that other euro-zone member states could "recommend" a government seek a bailout program, effectively forcing it to do so. That could be seen as a trade-off with Germany, granting Berlin a way to force a country into supervision in exchange for collective debt issuance.

Failure to comply with an EU program would entail cutting off EU funding to that country, and the intensified monitoring would continue until three-quarters of a country's bailout loans were repaid. That suggests bailout recipients such as Greece could face special monitoring for a decade or more.

Ms. Merkel is expected to discuss these issues at a meeting in Strasbourg, France, on Thursday with French President Nicolas Sarkozy and newly appointed Italian Prime Minister Mario Monti. The French and German leaders have asked Mr. Monti to come up with "new ideas" to battle the crisis, which now threatens to engulf Italy. Mr. Monti, who is an advocate of euro bonds, said Tuesday that they "must not be seen as a way to elude financial discipline, but as a tool that can contribute even more strongly to render markets more stable and balanced."



The IMF has introduced new liquidity lines to help euro-zone countries under pressure to shed their pesky liquidity worries and "break the chains of contagion." WSJ's Thorold Barker visits Mean Street to discuss.

The commission's paper will suggest three euro-bond options: two would require changes to the EU treaty because they require stronger governments to guarantee bonds of weaker ones. A third option with no cross-country guarantees could be introduced fairly quickly, without changing the treaty—though it would deliver fewer benefits.

The paper acknowledges that unless euro bonds are accompanied by tough budget rules they risk encouraging governments to be profligate.

Last week, the German chancellor acknowledged none of the measures adopted by EU leaders in a series of tiring summits over the past two years has been sufficient to stop the spread of financial contagion.

At a meeting of leaders of Group of 20 industrial and developing nations earlier this month, Ms. Merkel appeared close to approving a plan that would have drawn on the financial reserves of the euro zone's central banks. She was blocked by German Bundesbank President Jens Weidmann.

Mr. Weidmann, a staunch defender of central-bank independence who rejects any move to make the European Central Bank the lender of last resort to euro governments, also indicated what it would take for Germany to compromise on the issue of euro bonds.



A comparison of the stock market's performance during the Greece debt crisis with debt crises in four other countries suggests stocks may have room to rise, says MarketWatch Columnist Mark Hulbert. Laura Mandaro reports. (Image: Getty Images)

Speaking at the same conference as Ms. Merkel and Mr. Rehn, Mr. Weidmann said one alternative to solving the crisis is to create a fiscal-policy union in which national parliaments would give up absolute control over their national budgets. Euro-zone members would create a common fiscal policy and violators would be penalized by suffering a "substantial restriction of national sovereignty," he said.

"In my view, a comprehensive expansion of collective liability is only imaginable at the end of an integration process if these conditions are fulfilled, if liability is coupled with powers of intervention," Mr. Weidmann said.

The dilemma that Germany faces is that the gathering capital flight from Europe's government bond markets may leave too little time for a long integration process to be completed.

The commission proposals are an implicit acknowledgment that the crisis response so far is failing to stem the turmoil. Pessimism is growing about the success of the planned expansion of the European Financial Stability Facility, the euro zone's bailout fund. Meanwhile, more and more euro-zone governments are seeing borrowing costs rise as investors focus not just on the risk of default, but on the risk of a break-up of the euro.

—Chris Emsden, Andreas Kissler and Neelabh Chaturvedi contributed to this article.

Write to William Boston at william.boston@dowjones.com and Stephen Fidler at stephen.fidler@wsj.com

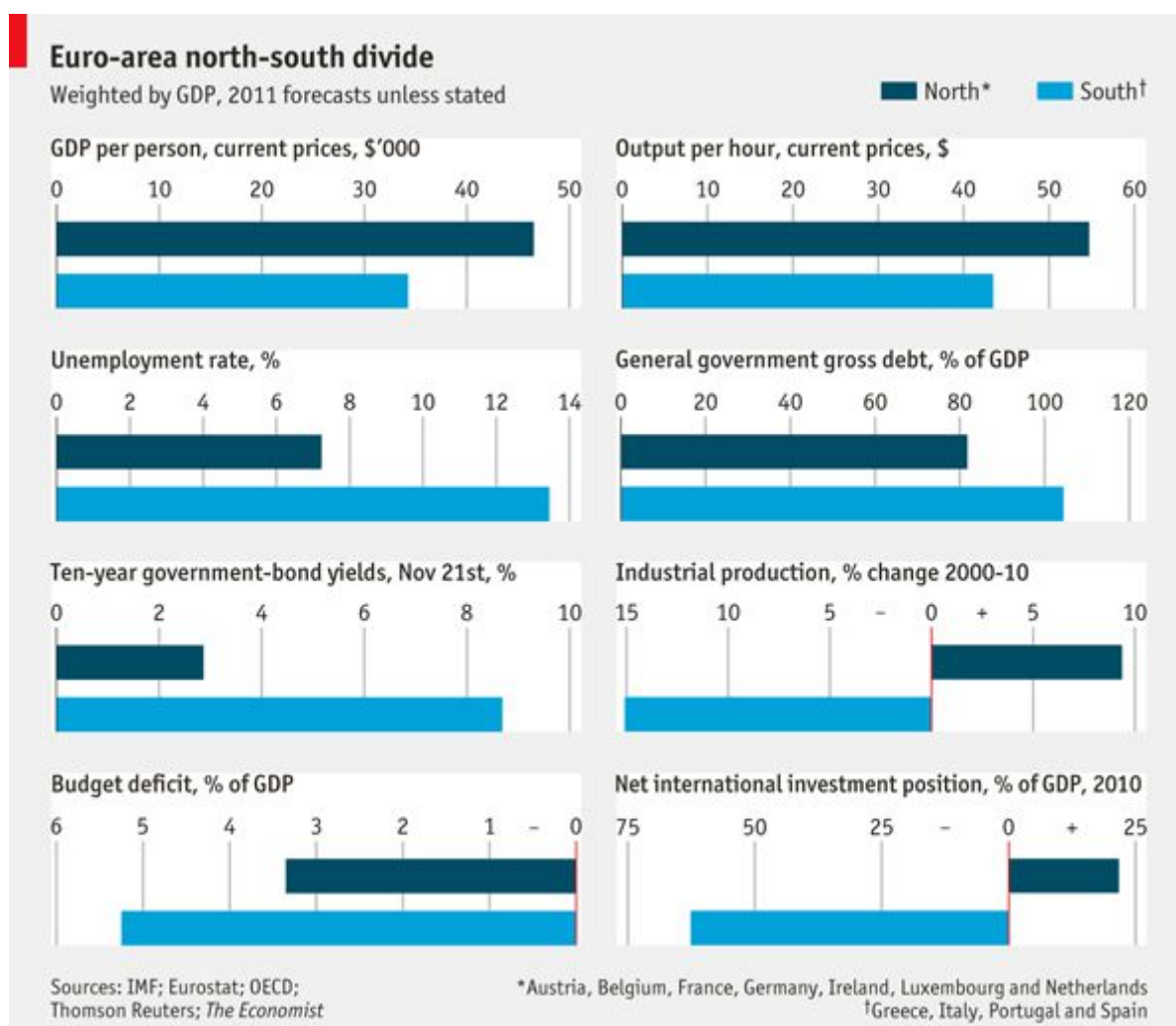
Euro-zone economies

Latitude

Nov 22nd 2011, 17:39 by The Economist online

The economies of southern and northern Europe make strange bedfellows

SINCE bond investors began to discriminate between the euro-zone economies, pushing yields on Spanish, Irish, Greek, Italian and Portuguese government debt soaring, much of the talk in northern Europe has been of profligate governments in the south. As these indicators show, the euro zone's problems go rather deeper than that. A large chunk of the single-currency area has a chronic competitiveness problem, with a horrible mixture of high unemployment, low productivity and low investment. One unsolved mystery is why all this ought to have some correlation with latitude. Answers to the Bundesbank, please.



The euro zone crisis

A signal to watch for

The Economist Nov 22nd 2011, 14:00 by Buttonwood

THINGS need to get worse before they can get better. That is the view of many commentators on the euro zone crisis, who think that only when complete catastrophe seems imminent, will European political leaders take the necessary action. (They don't always agree on what that action might be but it is usually some combination of unlimited bond purchases by the European Central Bank and moves towards fiscal union.)

Richard McGuire, the fixed income strategist at Rabobank, is very much in that camp. He argues that most of the daily headlines, such as changes in Greek and Italian governments, don't matter. The fundamental problem is one currency and 17 separate fiscal authorities; until that situation is resolved, there will be no solution. Austerity policies won't work.

But Mr McGuire has also figured out what the next stage of the crisis will mean for investors. Up until now, the obvious strategy has been to buy German government bonds and sell just about everything else, on the grounds that, if the euro zone does break up, you want your money to be in Deutsche Marks. But if European politicians do unveil a rescue plan, that will either mean the core countries assuming the burden of eurozone debt, or it will mean that long-term inflation risks will have risen.

At that stage, investors will pile out of long-term German government debt and into the short-term debt of countries like Italy (since the credit risk will have disappeared). Given that plans always leak, that's a signal to watch for; a sudden rise in German bond yields. Mr McGuire thinks the crunch will come in the first or second quarter of 2012.

France, and Sarkozy, Look Vulnerable as Euro Crisis Persists

By **STEVEN ERLANGER** and **NICHOLAS KULISH**

PARIS — With the humiliating defeat on Sunday of the Socialists in Spain, the two-year euro crisis has already toppled eight governments, sending shivers of anxiety through the Élysée Palace and even the White House.

The main theme of recent elections has been voters' unhappiness with austerity, uncertainty and whatever party or coalition happens to be in power. But under the pressure of the markets and the demands of Germany, Europe's de facto financial leader, new governments have largely had to promise more of the same.

As the markets have swung from one vulnerable target to another, Ireland, Portugal, Greece, Italy, Finland, Denmark and Slovakia have all altered their governments, either through elections or parliamentary maneuverings.

President **Nicolas Sarkozy** of **France** fears being next, with French bond costs rising to record highs, growth flat and a presidential election in April. The danger of a downgrade of **French bonds** has weakened **Mr. Sarkozy**, undermining his efforts to stay a full partner in the Franco-German couple that is leading efforts to solve the euro crisis.

For now the problem is one of contagion and market confidence. In general the markets want to see Europe and especially Germany stand behind the solvency of Italy. And Germany wants to find a way to do so that will not put German taxpayers on the hook anymore than they already are for Italian, Spanish, Portuguese and Greek bond purchases.

Germany, already dominant but not quite big enough to have its own way, is adamant about a **set of changes to the treaty** governing the **European Union** that would impose German-style fiscal discipline on the 17 countries in the Union that use the euro, known as the euro zone, but in the process further divide the 27-member European Union.

The German disagreement with its partners is on two broad and fundamental issues, one immediate and one longer-term: whether and how to use the **European Central Bank** to stabilize the euro crisis, and how to reshape the euro zone — and thus the European Union itself — for the future. Both issues are fraught, with France in sharp disagreement with Germany over the role of the central bank and also uneasy about any fundamental reshaping of political power in the bloc, which has historically been weighted to France's benefit.

But while Germany is pressing its partners for a longer-term solution to the institutional failings of the euro zone, it has had little useful to propose about the immediate crisis of market speculation over Italy and now France. Instead, it has objected to every suggestion to create a form of collective bond or to use the European Central Bank as a lender of last resort.

"Everyone is waiting for Germany to present a short-term solution, but the only points where they present a solution are medium and long-term," said Henrik Enderlein, professor of political economy at the Hertie School of Governance in Berlin. "I can understand there's a lot of frustration with this type of leadership."

There have been many players with lots of suggestions. The most recent is the European Commission and its president, José Manuel Barroso, who has been pushed to the side in the crisis. He has been vocal in pleading for European solidarity and for finding a way to make bond issuance a collective endeavor for euro zone members. Mr. Barroso will present proposals this week for the issuing of collective bonds, so-called "stability bonds," which could involve limited national guarantees.

But both France and Germany, with their own credit ratings at stake, have opposed any form of Eurobond until the euro zone countries are more aligned economically, which would take some years and more integration.

While France is eager to be an important player in a more integrated European “core” — the 17 euro zone nations — France disagrees with Germany about how to shape it. They also disagree about whether a new treaty would be necessary, a project that would take at least three years. The prospect of a euro zone with its own separate rules and internal obligations sharply displeases the 10 countries in the European Union that currently are outside the euro zone, though all but Sweden, Denmark and Britain, which have opted out of the euro, are obligated to work to one day join the currency — if it survives.

Britain is especially anxious, particularly under a government led by the Conservative Party, traditionally anti-European integration. Britain has always been wary of giving up fiscal sovereignty to Brussels, and it fears that new euro zone arrangements could damage the “single market” that Europe represents or London’s financial sector.

When Prime Minister David Cameron met Chancellor [Angela Merkel](#) of Germany on Friday, the Tory press headlined stories about a “German plot” to take over Europe and a “secret German memo,” not secret at all, that laid out much-discussed German ideas for more integrated governance. France and Germany have been working with the European Council president, [Herman Van Rompuy](#), on proposals to increase collective and European Union oversight of national budgets and statistics, pass debt-limit laws and harmonize certain tax and social welfare policies. The idea is to prevent another meltdown.

But these issues are all long-term in nature and will have little impact on market confidence now.

Mrs. Merkel has said that “if the euro fails, Europe fails.” But her own party, in coalition with the more free-market Free Democrats, is focused on two dangers. The first is that once market pressure is off vulnerable countries, they will stop difficult but vital economic and budgetary changes. Allowing debt-stricken countries to issue bonds guaranteed by the whole euro zone, or allowing the European Central Bank to lend in whatever quantities are necessary to ensure smooth functioning of the markets, the way the Federal Reserve does in the United States, would, in this view, let spendthrift, irresponsible governments off the hook.

Second, the Germans feel that the central bank is one of the last credible institutions left in the European Union. Germany officials argue that it would risk its credentials as a prudent steward of the euro by pumping funding into the financial system.

In an interview last week, Germany’s finance minister, Wolfgang Schäuble, said, “I’m convinced that if we abandoned the promise of euro stability, we would have a few weeks, maybe a few months of relief on the financial markets. But after a few months the problem would return. It is all about trust.”

The Germans believe that once the bank starts buying government bonds in large quantities, “this is going to undermine the trust of the global investor community in the last institution of the euro area,” said Guntram B. Wolff, deputy director at Bruegel, an economic research institute.

France, under attack, understands the argument about moral hazard, he said. “But then they say, ‘Look, moral hazard, yes. But even worse is if the whole thing blows up.’ ”

Nicholas Kulish reported from Berlin.

22. November 2011, 14:02 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Geld drucken gegen die Panik

Ein Kommentar von Henrik Müller

Soll die Europäische Zentralbank unbegrenzt Staatsanleihen aufkaufen, um die Probleme im Euro-Raum zu beenden? Nein, sagen die Deutschen. Doch der Rest der Welt ist anderer Meinung. Dort will man nur noch die Krise bekämpfen - um fast jeden Preis.

Der Bundesbank-Präsident sagt, "die Vereinnahmung der Geldpolitik für finanzpolitischen Zwecke" müsse endlich "zum Ende kommen".

Die Kanzlerin sagt, die Politik solle bloß nicht glauben, dass "die EZB das Problem der Euro-Schwäche lösen" könne.

Der französische Finanzminister sagt, die Pariser Regierung wolle "alle europäischen Institutionen, einschließlich der EZB, einsetzen, um die bestmöglichen Antworten auf die Krise zu geben".

Die Bürger sagen: "Der schlimmste Teil der Krise steht uns noch bevor."

Jens Weidmann, Angela Merkel, François Baroin, der ARD-Deutschland-Trend - vier Stimmen aus der vergangenen Woche. Vier Stimmen, die zeigen, dass die Schuldenkrise sich längst um das Kernstück des europäischen Integration dreht: den Euro und die Europäische Zentralbank (EZB). Nirgends ist die Vereinigung Europas weiter fortgeschritten als bei der Währung. Und über mehr als ein Jahrzehnt hat das Arrangement gut funktioniert - niedrige Inflation, große Einmütigkeit im EZB-Rat, keine nennenswerten politischen Übergriffe auf die Zentralbank.

Doch seit Ausbruch der Krise ist es damit vorbei, wie bereits die Rücktritte der beiden deutschen Notenbanker Axel Weber und Jürgen Stark gezeigt haben. Und Jens Weidmann, seit Mai Bundesbank-Chef, setzt diesen Kurs fort, inzwischen auch mit offener Unterstützung der Kanzlerin.

Zustimmung in Deutschland, Unverständnis im Ausland

So populär dieser Kurs in Deutschland ist, so verständnislos wird er im Ausland beobachtet: Nicht nur im übrigen Europa, auch in den USA und wichtigen Schwellenländern hält sich das Verständnis für die Deutschen in Grenzen.

Ich bin deshalb davon überzeugt, dass sich die deutsche Linie nicht wird durchhalten lassen. Auch wenn sie langfristig richtig sein mag: Ohne Sparen, ohne Strukturreformen und eine unabhängige Zentralbank wird sich ökonomische Stabilität auf Dauer nicht wieder herstellen lassen. Aber im Angesicht der akuten Krise haben sich die Prioritäten verschoben.

Es geht darum, die aktuellen Probleme einzudämmen, um fast jeden Preis. Die Weltgemeinschaft steht bereit, Europa zu helfen. Der Internationale Währungsfonds (IWF) soll womöglich neue Instrumente auflegen, gespeist mit Geldern aus Ländern wie China und Russland. Wir beschäftigen uns im aktuellen managermagazin-Heft in einem umfangreichen Report mit dem immer größeren Einfluss des IWF in Europa.

Man muss sich das vorstellen: Deutlich ärmere Länder wollen dem immer noch ziemlich reichen Euro-Land finanziell unter die Arme greifen. Sie ziehen das überhaupt in Erwägung, weil sie Angst haben vor einer Explosion der Währungsunion und den Rückwirkungen auf ihre eigenen Gesellschaften. Doch Europa wird einen Preis für die beim G-20-Gipfel in Cannes in Aussicht gestellten Hilfen zahlen müssen. Und der besteht

nicht nur darin, dass hochverschuldete Staaten wie Italien unter IWF-Aufsicht eisern sparen müssen, sondern auch dass die EZB in größerem Stil als bisher eingreift.

In Zeiten panischer Märkte müssen Notenbanken Staatsanleihen aufkaufen

Denn die neue globale geldpolitische Doktrin lautet: In Zeiten panischer Finanzmärkte müssen Notenbanken alle Orthodoxien über den Haufen werfen und im Zweifel Staatsanleihen aufkaufen. Die US-Verschuldung wird derzeit zu mehr als der Hälfte von den Notenbanken der USA und Chinas aufgekauft, hat der IWF ausgerechnet. Auch in Großbritannien und Japan helfen die jeweiligen Notenbanken aktiv bei der Staatsfinanzierung.

Es wird schwer zu vermitteln sein, warum sich die EZB zurückhalten sollte, während die **Schwellenländer** in Europa mit Hunderten Milliarden Euro ins Risiko gehen.

Die Bundesbank hätte das nie gemacht - das ist derzeit ein beliebtes Argument in Deutschland. Der erste Sündenfall, der EZB-Beistand für Griechenland im vorigen Jahr, sei schon der Urfehler gewesen, geschuldet der angeblichen Regierungsnähe des damaligen EZB-Chefs **Jean-Claude Trichet**, der von Merkel und **Nicolas Sarkozy** einbestellt worden war. Hans Tietmeyer oder **Karl Otto Pöhl** hätten die beiden abblitzen lassen, so das häufig gehörte Argument. Um jeden Preis hätten sie die Integrität der Notenbank gewahrt. Allerdings: Damals lautete die Alternative nie Intervenieren oder Weltwirtschaftskrise. Die Alternative damals bestand lediglich darin, etwas Inflation mehr oder etwas weniger Inflation zuzulassen.

Der Vergleich mit der Bundesbank greift zu kurz

Der Bundesbank-Vergleich unterschlägt zwei Fakten: Zum einen agierte die bundesdeutsche Notenbank zu D-Mark-Zeiten in einem restriktiven Finanzmarkt-Umfeld. Die Regulierungen war strikt, die Geldversorgung knapp. Auf keinen Fall - und vollkommen richtigerweise - wollte die Bundesbank in eine Situation kommen wie die derzeitige: eine derart hohe Verschuldung der Privaten und des Staates, dass es kaum einen anderen Ausweg zu geben scheint, als die Notenpresse anzuwerfen.

Zum anderen war die Bundesbank die Geldbehörde eines Staates, der über großvolumige Transfermechanismen für einen Ausgleich zwischen wirtschaftlich starken und schwachen Regionen sorgt. Die EZB agiert in einem anderen Setting: Schwache europäische Institutionen und Ausgleichsmechanismen bürden ihr einen Großteil der Anpassungsleistung auf.

Nun aber steckt ein institutionell unterentwickeltes Euro-Land, auf dem historisch hohe gesamtwirtschaftliche Schulden lasten, in einer existentiellen Krise. Dass es so weit kommen konnte, ist das Resultat schlimmer Fehler, auch der Notenbanker selbst, die zu lange die geldpolitischen und regulatorischen Zügel haben schleifen lassen.

Diese Rückschau mag für die längerfristigen Weichenstellungen hilfreich sein - zur Beantwortung der Frage, was sich ändern muss, damit eine solche Krise nicht noch einmal in diesem Jahrhundert passiert. Doch in der prekären Gegenwart kommt man damit nicht weit. Angesichts der akuten Probleme und des Drucks von außen dürfte sich die "Vereinnahmung der Geldpolitik" kaum aufhalten lassen.

- <http://www.spiegel.de/wirtschaft/0,1518,799189,00.html>

11/22/2011 03:13 PM

SPIEGEL ONLINE

The World from Berlin

Will Merkel Change Her Tune on Euro Bonds?

Brussels on Tuesday intensified pressure on Berlin to consider a new proposal for the implementation of euro bonds, but resistance from Merkel's center-right coalition remains fierce. Still, as the euro crisis grows increasingly dire, some German commentators feel that the chancellor will ultimately change her mind.

Stability bonds. That is the new moniker given by the European Commission to euro bonds as it moves toward presenting its most definitive proposal yet for the debt pooling measure on Wednesday.

Indeed, European Economic and Monetary Affairs Commission Olli Rehn was in Berlin on Tuesday to tout Brussels' [three-option study](#) on how bonds issued jointly by the 17 euro-zone member states could help stem the debt crisis.

He did so carefully. Chancellor Angela Merkel remains adamantly opposed to euro bonds, worried as she is that Germany would be disproportionately burdened. Instead, she insists that a clear commitment to rigid fiscal discipline, combined with the euro backstop fund, will be enough to calm markets.

"While the prospect of introducing stability bonds could help alleviate the sovereign debt crisis, I am also aware of the sometimes strong opposition against these ideas," Rehn told a conference of Germany's employers' association. With a nod to Merkel's concerns, he added: "Let me be clear with this ... it is clear that any type of euro bonds would have to go in parallel, hand in hand, with a substantially reinforced fiscal surveillance and policy coordination."

Any such plan would also be "balanced by provisions that ensure sustainable public finances and avoid freeriding on the consolidation efforts of other member states," he said.

Euro Bond Balking

Despite growing pressure to consider such measures, Merkel's center-right coalition remains unyielding. "We reject euro bonds," said Volker Kauder, parliamentary floor leader for Merkel's conservative Christian Democrats. Implementing euro bonds would be the "wrong approach," said Rainer Brüderle, parliamentary group leader for junior coalition party the Free Democrats.

The head of [Germany's central bank](#), the Bundesbank, also warned against hasty attempts to settle the markets. "We cannot allow [thoughts of a deeper union](#) to serve as a pretense to erode the important foundations of our cooperation," he said on Tuesday in Berlin. "But this would be the case if collective responsibility is implemented while establishing strict controls remains a future project."

European integration must be broadened before a model that accommodates euro bonds could work, he said, echoing Merkel's concerns. The chancellor has also warned recently that rushing into European unity could torpedo the union's economic competitiveness.

On Tuesday German commentators explored these concerns. Time is running out, they say.

The center-right **Frankfurter Allgemeine Zeitung** writes:

"What stability instruments haven't EU states invented within the last two years? ... But these haven't helped stabilize the euro zone. Now the European Commission is propagating something new in their option paper:

They're calling euro bonds 'stability bonds.' This speaks to the hope that there is still an instrument that might calm the financial markets after the European Financial Stability Facility (EFSF) euro backstop fund has had hardly any effect so far, which makes printing more money seem like the only remaining option."

"Even the loveliest empty words barely conceal what the EU officials are aiming for -- the collectivization of sovereign debts, the common responsibility of all EU members, and the final break of the hollowed out but still standing bailout ban of the Maastricht Treaty.... Every country that can finance itself on the bond markets without problems should also be responsible for the others. In short: Germany should save the rest of the euro zone."

"There are currently too many 'stability instruments' under discussion. There is a danger that, ultimately, the German government will have to choose between the plague and cholera -- or rather euro bonds and further increases to the EFSF. The Brussels proposal will likely generate more momentum than the chancellor would like."

Financial daily **Handelsblatt** writes:

"Politics are closely linked to rhetoric, and that goes for the euro crisis too. European Commission President Jose Manuel Barroso knows this, thus renaming his long-favored euro bonds as 'stability bonds' instead. The name alone suggests that the euro zone, tormented by the euro crisis, would finally find its footing again with collective bonds."

"But word games can't replace fundamental discussions. This coveted stability can't be conjured up with euro bonds. Debts are debts, regardless of whether the 17 member nations are individually responsible for them, or, as Barroso wants, they take them on together. Euro bonds don't guarantee that the trust lost in the euro zone will be won back. It should also be remembered that euro bonds are incompatible with European Union treaties. ... The EU could change this, but it would likely take years."

"Thus, it once again becomes clear that the European Commission is trying to justify euro bonds economically while actually following purely political aims. Barroso demands solidarity: Prosperous countries should help out the weaker countries, and all should bear the same debt burden."

"Such a leveling of the financial playing field could make sense in the long term. But first the integration of financial and economic policies must take place. Euro bonds are unsuitable as urgent short-term aid. The currency union must find another way out of the crisis."

Left-leaning daily **Die Tageszeitung** writes:

"The euro bond is on the agenda again because of a fundamental euro crisis development in recent weeks: The panic on the financial markets reached key countries like France and Austria, which are now also battling interest rate increases of their own. The derogatory differentiation between the deadbeat southern countries and the ostensibly reliable northern countries doesn't work any longer. The euro-zone countries are all sitting in the same boat -- and they should be rowing together."

"The idea of a euro bond is doubly convincing. Investors would no longer be able to pick out individual member states and demand such astronomical interest rates. Additionally, a gigantic market for euro government bonds -- one comparable with that of the US bond market -- would emerge. This enormous liquidity would push interest rates down, as US experience shows."

"But one problem remains. Euro bonds can't be implemented ad hoc. The euro crisis is intensifying too quickly, leaving just one authority to step in -- the European Central Bank. In the coming weeks it must signal that it will buy up unlimited government bonds, otherwise the euro will collapse."

The left-leaning **Berliner Zeitung** writes:

"People in the euro crisis have become accustomed to one constant: What Chancellor Angela Merkel categorically rejects today can still be implemented tomorrow. That makes the euro-bond debate ... so exciting. A 'no' from Berlin doesn't necessarily mean the last word."

"There are many indications that Germany will have to finally give in again and accept one of two solutions: Either increased bond purchases by the ECB or euro bonds. But in exchange, Merkel will exact a price. She wants to use the acute urgency to construct a euro zone that corresponds to her vision.... If Europe allows this new currency union with rigid controls for countries that exceed debt limits, then Merkel will open herself up to things she has so adamantly rejected. But she's begun a dangerous game. It could come to pass that that the currency union she wants to stabilize according to German plans may no longer exist. Then even the best treaty amendments won't help."

-- *Kristen Allen*

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,799253,00.html>

Une relance de la politique européenne de sécurité et de défense est possible

Le Monde | 22.11.11 | 14h48 • Mis à jour le 22.11.11 | 14h48

Si l'on en croit les experts, l'opération libyenne aurait porté un coup fatal à la politique commune de sécurité et de défense (PSDC) de l'Union européenne : ce qui marche ce sont les coalitions de "volontaires", la coopération franco-britannique et l'OTAN, mais pas l'Europe, trop divisée. Près de vingt ans après la crise balkanique qui avait provoqué un sursaut européen avec une série d'initiatives communes, l'Union européenne de la sécurité et de la défense, en perte de vitesse, semblerait incapable de surmonter cette nouvelle crise.

Le manque d'unité politique au sein des vingt-sept Etats membres, une certaine culture de la démilitarisation et la volonté de jouer cavalier seul ont eu raison de cette impulsion. Aucune nouvelle opération militaire ni mission de police n'a été lancée depuis plus de deux ans, malgré les acquis du traité de Lisbonne. Ce ne sont pourtant pas les crises qui manquent. La région du Sahel en est un cas d'école, avec des menaces immédiates, illustrées par les prises d'otages, et des problématiques de plus long terme, tels que les flux migratoires, la sécurité alimentaire et l'instabilité institutionnelle. On sait ce qu'il faut faire et les plans d'action sont prêts. Ils articulent sécurité et développement au travers d'actions d'assistance, de formation de civils et de militaires, de fourniture d'équipements, de reconquête des services publics et d'aide au développement. Mais ces plans restent dans des cartons. Décidément, la politique a des raisons que la raison ne semble pas connaître.

La bonne nouvelle est que le contexte politique est susceptible de changer. Le Royaume-Uni a besoin de développer un agenda européen plus positif pour contrebalancer ses demandes de désengagement dans le domaine social. Il pourrait choisir d'adopter une attitude plus entreprenante en matière de sécurité commune et de relations extérieures. Marquée par l'opération libyenne, l'Allemagne ne pourra échapper à un rôle stratégique à la mesure de sa stature de géant économique, et qui s'inscrira dans l'UE.

La France doit, quant à elle, clarifier les ambiguïtés d'une position en faveur d'une PSDC ambitieuse, mais aussi séduite par la dynamique des coopérations bilatérales et par le retour au sein du commandement de l'OTAN.

De leur côté, les institutions européennes se mobilisent et sont attentives à l'érosion possible de la crédibilité de l'UE sur la scène internationale, comme l'a rappelé le président de la Commission dans son discours à Berlin le 9 novembre. Enfin, les Etats-Unis se font de plus en plus pressants, car ils veulent partager le fardeau financier des dépenses de sécurité et attendent de l'Europe qu'elle prenne ses responsabilités, comme l'ont rappelé récemment Robert Gates et Léon Panetta, les deux derniers secrétaires américains à la défense.

93 milliards d'euros

Les progrès que l'Europe économique fait sous la pression de la crise de la dette montrent le chemin à suivre pour relancer et renforcer la PSDC. Une intégration accrue est nécessaire si l'on veut tirer les leçons du passé. Les axes d'action possibles ne manquent pas mais sans une communautarisation de la PSDC, une "européanisation" de la mise en commun des moyens militaires et l'élaboration d'une nouvelle stratégie européenne de sécurité et de défense, il sera difficile de faire un réel saut qualitatif.

Le renforcement de la base industrielle européenne de défense est également indispensable et indissociable du volet politique. L'industrie européenne de défense pèse 93 milliards d'euros, 30 % de la production mondiale et près de 400 000 emplois. Mais elle souffre des restrictions budgétaires - les dépenses militaires de l'UE sont passées de 3 à moins de 1,7 % du PIB en trente ans.

Le président de la Commission vient de demander à Michel Barnier et à Antonio Tajani d'animer un groupe de projet au sein de la Commission dont l'objectif est d'explorer les options possibles pour rendre l'industrie européenne de défense et de sécurité plus forte et plus compétitive. Ce chantier permettra à la Commission de mobiliser tous les instruments de sa boîte à outils politique industrielle, marché unique, financement de technologie et d'innovation, et d'alimenter le dialogue et la coopération avec l'Agence européenne de défense, autre acteur-clé dans ce domaine.

Enfin, rien de durable ne pourra être effectué sans un renouvellement du discours politique sur la nécessité pour l'Europe d'utiliser toutes les cordes à son arc diplomatique, y compris la force.

Dans un monde globalisé dans lequel chaque acteur défend ses intérêts et ses valeurs bec et ongles, il ne faut pas être naïf. Il s'agit de la capacité de l'Europe de défendre la sécurité et la prospérité de ses citoyens.

Les opinions présentées dans cet article n'engagent pas la Commission européenne.

Eric Peters, conseiller au bureau de politique européenne du président de la Commission européenne

Article paru dans l'édition du 23.11.11

Assortis de nouvelles conditions, les eurobonds pourraient convaincre l'Allemagne

LEMONDE.FR | 22.11.11 | 13h09 • Mis à jour le 22.11.11 | 13h16



Olli Rehn, commissaire européen chargé des affaires économiques et monétaires, a confirmé "que toute forme d'euro-obligation devrait s'accompagner d'un renforcement du contrôle de la discipline budgétaire et d'une coordination des politiques".AFP/GEORGES GOBET

Pour l'Allemagne, c'est toujours non, mais les mentalités sont en train d'évoluer. Alors qu'une nouvelle proposition sur des eurobonds, titres de dette garantis en commun par les membres de la zone euro, est en cours d'élaboration au sein de la Commission européenne, Berlin persiste dans son refus de toute extension du rôle de la Banque centrale européenne (BCE) au-delà du simple maintien des prix.

La chancelière allemande, Angela Merkel, estime que la création de ces bons déresponsabiliserait les Etats, en leur permettant d'emprunter à des taux très bas, et les dissuaderait d'engager des réformes budgétaires. Pourtant, les commissaires européens continuent de plancher sur le sujet, et cette fois, leur proposition pourrait recevoir un accueil plus favorable du côté de Berlin.

Les [propositions de Bruxelles](#) (lien payant) seront présentées mercredi 23 novembre, mais selon des documents préparatoires qui ont fuité lundi dans la presse, notamment dans le *Financial Times*, la Commission propose trois modèles d'euro-obligations plus ou moins élaborés. Le premier prévoit de remplacer purement et simplement les emprunts nationaux par des euro-obligations. Le deuxième suggère de substituer seulement une partie des émissions nationales par des titres européens. La troisième solution, moins contraignante, verrait la création d'obligations communes, mais pour lesquelles chaque Etat serait tenu d'apporter des garanties seulement à hauteur de sa part respective de dette.

UN ENCADREMENT PLUS STRICT DES PAYS MEMBRES

Le "livre vert" en cours d'écriture précise que les eurobonds auraient l'avantage, contrairement aux bons du Trésor nationaux, de s'échanger facilement et à des taux relativement faibles, ce qui éliminerait les problèmes de liquidité actuellement rencontrés sur les marchés. Seule ombre au tableau : l'obligation, pour ce faire, de réformer en profondeur les traités européens, un processus qui pourrait prendre plusieurs années et qui n'a pas la faveur de Berlin.

Pour contourner les craintes de l'Allemagne sur la possibilité pour les économies périphériques de jouer les "passagers clandestins", la Commission européenne propose un encadrement strict des pays participants : les autorités européennes approuveraient, ou non, le budget de chaque Etat-membre de la zone euro avant que celui-ci ne soit soumis aux parlements nationaux et en cas de déviance, le pays pourrait être temporairement pris en main par l'Union européenne, rapporte le document.

Une condition appuyée par Olli Rehn, le commissaire européen aux affaires économiques, a confirmé, lors d'un discours mardi à Berlin, "que toute forme d'euro-obligation devrait s'accompagner, en parallèle, d'un

renforcement du contrôle de la discipline budgétaire et d'une coordination des politiques, comme contrepartie essentielle".

UNE SOLUTION APPARAISSANT DE PLUS EN PLUS COMME LA SEULE VIABLE

N'en déplaise à l'Allemagne, les eurobonds ont été conçus pour pallier ce qu'il manque actuellement pour une relance efficace de l'économie dans la zone euro : la possibilité d'intervenir sur la politique budgétaire au niveau européen. Comme le soulignait dès février 2010 [une étude de l'Institut Montaigne \(PDF\)](#), *"l'introduction d'un eurobond garantira la conduite d'orientations compatibles"*, et *"l'eurobond conditionnera le bénéfice de la caution allemande au respect d'engagements mutuels"*. Le cadre offert par les eurobonds est en effet prévu pour être nettement plus contraignant que les critères du Pacte de stabilité et de croissance, *"qui permet [aux pays déficitaires] de s'endetter sans pénalité sur les marchés de capitaux, grâce à la caution solidaire supposée de Berlin"*.

Même si l'idée de créer des eurobonds n'est pas nouvelle, comme le rappelaient déjà fin 2010 [deux économistes de Barclays dans les colonnes du Monde](#), elle se heurte depuis toujours à un blocage psychologique de taille : l'élaboration indispensable d'un *"projet politique et fiscal commun"*. *"Lancer une obligation euro ne résoudrait pas l'ampleur des divergences de situations budgétaires creusées depuis dix ans. Mais cela pose la question indispensable du degré de solidarité budgétaire requis pour la soutenabilité de l'union monétaire."* La question va donc bien au-delà d'un simple problème de financement de dette sur les marchés, il en va de la cohérence du projet européen dans son ensemble.

L'UE À COURS DE MUNITIONS CONTRE LA CRISE

Et le temps presse : la BCE, très sollicitée actuellement pour acheter de la dette italienne et espagnole, va bientôt arriver au maximum de ses possibilités et le Fonds européen de soutien financier n'a pas les capacités de prêter à de grands pays, soulignent les économistes de Natixis dans une note interne. Selon eux, cet assèchement programmé du crédit pourrait précipiter la création des eurobonds, qui présenteraient l'avantage non négligeable *"d'empêcher les spéculateurs d'arbitrer [en faveur d']un pays contre un autre"*.

Toujours selon Natixis, des solutions existent par ailleurs pour éliminer l'aléa moral lié à des titres de dette mutualisés, notamment par le biais d'un système de *"bonus-malus sur les taux d'intérêt faits aux pays en fonction de la situation de leurs finances publiques"*.

Mis sur la table officiellement mercredi, le nouveau projet de Bruxelles sur les eurobonds sera probablement discuté jeudi au cours d'une rencontre à Strasbourg entre Nicolas Sarkozy, Angela Merkel et le nouveau président du conseil italien, Mario Monti.

Audrey Fournier

Schuldenkrise: EU-Währungskommissar wirbt in Berlin für Eurobonds

22.11.2011 2011-11-22T11:52:00+0100 ·

Eurobonds heißen jetzt „Stabilitäts-Anleihen“. Die Bundesregierung bleibt skeptisch. Doch EU-Währungskommissar Olli Rehn will sie weiter zum Umdenken bewegen. Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn nennt den Plan einen „Weg ins Verderben Europas“.

EU-Währungskommissar Olli Rehn ist zuversichtlich, dass die Bundesregierung bei den umstrittenen Eurobonds noch umdenkt. Mit diesem Instrument zur gemeinsamen Schuldenaufnahme der Euro-Länder könne mehr Stabilität erreicht werden, sagte der Vizepräsident der EU-Kommission am Dienstag in Berlin. Verknüpft werden müssten die Eurobonds mit einer strengen Fiskalpolitik im Euroraum.

Angesicht des faktischen Stillstands beim Wachstum in Europa seien jetzt dringend „systematische Antworten“ auf die Vertrauenskrise erforderlich, die die Schulden- und Bankenkrise ausgelöst habe. Wenn nichts geschehe, würden die Volkswirtschaften in Europa weiter erodieren. Die EU-Kommission werde deshalb an diesem Mittwoch Vorschläge machen, die in einigen Punkten über die bisherigen Beschlüsse der EU-Staats- und Regierungschefs hinausgingen, sagte Rehn.

So will die EU die Aufsicht über die Staatshaushalte für die Euro-Länder erheblich ausweiten und Etatpläne gegebenenfalls vorab prüfen. Für die von der Kommission in „Stabilitätsbonds“ umfirmierten Eurobonds werden mehrere Optionen vorgeschlagen. Eine Lösung sieht die Ausgabe von gemeinsamen Schuldscheinen vor, für die jedes Land anteilig haften soll. In einer anderen Option würde ein Teil der Anleihen in nationaler Verantwortung bleiben.

Rehn sagte, er setze mit der Vorlage des Kommissionspakets auf den Beginn einer „rationalen Debatte“ in den Euro-Ländern. Die Bundesregierung hat bislang betont reserviert auf die angekündigten Vorschläge aus Brüssel reagiert. Politiker von Union und FDP haben sie als unannehmbar zurückgewiesen.

Ein Offizieller der EU-Kommission erklärte dazu in Berlin, es gebe nicht viele Möglichkeiten, um eine finanzielle Stabilisierung zu erreichen. Man beobachte die erkennbare „gewisse Bewegung“ in Berlin beim Thema der Eurobonds deshalb mit Interesse.

Nach seiner Einschätzung ist der Anstieg der Renditeaufschläge für langfristige französische Staatsanleihen derzeit noch nicht besorgniserregend. Sie hatten in der vergangenen Woche erstmals seit Bestehen der gemeinsamen Währung um zwei Prozent über den deutschen Papieren gelegen. Anders sehe die Lage für Italien aus. Auf Dauer sei die hohe Zinsdifferenz für das Land nicht verkraftbar, hieß es.

Juncker für „Prüfung ohne Vorurteile“

Der Vorsitzende der Gruppe der 17 Euro-Staaten, Luxemburgs Regierungschef Jean-Claude Juncker, forderte Deutschland zu einer vorurteilslosen Prüfung von Eurobonds auf. „Ich weiß, dass in Deutschland die Kanzlerin, der Finanzminister und andere die Idee von Eurobonds nicht spontan mögen“, sagte Juncker am Dienstag in Luxemburg. Der Vorschlag der EU-Kommission vom Mittwoch müsse jedoch geprüft werden. „Alle Seiten müssen über diese Vorschläge ohne jene Vorurteile meditieren, die man haben könnte, wenn man diese Frage sehr systematisch betrachtet.“

Er sei überzeugt, dass es „Argumente für eine bestimmte Art von Eurobonds gibt, aber dass dieser Eurobond nicht in einer sehr kurzen Zeit Wirklichkeit werden könnte“. „Ich würde also den Vorschlag, den die Kommission macht, nicht als eine mögliche Antwort auf die kurzfristigen Probleme sehen, denen wir gegenüber stehen.“ Der griechische Regierungschef Lukas Papademos sagte, die mögliche Wirksamkeit von Eurobonds müsse „in einem größeren Rahmen“ einer Wirtschaftspolitik gesehen werden, die solche Anleihen an „wichtige Voraussetzungen“ bindet.

Juncker wandte sich gegen Spekulationen über eine mögliche Herabstufung des Ratings für französische Staatsanleihen. „Ich glaube nicht, dass das Ratings Frankreichs verschlechtert werden sollte. Ich kann keine kurz- oder mittelfristigen Gründe dafür sehen.“ Der Chef der Eurogruppe warnte auch vor Spekulationen über Italien: „Die Tatsache, dass sich Präsident Nicolas Sarkozy und Kanzlerin Angela Merkel am Donnerstag mit Mario Monti treffen, ist kein Grund für die Annahme, dass Italien um europäische Hilfe bitten würde.“

Ifo-Chef Sinn - Weg über Eurobonds führt ins Verderben

Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn lehnt die Pläne der EU-Kommission zur Einführung von Eurobonds als verhängnisvoll ab. „Dies ist der Weg ins Verderben Europas“, warnte Sinn am Dienstag in Berlin beim Deutschen Arbeitgebertag. „**Wir müssen alles tun, um die Kontrollfunktion der Kapitalmärkte zu erhalten**“, forderte er dagegen. „Aber ich fürchte, dass die EU-Kommission ganz anderes vorhat.“ Sinn forderte, die Krisenländer sollten auch zukünftig selbst die Folgen ihrer falschen Budget- und Finanzpolitik ausbaden. Wenn man aber den Weg der „Schuldensozialisierung“ gehe, dann „versündigt man sich an der Zukunft unserer Kinder“.



Ökonom Sinn: „Wir müssen alles tun, um die Kontrollfunktion der Kapitalmärkte zu erhalten“

Für Deutschland könnte der Weg über Eurobonds nach den Worten von Sinn jährliche Zusatzlasten von bis zu 50 Milliarden Euro mit sich bringen. Was man damit schaffen könnte, wäre allenfalls eine kurzfristige Beruhigung der Kapitalmärkte, aber auf Kosten langfristiger riesiger Lasten. Gehe man in diese Richtung, versinke Europa im Schuldensumpf.

Sinn plädierte erneut für ein Ausscheiden Griechenlands aus der Euro-Zone. „Man kann Griechenland nicht mehr im Euro halten“, sagte er. Dagegen erklärte der Chef des Instituts der Deutschen Wirtschaft (IW), Michael Hüther, Griechenlands Probleme ließen sich auch in der Währungszone lösen. Dagegen könnte ein Ausscheiden des Landes aus der Euro-Zone unabsehbare Kollateralschäden mit sich bringen.

Quelle: DPA/Reuters

Des juges interdisent les licenciements boursiers

Par [Marie Bartnik](#) Mis à jour le 21/11/2011 à 16:55 | publié le 21/11/2011 à 15:25 Réactions (104)

Plusieurs décisions récentes ont durci les conditions du licenciement économique en France, jusqu'à interdire purement et simplement des licenciements boursiers. Une petite révolution en matière de droit social.

Leur emploi aurait dû être délocalisé en Inde, au Brésil ou en Chine. L'employeur des salariés de **Sodimédical**, d'**Ethicon** et de **Viveo** avait décidé de fermer leur usine de matériel médical pour les deux premières entreprises, de conception et de maintenance de logiciels bancaires pour la troisième mettant sur le carreau près de 500 personnes. Pourtant, leur situation financière, qui n'était pas préoccupante, ne semblait pas justifier une décision aussi radicale. C'est du moins ce qu'ont tranché les juges dans trois décisions récentes, qui ont provoqué une petite révolution en matière de droit social.

En février 2011, pour la première fois, le tribunal de grande instance de Troyes, saisi par les salariés de Sodimédical, a jugé que l'absence de motif économique justifiait la nullité d'un plan social. «Auparavant, lorsque le motif économique n'était pas avéré, le juge déclarait le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) sans cause réelle et sérieuse. Cela occasionnait le paiement de dommages et intérêts aux salariés, mais leur emploi était perdu, explique Stéphane Béal, avocat en droit social chez Fidal. Désormais, le juge déclare le plan social inexistant». Chaque salarié peut donc, fort de ces décisions, saisir les prud'hommes pour demander sa réintégration. Deux décisions similaires ont été rendues par la suite, par la Cour d'appel de Paris le 12 mai 2011 - l'affaire Viveo - et par le tribunal de grande instance de Nanterre le 21 octobre dernier - le dossier Ethicon.

Réaction aux abus constatés, chez Goodyear ou Continental

Avocat des salariés dans ces trois affaires, Philippe Brun y voit une «révolution culturelle douce». «C'est une véritable jurisprudence anti-délocalisation. Comment pouvait-on faire un plan social sans cause économique ? Les juges ont osé imposer ce que le législateur n'a jamais eu le courage de voter», estime-t-il. La jurisprudence avait déjà peu à peu durci les conditions du licenciement économique. Depuis 1995 par exemple, la santé financière d'une entreprise est appréciée au sens large, en tenant compte de son secteur, ou encore du groupe à laquelle elle appartient. Mais cette fois, ce revirement de jurisprudence revient à interdire purement et simplement les licenciements dit «boursiers».

«Les juges répondent clairement à une situation conjoncturelle, analyse Caroline André-Hesse, avocate en droit social chez Altana. Ils réagissent aux abus constatés par exemple chez **Goodyear** ou **Continental**, alors même que les bassins d'emplois sont sinistrés». De quoi faire peur aux entreprises, qui s'inquiètent de ce durcissement. Au point que beaucoup contournent désormais la procédure du licenciement économique, et concluent des ruptures conventionnelles et des procédures individuelles en pagaille. «Si ces décisions sont confirmées par la Cour de cassation, je crains que cette tendance ne s'accélère. Le salarié n'y gagnera pas forcément», estime Stéphane Béal.

Claire Fougea, avocate chez Franklin, est encore plus pessimiste. «Pour beaucoup d'entreprises, un plan de licenciement est un moyen de redresser la situation avant qu'il ne soit trop tard. Attention à ne pas attendre qu'une entreprise soit au bord du dépôt de bilan pour l'autoriser à licencier. Cela se traduira par davantage de suppressions d'emplois, et l'entreprise n'aura plus les moyens d'accompagner les salariés», avertit l'avocate.

«L'employeur n'est pas de droit divin»

Ce revirement légal pourrait par ailleurs faire long feu. Saisie par le groupe propriétaire de Viveo, la Cour de cassation devrait se prononcer au printemps 2012. Et imposer sa jurisprudence. Si l'avocat des salariés, Philippe Lebrun, se dit «très confiant» sur l'issue de la procédure («L'employeur n'est pas de droit divin», tempête-t-il), la plupart des juristes sont plus sceptiques. Les juges du pôle 6 de la cour d'appel de Paris et du TGI de Nanterre sont connus pour leurs prises de positions protectrices à l'égard des salariés. Mais ceux de la Cour de cassation pourraient s'avérer plus conservateurs.

Choose your poison

The Economist Nov 21st 2011, 14:24 by Buttonwood

ANOTHER bad day for the markets. Investors seem to have taken little heart from the sweeping victory of the Popular Party in Spain, focusing instead on the failure of the US super-committee to agree on a deal and rather gloomy [statement](#) on the global economy from Chinese vice premier Wang Qishan.

In the euro zone, investors may be suffering from what Lombard Street Research neatly describes as "crisis solution fatigue". An FT story suggested a plan for eurobonds may be issued this week; last week, the market was pinning its hopes on the ECB and the IMF and it was long ago that the European Financial Stability Facility was the rescue vehicle of choice.

The idea behind eurobonds is to allow the weaker countries to benefit from the financial strength of the likes of Germany and the Netherlands. After all, at the aggregate level, eurozone government indebtedness is no worse than that of the US. But the *quid pro quo* for such a deal is some kind of central control over the fiscal policies of euro zone governments. As Lombard remarks

we remain a long way from any kind of comprehensive solution to Europe's crisis. To start, the most draconian form of Eurobond - probably the one that would appeal most to the Germans who have to fund it, will face stiff opposition everywhere else. Many countries will oppose the loss of sovereignty this scheme seeks to impose on them. Sure, there are times when democratic deficits are manageable, but deep recession/depression is not typically one of them.

To be fair to European leaders, they have an extremely difficult circle to square. Euro zone countries have variants of six problems; slow growth; high private sector debt; high government debt-to-GDP ratios; wide fiscal deficits; high funding costs; and uncompetitive economies. There is no way of solving all these problems at once. If you think that the problem of slow growth is caused by uncompetitive economies (as the ECB seems to do), then the answer is to push governments into reform. As Jacob Kirkegaard of the Peterson Institute argues in a recent [paper](#), this strategy has been rather successful, with new governments in place in all five PIIGS countries, all of which are committed to reform.

It is now clear that the ECB under the new presidency of Mario Draghi, the former governor of the Bank of Italy, has been vindicated in its strategy of refusing to defend Italian bond spreads around the 400-450 basis points, thereby forcing Italy to implement the reforms the central bank sought in August. In the end, it was the Italian political class that blinked first in this latest game of chicken and pushed Berlusconi out.

But others disagree violently. David Zervos of Jefferies describes the Kirkegaard paper as

one of the most misguided pieces of research on the euro crisis

describing the strategy as "sado-fiscalism". To many people, the danger is clear. The crisis is steadily spreading from country to country with bond yields rising outside Germany. We risk a bond buyers' strike. Higher bond yields also add to the contractionary pressures placed on the economy by fiscal austerity packages. And the iced botulism on this cake is the threat to the banking system. Banks are having difficulty getting finance; many are turning to the US for (very expensive) finance in the form of collateral swaps that allow the Europeans to get access to the ECB.

So for the expansionist camp, the answer is for the ECB simply to turn on the taps, buying all the government bonds it can, as well as supporting the banks. Of course, that won't deal with the competitiveness problem. But if the euro zone is not careful, it may blunder into a very deep recession.

The ECB is getting a lot of flak at the moment. But on one crucial point, it was right. It warned that forcing Greek bond investors to take a writedown would unleash contagion effects; ever since the idea was floated that the Greeks would impose a 50% hit, contagion has duly occurred

Boring Cruel Romantics

By PAUL KRUGMAN OP-ED columnist

There's a word I keep hearing lately: "technocrat." Sometimes it's used as a term of scorn — the creators of the euro, we're told, were technocrats who failed to take human and cultural factors into account. Sometimes it's a term of praise: the newly installed prime ministers of Greece and Italy are described as technocrats who will rise above politics and do what needs to be done.

I call foul. I know from technocrats; sometimes I even play one myself. And these people — the people who bullied Europe into adopting a common currency, the people who are bullying both Europe and the United States into austerity — aren't technocrats. They are, instead, deeply impractical romantics.

They are, to be sure, a peculiarly boring breed of romantic, speaking in turgid prose rather than poetry. And the things they demand on behalf of their romantic visions are often cruel, involving huge sacrifices from ordinary workers and families. But the fact remains that those visions are driven by dreams about the way things should be rather than by a cool assessment of the way things really are.

And to save the world economy we must topple these dangerous romantics from their pedestals.

Let's start with the creation of the euro. If you think that this was a project driven by careful calculation of costs and benefits, you have been misinformed.

The truth is that Europe's march toward a common currency was, from the beginning, a dubious project on any objective economic analysis. The continent's economies were too disparate to function smoothly with one-size-fits-all monetary policy, too likely to experience "asymmetric shocks" in which some countries slumped while others boomed. And unlike U.S. states, European countries weren't part of a single nation with a unified budget and a labor market tied together by a common language.

So why did those "technocrats" push so hard for the euro, disregarding many warnings from economists? Partly it was the dream of European unification, which the Continent's elite found so alluring that its members waved away practical objections. And partly it was a leap of economic faith, the hope — driven by the will to believe, despite vast evidence to the contrary — that everything would work out as long as nations practiced the Victorian virtues of price stability and fiscal prudence.

Sad to say, things did not work out as promised. But rather than adjusting to reality, those supposed technocrats just doubled down — insisting, for example, that Greece could avoid default through savage austerity, when anyone who actually did the math knew better.

Let me single out in particular the European Central Bank (E.C.B.), which is supposed to be the ultimate technocratic institution, and which has been especially notable for taking refuge in fantasy as things go wrong. Last year, for example, the bank affirmed its belief in the confidence fairy — that is, the claim that budget cuts in a depressed economy will actually promote expansion, by raising business and consumer confidence. Strange to say, that hasn't happened anywhere.

And now, with Europe in crisis — a crisis that can't be contained unless the E.C.B. steps in to stop the vicious circle of financial collapse — its leaders still cling to the notion that price stability cures all ills. Last week Mario Draghi, the E.C.B.'s new president, declared that "anchoring inflation expectations" is "the major contribution we can make in support of sustainable growth, employment creation and financial stability."

This is an utterly fantastic claim to make at a time when expected European inflation is, if anything, too low, and what's roiling the markets is fear of more or less immediate financial collapse. And it's more like a religious proclamation than a technocratic assessment.

Just to be clear, this is not an anti-European rant, since we have our own pseudo-technocrats warping the policy debate. In particular, allegedly nonpartisan groups of "experts" — the Committee for a Responsible Federal Budget, the Concord Coalition, and so on — have been all too successful at hijacking the economic policy debate, shifting its focus from jobs to deficits.

Real technocrats would have asked why this makes sense at a time when the unemployment rate is 9 percent and the interest rate on U.S. debt is only 2 percent. But like the E.C.B., our fiscal scolds have their story about what's important, and they're sticking to it no matter what the data say.

So am I against technocrats? Not at all. I like technocrats — technocrats are friends of mine. And we need technical expertise to deal with our economic woes.

But our discourse is being badly distorted by ideologues and wishful thinkers — boring, cruel romantics — pretending to be technocrats. And it's time to puncture their pretensions.

Conspiracies, Coups and Currencies

By ROSS DOUTHAT OP-ED Columnist

The murmurs about Barack Obama being forced out began in Berlin and Beijing. After his party lost the midterm vote, there were hints that a government of technocrats would be imposed on America, to save the country from a debt crisis and the world from a depression.

As the debt-ceiling negotiations stalled out over the summer, a global coalition — led by Germany, China and the International Monetary Fund — began working behind the scenes to ease Obama out of the White House. The credit downgrade was the final blow: the president had lost the confidence of the world's shadow government, and his administration could no longer survive.

Within days, thanks to some unusual constitutional maneuvering, Obama resigned the presidency and Michael Bloomberg was invited to take the oath of office. With Beijing issuing veiled threats against our currency, Congress had no choice but to turn the country's finances over to the Senate's bipartisan Gang of 6, which in turn acceded to Chinese and German "supervision" of their negotiations. Meanwhile, there was a growing consensus in Europe and Asia that only a true global superstate could prevent the debt contagion from spreading ...

FOR Americans, the scenario I've just imagined is a paranoid fantasy, the kind of New World Order nightmare that haunts the sleep of black-helicopter watchers and Trilateral Commission obsessives.

But for the inhabitants of Italy and Greece, who have just watched democratically elected governments toppled by pressure from financiers, European Union bureaucrats and foreign heads of state, it evokes the cold reality of 21st-century politics. Democracy may be nice in theory, but in a time of crisis it's the technocrats who really get to call the shots. National sovereignty is a pretty concept, but the survival of the European common currency comes first.

There were few tears in Italy and Greece for Silvio Berlusconi and George Papandreou, the prime ministers — respectively corrupt and hapless — whose downfalls were engineered by the Brussels-Berlin-Paris axis. But their forced departures, however welcome, open a troubling window on what a true European state would look like. Stability would be achieved at the expense of democracy: the rituals of parliaments and elections would endure, but the real decision-making power would pass permanently to the forces represented by the so-called "Frankfurt Group" — an ad hoc inner circle consisting of Germany's Angela Merkel, France's Nicolas Sarkozy and a cluster of bankers and E.U. functionaries, which has been spearheaded European crisis management since October.

The preview is important because this is precisely the future that almost every informed commentator assumes Europe needs to embrace in order to save the euro and prevent an economic meltdown. The old conventional wisdom held that a continentwide currency union was a wonderful idea, and that euroskeptics were all knuckle-dragging troglodytes. The new conventional wisdom is that yes, well, maybe the knuckle-draggers were right about the perils of the euro, but it's far too late to back out now.

Or at least it's too late at the moment. After the current crisis has passed, some voices have suggested, there will be time to reverse the ongoing centralization of power and reconsider the E.U.'s increasingly undemocratic character. Today the Continent needs a unified fiscal policy and a central bank that's willing to behave like the Federal Reserve, Bloomberg View's Clive Crook has [suggested](#). But as soon as the euro is stabilized, Europe's leaders should start "giving popular sovereignty some voice in other aspects of the E.U. project."

This seems like wishful thinking. Major political consolidations are rarely undone swiftly, and they just as often build upon themselves. The technocratic coups in Greece and Italy have revealed the power that the E.U.'s leadership can exercise over the internal politics of member states. If Germany has to effectively backstop the Continent's debt in order to save the European project, it's hard to see why the Frankfurt Group (its German members, especially) would ever consent to dilute that power.

One could argue that the Greeks and Italians — and the Spanish and the Irish and everyone else — should have known what they were signing up for when they joined the euro in the first place. But the fact is that the project of European union has never enjoyed deep popular support. Its advocates were always adept at [re-running referendums](#) until the vote came out their way, or designing treaties that bypassed the voting public entirely. The *people* of Europe have always been wary of trading their sovereignty for ever-greater unity — and now we can see why.

From the American perspective, a more centralized and undemocratic Europe is clearly preferable to the risk of another recession. For the staggering world economy, it would be disastrous if a burst of nationalism somehow broke up Europe's common currency.

But that's easy for us to say: it isn't our self-government that's at stake.

Europäische Zentralbank: Der letzte Gläubiger

FAZ 19.11.2011 2011-11-19T16:00:00+0100 ·

Die Krisenländer betteln bei der Europäischen Zentralbank um Geld. Wird sie weich, ist die nächste Krise programmiert.

Von Patrick Bernau



© Illustration SIS

Es hatte etwas Flehendes - dabei kam der Satz vom Ministerpräsidenten eines gestandenen Landes mit großer Geschichte. „Jetzt bedarf es einer Europäischen Zentralbank, die auch wirklich ihrem Namen gerecht wird und die gemeinsame Währung verteidigt“, rief der spanische Regierungschef José Zapatero am Mittwoch von Madrid nach Frankfurt. Seine Bitte: Die Europäische Zentralbank soll die Anleihen kaufen, die andere Kreditgeber der spanischen Regierung nicht mehr abnehmen. Fast sieben Prozent Zinsen musste Spanien am Donnerstag bieten - das ist knapp unter der Grenze, ab der ein Staat in der EU als reif für den Rettungsfonds gilt.

Zapatero ist nicht allein. Längst sind es nicht mehr nur die Südstaaten, die so genannten „Pigs“-Länder, die Probleme mit ihren Krediten haben. Auch die Zinsen für Frankreich und Österreich stehen auf Rekordhöhe, wenn man sie mit denen Deutschlands vergleicht. Vergangene Woche traf die Angst der Anleger erstmals sogar die Niederlande und Finnland, die bislang als sehr solide galten. Erste Fondsmanager richten sich schon auf einen Zerfall der Eurozone ein. Nicht mal Deutschland scheint von allem noch unbehelligt. Zwar bekam Finanzminister Schäuble in der vergangenen Woche noch ein-mal Kredit zu rekordtiefen Zinsen - aber nur mit Mühe konnte er alle Anleihen plazieren.

Heftige Gegenwehr

Niedrige Zinsen hätte Spaniens Regierungschef Zapatero auch gerne. Doch mit seiner Bitte um Anleihekäufe stieß er auf heftige Gegenwehr. Bundesbank-Präsident Jens Weidmann schimpfte, solche Käufe hätten deutlich mehr Nachteile als Vorteile. Und auch EZB-Chef Mario Draghi stellte sich gegen Zapateros Wunsch.

Mit dieser Position stehen Draghi und sein deutscher Kollege Weidmann international inzwischen ziemlich allein da. Vor allem in Großbritannien und den Vereinigten Staaten drängen Ökonomen die Europäische Zentralbank zum Anleihenkauf. Sie sagen: Kreditgeber können so ängstlich werden, dass aus einem kurzfristigen finanziellen Engpass wie dem von Spanien oder Italien ein großes Problem werden könne.

Deshalb fordern sie, die Zentralbank müsse die „Bazooka“ herausholen und Staaten zur Not unbegrenzt Kredit geben. Nur so könne sie den Kreditgebern ihre Pleiteangst nehmen. Die EZB müsse der so genannte „Kreditgeber der letzten Instanz“ sein, der „Lender of last resort“, fordert zum Beispiel Nobelpreisträger Paul Krugman -- und zwar nicht nur für Banken, wie es bisher schon von Notenbanken erwartet worden war. Auch Staaten müssten sich auf die Nothilfe der EZB verlassen können. Mit ihrer Weigerung, das zuzulassen, verschlimmerten die Deutschen die Krise nur noch.

Dass die meisten Deutschen das anders sehen, ist für viele internationale Ökonomen vor allem ein lästiges Hindernis. „Um die Einheitswährung zu retten, muss Angela Merkel sich gegen das ökonomische Establishment ihres Landes stellen“, titelte das britische Wirtschaftsmagazin „Economist“ am Freitag.

Doch die deutschen Ökonomen haben ebenfalls gute Argumente. Schließlich ist noch lange nicht klar, ob Anleihenkäufe wirklich helfen. Sie nehmen Spardruck von den Ländern, während das Misstrauen gegenüber verschuldeten Staaten wie Italien schon tief sitzt - bisher haben die begrenzten Anleihenkäufe der Europäischen Zentralbank die Zinsen nicht kleingekriegt. Deshalb wollen die krisengeschüttelten Länder immer größere Summen von der EZB.

Dabei hat die Notenbank bisher schon für rund 190 Milliarden Euro Staatsanleihen aufgekauft. Wenn sie tatsächlich unbegrenzt kaufte, würde sich dieser Betrag noch einmal vervielfachen. Denn 190 Milliarden reichen nicht mal für die Anleihen Griechenlands, geschweige denn für die übrigen Krisenstaaten. Riesige Summen wären nötig - und das brächte enorme Risiken auch für Deutschland, denn falls die Kredite nicht zurückgezahlt würden, müsste Deutschland die Verluste mittragen.

Geld drucken als größeres Risiko

Doch das ist noch das kleinere Risiko. Das größere stammt aus dem Geld drucken. Schließlich muss die Zentralbank das Geld erst schaffen, mit dem sie die Anleihen kauft. Bislang konnte sie das neu geschaffene Geld an anderer Stelle wieder einsammeln und ihre Käufe so neutralisieren. Doch das geht nicht unbegrenzt. Bei 560 Milliarden Euro ist Schluss, sagt Ansgar Belke vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung. Das ist gerade mal die Hälfte des gehebelten Rettungsfonds.

Spätestens wenn die 560 Milliarden Euro übertroffen werden, wird es gefährlich, sagt Belke. Zwar kommt in der Krise nicht das ganze Geld der Zentralbank sofort in der Wirtschaft an. Doch in der Wirtschaft ist ohnehin schon zu viel Geld. Seit Jahren sei die Geldmenge auf der Welt schneller gewachsen als die Wirtschaftsleistung, argumentiert Belke. Das zeige sich zwar nicht in der Inflationsrate. Aber in den Preisen für Geldanlagen: im Goldpreis zum Beispiel oder in den Immobilienpreisen - amerikanische Immobilien waren der Auslöser der Finanzkrise, in deutschen Immobilien könnte die nächste Blase entstehen, sagt Belke. „Wir sehen jetzt schon, dass die Menschen ihr Geld in Immobilien stecken und die Preise steigen, weil sie dem Geld nicht mehr trauen.“

Die Kreditgeber Europas würden ihr Vertrauen noch schneller verlieren, fürchtet Finanzminister Wolfgang Schäuble. Er ist ein großer Freund des Euro, aber nicht mal er hält viel von Anleihekäufen der EZB. Wenn die kämen, würden die Investoren gleich den ganzen Euro für schwach halten, prophezeit er. Und dann würde der Außenwert der Währung auch noch bröckeln.

EZB-Chef Draghi schob den Schwarzen Peter am Freitag den Politikern zu. Die hätten ihren Rettungsfonds seit Wochen beschlossen: „Wo bleibt die Verwirklichung?“

Quelle: F.A.S.

Libye, d'un dictateur l'autre ?

Le Monde | 19.11.11 | 14h04 • Mis à jour le 19.11.11 | 16h56

Rien n'est aussi grandiose que la mort d'un dictateur. Aussi instructif, aussi porteur d'espoir. C'est fou comme ça calme les "indignés", comme ça les rend muets d'admiration. Rien de plus distrayant que le lynchage d'un homme, surtout quand il est colonel et adepte du camping sous la tente.

"Ainsi finissent tous les tyrans", ai-je entendu dans le métro, d'un gros monsieur, prêt à exploser d'un excès de tripes à la mode de Caen, et qui avait l'air de savoir de quoi il parlait. Voire. Les tyrans sérieux meurent plus ou moins tranquillement dans leur lit, ou se suicident avant d'être humiliés. Mao, Staline, le mari de ma charcutière, par exemple. Les gugusses, en revanche, les Mussolini, les Saddam Hussein, les Kadhafi, il faut aller les chercher dans leur canalisation d'égout, entendre leurs jérémiades, ils font toute une comédie avant de crever, c'est une farce tragique, un théâtre de qualité.

Au tyran sérieux, on préférera donc le dictateur de pacotille, celui qui tend son pistolet en or par le canon et implore la clémence du rebelle qui le débusque dans sa tanière. Cela permet de lui loger posément une balle dans la tête, puis de le promener à moitié nu sur un capot de voiture en tirant moult coups de feu vers les étoiles.

Après quoi, on l'expose quelques jours dans une chambre frigorifique déglinguée où il se réchauffe pour l'édification de nos enfants. On s'y rend en famille, on le regarde commencer à pourrir sur son matelas gorgé de sang. Ça fait du bien au moral, un tyran mal refroidi, on sort de là tonifié par une saine réflexion sur les méfaits du cholestérol.

Ça conforte les jeunes garçons dans l'idée qu'il faut faire du sport pour éviter les poignées d'amour, les futures femmes enceintes s'y accoutument à la nausée. Le père est tout content d'avoir réussi à prendre des photos du Guide avec son téléphone. Il pense déjà au moment où il les regardera au coin du feu avec sa femme, en trempant des sauterelles séchées dans du miel de dromadaire. Le petit se met à trépigner, il veut un pistolet en or ! Son oncle lui file une claque pour qu'il ait une raison de pleurer. Avec un peu de chance, ils pourront même récupérer quelques asticots pour aller pêcher.

Un "Berger des Syrtes", c'est quand même très problématique, ça ne s'enterre pas n'importe où, il faut l'enfouir très loin, très profond au beau milieu du désert, afin que nul ne retrouve sa trace, à part les serpents à sonnette et les touristes occidentaux atteints de la maladie d'Alzheimer. Une variante marine consiste à les immerger dans l'océan, pour faire peur aux jeunes calamars désobéissants, mais cette cérémonie convient mieux aux montagnards.

Ensuite, tout va bien. On donne leur chance aux nouveaux talents de la révolution. Un type en polo, mal rasé, l'air constipé - l'ex-ministre de la justice du dictateur, par exemple - prend la tête d'un Conseil national de transition (CNT). Outre le fait de ne pas porter le boubou, il a sur son prédécesseur l'énorme avantage d'arborer sur son front le durillon de la prière. Ça lui fait comme un début de petite corne entre les sourcils, c'est plus joli que des Ray-Ban. Il s'adjoit aussitôt l'ex-ministre de l'intérieur pour commander les insurgés, et nomme responsable du patrimoine le boutiquier qui vendait des cartes postales à l'entrée d'un site archéologique majeur.

Le type en polo jure ensuite ses grands dieux qu'il va *"respecter les droits de la femme, les libertés des hommes"*, et travailler à une sorte de *"démocratie chrétienne"* islamique. Au début, ça fait un peu peur, mais cet homme avisé se hâte de rétablir la charia, le privilège des femmes à profiter du voile et de la polygamie. Il interdit le divorce. Ouf ! On a eu chaud ! On regrette de ne pas être israélien pour pouvoir émigrer tout de suite dans cette Libye de cocagne, on sent bien que c'est un pays où il va se passer de grandes choses !

Après quelques mois de guerre téléguidée, la Libye se retrouve dans l'état de décrépitude où l'avait laissée la fin de la seconde guerre mondiale. "Libérée", certes, mais brisée, divisée, livrée à toutes les manoeuvres, à tous les appétits. *"Pas une révolution qui n'ait commencé ainsi"*, rajoute le vieux monsieur du métro, *il faut une bonne*

dose de sang pour arroser les jeunes pousses de la démocratie." Le problème avec la démocratie, c'est qu'elle donne la même voix que la vôtre à des milliers de gens prêts à envahir la place de la Concorde pour acclamer une équipe de rugby qui vient de perdre la Coupe du monde.

Ou à d'autres qui partent restaurer les droits de l'homme sur leurs 4 × 4 Toyota en criant "*Allah Akbar*". La solution à ce bémol existe depuis la nuit des temps, depuis l'époque où un chasseur du paléolithique a réalisé que son gourdin pouvait servir à autre chose qu'à taper sur les mammouths : c'est le gouvernement d'un seul gugusse sur tous les autres.

Après cette période de transition, on ne s'étonnera donc pas si un petit caporal s'empare du pouvoir avec l'objectif de remettre la caravane sur ses rails. Il prendra soin d'écrire un opuscule qu'il baptisera du nom d'une couleur pétante : "le petit livre fuchsia" ou "bleu acier". Son premier geste sera de passer commande à La Redoute d'une large casquette à visière d'amiral, puis de lunettes noires d'aviateur américain. Il utilisera ensuite l'argent du pétrole pour élever la plupart des citoyens au statut de fonctionnaire, il créera des routes, des hôpitaux, des universités, alphabétisera les populations rurales, puis pompera l'eau fossile du désert pour alimenter une grande rivière artificielle qu'il appellera la "Grande Rivière artificielle que c'est moi qui l'ai faite". C'est génial l'eau fossile.

En plus d'être inépuisable pendant vingt-cinq ans, ce liquide possède l'énorme avantage sur notre eau de puits d'être naturellement riche en trilobites et autres bestioles calcifiées depuis des millions d'années. C'est bon pour la santé, et une fois qu'on a tout aspiré, il reste un espace souterrain à peu près grand comme l'Allemagne pour construire des parkings, ou des HLM pour les Berbères.

Le caporal tiendra son pays, on lui en saura gré devant la montée du fondamentalisme. Après quoi, il déposera le reste de son argent à la BNP ou dans un établissement balnéaire gardé par des sauriens amphibies et carnivores, fera imprimer un gros carnet à souches avec des contrats mirobolants, et il viendra nous rendre visite.

Il amènera avec lui son propre troupeau de moutons, pour ne pas risquer d'être empoisonné par un carré d'agneau de chez Gagnaire. Il aura pris soin de s'habiller en griot africain, histoire de passer inaperçu sur la pelouse de l'hôtel Marigny. On lui vendra quantité d'avions, des armes, des centrales nucléaires, des milliers de kilomètres de canalisations prémonitoires. Pour le remercier, on l'emmènera tuer deux ou trois faisans apprivoisés dans les chasses présidentielles rouvertes pour l'occasion, il visitera Versailles, on lui offrira un tour en Bateau-mouche, non sans avoir sécurisé tous les ponts de Paris pour éviter à son boubou les cacas de pigeon. C'est pile à ce moment-là que notre despote fatigué devra songer à s'acheter fissa un pistolet en or : une fois les contrats signés, un démocrate ne pardonne jamais d'avoir dû se ridiculiser, il se venge à la hauteur de l'affront ; et si l'on sait que le ridicule tue, on ne se doute pas à quel point il peut y apporter de raffinements.

L'Histoire est une discipline de cancre, elle est répétitive. Il suffit d'en avoir compris une séquence pour connaître toutes les autres. Ça donne une interminable succession de croisades, de guerres de Trente Ans, de Cent Ans, de la durée qu'on estime nécessaire pour s'en souvenir et apprendre les mathématiques ; on n'y peut rien si en plus ça fait marcher le commerce. C'est ainsi qu'au lieu de laisser le dictateur réprimer tranquillement une énième querelle entre tribus, comme on l'avait toujours fait jusque-là, on s'avisera soudain de s'interposer pour lui casser tous ses jouets.

Telle est la dure loi du troc occidental : si on ne détruit pas les avions de combat qu'on a vendus à un tyran, comment espérer lui en vendre de nouveaux ? Dans la foulée, on ruinera des villes entières pour remplir le futur carnet de commandes de nos entreprises.

On savait exactement le nombre de morts virtuels que charriaient les "*rivières de sang*" promises par le tyran - ah ! ce rêve de cataractes chez le Bédouin que le désert assoiffe ! -, mais on ne nous dit rien des cadavres réels que notre intervention a laissés derrière elle pour éviter ledit massacre. "*Difficile à compter*, dit le gros monsieur du métro, *très difficile, et puis tous ces gens-là se ressemblent tous.*"

Quand nous aurons tiré quelques missiles décisifs sur le caporal en fuite, il faudra s'empresse de revendiquer haut et fort notre participation à son assassinat, de façon que les rebelles sachent bien à quelle adresse envoyer leurs chèques en même temps que le formulaire d'aide à la reconstruction. Pour finir, un gugusse italien dira qu'"*ainsi passe la gloire du monde*", il le dira en latin, pour faire chic, et on reviendra à nos petites affaires.

Seuls quelques illuminés ont pu croire que nous nous occuperions ensuite de la Syrie, du Tibet, de la Birmanie, de la Corée du Nord, du Yémen, de la Somalie ou d'autres contrées mûres à point pour des stages accélérés de démocratie. Pas si bêtes ! Il y a longtemps que nous avons tiré les leçons de ce puissant proverbe bantou : "*La sagesse du caméléon, c'est de viser la mouche, pas le lion*". Et c'est ainsi qu'Allah est grand !

Ecrivain

Membre de la Mission archéologique française en Libye, il a participé durant quinze ans aux fouilles sous-marines de Leptis Magna et d'Apollonia. a publié plusieurs romans aux éditions Zulma et trois ouvrages d'archéologie dans la collection qu'il dirige chez Edisud. Son roman "Là où les tigres sont chez eux" a obtenu le prix Médicis en 2008. Son dernier ouvrage, "La Mémoire de riz", a paru aux éditions Zulma (320 p., 18,50 €).

Jean-Marie Blas de Roblès

Article paru dans l'édition du 20.11.11

Die Politik ist noch lange nicht am Ende: Sieben vorläufige Thesen zur Demokratie in Europa.

- VON: Bernd Ulrich
- DATUM: 13.11.2011 - 19:23 Uhr

Auf einmal wird wieder ganz grundsätzlich über Demokratie geredet in Europa. Die Idee von Giorgos Papandreou, das griechische Volk über das Sparpaket der EU abstimmen zu lassen, hat die politische Landschaft blitzartig erhellt. Und was man da sehen konnte, war beunruhigend und lehrreich, zu sehen war ein Kontinent im demokratischen Umbruch.

Einige, wie der Philosoph Jürgen Habermas, sehen die Demokratie dabei schon wieder kurz vor ihrem Ende, sie nennen das »Postdemokratie«. Als Verfallsbeweis dient ihnen, dass Angela Merkel und Nicolas Sarkozy die griechische Volksanrufung verhindert haben. Habermas macht es sich in seinem Furor gegen die beiden jedoch zu einfach. Auch der Franzose und die Deutsche standen bei ihren Regierungen, ihren Parlamenten, ihren Völkern im Wort, und denen war von einem Plebiszit der Griechen nichts gesagt worden, als sie ihre Entscheidungen über das Rettungspaket trafen. Hier stand also nicht die Herrschaft des griechischen Volkes gegen deutsch-französische Herrschsucht, hier stand einfach Demokratie gegen Demokratie.

Tatsächlich lassen sich sieben andere demokratische Lehren aus den letzten Monaten ziehen:

1. So sympathisch Papandreous demokratischer Verzweiflungsakt auch gewesen sein mag, so sehr trug er paradoxe Züge. Denn in Wahrheit hatte das griechische Volk gar keine Wahl, es sei denn, man wollte die Alternative »Friss oder stirb« als eine demokratische Wahl bezeichnen. Daran zeigt sich, dass die Demokratie nicht nur freie Meinungsäußerung, einen Rechtsstaat und ein Mehrparteiensystem braucht. Demokratie wird auch dann zur Farce, wenn es in der Sache schlicht nichts mehr zu wählen gibt.
2. Daraus ergibt sich eine zweite Lehre, die weit über Griechenland hinausgeht. Jahrzehntlang hat man geglaubt, dass demokratische Staaten Schulden machen können, sollen und dürfen, um das politische Getriebe am Laufen zu halten. Heute weiß man, dass sich echte Wahlfreiheit und Schulden nicht vertragen. Man könnte auch sagen: je mehr Schulden, desto weniger Demokratie. Irgendwann kommt nämlich der Punkt – und diesem Punkt nähern sich zurzeit etliche demokratische Staaten –, an dem nicht mehr das Volk, das Parlament oder eine Regierung die Macht haben, sondern die Gläubiger.
3. Schmerzhaft gelernt werden muss nun auch, dass es keineswegs egal ist, von welcher Art diese Gläubiger sind. Die Lage wäre bei Weitem demokratieverträglicher, wenn es sich dabei um seriöse Banken klassischer Art handeln würde mit Bankern an der Spitze, die ein Interesse an der Stabilisierung der demokratischen Staaten haben. Das Gegenteil ist der Fall. Die Finanzmärkte sind nicht nur gleichgültig oder unpatriotisch, sie profitieren davon, die Demokratien durchs Kasino zu jagen, sie haben ein genuines Interesse an der Ausbeutung der Steuerbürger.
4. Daraus folgt wiederum, dass demokratische Staaten, solange sie noch Schulden haben, dafür sorgen müssen, dass die Finanzmärkte langsamer arbeiten – dazu könnte eine Finanztransaktionssteuer beitragen –, dass sie daran gehindert werden, ihre Gewinne zu privatisieren und die Verluste zu sozialisieren – dabei könnte eine Trennung von Hausbank und Investmentbank helfen. Verschuldete Demokratien brauchen regulierte Finanzmärkte. Doch auch bei besserer Regulierung bleibt richtig, dass die Regierungen in Maßen Politik gegen die Märkte treiben können, nicht aber gegen die Mathematik.
5. Die Schuldenkrise unterzieht die EU einem demokratischen Stresstest, der nun erste Ergebnisse zeitigt. Wenn es ernst wird, dann verliert Brüssel rapide an Macht. Die Kommission und das EU-Parlament haben dramatisch an Bedeutung eingebüßt. In der überschnellen Krisenpolitik der letzten zwei Jahre wurden die nationalen Regierungen wieder zu den eigentlichen Akteuren. Einzig die nationalen Parlamente sind noch in

der Lage, den Krisenspitzenpolitikern demokratisch in den Arm zu fallen, wenigstens dann und wann. Die europäische Demokratie führt unter diesem Druck zu einem Sieg des Intergouvernementalen über das Transnationale, zu einem Vorsprung der nationalen Parlamente gegenüber dem Europäischen Parlament.

6. Die europäischen Institutionen beruhten bis zur Krise darauf, dass die kleinen Länder gewissermaßen demokratisch gehebelt wurden. Die Stimme eines Luxemburgers oder eines Portugiesen zählte bei Weitem mehr als die eines Deutschen oder Franzosen. Nun aber setzt sich, wenn man so will, der Goldstandard der Demokratie – ein Mensch, eine Stimme – wieder durch. (Das umso mehr, wenn dieser Mensch weniger Schulden hat.) Darum haben Merkel und Sarkozy nun die Führung, während Scheinriesen wie Jean-Claude Juncker oder José Manuel Barroso zu Randfiguren werden. Vor diesem Hintergrund muss sich Europa künftig etwas mehr an diesem Goldstandard orientieren, wenn es nicht zur Attrappe werden will.

7. Gerade diejenigen, die einen europäischen Megastaat wollten, taten bisher immer so, als sei das die einzige Möglichkeit, zu mehr Europa zu kommen. Nun zeigt sich: Mehr Europa geht auch mit zwischenstaatlichen Institutionen, starken nationalen Parlamenten und harten Regeln für alle – und mit weniger Brüssel. Damit hat Europa nicht mehr nur die Wahl zwischen mehr oder weniger Europa, sondern auch zwischen zwei Modellen des Mehr. Am Ende wird es wohl eine Mischung aus allem. Was wieder so richtig schön europäisch wäre.

Diesen Artikel finden Sie als Audiodatei im Premiumbereich unter www.zeit.de/audio

- **QUELLE:** DIE ZEIT, 10.11.2011 Nr. 46
- **ADRESSE:** <http://www.zeit.de/2011/46/01-Europa-Demokratie/komplettansicht>

19. November 2011, 14:27 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Bundesbanker Weidmann

Der Euro-Fighter

Von *Stefan Kaiser, Frankfurt am Main*

Die Euro-Krise hat Jens Weidmann zu einem der wichtigsten Männer des Kontinents gemacht. Mit aller Macht will der Bundesbank-Chef verhindern, dass Europa seine Krise durch Gelddrucken löst. Noch bekommt er dafür viel Applaus. Doch schon bald könnte die Unterstützung schwinden.

Als Jens Weidmann das Rednerpult verlässt, stürmt Josef Ackermann nach vorne. "Eine phantastische Rede" sei das gewesen, jubelt der Deutsche-Bank-Chef. Und der Applaus der rund 300 Männer in dunklen Anzügen lässt vermuten, dass sie das ähnlich sehen.

Ackermann ist an diesem Freitag Gastgeber eines Bankenkongresses. Er muss freundlich zu den Rednern sein. Doch nach Weidmanns Beitrag überschlägt er sich beinahe vor Begeisterung. Dabei hat der Bundesbank-Präsident doch nur das gemacht, was er seit Wochen tut: Er kämpft dagegen, die Europäische Zentralbank (EZB) zur obersten Krisenfeuerwehr zu machen - und er wettet gegen die europäische Politik.

Das kommt gut an in der Branche. Die meisten hier sind dagegen, dass die EZB in der Euro-Krise Staatsanleihen von Ländern wie Italien oder Spanien aufkauft, um deren Zinssätze zu drücken. Der Einstieg in die Inflationspolitik sei das, fürchten sie. Und Jens Weidmann ist so etwas wie ihr Anführer - die Spitze einer Gegenbewegung.

Seit einem halben Jahr führt der ehemalige Berater von Bundeskanzlerin Angela Merkel die Bundesbank - eine Institution, die viele schon für irrelevant erklärt hatten, weil seit Einführung des Euro die EZB das Sagen hat in der Geldpolitik. Böse formuliert beschränkte sich die Aufgabe der Bundesbank seitdem im Wesentlichen aufs Geldzählen.

Sein Vorgänger hat hingeschmissen, er will bleiben

Doch seit einigen Monaten ist alles anders: Die ganze Welt schaut wieder auf die Bundesbank - und ihr Präsident, mit 43 Jahren der jüngste in der Geschichte, ist zu einem der wichtigsten Akteure in der Euro-Krise geworden. Das liegt weniger an dem, was er tut, sondern daran, was er nicht tut.

Wie schon sein Vorgänger Axel Weber sträubt Weidmann sich dagegen, die Euro-Krise über die EZB zu lösen. Er kann das nicht allein entscheiden. Im Beschlussgremium der Zentralbank, dem EZB-Rat, hat der Bundesbank-Präsident nur eine von 23 Stimmen. Doch die hat Gewicht - zumindest solange sie von der Bundesregierung unterstützt wird.

Bisher ist das der Fall. Das hat Finanzminister Wolfgang Schäuble (CDU) am Freitag noch einmal klargemacht. "Wir werden das nicht machen", sagte Schäuble mit Blick auf ein mögliches Anleihenkaufprogramm der EZB. "Wenn wir das machen würden, gäbe es vielleicht ein paar Monate Ruhe. Dann würden die Finanzmärkte erkennen, dass der Euro keine stabile Währung mehr wäre."

So ähnlich sieht es Weidmann auch. Er formuliert es nur etwas bürokratischer: "Ich bin überzeugt, dass die wirtschaftlichen Kosten jeder Form der geldpolitischen Finanzierung von staatlichen Schulden oder Defiziten deren

Nutzen so deutlich überwiegen, dass sie nicht dazu beitragen würde, die aktuelle Situation in nachhaltiger Weise zu stabilisieren."

Die EZB soll Geld drucken wie die amerikanische Fed

Ganz durchsetzen konnte sich Weidmann mit seiner harten Haltung bisher dennoch nicht. Die EZB kauft nämlich bereits Staatsanleihen: italienische, spanische, griechische, portugiesische und irische. Fast 190 Milliarden Euro hat sie seit Mai 2010 dafür ausgegeben. Weidmanns Vorgänger Weber ist deswegen zurückgetreten, der deutsche Chefvolkswirt der EZB, Jürgen Stark, hat seinen Rückzug zum Jahresende angekündigt. Weidmann hat im EZB-Rat zwar gegen die Käufe gestimmt, will aber im Amt bleiben.

Schließlich gilt es aus seiner Sicht Schlimmeres zu verhindern. Weil alle anderen Rettungsversuche bisher fehlgeschlagen sind, drängen einige Euro-Länder die Zentralbank dazu, ein viel größeres Aufkaufprogramm zu starten. Von Billionen Euro ist die Rede. Nach dem Vorbild der amerikanischen Notenbank Fed soll die EZB den Krisenländern ihre uneingeschränkte Unterstützung zusagen - und so Investoren an den Finanzmärkten beruhigen.

Am Donnerstag [flehte Spaniens scheidender Ministerpräsident José Luís Rodríguez Zapatero um Hilfe](#). Und auch Frankreich macht Druck - erst recht, [seit die Zinsen für die eigenen Staatsanleihen in die Höhe geschossen sind](#). Der Kern der Euro-Zone ist damit erreicht. Der Fortbestand der Währungsunion ist akut gefährdet. Das sehen auch viele Ökonomen so - und unterstützen die Forderung nach einem Riesenprogramm.

Die Wahl: Inflation oder Untergang

Weidmann und seine Bundesbanker halten dagegen. Sie fürchten, dass die EZB ihre Unabhängigkeit verliert, wenn sie sich auf die Staatsfinanzierung durch die Notenpresse einlässt. Und noch schlimmer: Die Zentralbank liefe Gefahr, ihren Kernauftrag zu verletzen, die Gewährleistung der Preisstabilität. Denn je mehr Geld die EZB bei den Anleihenkäufen in die Wirtschaft pumpt, desto höher ist das Inflationsrisiko.

Noch ist die Teuerungsrate im Euro-Raum relativ stabil - trotz der laufenden Anleihenkäufe. Das liegt vor allem daran, dass die EZB das Geld, das sie für die Käufe ausgibt, bisher an anderer Stelle wieder aus dem Wirtschaftskreislauf abzieht - sterilisieren nennen das die Notenbanker. Doch bei einem Riesenprogramm, wie es etwa die Franzosen fordern, wäre das kaum mehr zu machen. Die Beträge wären schlicht zu groß.

Weidmann plädiert deswegen für eine andere Lösung. Die Euro-Staaten sollen gefälligst Haushaltsdisziplin üben - und ihre Beschlüsse zur Stärkung des Rettungsfonds EFSF endlich umsetzen. Der mangelnde Erfolg bei der Krisenbekämpfung rechtfertige es nicht, "das Mandat der Zentralbank zu überdehnen und sie für die Krisenlösung verantwortlich zu machen", sagt er.

Unterstützung bekommt Weidmann dabei vom neuen EZB-Chef, dem Italiener Mario Draghi. Auch er nahm sich am Freitag die Euro-Politiker vor. Seit die Aufstockung des EFSF beschlossen wurde, seien vier Monate vergangen, seit der Entscheidung, die Schlagkraft des Fonds zu stärken, seien es vier Wochen, sagte Draghi. "Wie steht es mit der Umsetzung dieser seit langem getroffenen Entscheidungen?"

Der EZB-Präsident ist eine der Figuren, von der abhängen wird, ob Weidmann sich mit seiner harten Haltung durchsetzen kann. Bisher sieht es gut aus für den Bundesbanker. Am Freitag ließ Draghi durchblicken, dass er selbst [wenig von einem großen Anleihenkaufprogramm hält](#).

Doch nicht nur bei ihm stellt sich die Frage, wie lange er diese Linie halten kann. Auch Weidmanns Unterstützer in der Bundesregierung stehen immer stärker unter Druck. Sollte sich die Lage an den Finanzmärkten weiter zuspitzen, könnte die Euro-Zone am Ende vor einer schweren Entscheidung stehen: Inflation oder Untergang? Dann könnte es plötzlich sehr einsam werden um Jens Weidmann.

URL:

- <http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/0,1518,798705,00.html>

A sense of surrealism

The Economist Free Exchange Nov 18th 2011, 15:23 by J.R. | FRANKFURT

TIMING in central banking, just as in politics, is everything. Originally, Jens Weidmann, the head of the Bundesbank, was supposed to speak before Mario Draghi, the new president of the European Central Bank (ECB) at the European Banking Congress, held today in Frankfurt. But a late change of the agenda had Mr Draghi be the first to take the stage in Frankfurt's old opera house (which, ironically, only a few weeks ago was the site of a furious argument over the ECB's role in the crisis between Angela Merkel, the German chancellor, and Nicolas Sarkozy, the French president).

Yet even more than the speaking order, it was the stridency of views in [his first public speech](#) outside the ECB, which drove home the point that Mr Draghi has no intention of playing second fiddle to Mr Weidmann.

Mr Draghi dwelled on the need for discipline and reform in the euro zone's periphery. While stressing the consistency of the ECB's efforts to control inflation, and the need for it to maintain the credibility of its inflation target, Mr Draghi passed responsibility for solving the sovereign debt crisis right back to Europe's politicians:

We are more than one and a half years after the summit that launched the EFSF as part of a financial support package amounting to 750 billion euros or one trillion dollars; we are four months after the summit that decided to make the full EFSF guarantee volume available; and we are four weeks after the summit that agreed on leveraging of the resources by a factor of up to four or five and that declared the EFSF would be fully operational and that all its tools will be used in an effective way to ensure financial stability in the euro area. Where is the implementation of these long-standing decisions?

For veteran readers of central-banking tea leaves, Mr Draghi appeared to offer just one concession. The ECB, he suggested, might do more to help banks obtain longer term financing, which has essentially dried up since early July.

If Mr Draghi had indeed set out to be holier than the Bundesbank, he failed. For Mr Weidmann went even further. Departing from his [prepared comments](#), Mr Weidmann sounded alarm that the current approach to crisis management may in fact be making matters worse "by diminishing incentives for reform."

Adding to the sense of surrealism was Wolfgang Schäuble, Germany's finance minister, whose talk at the event was mainly a sermon against the "Chicago School" of "unregulated markets" and a defence of the Financial Transaction Tax. It would act against "herd behaviour" in financial markets, he argued. Mr Schäuble also said that if the ECB became a lender of last resort and started intervening massively, "the financial markets would simply presume the euro would not remain a stable currency".

Bond markets took all these comments in their stride, although some of them have now become so dysfunctional that it is difficult to discern too much information from prices. Spanish and Italian bonds rose during the day, helped by bond buying by the ECB.

Even in Frankfurt, at the centre of Germany's financial system, it is difficult to discern whether Germany and the ECB are playing an elaborate game of brinkmanship—or are acting out of firm conviction. There is a case to be made for keeping up the heat on countries such as Italy and Greece to extract badly-needed economic reforms. But investors are ever more likely to take Germany and the ECB at their word that they will not provide support on the scale needed to keep Italy afloat.

That could be the beginning of the end. If investors truly believe that no support will be forthcoming, it is difficult to see that any amount of structural reform or austerity could turn around perceptions in time to prevent a liquidity crisis from turning into a solvency one.

The euro crisis

Rule by technocracy

The Economist Nov 17th 2011, 16:28 by R.A. | WASHINGTON

MY COLLEAGUE [writes](#) that the European Central Bank's bond-market tactics—choosing to intervene in markets on some occasions and not on others—are proving useful:

It is understandable that the ECB does not want to back countries like Italy in an unlimited way because there is no reason to trust that any one country won't free-ride on ECB liquidity—a risk that other central banks don't face. Critics of the ECB have to reconcile their view with the fact that market pressure led to some very important changes and reforms that political pressure could not accomplish.

The Peterson Institute's Jacob Funk Kirkegaard expresses a [similar view](#):

[O]nly after Italian 10-year interest rates went past the 7 percent "nuclear threshold" did financial demands bring about a new government in Rome.¹ Thus has "regime change" installing new technocratic-led governments occurred in two democratic states, resulting from financial market pressure unchecked by the ECB...

It is now clear that the ECB under the new presidency of Mario Draghi, the former governor of the Bank of Italy, has been vindicated in its strategy of refusing to defend Italian bond spreads around the 400–450 basis points, thereby forcing Italy to implement the reforms the central bank sought in August. In the end, it was the Italian political class that blinked first in this latest game of chicken and pushed Berlusconi out.

If there were any doubts about the ECB's use of markets to force actions, they were dispelled by Bundesbank President Jens Weidman, who told the Financial Times: "There's also a risk that you mute the incentives that come from the market. Recent experience has shown that market interest rates do play a role in pushing governments towards reforms. You have seen that in the case of Italy quite clearly."

Such is the extraordinary power of the ECB, a supranational and wholly independent central bank, that it can orchestrate the fall of elected leaders through its power to intervene and support highly indebted euro area sovereigns.

Emphasis mine. I think Mr Kirkegaard may actually misrepresent Mr Weidmann's views; the Bundesbank does *not* want the ECB to be orchestrating the fall of elected leaders, because that is so clearly likely to turn out badly. Rather, he thinks the ECB shouldn't be intervening to buy bonds at all, that markets should be left to do what they will, and that politicians should be responsible for saving the euro zone. Were he successful in implementing this vision the euro zone would probably be dead already, but one has to respect his commitment to democracy and the rule of law.

The ECB's leaders are playing a very dangerous game in allowing yields to rise when it suits them, for two reasons. First, as another colleague [noted yesterday](#), rising yields are doing serious and lasting damage to sovereign bond markets. The investors buying the long-term debt of large, rich European countries are typically far more interested in safety and stability than high yields and volatility. The ECB is allowing these investors to exit the market, seemingly under the impression that they can be enticed back in once everything settles down. That is a very risky bet.

Secondly, it seems to be taken for granted that all the euro zone needs to make it through this crisis is politicians determined enough to enact bold reforms. If the technocratic ECB can engineer the ascension of technocratic regimes around the periphery, then a lithe and perky southern rim will quickly return to growth and find itself in the warm embrace of welcoming bond markets. Unfortunately for this plan, voters may wish to have something to say about the process. A potentially serious recession looms ahead, and it will take significant buy-in from the people of the periphery to stay with reforms until they begin to bear fruit down the road. The political role played by the ECB in engineering governmental turnover does not strike me as conducive to these ends. If I were an Italian being asked to endure a deep recession for the good of the euro zone as a whole, and I saw that northern Europeans were praising the ECB for using the conditionality of its support to threaten my country until the central bank got the leader it wanted, I might find my resolve in the face of reforms and budget cuts to be eroding a bit.

Put more simply, the euro zone, and indeed the European Union, has always had a legitimacy problem. Given the clear economic costs of the single currency for much of Europe, it now has a *serious* legitimacy problem. Residents of every euro zone country are now asking themselves very difficult questions about whether it is in their interest to stick with this project. The idea that having an unaccountable technocracy "orchestrate the fall of elected leaders" in order to eliminate threats to the euro zone is a *good* thing for the future of that union is bizarre and dangerous, in my view, and highly likely to backfire.

Mr Weidmann is right; the ECB should not be playing this game. I happen to think that he's wrong in arguing that it should therefore stay its hand and allow the euro zone to collapse in short order. I'd prefer the ECB to act promptly and boldly, without conditionality, damn the political moral hazard. If most euro-zone residents are unhappy that the presence of a leader like Silvio Berlusconi within the single currency is threatening their economies, then they should place political pressure on their leaders to do something about it. If Italian voters can't be convinced to give up sovereignty in order to secure the euro-zone economy, then they should be given a political choice to stay in the single currency or leave. Ultimately, the critical decisions must be made by elected leaders in member nations. Central banks are independent so that they can take the unpopular steps necessary to prevent financial and economic disaster, *not* so that they can manipulate a stubborn citizenry.

Rising German ambitions for treaty-change pile the pressure on David Cameron

The Economist Nov 18th 2011, 11:54 by Bagehot

THE *DAILY Mail* carries [a cartoon of Angela Merkel this morning](#) sporting a Hitler moustache, jackboots, riding breeches and doing the Nazi salute. It is all a terrific joke, apparently, a parody of the Mel Brooks comedy "Springtime for Hitler" (adapted by the *Mail* to add such chortling touches as a "Greek President Stavros" character, David Cameron as Neville Chamberlain and Nick Clegg as a Hitler youth). This follows columns by the *Mail's* chief political thinker, Simon Heffer, accusing Germany of trying to found a "Fourth Reich." Over at ConservativeHome, a website not known for slavish pro-Europeanism, a sighing Tim Montgomerie asks: "[Can we talk about Germany without resorting to WWII imagery?](#)"

I suspect that is another of John Rentoul's "[Questions to which the answer is no.](#)" For what it is worth, I idly wonder whether some deep-seated psychological complex is playing out at Northcliffe House, Kensington headquarters of the *Mail* empire. Perhaps the tabloid feels bound to denounce the Fourth Reich because—for much of the 1930s—it so enthusiastically supported the Third Reich? Who can forget the July 1933 "Youth Triumphant" leader in praise of Nazism by the paper's owner Lord Rothermere, informing British readers that before Herr Hitler took over, "Israelites of international attachments were insinuating themselves into key positions in the German administrative machine"? Or the *Mail's* 1934 praise for British fascism, headlined "Hurrah for the Blackshirts"? Nothing that a few courses of therapy couldn't cure.

The flesh-and-blood David Cameron and Angela Merkel are meeting as I write this, amid the cool, concrete and glass modernism of the Federal Chancellery in Berlin. A Fourth Reich will not be on the agenda. Instead, Mrs Merkel has bad news to break to the British prime minister. First, Germany is not about to give in to British prodding to allow the European Central Bank to fire up the printing presses and act as a lender of last resort for the euro zone. Secondly, Germany is pushing for substantial changes to the EU treaties in order to create ferocious borrowing and spending rules for euro zone member governments, policed by the European Commission and, ultimately, the European Court of Justice. The idea is to be able to say to the German electorate: yes, we have to pay for bailing out Italy, Greece and others now, but we promise that it will never happen again.

Why is this bad news for Mr Cameron? For two reasons. One, the British government thinks that only the promise of massive European Central Bank intervention can calm the markets, especially now that bond markets are testing even AAA rated euro-zone members such as France, yields are soaring in Spain and failing to fall much in Italy, despite its new technocratic government. The British are not convinced that markets will be soothed by a promise of slow, complicated treaty changes to toughen up the rules, that are so substantial that (I am told) the Irish government has warned Berlin that they would trigger the need for a referendum in Ireland.

Two, Mr Cameron does not want a big treaty change right now. The prime minister may have told Parliament in October that he yearned to repatriate powers from Europe, and that the time for reforming Europe was coming. But as I reported from Berlin in a recent column, he has been told by the Germans that if he asks for half the shopping list being drawn up by the Eurosceptics (who are mustard-keen to brandish Britain's veto over a new EU treaty to demand back powers from Brussels), then, with regret, Germany will seek a new treaty outside the EU system, robbing Britain of its veto. The government is still keener to avoid any treaty change that transfers powers from London to Brussels, because under the terms of the new EU Act Britain would then have to hold a referendum on that treaty (which would be lost, almost certainly).

Mr Cameron also has to remember his Liberal Democrat partners in the coalition. Nick Clegg, the Lib Dem leader and deputy prime minister, is not about to come out all guns blazing in defence of Europe: that would be electorally bold, to say the least. But Mr Clegg has made clear, to Mr Cameron in public and countless private conversations, that he will not support a British commando raid on Brussels that aims to take a new treaty process hostage and come back with armfuls of concessions and sweeping opt-outs (not least because it would not work). For coalition reasons, then, and also because Mr Cameron does not want to pick a fight he is going to lose, the British government has spent the last few weeks trying to convince the Germans to forget treaty changes, or keep them very titchy indeed. In an ideal world, the British would probably now settle for a titchy treaty change that affects only the euro zone countries and is

agreed at the level of all 27 members. In exchange for British consent, Mr Cameron would ask for some modest chunk of red meat to throw to his Eurosceptic backbenchers.

All of this leads me back to the *Daily Mail*, and its doom-laden accusations that the Germans are trying to take over Europe. The central irony is that British Eurosceptics and Angela Merkel are allies right now, though they may not know it. The Eurosceptics are desperate for a chance to use a British veto to grab back lots of powers, and the Germans want a treaty change so large that vetoes would come into play. The German obsession with using EU institutions such as the European Court of Justice to police the profligate Club Med nations also makes it harder for Berlin to carry through on its threat to go outside the EU system and cut Britain out of the loop.

The irony is not lost on Nick Clegg, whose allies can be heard sighing about an "unholy alliance" between the legalistic opportunism of Tory Eurosceptics and the legalistic stubbornness of the German government.

So, to end this posting before the press conference in Berlin, what sort of red meat might be on offer for the British? As it happens, I spent the day in Brussels yesterday, talking to senior figures, a few hours ahead of Mr Cameron's flying morning visit to Brussels on his way to Berlin. I found intense interest in what Mr Cameron might ask for, and a strong desire for him to get something to show the British public and MPs: the Eurosceptic mood in Britain is well-understood at the top of the EU machine, and they do want to keep Britain in the club. But there is less clarity about what Mr Cameron actually wants.

The British, I think, have also not made up their mind what they want. But asking around, my sense is that these are the sorts of thing being looked at in London.

One, action to block a Financial Transaction Tax being pushed by France, Germany and the European Commission, but whose costs would mostly fall on the City of London. Britain can veto the application of such a tax at the level of the whole EU, but cannot block it being applied only within the 17 countries in the euro zone. Yet Britain fears a euro-only FTT, because it would still fall on lots of trades with one end in the City of London. So one option might be to seek a deal to kill the FTT in any European guise.

or

Two, the old Tory classic about repatriating social and employment laws from the EU level. That is harder than it looks, as such laws are scattered across the EU treaties, rather than clumped in one place as they used to be in the days of the Social Chapter. There is also the small detail that others may not want us to have such an opt-out, as it would amount to what the French president, Nicolas Sarkozy (currently lagging the Socialists in the opinion polls, ahead of next year's presidential elections) would doubtless call "social dumping".

or

Three, some sort of emergency brake/written protocol/political agreement acknowledging that Britain is home to the lion's share of many forms of financial trading in the EU, and thus should not be outvoted by the rest when it comes to financial regulations that could impose real pain on the City of London. I have written before that this would be a real concession and more valuable, frankly, than chasing after the impossible dream of being a low-regulation, low-cost free rider on the single market.

Alas, in Brussels, senior figures are pretty hostile to the idea of such a sweeping carve-out from financial regulation.

Two points are made. Appallingly, the European Parliament now wields hefty powers thanks to the Lisbon Treaty. And the European Parliament is chock-full of MEPs who think that City bankers and wicked Anglo-Saxon markets are entirely responsible for the current euro crisis (rather than, say, the euro zone politicians who spent a decade running up giant debts). At a recent committee meeting, when a free market-minded MEP pointed out that a given measure might cost tens of thousands of job losses in London, others chorused "good", and one MEP muttered that London should be "bombed".

Finally, and this is frankly a reasonable objection, senior figures in Brussels and Berlin point out that it is pretty odd for Mr Cameron to say that he will fight the fragmentation of the single market with all his might, and then turn round and demand a specific British opt-out from rules on the financial sector that is one of the core pillars of the single market.

A mess, in other words. But there is an understanding that Britain needs something, for political reasons, just as Mrs Merkel needs something. Alas, as others have pointed out, the something that Mr Cameron needs amounts to "less Europe", while Mrs Merkel's something amounts to "more Europe".

More later, after the presser from Berlin.

Bank Chief Rejects Calls to Rescue Euro Zone

By JACK EWING

FRANKFURT — In his first speech as president of the [European Central Bank](#), [Mario Draghi](#) complained Friday that Europe's political leaders have been too slow to implement their own plan to address the [sovereign debt crisis](#), and offered no hope he would come to their rescue by printing money.

Mr. Draghi, who took office at the beginning of the month, implicitly rejected calls for the E.C.B. to use its enormous financial resources to stop the upward creep of borrowing costs for Spain and Italy, which threaten their solvency and by extension the European and global economies.

On Thursday, José Luis Rodríguez Zapatero, Spain's prime minister, demanded that the E.C.B. find a solution to [the euro crisis](#), saying that “this is what we transferred power for.”

But Mr. Draghi said the E.C.B. would not deviate from its focus on price stability and suggested that other measures could undercut the bank's credibility.

“Gaining credibility is a long and laborious process,” Mr. Draghi said at a gathering of bankers in Frankfurt. “But losing credibility can happen quickly — and history shows that regaining it has huge economic and social costs.”

He criticized leaders for taking too long to act on decisions they have made at numerous European summits. “Where is the implementation of these longstanding decisions?” he asked. “We should not be waiting any longer.”

If collapse of the euro seemed imminent, the E.C.B. would become lender of last resort to countries like Italy, many analysts say. But the bank seems to be far from the point, instead insisting that countries take steps to cut budget deficits and improve their economic performance.

Jens Weidmann, president of the Bundesbank, the German central bank, was more blunt than Mr. Draghi in rejecting use of the E.C.B. to get governments out of financial trouble, reflecting the hard line that German policy makers have taken on the issue.

“The economic costs of any form of monetary financing of public debts and deficits outweigh its benefits so clearly that it will not help to stabilize the current situation in any sustainable way,” Mr. Weidmann said at the same event, the Frankfurt European Banking Congress.

He put the onus on governments to address deficiencies in their national economies. “These deficiencies include a lack of competitiveness, rigid labor markets and the failure to seize opportunities for growth,” he said.

Die EZB in der Schuldenkrise: Notenbanker pochen auf ihre Unabhängigkeit

18.11.2011 2011-11-18T14:10:45+0100 · Europäische Zentralbank und Bundesbank wehren sich gegen den wachsenden Druck zu einer Lösung der Schuldenkrise mithilfe der Notenpresse. EZB-Chef Draghi forderte stattdessen die zügige Umsetzung der Beschlüsse zum Rettungsfonds.

Führende Notenbanker im Euroraum haben von der Politik eine schnelle Lösung der Schuldenkrise ohne Beteiligung der Europäischen Zentralbank gefordert. Zwischen den Beschlüssen von Maßnahmen gegen die Krise und deren Umsetzung vergehe zu viel Zeit, wie etwa am andauernden Gezerre um den Rettungsschirm EFSF deutlich werde. Deshalb dann aber nach der EZB als angeblich einziger zur Krisenabwehr fähigen Institution in der Währungsunion zu rufen, sei der völlig falsche Weg.

Der neue EZB-Präsident Mario Draghi sagte am Freitag auf einer Finanzkonferenz in Frankfurt, der EFSF müsse nun endlich in seiner verbesserten und gestärkten Form aktiviert werden. „Seitdem bei einem EU-Gipfel die Installierung des EFSF (...) beschlossen wurde, sind eineinhalb Jahre vergangen, seit dem Beschluss, das volle Garantievolumen des EFSF verfügbar zu machen, sind vier Monate vergangen, und seit dem Beschluss, den EFSF (...) zu hebeln, sind vier Wochen vergangen“, beklagte der Italiener. „Wie steht es mit der Umsetzung dieser seit langem getroffenen Entscheidungen?“

Bundesbank wehrt sich gegen Übergriffe aus der Politik

Bundesbank-Präsident Jens Weidmann erteilte auf derselben Konferenz abermals allen politischen Begehrlichkeiten eine Absage erteilt, die EZB stärker als bislang zur Lösung der Krise einzuspannen. „Dass die bisherigen Versuche, die Krise zu lösen, nicht erfolgreich waren, rechtfertigt nicht, das Mandat der Zentralbank zu überdehnen und sie für die Lösung der Krise verantwortlich zu machen.“ Die hohen ökonomischen Kosten einer Staatsfinanzierung durch die Notenpresse der EZB würden deren kurzfristige Vorteile so weit übersteigen, „dass das nicht helfen würde, die gegenwärtige Situation in irgendeiner Weise zu stabilisieren.“

EZB-Direktoriumsmitglied Jose Manuel Gonzalez-Paramo pflichtete Weidmann bei. Die Politik unkonventioneller geldpolitischer Maßnahmen biete keine Zauberformel zur Lösung der Probleme in der Euro-Zone, sagte der Spanier in Madrid. Anders als bei den Notenbanken der Vereinigten Staaten und Großbritanniens stünden die Statuten der EZB einer solchen Geldpolitik zur Staatsfinanzierung entgegen.

In Europa tobt derzeit ein Streit über die Rolle der EZB in der Krise. Während beispielsweise Frankreich will, dass die Europäische Zentralbank (EZB) mehr Staatsanleihen kauft und Problemländern so unter die Arme greift, ist Deutschland strikt dagegen. Die Bundesregierung befürchtet, dass der Reformdruck auf Krisenländer nachlassen würde und die EZB in die Rolle eines Staatsfinanzierers gedrängt würde. Die EZB hat bislang für gut 180 Milliarden Euro Staatsanleihen angeschlagener Staaten in ihre Bilanz genommen. Ginge es alleine nach dem Willen der Bundesbank, wäre damit längst Schluss. Draghi hat sich bislang in dieser Frage noch nicht eindeutig positioniert. Der Italiener hat jedoch die Position seines Vorgängers Jean-Claude Trichet bekräftigt, wonach die Anleihenkäufe limitiert sind und ausschließlich geldpolitischen Zwecken dienen.

Der EZB ist der direkte Kauf von Staatsanleihen von den Mitgliedsländern durch den EU-Vertrag verboten. Sie kann lediglich am Sekundärmarkt aktiv werden. Andere wichtige Notenbanken wie die Federal Reserve in den Vereinigten Staaten oder die Bank von England sind in der Krise der vergangenen Jahre hingegen längst zur direkten Staatsfinanzierung übergegangen und kauften beziehungsweise kauften für viele Milliarden Dollar und Pfund Bonds der Regierungen auf. Immer mehr Volkswirte glauben indes, dass auch die EZB eines Tages unter dem Druck der Krise ihren Widerstand gegen eine solche Geldpolitik aufgeben müssen.

Quelle: Reuters, dpa-AFX

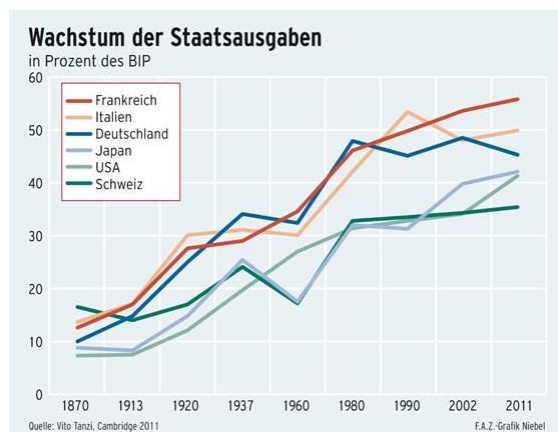
Party ohne Rechnung: Die überdimensionierten Wohlfahrtsstaaten sind an der Krise schuld

FAZ Wirtschaftsblog 18. November 2011, 08:28 Uhr

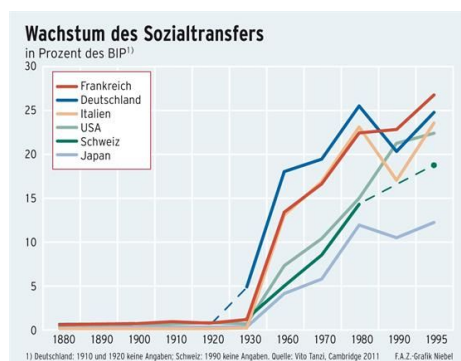
Von Rainer Hank

„Europe isn't working in Europe“

Im Jahr 1888 gab es eine Debatte unter Ökonomen, was denn wohl das optimale Maß für Staatsausgaben sei. Der Franzose Paul Leroy-Beaulieu meinte, fünf bis sechs Prozent des Bruttoinlandsprodukts dürfe man eine „moderate“ Staatstätigkeit nennen, bei acht bis zehn Prozent würde er von „normal“ reden, alles über zwölf Prozent aber müsse als „exorbitant“ bezeichnet werden. Tatsächlich spiegelt diese Einschätzung die reale Situation der damaligen Zeit: In Frankreich und Italien pendelten die Staatsausgaben um 13 Prozent des BIP, in Amerika lagen sie noch darunter. Der Staat beschränkte sich auf seine zentralen Aufgaben: Verteidigung, Schutz der Individuen und ihres Eigentums, Verwaltung, Justiz. Auffallend ist auch, dass zwischen 1870 und 1913, in den „Goldenen Jahren des liberalen Zeitalters“, sich an diesem Verhältnis wenig geändert hat. (Wie die Staaten sich in den letzten 150 Jahren aufblähten, lässt sich nachlesen in dem schönen neuen Buch von Vito Tanzi: Government versus Markets.)



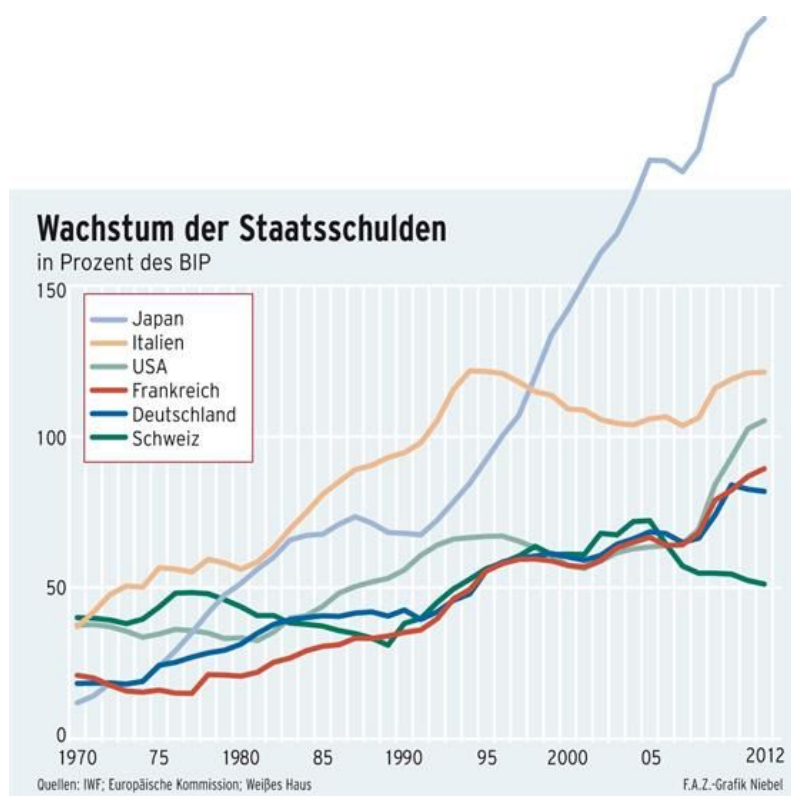
Noch im Jahr 1950 betrug auch in Deutschland der Anteil der Staatsausgaben am BIP bescheidene 19 Prozent. Heute sind die Budgets aller industrialisierter Staaten, die sich aus Steuern und Schulden speisen, so hoch wie nie zuvor (siehe Chart Staatsausgaben). Vor allem in den sechziger und siebziger Jahren, den „Goldenen Jahren des Wohlfahrtsstaats“ (damals regierte übrigens in Deutschland ein Kanzler namens Helmut Schmidt), weiteten alle Regierungen die öffentliche Tätigkeit gravierend aus. Bis zu fünfzig Prozent und mehr des BIP machten in einigen Ländern die Staatsausgaben aus. Umverteilung von oben nach unten, aber mehr noch Umverteilung innerhalb der Mittelschicht (von den etwas Reicheren zu den etwas Ärmeren) haben die Staaten aufgebläht (siehe Chart Sozialtransfers).



Gleichwohl sind die Unterschiede zwischen den einzelnen Staaten auch heute noch enorm. Während die Staatsquote in den Vereinigten Staaten nie viel über dreißig Prozent lag (das änderte sich erst in der Finanzkrise des 21. Jahrhunderts), waren Italien und Frankreich schon einmal bei 55, respektive 52 Prozent. Die Schweiz

kommt mit gut 30 Prozent aus, Australien auch; Hongkong genügen 18 Prozent, Deutschland liegt bei 46 Prozent. Und während es in den neunziger Jahren des 20. Jahrhunderts zu einem leichten Rückgang der Staatstätigkeit kam, hat sich das zur Mitte des ersten Jahrzehnts im neuen Jahrhundert - bedingt, motiviert und legitimiert durch die Finanzkrise - wieder deutlich geändert. „In der OECD herrscht allgemeiner Konsens darüber, dass die öffentlichen Finanzen in vielen OECD-Ländern auf einem unhaltbaren Weg sind“, heißt es lakonisch zusammenfassend im neuesten [Überblick über die Staatsfinanzen der OECD](#)

Schulden sind ein kommoder und unauffälliger Weg, wie die Staaten sich über darüber hinweg täuschen können, dass sie mehr Geld ausgeben, als sie einnehmen. Denn Staatsschulden sind eine besonders galante Spielart der „fiskalischen Illusion“ (Robert Musgrave). So lange man Leute (die „Märkte“) findet, die die Anleihen kaufen, und solange die Zinsen dafür sich im Rahmen halten, lässt es sich auf Pump gut, ungeniert und munter leben: Niemand merkt den Preis des üppigen Staates, denn er spiegelt sich nur unzureichend in den Steuern. Dass Schulden die Steuern von morgen sind, bleibt abstrakt. Eine Party ohne Rechnung. Denn morgen sind wir alle tot. Schulden sind die Wohlstandsillusion des Wohlfahrtsstaates, die Politiker und Bürger symbiotisch aneinander binden. Die einen teilen aus, die anderen sacken ein, und der Wettbewerb der Politik geht darum, wer mehr soziale Nettigkeiten im Angebot hat, um im Gegenzug dafür mehr Wählerstimmen auf sich zu vereinen.



Man muss dem Euro dankbar dafür sein, dass er - gleichsam *contre coeur* - diese Illusion zerstört hat. Plötzlich wurde offenbar, dass Schulden auch zurück gezahlt werden müssen und dass dies immer unwahrscheinlicher wird, je mehr die Verschuldung wächst. Der Euro hat die Staatsverschuldung bei exorbitant niedrigen Zinsen zunächst befeuert und sie sie dann, als die Zinsen anzogen, als gefährliches Spiel problematisiert, wie Norbert Berthold in „[Wirtschaftlichefreiheit.de](#)“ gerade gezeigt hat. Die höheren Renditen, die die Märkte verlangen, sind sowohl Ausdruck wie Signal an die Schuldner, die Last werde schwerer werden. Nicht nur Staatsausgaben, auch die Staatsverschuldung wachsen seit fünfzig Jahren kontinuierlich (nicht erst seit der Finanzkrise, wie manche Analytiker mit Kurzzeitgedächtnis gerne hätten). Das läuft zielsicher auf die Pleite zu. Die Eurokrise ist eine Krise der europäischen Wohlfahrtsstaaten. Die einen (Griechenland, Italien) erwischt es gleich, die anderen (Frankreich, Deutschland) erwischt es später. „Europe isn't working in Europe“ schleuderte der republikanische Abgeordnete Mitt Romney jüngst Barack Obama entgegen als Warnung, Amerika nicht zu europäisieren und zu sozialdemokratisieren.

Nun gibt es eine Gruppe ernst zu nehmender Ökonomen, angeführt von Nobelpreisträger Paul Krugman, die fuchsteufelswild werden, wenn jemand sie auf den Zusammenhang von Schuldenkrise, Eurokrise und Wohlfahrtsdynamik anspricht. „Die Eurokrise sagt nichts über die Nachhaltigkeit des Wohlfahrtsstaats“, poltert [Krugman](#). Der Furor ist verständlich: Würde Krugman den Zusammenhang bestätigen, ergäbe sich zwingend die Konsequenz, das Übel müsse an der Wurzel angepackt werden und die Wohlfahrtsstaaten müssten wieder ihr Maß finden, damit die Staaten sich vom Verschuldungswahn befreien können. Was pejorativ Schuldenbremse heißt, ist nichts anderes als ein hartes Austeritätsprogramm für alle: die Einschränkung der Staatsausgaben durch Begrenzung der Staatstätigkeit. Anders geht es nicht.

Weil Krugman und seine Freunde den europäischen Wohlfahrtsstaat prima finden, müssen sie die Eurokrise anders erklären. Sie haben dafür zwei Erzählungen („Narratives“, würde Peer Steinbrück sagen).

(1) Nicht das Ausmaß der Staatsschulden sei Grund für die Krise des Euro, sondern die Tatsache, dass unter dem Regime des Euro die Staaten sich nicht mehr in der eigenen Währung verschulden können. Wäre es anders, müsste England, das höher verschuldet ist als Spanien, auch höhere Zinsen zahlen als Spanien. In Wirklichkeit zahlt England aber niedrigere Zinsen bei höherem Verschuldungsgrad. Das stimmt. In Großbritannien oder USA fungiert die Zentralbank als "Lender of Last Resort" für die Staaten; die EZB tut das als europäische Institution dagegen nicht (was viele deshalb heute gerne hätten). Die Gewissheit, die Zentralbank werde im Falle eines Falles die Schulden monetisieren (und inflationieren) ist deshalb im Euroraum weniger triftig als in Staaten mit eigener Währung, was sich in den höheren Zinsen spiegelt. Mehr noch: Der belgische Ökonom [Paul de Grauwe](#) erklärt den Unterschied zwischen Spanien und Großbritannien folgendermaßen: Anleger, die Spanien nicht trauen, können mühelos und ohne Kursrisiko ihre in Euro notierenden Bonds gegen sichere deutsche Anleihen eintauschen. Die Anleihen der Anleger in Großbritannien sind aber in Pfund notiert. Würden die Anleger diese massenhaft gegen deutsche Euroanleihen tauschen wollen, wäre rasch der Eurogegenwert des Pfundes, den sie dafür erhielten, nicht mehr viel wert: Die Anleger sind im Pfund gefangen, ihre Fluchtgefahr ist geringer als bei Euroanleihen in Spanien. Weil die Flucht im Euroraum einfacher ist, ist der Risikoaufschlag für spanische Euroanleihen höher als für britische. Der Analyse ist nicht zu widersprechen. Doch was folgt daraus? Daraus folgt nur, dass umgekehrt ein Schuh daraus wird, dass nämlich der Euro (ein Gutes hat die Fehlkonstruktion!) schonungslos das Risiko der Staatsverschuldung aufzeigt und die Staaten über den Zins zur Umkehr oder zu Abdankung oder zu beidem zwingt. Staaten, die sich in der eigenen Währung verschulden können (Großbritannien, USA, Japan) wiegen sich angesichts erträglicher Zinsen in der Sicherheit, sie könnten das Schuldenspiel ewig weiter treiben und bräuchten ihren Wohlfahrtsstaat nicht zu zügeln. Dass ungebremste Schulden (mit oder ohne Euro) nicht gehen, haben [Rogoff und Reinhart](#) bekanntlich schlüssig nachgewiesen. Summa Summarum: Die Eurokrise macht die Krise der Wohlfahrtsstaaten sichtbar. Aber die Krise der Wohlfahrtsstaaten ist fundamentaler als die Eurokrise. Amerika und Japan haben keinen Grund, mit dem Finger auf die Euro-Länder zu zeigen.

(2) Weil Krugman und seine Freunde den Zusammenhang der Verschuldungskrise mit ausgabenhungrigen Wohlfahrtsstaaten leugnen, konstruieren sie stattdessen eine direkte Verbindung zwischen Staatsschuldenkrise und Finanzkrise. Der geht so: Um die Finanzmärkte zu stützen, mussten die Staaten sich verschulden und mit keynesianischem Stimulus die Welt wieder in Ordnung bringen. So haben sich (z.B. in Spanien) private in öffentliche Schulden gewandelt, mithin die Staaten ausgebadet, was die Märkte angerichtet haben. Wäre die Finanzkrise nicht passiert, hätte es auch keine Staatsschuldenkrise gegeben, so die Logik. Auch das ist Quatsch (siehe oben): Der Beitrag der finanzkrisenbedingten Verschuldung zur Gesamtverschuldung ist vernachlässigbar (in Deutschland beträgt er etwa einen Prozentpunkt). Wenn es das nur wäre, eine einmalige keynesianische Verschuldungssituation, hätten wir heute keine Staatsschulden- und keine Eurokrise! Man kann aber auch hier den Schuh umdrehen: Die Finanzkrise 2008 selbst rührt auch in einer Falle der Wohlfahrtsstaaten. Wie [Raghu Rajan](#) nachgewiesen hat, lässt sich die Subprimekrise zurückführen auf staatliche Interventionen am amerikanischen Immobilienmarkt, die das Ziel hatten, jedermann zu Wohneigentum zu bringen, um damit angesichts stagnierender oder fallender Löhne die Einkommensungleichheiten zu kompensieren. Das haben die Banken sich nicht zweimal sagen lassen und ihren Reibach gemacht - woraus die Finanzkrise entstand. Man kann es drehen und wenden, wie man will: Erst haben die Staaten es übertrieben, dann die Märkte. Nicht umgekehrt.

Europäische Zentralbank: Obergrenze für Anleihekäufe

FAZ 17.11.2011 2011-11-17T17:30:00+0100 ·

Die EZB hat sich nach F.A.Z.-Informationen eine Obergrenze für den Ankauf von Staatsanleihen gegeben: rund 20 Milliarden Euro wöchentlich. Nun wächst der Druck, die Ausgaben zu reduzieren.

Von Stefan Ruhkamp



© dapd

Die Europäische Zentralbank in Frankfurt

Auf den Märkten hegen viele Investoren die Hoffnung, dass die Europäische Zentralbank (EZB) zum Gläubiger der letzten Instanz für die Euroländer wird und ihr Ankaufprogramm drastisch ausweitet. Doch innerhalb des Rats der EZB, dem die sechs Mitglieder des Direktoriums und die 17 nationalen Notenbankgouverneure angehören, wächst der Widerstand gegen das Programm. Für eine Abschaffung plädiert nach wie vor nur eine Minderheit, darunter der deutsche Bundesbankpräsident Jens Weidmann, der Luxemburger Notenbankgouverneur Yves Mersch und EZB-Direktor Jürgen Stark.

Auch die Ratsmitglieder aus den Niederlanden und Österreich haben sich zuletzt kritisch geäußert. Die Mehrheit für eine Fortführung des Programms wird also brüchig. Obendrein sickert nun durch, dass der Rat sich alle zwei Wochen auf eine Obergrenze für die wöchentlichen Anleihekäufe verständigt.



© F.A.Z.

Schon allein die Existenz dieser Grenze, die es seit dem Beginn des Programms gibt, wird in Notenbankkreisen als Geheimnis behandelt, weil man fürchtet, dass dies zur Spekulation ermuntern könnte. Nach Informationen der Frankfurter Allgemeinen Zeitung hat die wachsende Skepsis im EZB-Rat gegenüber dem Anleiheprogramm dazu geführt, dass die Obergrenze auf 20 Milliarden Euro gesenkt wurde.

An diesem Donnerstag tagte der EZB-Rat und verhandelte auch über eine weitere Absenkung. Das Ergebnis der Abstimmung war zu Redaktionsschluss auch inoffiziell nicht in Erfahrung zu bringen. Eine Sprecherin der EZB wollte die Angelegenheit nicht kommentieren. Das Anleihekaufprogramm wurde im Mai 2010 aufgelegt, zunächst zugunsten Griechenlands.

Wöchentliche Obergrenze ein Handicap

Später kam der Kauf portugiesischer und irischer Anleihen hinzu. Im August dieses Jahres wurde das Programm auf spanische und italienische Anleihen ausgeweitet. Griechische Anleihen werden dagegen nicht mehr gekauft. Die EZB besitzt nun aus dem Programm Staatsanleihen für rund 190 Milliarden Euro.

Für die EZB und die 17 nationalen Notenbanken des Euro-Systems ist das Bekanntwerden der wöchentlichen Obergrenze ein Handicap. Denn Interventionen sind aussichtsreicher, wenn die Märkte im Unklaren über das Ausmaß sind und potentiell unbegrenzte Summen denkbar sind. Deshalb wünschen sich viele Banken und Investoren, dass die EZB sich ohne Limit zu den Anleihekäufen bekennt und sie auch stark ausweitet.

Draghi versuchte, die Erwartungen zu dämpfen

Stattdessen scheint sich im Rat der EZB ein gegenläufiger Trend durchzusetzen. Für die vergangene Woche, als die Renditen für italienische Staatsanleihen zeitweise 7,5 Prozent erreichten, hatten einige Marktteilnehmer Ausgaben von 20 bis 30 Milliarden Euro vermutet - wie sich nun herausstellt, wäre so viel nach dem Beschluss des EZB-Rats gar nicht gedeckt gewesen.

Stattdessen hatten die EZB und die nationalen Notenbanken des Euro-Systems nur mit 4,5 Milliarden Euro interveniert. Bei seinen ersten öffentlichen Auftritten versuchte auch der neue EZB-Präsident Mario Draghi die Erwartungen zu dämpfen. Erst verlangten Banken und Investoren, dass die Zentralbank mit viel Geld interveniere. Doch wenn sie das erst tue, werde es heißen, sie sei nicht mehr glaubwürdig, hieß es in den vergangenen Tagen im Umfeld der EZB.

Auch Bundeskanzlerin Angela Merkel bekräftigte ihre Ablehnung. Wer glaube, die EZB könne die Probleme des Euroraums lösen, rede sich etwas ein, sagte sie auf einer Konferenz in München.

"Wir können eine überstürzte Vergemeinschaftung von allem und jedem machen. Das wird dazu führen, dass die Märkte kurz beruhigt sind und dass die Wettbewerbsfähigkeit Europas abnimmt und wir uns irgendwann irgendwann wiederfinden, aber nicht mehr im führenden Bereich der Welt", sagte sie.

Kredit an den IWF

In der Diskussion über die Stabilisierung finanzschwacher Euroländer ist ein neuer Vorschlag aufgekommen, die EZB an der Finanzierung zu beteiligen. Nach Informationen von Reuters wird erwogen, dass die EZB dem Internationalen Währungsfonds (IWF) Kredite geben könnte, damit dieser angeschlagene Euro-Staaten finanziere. „Das wäre ein Weg, die rechtlichen Beschränkungen der EZB zu umgehen“, zitiert Reuters eine ungenannte Person, die mit dem Vorgang vertraut sei. (*ruh.*)

Quelle: F.A.Z.

Stabilität vor Volksentscheid Der Schamfleck ist die Geldverachtung

FAZ 18.11.2011 2011-11-18T11:36:00+0100 ·

Wer das Ökonomische geringschätzt, weiß gar nicht, welche politische und kulturelle Leistung eine stabile Währung darstellt. Eine Antwort auf Jürgen Habermas und Frank Schirrmacher.

Von Ernst-Joachim Mestmäcker



© picture-alliance/ dpa

Zwei Jahre vor Geburt des Verfassers hatten Geldscheine Billionenwert: Reichsbanknote von 1924 in den Händen eines Sammlers

Der griechische Ministerpräsident plante zeitweise einen Volksentscheid über die von ihm in Brüssel zugesagten Abhilfen gegen die Zahlungsunfähigkeit seines Landes. Wer dieses Projekt kritisierte, wie es viele europäische Politiker getan haben, behandelt die Demokratie, so die [These von Frank Schirrmacher](#), als Ramsch. Das demokratiethoretische Gütesiegel erhielt er mit dem [Aufruf von Jürgen Habermas](#): „[Rettet die Würde der Demokratie](#)“. Schirrmacher sieht einen Machtkampf zwischen dem Primat des Ökonomischen und dem Primat des Politischen. In Gefahr sei die demokratische Öffentlichkeit schlechthin.

Das Volk, das die Weltbühne betritt, bestätige mit seiner Entscheidung seine Souveränität. Für eine Schrecksekunde seien aus den Betroffenen Beteiligte geworden, das wahre die Würde der Demokratie (Habermas). Diese demokratische Eingebung erinnert an die vermeintlich heilenden Kräfte des Handauflegens der Herrscher von Gottes Gnaden und an ihr nicht hinterfragbares Letztentscheidungsrecht. Diese Rechte wurden dem absoluten Herrscher im Namen der Demokratie, der Menschenrechte und des Rechtsstaates abgerungen. Aber es ist ein falsches Pathos, wenn dem demokratischen Volksentscheid in ähnlicher Weise Rang und die Würde einer sich selbst rechtfertigenden Entscheidung zugewiesen werden.

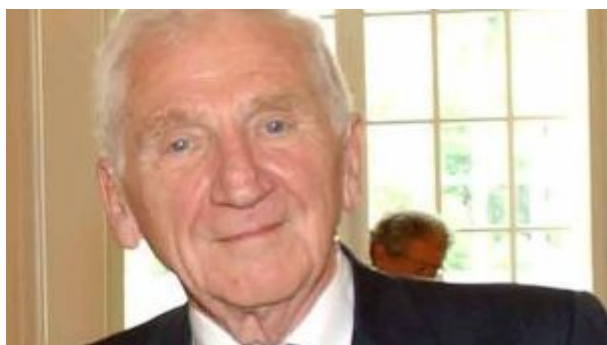
Das Bundesverfassungsgericht kennt im Verhältnis zur Europäischen Union nur einen verfassungsrechtlich gebotenen Volksentscheid: den über die Verfassung selbst, wenn die souveräne Identität der Bundesrepublik in Frage steht. Von solchen Grenzfällen zu unterscheiden sind die Grenzen, die für das demokratische Prinzip von Anfang an gegolten haben. Dazu gehören etwa die Gewaltenteilung oder die den Gesetzgeber bindenden Grundrechte. Zu den Gegenständen, die der demokratischen Herrschaft entzogen sind oder entzogen sein sollten, gehört aber auch die Währungsordnung.

Das Demokratieprinzip hat Grenzen

Das deutsche Bundesverfassungsgericht hat in seiner Entscheidung vom 12. Oktober 1993 die damit verbundene Modifikation im Dienste der Sicherung des in eine Währung gesetzten Einlösungsvertrauens umfassend begründet. Damit werde der deutschen Erfahrung Rechnung getragen, dass eine unabhängige Zentralbank den Geldwert als ökonomische Grundlage für die staatliche Haushaltspolitik und für die Wahrnehmung wirtschaftlicher Freiheitsrechte besser sichere, als es von politisch abhängigen Hoheitsträgern zu erwarten sei. Deshalb sei auch die Verselbständigung der Währungspolitik in der Hoheitskompetenz einer unabhängigen europäischen Zentralbank mit verfassungsrechtlichen Anforderungen vereinbar.

Diese grundlegenden Grenzen des Demokratieprinzips werden hier in Bezug genommen, weil es im europäischen Verfassungsverbund „ohne demokratische Kosten souveräner Staatlichkeit“ (Hatje) nicht abgeht. Diese Kosten entstehen aus ordnungstheoretischen Gründen für jede Währungsordnung, die stabiles Geld gewährleisten soll.

Wenn in der Finanzkrise etwas verramscht wurde, dann sind es die im Vertrag von Lissabon bestätigten Bindungen der Haushaltspolitik der Mitgliedstaaten und mit dem Aufkauf notleidender Staatsanleihen durch die EZB ihr Ruf als unabhängige Institution. Die Erwartung, dass die Verfassungsprinzipien, die den Binnenmarkt ermöglichten, auch geeignet sein würden, eine gemeinsame und stabile Währung zu schaffen, haben sich als Irrtum erwiesen. Es ist müßig, darüber zu streiten, ob es die unverantwortliche Haushaltspolitik von Mitgliedstaaten oder „das Finanzkapital“ war, was hauptsächlich zu der Krise beigetragen hat. Die wichtigste Lehre für die Zukunft Europas lautet, dass es keinen Ersatz gibt für eine stabile Währung samt der von ihr geforderten finanziellen Disziplin der Mitgliedstaaten und der geldpolitischen Disziplin der Zentralbank.



© picture-alliance

Sein Forschungsschwerpunkt ist das deutsche, europäische und internationale Wirtschaftsrecht: Ernst-Joachim Mestmäcker

Der Machtkampf zwischen dem Politischen und dem Ökonomischen stellt die Frage nach Herr und Knecht. Auch verweist die Faszination des Volksentscheids als Inbegriff einer Entscheidung, in der sich das Politische in der Demokratie gegen das Ökonomische behauptet, auf einen überwunden geglaubten Begriff des Politischen. Politisch werden „die Systemimperative des verwilderten Finanzkapitals“ (Habermas), indem sie der gerechten Lebenswelt frei kommunizierender Bürger gegenübergestellt werden. Damit ist zwar der Feind gefunden und der Machtkampf programmiert. Aber es ist nichts gesagt über die überfälligen Reformen des Bankwesens und der Finanzmärkte in Europa und in Amerika. Der dramatische „Schamfleck“ der Währungsunion (Habermas) ist nicht das Fehlen einer politischen Union. Es ist die Bereitschaft zivilisierter und demokratischer Staaten, sich an den verwilderten internationalen Finanzmärkten ohne Rücksicht auf die eigene Zahlungsfähigkeit und im Vertrauen auf „Europa“ zu verschulden.

In der fatalen Geringschätzung des nur Ökonomischen oder des nur Negativen der europäischen Integration lassen wissenschaftliche Beobachter und politische Akteure häufig außer Acht, welche politische und auch kulturelle Leistung die Gewährleistung einer stabilen Währung ist. Die demokratische und republikanische Erleichterung über die goldenen Worte des griechischen Ministerpräsidenten, mit denen er seinem Volk eine Schicksalsfrage vorlegen wollte, blendet die andere Schicksalsfrage nach den Bedingungen einer auch wirtschaftlich menschenwürdigen Gesellschaft aus. Es mag erhebend sein, den demokratischen Souverän zur Hilfe zu rufen, aber es handelt sich in Wahrheit um das demokratisch eingekleidete Eingeständnis eines politischen Versagens, das durch den Volksentscheid nur bestätigt werden kann. Das Volk soll dadurch nachträglich für eine Entwicklung in die Pflicht genommen werden, auf die es keinen entscheidenden Einfluss hatte.

Recht braucht Stabilität

Um der Krise zu entkommen, werden von verschiedenen Seiten, auch in den hier im Mittelpunkt stehenden Beiträgen, politische Fortschritte in der europäischen Integration gefordert. In den Blick kommen damit sehr

verschiedene Vorschläge oder Ideen, von denen ungewiss ist, ob sie von einem „Bewusstsein für die immateriellen Werte Europas“ (Schirmmacher) inspiriert sind. Der eingeforderte Respekt vor demokratisch legitimierten Verfahren weist aus den bereits genannten Gründen in die falsche Richtung. Eine Währung, die das Einlösungsvertrauen der Bürger rechtfertigt, ist eine notwendige Bedingung jeder Rechts- und Wirtschaftsordnung, die sich auf Vertragsfreiheit und wirtschaftliche Freiheitsrechte stützt. Das gilt unbeschadet der aus vielfältigen Gründen notwendigen Korrekturen von Markt und Einkommen.

Die Schwierigkeiten, mit denen in der Fortentwicklung der Wirtschaftsunion zur Währungsunion zu rechnen war, haben die Mitgliedstaaten in den Verträgen von Maastricht und Lissabon erkannt, aber sie haben sie unterschätzt. Solange die Mitgliedstaaten ihre eigene Währung hatten, informierte sie der Außenkurs ihrer Währung über ihre Wettbewerbsfähigkeit und auch über die Bedingungen, zu denen sie Kredite aufnehmen konnten. Mit dem Euro entfiel diese bei flexiblen Wechselkursen für jeden Staat wirksame Disziplinierung der Märkte. Der gemeinsame Außenkurs des Euro vergemeinschaftete und begünstigte für eine Übergangszeit die Kreditbedingungen für die südlichen Mitgliedstaaten; sie blieben jedoch souverän in ihrer Schuldenpolitik.

Die vereinbarte Haushaltsdisziplin im Stabilitäts- und Wachstumspakt erwies sich als unzulänglicher Ersatz der Disziplinierung durch die Märkte. Unzulänglich auch deshalb, weil sich die im Staatshaushalt gebündelten, ausgabewirksamen politischen Entscheidungen der Staaten letztlich der Kontrolle mit den Mitteln des Unionsrechts entziehen. Der Vertrag von Lissabon schließt die Einhaltung der Pflichten, die Mitgliedstaaten für ihren Haushalt übernommen haben, von dem Vertragsverletzungsverfahren aus, über das auf Initiative der Kommission vom Europäischen Gerichtshof zu entscheiden wäre.

Gemeinsamer Weg in den Abgrund

Mit einer Erstreckung dieser Kompetenz auf Haushaltsangelegenheiten ist es jedoch nicht getan. Der Haushaltskommissar, wie er für Griechenland eingesetzt und für Italien erwartet wird, überschreitet die Grenzen, die der Supranationalität gegenüber demokratischen Staaten gezogen sein sollten. Hier liegt die Existenzfrage der Währungsunion. Das bestätigen die aus Verzweiflung und Hilflosigkeit geborenen Vorschläge, die Ratingagenturen abzuschaffen oder ihnen die Bewertung der Kreditrisiken von Mitgliedstaaten zu verbieten. Aus ganz anderen Gründen gehört in diesen Zusammenhang auch die international erwogene Möglichkeit, die deutschen Währungsreserven zugunsten notleidender europäischer Staatsanleihen zu verpfänden.

Wenn die Rettungsschirme und die Staaten, die sie in Anspruch nehmen, groß genug werden, wird der Weg in den Abgrund vergemeinschaftet. Es könnte sein, dass die Würde der demokratischen Staaten nur zu wahren ist, indem sie die Folgen ihrer Zahlungsunfähigkeit in eigener Verantwortung außerhalb der Währungsunion bewältigen. Die Erfahrung der Finanzkrise spricht dafür, dass dieser Ausweg nicht der Entscheidung der betroffenen Staaten überlassen werden darf.

Ernst-Joachim Mestmäcker, Jahrgang 1926, lehrte als Rechtswissenschaftler unter anderem in Washington, Saarbrücken, Münster und war Direktor am Hamburger Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht.

Quelle: F.A.Z.

In defense of Europe's technocrats

Outside Britain, experts have often played a positive role in politics. Is it time we stopped knocking the technocrats?

Philip Oltermann

guardian.co.uk, Wednesday 16 November 2011 14.02 GMT



Mario Monti, Italy's prime minister designate and one of the 'technocrats' criticised in the British media. Photograph: Tony Gentile/Reuters

Leafing through the British press over the last week, you can't but notice the increased sightings of a rare political subspecies: the "technocrat". Prominent technocrats include the Italian prime minister designate, [Mario Monti](#), and the Greek PM, Lucas Papademos, who have been parachuted into the top job, the papers say, in order to act out diktats of their "paymasters" in Germany and France. In the Telegraph, Christopher Booker has revealed that "[EU architects never meant it to be a democracy](#)": technocracy was always the plan. In the same paper, Charles Moore has proclaimed that "[left and right should agree that this is not the time for technocrats and Frankfurters](#)", but real democrats.

And largely they do. On these pages, there have been a number of comment pieces and editorials pointing out Europe's "democratic deficit", questioning whether the "rise of the technocrats" is wise ("[economics is not engineering](#)") or even [effective](#). Even the sober FT has a concerned editorial entitled "[Enter the technocrats](#)" – no less than 10 months after proclaiming the "[strange death of technocracy](#)". I counted at least half a dozen articles that saw glaring parallels to European appeasement a la Munich '38; the Telegraph is already pondering [sending Spitfires across the channel](#).

Well, when the Guardian, the Telegraph and even [those arch-contrarians at Spiked Online](#) are in agreement over something, some alarm bells should go off. So let's at least try to see if there might be another side to the story here.

The word "technocracy" comes from the Greek words "tekhne", meaning skill, and "kratos" meaning power. Technocrats thus literally promise to be "problem solvers" – politicians who make decisions based on their expertise or specialist knowledge of a particular subject, rather than to please a particular interest group or political party. The term is commonly attributed to the engineer William H Smyth of Berkely, California in 1919, though the idea that a country should be organised and spiritually led not by the church, feudal landowners or the military but by industrial chiefs and men of science, goes back to the early socialist thinker [Saint-Simon](#).

Yes, there's no harm in saying it: technocracy once used to be a big idea for the international left. In 1930s America, for instance, it wasn't a term of abuse but the programme for a new social utopia. In the middle of the Great Depression, an emergent technocratic movement led by engineers and dissident economists such as Thorstein Veblen and Howard Scott proposed that populist politicians simply weren't capable to fix the system: "The maladministration and chaos imposed upon the industrial mechanism by arbitrary rule of extraneous interest has reached such a point that many technicians feel the urgent need of confederating their forces in a program of industrial co-ordination based, not on belief, but exact knowledge," thundered a pamphlet by the Technical Alliance.

The American technocratic movement was short-lived, not least because the flaws in its thinking were so apparent: their belief that anyone could ever be completely apolitical in their decision-making now strikes us as naive. No one remembers the technocrats' "Plan of Plenty", and everybody remembers Roosevelt's New Deal.

Over the course of the next few decades, technocracy got a dodgy rep. Veneration of industrial progress and unchecked rule by bureaucrats became a trademark of totalitarian regimes in Nazi Germany and Soviet Russia. George Orwell describes technocracy as a precursor to fascism. What was Adolf Eichmann if not a technocrat?

Some might say, though, that technocratic ideals and practices never really went away. Henry Elsner's critical account of the movement floats the idea that the New Deal, with its embracing of social engineering, was [more of a synthesis of technocratic and democratic ideals than an alternative](#).

In many European countries, the word technocrat still has positive connotations. In the 1950s, [Jean Monnet](#) envisioned growth as something that required expertise rather than party politics. Smaller democracies, such as Holland, often rely on technocrats as negotiators between unruly coalition governments, or between employers and employees. Belgium, without a government for 17 months and counting, [is a technocrat's paradise](#) and has weathered the crisis fairly well so far. In the former communist states of central and eastern Europe, technocrats played a key role in negotiating the transition from authoritarian regime to democracy.

[Kevin Featherstone](#), a professor in European politics at LSE, suggests that "there may well be fewer technocrats in power in Europe at the moment than there were through the 1990s". It's certainly nothing new in Italy, where Giuliano Amato, a law professor, was appointed prime minister after Italy's expulsion from the European Monetary System in 1992. Carlo Azeglio Ciampi, a former secretary general of Banca d'Italia, and economist Lamberto Dini, likewise, were never elected but appointed by the president to oversee reforms. The situation in Greece is different, but in Xenophon Zolotas it too had an unelected interim PM in 1989-90. Britain, where Labour only flirted briefly with technocracy in the 1960s, may well be the odd one out here.

Does that mean that technocracy is better than democracy? Of course not. But it might just be worth considering that a temporary technocrat rule may well be an acceptable – perhaps necessary – part of the democratic process at times of crisis. Would we prefer British healthcare to be run by technocrats (ie experts) rather than politicians and free-market ideologues? I think so. Would we be more confident in the judgment of British frontbenchers if most of them hadn't gone straight from university into politics? I think so.

"Engineers" may never be completely apolitical, but they may be less political than those who went into politics to become politicians. What if technocrats are just politicians without much charisma or without expensive PR? "Mediocrity in politics is not to be despised," the German writer ([and EU-sceptic](#)) Hans Magnus Enzensberger once wrote. "Greatness is not needed."

All this is not to say that all is well in the eurozone, not to deny that the EU is now nurturing an image problem on top of the financial woes, that Angela Merkel has done a woeful job at coming up with a credible plan for solving the crisis, and that Greece and Italy should call elections as soon as the sea is calmer. Most importantly, it is not to suggest that Britain shouldn't question the "more Europe" mantra. But it might just help to try and understand the way mainland Europe does politics differently before it rushes to offer advice.

European Rift on Bank's Role in Debt Relief

By JACK EWING and NICHOLAS KULISH

FRANKFURT — The financial stability of Europe has come down to one institution, the [European Central Bank](#), which is now under heavy new pressure to rescue [the euro](#) — or possibly see it collapse.

José Luis Rodríguez Zapatero, Spain's prime minister, on Thursday became the latest leader to demand that the bank find a solution to the euro crisis, saying that "this is what we transferred power for" and that it had to be a bank "that defends the common policy and its countries."

Mr. Zapatero made his unusually blunt statements on a day when markets sagged further and contagion continued its seemingly inexorable spread from the small economies on Europe's periphery to Italy, Spain and even France at the core. Spain was forced Thursday to pay nearly 7 percent on an issue of 10-year debt, the highest since 1997, while investors demanded the largest premium for buying French as opposed to German debt in the decade-long history of the euro.

Only the fiercely conservative stewards of the European Central Bank have the firepower to intervene aggressively in the markets with essentially unlimited resources. But the bank itself, and its most important member state, Germany, have steadfastly resisted letting it take up the mantle of lender of last resort.

European politicians and analysts say that unbending stance now threatens the survival of the euro and the broader integration of Europe itself.

"There is no solution to the crisis without the E.C.B.," said Charles Wyplosz, a professor at the Graduate Institute in Geneva and co-author of a standard textbook on European integration. "The amounts we are talking about are too big for anybody but the E.C.B."

At issue is whether the bank has the will — or the legal foundation — to become a European version of the Federal Reserve in the United States, with a license to print money in whatever quantity it considers necessary to ensure the smooth functioning of markets and, if needed, to essentially bail out countries that are members of the euro zone.

Traditionally, and according to its charter, the European bank has viewed its role in much narrower terms, as a guardian of the value of the euro with a mission to prevent inflation. But as market unease has spread over the past two years, critics say the bank's obsession with what they say is a phantom threat of inflation has stifled growth and helped bring the euro zone to the edge of a financial precipice.

With events threatening to spin out of control, the burden now rests on Mario Draghi, an inflation fighter in the job barely two weeks who surprised many economists by immediately cutting interest rates a quarter point.

"Everything until now is just a prelude. This is where it gets serious," said Peter Zeihan, vice president of analysis at Stratfor, a geopolitical research center. "This is not purely economics. This is about Germany's position in Europe and whether they control the institutions or not."

Angela Merkel, Germany's chancellor, and President Nicolas Sarkozy of France held a conference call on Thursday with Italy's newly sworn-in prime minister, Mario Monti, to discuss how Italy could win back the confidence of markets, Mrs. Merkel's office said in a statement. German policy makers believe the crisis is serving a purpose, keeping pressure on free-spending governments and forcing them to reform. Any rescue by the European Central Bank, they say, would only delay the inevitable reckoning.

Unlike the Federal Reserve, which has a mandate to promote employment as well as to fight inflation, the European Central Bank is charged first and foremost with maintaining price stability. In addition, the bank is specifically prohibited from financing the governments of euro area members.

So far, the bank's bond interventions have been modest by central bank standards — \$252 billion so far, compared with more than \$2 trillion purchased by the Federal Reserve in recent years. The European bank does not disclose details of its purchases, but it has been active lately, and traders said it bought Spanish and Italian bonds on Thursday in small amounts, Reuters reported.

In theory, the bank's ability to buy bonds is unlimited because it can print money. There would certainly be legal complaints about its violating its charter, but legal experts say those are questionable, and in any event the euro crisis will be decided long before the cases are adjudicated.

The political constraints, however, remain formidable, and as always Germany plays the pivotal role. While wielding only 2 of the 23 votes on the bank's governing council, Germany is the biggest contributor to its capital, and Germany's central bank, the Bundesbank, is the biggest institution in the network of central banks that conduct most of the European bank's business, including market intervention.

The bank's focus on price stability was transplanted from the Bundesbank, where the aversion to inflation is virtually genetic. In German eyes, there is a de facto promise that the bank will never turn loose the printing presses to bail out overindebted nations.

That path "belongs to the deadly sins of a central bank," Wolfgang Franz, chairman of the German Council of Economic Experts, an official panel that advises the government, said in an interview with the Frankfurter Allgemeine newspaper.

Many economists say there is little risk of inflation in the sagging European economy, but any large-scale intervention would create a political uproar. The bank could move quickly, said Richard Portes, professor of economics at the London Business School, but "it needs political cover to do what it needs to do."

It is not clear where that will come from. In a speech in Berlin on Thursday, Mrs. Merkel cautioned, "If politicians believe the E.C.B. can solve the problem of the euro's weakness, then they're trying to convince themselves of something that won't happen."

Germany has reason to be cautious. In the event that Italian, Spanish and other bonds had to be written down the way that Greek bonds were, Berlin would have to pay the most to recapitalize the bank. That would be tantamount to a backdoor bailout, a transfer of money from German taxpayers to cover the debts of other states without parliamentary approval.

"New Yorkers don't mind transferring money year after year to Appalachia, but in Europe, people do mind," said Dennis J. Snower, president of the Kiel Institute for the World Economy. "Populism would rise, the European project would truly be in danger because the democratic deficit would explode."

Much discussion has centered on whether Greece might leave or be forced to leave the euro zone, but the Germans might question whether they should stay if all their most cherished principles are violated.

"The Germans are pushing to amend the treaties right now so a country could leave the euro zone," said Mr. Zeihan of Stratfor. "In the end, Germany might leave."

Jack Ewing reported from Frankfurt, and Nicholas Kulish from Berlin. Steven Erlanger contributed reporting from Brussels, and Raphael Minder from Madrid.

The Technocratic Nightmare

By DAVID BROOKS

During the first half of the 1990s, I lived in Brussels and wrote about the European Union, among other subjects, for The Wall Street Journal. This was the heyday of European integration. Helmut Kohl, François Mitterrand and Jacques Delors were in power, negotiating the Maastricht Treaty and organizing the common currency.

There was a lot of excitement among the civil servants who saw themselves as the architects of a new Europe. But there were some oddities.

The European leaders would come together for a summit and issue a joint communiqué. But then if you sampled the coverage in each of the national medias, you felt as though you were reading about 12 entirely different events.

Europe was unifying legalistically and economically, but there was no common language or common conversation. At one meeting, leaders embraced “federalism,” but that word meant one thing in Britain and another thing in Germany.

Then there was the elitism. Off the record, Europe’s technocrats would say the most blatantly condescending things: History had taught them that Europe’s peoples were not to be trusted and government should be run from the top by people like themselves.

As a consequence, European integration was opaque, and consisted of a long series of complicated fudges. When the European Union leaders were compelled to seek popular approval to get the Maastricht Treaty ratified, they sponsored a forlorn rally in a Brussels park. There were E.U. flags and booths and speakers. But the crowd was bored and sparse. At one point, everyone was asked to sing the new European national anthem to the tune of “Ode to Joy.” Dead silence. No one knew the new words that had been written to go with that masterpiece.

The European Union is an attempt to build an economic and legal superstructure without a linguistic, cultural, historic and civic base. It was the final of the post-World War II efforts — the United Nations was among the first — to build governments that were transnational, passionless and safe.

Over the 17 years since I left Brussels, I’ve been impressed and surprised that they could keep the E.U. together. The desire for a unified Europe is strong, at least among the leadership class and those over 60.

But now the inherent flaws are undermining the project. The nations of Europe have been running different kinds of economies and different kinds of democracies, reflecting their diverse histories, values and cultures. If you jam diverse economic cultures into a single currency, you’re bound to get an explosion.

At this moment of crisis, it is obvious how little moral solidarity undergirds the European pseudostate. Americans in Oregon are barely aware when their tax dollars go to Americans in Arizona. We are one people with one shared destiny. West Germans were willing to pay enormous subsidies to build the former East Germany. They, too, are one people.

But that shared identity doesn’t exist between Germans and Greeks, or even between French and Germans. It was easy to be European when it didn’t cost anything. When sacrifices are necessary, the European identity dissolves away.

The mess threatens to bring down the European project and European economies. It threatens to send the world into another global recession. (At this point, Chancellor Angela Merkel has more influence over President Obama’s re-election chances than Obama himself does.)

On a superficial level, the fault lies with the current European leadership, their addiction to inadequate patches and fudges. But the real problems emerge from the technocratic mind-set, from the arrogant gray men who believe they can engineer society, oblivious to history, language, culture, values and place.

And the final curse is that while building Europe in this way was a mistake, Europeans cannot now simply reverse course. If the euro was immediately dissolved, the Deutschmark would surge, nearly every other currency would plummet and the imbalances would create a global catastrophe.

In the short term, the European Central Bank, the stable European nations and even the U.S. will have to take extremely big and painful action to stabilize the situation. But, after that, it'll be a time for chastening. It'll be time to discard the technocratic mind-set that created this inherently flawed architecture and build a Europe that reflects the organic realities of those diverse societies.

Thinking back on all the complacent conversations I used to have in Brussels, I was struck by a quotation I read this week in *The Economist*. A European central banker said he had always wondered how Europe's leaders could have stumbled into World War I. "From the middle of a crisis," he said recently, "you can see how easy it is to make mistakes."

Voters versus creditors

Market discipline works when other controls fail

The Economist Nov 19th 2011 | from the print edition

ANGELA MERKEL, the German chancellor, spoke for many Europeans when she said last year that "We must re-establish the primacy of politics over the markets." The Europeans created the euro to prevent the crises caused by currency speculators, only to find themselves pushed around by bond investors.

Politicians have often cursed the markets. Harold Wilson, a British prime minister, used to fulminate against the "gnomes of Zurich" who speculated against the pound. In the mythology of the British Labour Party, a "bankers' ramp" pushed the party out of office in 1931. James Carville, a political adviser to Bill Clinton, wanted to be reincarnated as the bond market so he could "intimidate everybody".

In theory, there is an easy answer. If you don't want to be bothered about the bond markets, don't borrow from them. The finance ministers of Norway and Saudi Arabia have no cause to worry about their borrowing costs because they are net creditors.

Not all nations can be creditors, of course. But John Maynard Keynes's plans for the post-1945 monetary system were aimed at limiting the imbalances that arose in the interwar system, and have popped up again in the past 20 years. Since this involved restricting the rights of surplus nations, his plans were circumscribed by Washington, a nice irony now that America is a debtor nation.

After the Bretton Woods system collapsed in 1971, trade imbalances ceased to be much of a constraint on the developed world. Financial markets seemed happy to provide the money to allow countries to run deficits on both the fiscal and trade accounts. This may have led to a fatal complacency on the part of governments, which assumed that their credit was limitless. But rather like Northern Rock, the British bank that became too dependent on the wholesale markets for funding and collapsed in 2007, countries such as Greece and Italy have discovered that investors can suddenly withdraw their favours.

Is the latest run the action of speculators, as Silvio Berlusconi mused in his farewell statement? On the contrary, the sell-off is probably down to caution. The Greek debt deal required private-sector investors to take a 50% hit, while official investors would be repaid in full. This made private-sector investors worry about potential losses elsewhere. They have shifted their assets into the perceived safety of Germany and Britain. In addition, it seems that banks are selling off bonds in an attempt to shrink their balance-sheets and meet new rules designed to make them safer.

Countries can escape from the tyranny of the markets by turning to official lenders: other countries, the International Monetary Fund or the European Financial Stability Facility. But such creditors are just as keen on extracting their pound of flesh (in terms of economic reform) as the private sector.

Vague plans for a fiscal union seem to depend on a bargain in which Germany agrees to transfer money to debtor countries but the debtors agree to limits on their ability to run a deficit. This implies that someone in Brussels (or Frankfurt) will have a veto over a debtor country's budget.

In short, having lost their ability to control their monetary policy, voters may have to lose control over their fiscal policies as well. National politics will be reduced to dealing with social issues, such as smoking bans.

Perhaps this is inevitable. Just as voters cannot repeal the laws of gravity, they cannot insist that foreign creditors lend them money. Domestic wealth, alternatively, can be taxed or confiscated, although this is a strategy that is likely to be successful only in the short term or during national emergencies such as the second world war. Capital controls worked under the Bretton Woods system but it is not clear whether they can be enforced in an age where money can be transferred through the click of a mouse.

The prospect of financial ruin was one reason why many people feared the introduction of democracy. "The ignorant majority, when unrestrained by a superior class, always sought to tamper with sound money," said Thomas Hutchinson, a lieutenant governor of Massachusetts in 1753. Alexander Hamilton described the progressive accumulation of debt as "perhaps the natural disease of all governments." Over the centuries, countries have tried various rules—the gold standard, balanced-budget requirements, independent central banks—in an attempt to limit government profligacy. But when those rules fail, the markets assert their own grim discipline.

Step by step to disaster

The German chancellor's actions fall short of her rhetoric about political union

The Economist Nov 19th 2011 | from the print edition



ANGELA MERKEL, the German chancellor, did her best to revive Germany's European spirit this week. At the congress of her Christian Democratic Union (CDU) in Leipzig, she spoke of past wars and of modern Europe's role in building peace. She hailed her predecessors, Konrad Adenauer and Helmut Kohl, for uniting Europe and Germany. And she appealed to self-interest: Germans' prosperity depended on Europe's well-being. Now that Europe faced its "darkest hour since the second world war", it was time to push for more integration to save the euro. "The task of our generation is to complete economic and monetary union, and build political union in Europe, step by step." The rebirth of European federalism in Germany? Not quite.

Mrs Merkel's rhetoric was oddly empty and detached from events across Europe. She ignored the call by France's Nicolas Sarkozy to turn the euro zone into the "federal" core of the European Union along with his divisive notion of breaking away from the ten non-euro members (many of them Germany's neighbours). She seemed oblivious to strident British demands for the repatriation of EU powers. On substance, Mrs Merkel's proposals were thin: automatic sanctions for fiscal rule-breakers (though the EU has just passed rules that come close to this) and new powers to take miscreants to the European Court of Justice (as if judges should be the arbiters of economic policy). The CDU also talks of allowing countries "voluntarily" to leave the euro.

The chancellor's call for political union is at its most incongruous when set against German obstruction of almost all ideas for resolving the euro crisis. Issue joint Eurobonds? *Nein*, that would encourage debtors to fall back into their sinning ways. Urge the European Central Bank (ECB) to be lender of last resort to vulnerable sovereigns like Italy? *Nein*, that would risk inflation. Pool the reserves issued to each country by the IMF (special drawing rights) to boost the euro zone's underpowered rescue fund? *Nein*, that would amount to taking the Bundesbank's gold.

Germany often argues its case in legal terms: such remedies would be illegal under the treaties or the German constitution. And yet Germany is pushing hard for a new treaty, against the wishes of most others. It wants only "limited" changes that might come into force by the end of next year. Its amendments merely tighten up fiscal rules and the monitoring of national economic policies; it will not hear of moves to enhance fiscal integration, whether by expanding the mandate of the ECB or through Eurobonds, as the European Commission will outline next week.

One well-placed Eurocrat sums up the sense of despair. "Germany is not the cause of the problem, but it is not part of the solution. It has a tremendous responsibility for escalating the crisis. It is impeding all avenues for a solution." Naturally Germany sees things differently. In abandoning the D-mark, Germany has already made the biggest sacrifice of all for European unity. It feels cheated by Greece, Italy and others that mismanaged their economies and now demand Germany's help. It has staked hundreds of billions in order to rescue collapsed economies. Austerity may be painful and unpopular. But for Germany, the only answer to Europe's ills is to reduce borrowing and debt.

For such a cautious politician, Mrs Merkel has strayed deliberately close to the edge of catastrophe. One reason is the belief that only fear of bankruptcy will force countries to mend their ways. Italy and Greece, under new technocratic governments, may now be more serious about living within their means and reforming their faults. France, which has run budget deficits since 1974, is adopting austerity. Spain has introduced a constitutional debt brake. "Suddenly Europe is speaking German," boasts Volker Kauder, the CDU's parliamentary leader. This slow approach may also limit Germany's liability; step-by-step often

means a piece-by-piece defence of taxpayers. Whenever she has been forced to yield ground, Mrs Merkel has justified the concession only as a necessity to avert disaster.

But her strategy could yet prove self-defeating. Delay highlights the risks of debt default and a euro-zone break-up. Indecision has helped to spread the crisis from peripheral to core countries. This, perversely, has endangered the euro and perhaps even the EU itself. Mrs Merkel also risks exhausting her political credit with German voters who see no end to serial bail-outs. The prolonged crisis is draining belief in the euro and smothering the recovery. Above all, it is inexorably raising the costs of fixing it. Had today's rescue mechanism and firewalls been created from the outset, the crisis might not have spread so far. And were the ECB ready to provide unlimited liquidity to solvent states, as it does for banks, it might not have to buy so many dodgy bonds.

Think big

Rather than seek incremental improvements through another disruptive treaty negotiation, Mrs Merkel would do better to seek a grand bargain that fixes the euro convincingly. Like other central banks, the ECB should ensure the stability of the financial system. If this creates moral hazard, countries helped by the ECB could be placed under an official reform programme. Similarly, Germany could agree to introduce Eurobonds, but only for countries that meet exacting criteria. This could be used to create an incentive for reform, not a licence to misbehave.

The Germans are right to argue that, if euro-zone countries want to save their currency, they must surrender much economic sovereignty. But the argument would be more persuasive if, in return, countries knew they would get more mutual protection. This could be a real step to political union. If it is not what Mrs Merkel wants—and it is unclear how many German voters would support it—then she might have to abandon her rhetoric and start planning how to manage a euro break-up instead.

Economist.com/blogs/charlemagne

The German problem

To save the single currency, Angela Merkel must take on her own country's economic establishment

The Economist Nov 19th 2011 | from the print edition



EVEN by Europe's cacophonous standards, German policymakers sent mixed signals on the euro this week. At her party's conference on November 14th the chancellor, Angela Merkel, left no doubt about the gravity of the euro crisis (see *Charlemagne*). "If the euro fails, then Europe fails," she said.

On the same day Jens Weidmann, the president of the Bundesbank, roiled financial markets with hardline comments designed to close off options for managing the crisis. He ruled out relying on the European Central Bank (ECB) as a lender of last resort to governments, arguing it would be illegal and wrong for the bank to hold down bond yields. Even the current (limited) bond purchases needed to stop. The only way to restore investor confidence in countries such as Italy, he believes, is for their governments to introduce bold reforms.

Mr Weidmann is not a lone ideologue. Mario Draghi, the ECB's new Italian president, has ruled out acting as a lender of last resort to governments, albeit less categorically (see [article](#)). Mr Weidmann has his supporters among the Finns and the Dutch, too. But the rigidity of his argument is embedded in the solid rock that is Germany's economic establishment, which holds that big rescues are counterproductive because they both dull governments' incentives to act and create new dangers. Pooling risks through Eurobonds would tempt dodgy southern European governments to greater profligacy. Central-bank bond-buying would fuel inflation. Far better, goes the standard German line, to remain principled and just say no.

And it is true that soaring bond yields, or the fear thereof, have pushed governments, including France and Spain, to act. Were it not for pressure from the bond markets, Silvio Berlusconi might have blundered on in Italy, delaying difficult decisions on the economy. The Germans and others are also right to worry that a central bank that buys boatloads of government bonds will eventually cause inflation. The problem is that the dogmatic prescriptions of the "German orthodoxy" are pushing the single currency towards collapse. If Mrs Merkel wants to save the euro, therefore, she must challenge her country's economic establishment, and explain to voters why the revered Bundesbank's rigidity is wrong.

Drowning the euro in dogma

German orthodoxy ignores the possibility that rising bond yields are being driven by a self-fulfilling panic in financial markets. Investors who once regarded Italian bonds as a safe asset now worry about everything from the integrity of the credit-default-swap market to a possible break-up of the single currency. The result is a stampede for the exit, which cannot be stopped by Italian policy reforms alone. So by adding to the pressure on the governments of countries in crisis, the Germans and their allies succeed in forcing reform, but at the cost of making it far harder to rescue the euro.

Emerging economies which borrow in a foreign currency have long been vulnerable to these kinds of self-fulfilling crises of confidence. As the pool of euro assets deemed "safe" dwindles, more countries may face such runs. Judging by this week's leap in yields, France looks to be next in line. The big difference, however, is that average emerging-market debt is less than 40% of GDP. Italy's debt ratio is more than three times higher; France's twice as high.

The euro zone's most recent plan—to amplify the existing rescue fund with financial engineering and money from China—has failed miserably. That leaves two alternatives. Either Europe's governments will have to assume explicitly some joint liability for each other's debts. Or they will have to do so implicitly,

by allowing the ECB to counter a panic with purchases of government bonds: in effect, letting it act as a lender of last resort. The danger lies in eschewing both options.

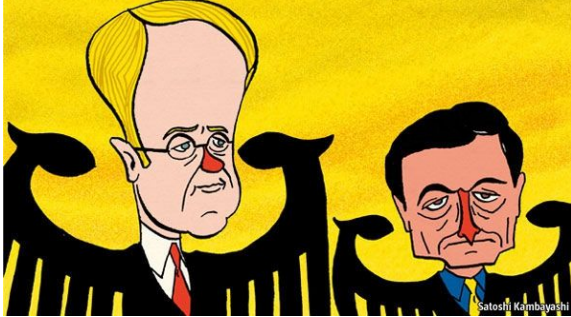
Each route has risks, but both are exaggerated by the German dogma. With demand weak and the fiscal vice tightening, it is hard to see an imminent danger of inflation. In theory, if joint liability was designed properly, errant countries would be stopped from going on a bender at other Europeans' expense. But such rules are hard to craft, and Europe's governments move slowly. For the foreseeable future, the ECB is the only institution that can staunch market panic quickly. The ECB could still keep pressure on the likes of Italy, and prevent them from backsliding on reform, by making sure that its support was at a sufficiently punitive interest rate.

Technically, there are ways around German opposition. Mr Weidmann, for instance, could be outvoted at the ECB. But, in practice, any solution must be blessed in Berlin. That is why Mrs Merkel must make the case for greater pragmatism. Otherwise Teutonic rigidity will wreck the European project.

Brink think

The Bundesbank's chief and the ECB's Italian president have much in common

The Economist Nov 19th 2011 | from the print edition



WHEN Mario Draghi took over as president of the European Central Bank at the beginning of this month, it was felt that he had to prove his credentials in Germany. That task is made harder by calls on the ECB to act as backstop to troubled Italy, Mr Draghi's home country, and to contain a sovereign-debt crisis that is raising borrowing costs for most euro-zone countries, while driving them down in Germany.

This week Jens Weidmann, the head of the Bundesbank, Germany's central bank, raised the bond-market pressure on Italy and on Mr Draghi by saying that central-bank support for government finances would be illegal. Mr Weidmann told the *Financial Times* that the ECB could not act as a lender of last resort for countries, because in doing so it would transgress EU treaties banning direct financing of states. It would be counter-productive as well, argued Mr Weidmann. The roots of the euro-zone crisis lay with governments, and providing them with cheap financing would only reduce pressure for reform.

With bond markets so febrile, Mr Weidmann's comments were ill-timed. Yet his views were scarcely surprising. He became head of the Bundesbank in May after Axel Weber resigned because of his discomfort with the ECB's (then small-scale) interventions in sovereign-bond markets, which were designed to keep credit flowing to banks and businesses. Mr Weidmann's views are similarly circumscribed by the tenets of German economic thinking: a distrust of policy discretion; an emphasis on the long term; a deep-seated fear of inflation; and an obsession with moral hazard. For Mr Weidmann, rules are paramount. Italy is not in danger of default and can turn itself around and the ECB's independence must be preserved at all costs.

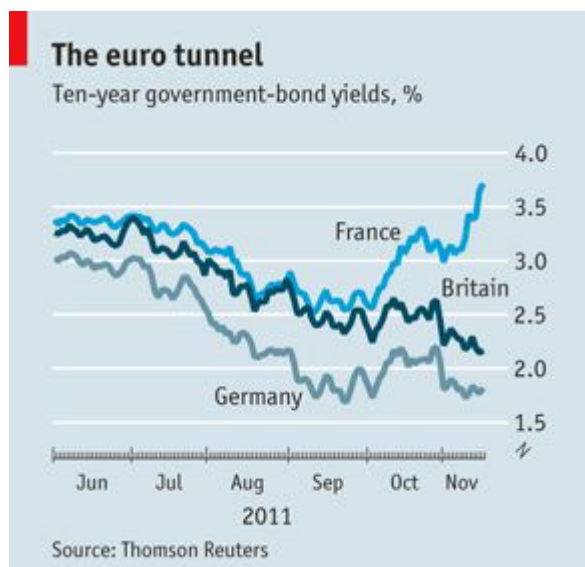
Bundesbank-watchers say Mr Weidmann's comments were directed at his domestic audience in Germany, which fears that the ECB is losing its bearings. But was the bank's new president also among the intended audience? Mr Draghi comes from a different tradition from Mr Weidmann. He completed his PhD in economics at the Massachusetts Institute of Technology (MIT) in the 1970s. His advisers included Stanley Fischer, now head of Israel's central bank, and Rudiger Dornbusch, a German economist known for his work on currency markets. In that way Mr Draghi shares an intellectual heritage with Ben Bernanke, the Federal Reserve chairman, Olivier Blanchard, the IMF's chief economist, and Paul Krugman, a *New York Times* columnist. All are MIT alumni from about the same time.

That background might predispose the new ECB president to the sort of monetary-policy activism that the Fed has gone in for. Yet his worldview is probably closer to Mr Weidmann's than it appears at first. Italy's technocratic class is quite Germanic, observes Julian Callow of Barclays Capital, an investment bank. The academic work that suggests budget-cutting is good for growth (a popular belief among German economists) has been largely produced by Italian economists. An early and influential paper in the literature was co-authored by Francesco Giavazzi, who was at MIT with Mr Draghi and is still a close associate. A chapter of Mr Draghi's thesis addressed the issue of how an economy can boost its long-term growth when it faces immediate financial pressures.

Moreover, Mr Draghi's experience in Italy makes him wary of giving politicians a soft option. After a spell in academia and six years at the World Bank, he spent a decade from 1991 as a senior official at the Italian Treasury. There he was in charge of privatisation and managing the public debt, which had exploded in the late 1980s and early 1990s. Italy adopted economic and public-finance reforms only under heavy bond-market pressure. So Mr Draghi will probably be wary of swiftly stepping in to cap

Italy's interest rates. His knowledge of Italian politics, public finances and financial markets may make him willing to play games of brinkmanship, says Marco Annunziata, the chief economist at GE.

Indeed, Mr Weidmann's strong opposition to ECB purchases of government bonds might even be helpful to Mr Draghi, who said at his first press conference that unlimited lending to governments would be outside the ECB's remit. If the ECB gives the impression that it will do the minimum to abate the bond-market panic, it would increase the pressure on Italy's politicians to support a reform-minded cabinet and to push through the right policies quickly. The markets may be panicking but Mr Draghi is said to be calm in a crisis. That calm will sit well with the Bundesbank's view that panics blow themselves out, and that what matters most is long-term stability. The hope is that reform (and high yields) will tempt buyers back into Italian bonds and that markets will calm down.



Sadly, it seems that panic is not abating but is spreading to the heart of the euro zone and is no longer easily explained by deficits or public debts. Public finances in France are not nearly as bad as in Britain. But yields on French ten-year bonds are now far higher than for the equivalent British bonds (see chart). The growing gap between borrowing costs in Germany and those in other euro-zone countries suggests that investors now fear a break-up of the euro zone.

As much as reform in Italy and elsewhere is needed, it seems unlikely that promises to be austere will halt what looks like a run from all euro-zone bonds but German ones. The ECB, despite its misgivings, is the only institution with the power to reverse a self-fulfilling panic. If the pressures become so great that a break-up of the euro seemed likely, could even the Bundesbank really say no?

Euro-Rettung Weiter Streit zwischen Paris und Berlin

FAZ 17.11.2011 2011-11-17T12:27:00+0100 ·

Bundeskanzlerin Merkel hat vor übertriebenen Hoffnungen an die EZB als Retterin in der Euro-Schuldenkrise gewarnt. Kurz zuvor hatte der französische Finanzminister wieder einmal genau das gefordert.



© REUTERS „Tiefe Überzeugung“: Merkel denkt anders als Baroin

Bundeskanzlerin Angela Merkel (CDU) will Forderungen nach einem großflächigen Einsatz der Europäischen Zentralbank (EZB) zur Bekämpfung der Schuldenkrise nicht nachgeben.

Wenn die Politik glaube, die EZB könne als „lender of last resort“ (Kreditgeber letzter Instanz) das Problem der Euro-Schwäche lösen, rede sich etwas ein, was so nicht klappen werde, sagte Merkel am Donnerstag in Berlin.

Ihre tiefe Überzeugung sei, dass die Krise nur durch feste, politische Führung bewältigt werden könne. Auch müsse es rasch begrenzte Änderungen der EU-Verträge für mehr Stabilität im Euro-Raum geben.

Sie räumte ein, dass es in Europa unterschiedliche Meinungen darüber gebe. Die Anhänger eines unbegrenzten Feuerwehreinsatzes der EZB, die Vertragsänderungen nicht so wichtig fänden, würden sich aber täuschen. Ihre Meinung sei in diesem Punkt „unglaublich gefestigt“, betonte Merkel.

Am Mittwochabend hatte der französische Finanzminister Francois Baroin erklärt, sein Land halte an der Idee fest, dem Euro-Rettungsfonds EFSF eine Banklizenz und damit Zugang zur Refinanzierung über die Europäische Zentralbank (EZB) zu geben.

Frankreich sei weiterhin der Ansicht, dass dies der beste Weg sei, eine Ansteckung zu verhindern und einen soliden Schutzwall zu schaffen. Diese Idee war von Deutschland mehrfach abgelehnt und von den europäischen Finanzministern für „erledigt“ erklärt worden.

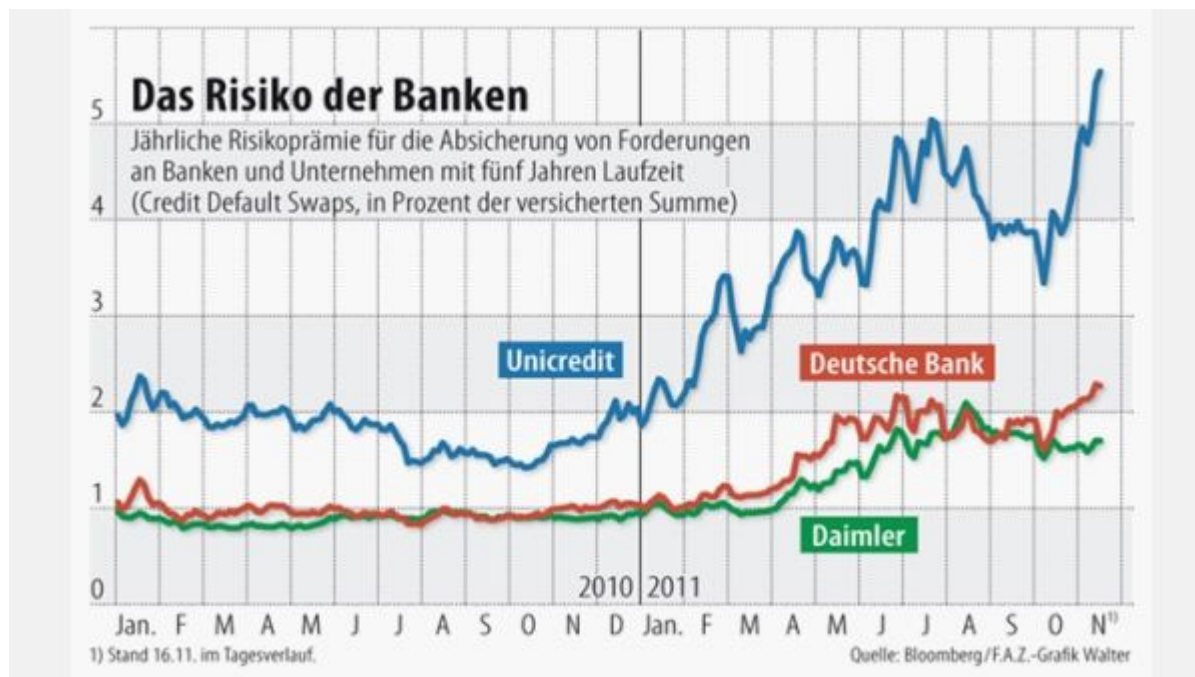
Quelle: FAZ.NET mit dpa und Reuters

Schuldenkrise Geschäft der Banken bedroht

Die Erfahrung, dass der Staat nicht immer ein sicherer Schuldner ist, versetzt die Banken in Aufruhr. Ohne die Fiktion der „risikolosen Anlage“ müssen die Banken umdenken.

Von Markus Frühauf, Stefan Ruhkamp

FAZ 16.11.2011 2011-11-16T17:40:00+0100



© F.A.Z.

Das Auseinanderdriften der Risikoprämien für Euro-Staatsanleihen hat bei den Banken eine gefährliche Gemengelage geschaffen. Schon die damit verbundenen Kursverluste bringen manche Bank an den Rand des Abgrunds. Hinzu kommt, dass sich für Banken aus finanzschwachen Euroländern die Finanzierungskosten erhöht haben. Denn beinahe ausnahmslos sind die Risikoprämien für zum Beispiel italienische Banken höher als für den italienischen Staat und für französische Banken höher als für den französischen Staat. Inzwischen liegen die Risikoprämien für viele Banken über denen von Industrieunternehmen. Mancher an Unternehmen vergebene Kredit wird damit aus Sicht der Bank zu einem Verlustgeschäft.

Obendrein geraten auch solide Banken aus soliden Ländern in Selbstzweifel. Gerade hat Joseph Ackermann, Vorstandschef der Deutschen Bank, seiner Branche eine düstere Zukunft vorhergesagt, weil das Prinzip der Risikofreiheit von Staatsanleihen gebrochen sei. Es sei unklar, welche Anlagen überhaupt noch als risikofrei gelten könnten. Und weil das so ist, sei es fraglich, was Geschäftspartner künftig als ausreichende Sicherheit akzeptieren würden. Dass Staatsanleihen nicht mehr risikolos seien, dafür müsse noch ein hoher Preis bezahlt werden, so Ackermann.

Verpönte Staatsanleihen

Deshalb fordert Wolf Schumacher, Vorstandschef der Aareal Bank, aus ordnungspolitischen Gründen ein Umdenken in Europa. "Staatsanleihen dürfen als Anlageform nicht länger verpönt sein", sagte er dieser Zeitung. Versicherer, Banken und Altersvorsorgeeinrichtungen müssten weiter das Vertrauen haben, in Staatsanleihen zu investieren, denn diese Institutionen bräuchten risikoarme Anlageklassen. Umgekehrt benötigen nach Ansicht von Schumacher Regierungen dringend private Geldgeber zur Finanzierung ihrer Staatshaushalte. Die staatlichen Institutionen wie unter anderem der Euro-Rettungsfonds EFSF oder diverse Förderbanken seien alleine nicht in der Lage, den Bedarf zu stemmen.

Für die Banken scheint das Vorhandensein einer risikolosen Anlageklasse von zentraler Bedeutung zu sein. Sie sind es gewohnt, Wertpapiere als Sicherheit zu verwenden, zum Beispiel wenn sie untereinander den Tausch von Erträgen (Swaps) vereinbaren oder sich gegenseitig Geld leihen. Wenn der Wert der Sicherheit keine feste Größe ist, wird das für die Banken mit höheren Kosten verbunden sein. Manches Geschäft, das mit großen Volumina und geringen Margen verbunden ist, dürfte sich dann nicht mehr rechnen. Zudem sind die Banken von den staatlichen Aufsichtsbehörden verpflichtet, eine Liquiditätsreserve zu halten.

Dafür können sie natürlich auch Bargeld oder Zentralbankguthaben verwenden, die denkbar liquidesten Mittel. Doch die haben den Nachteil, dass sie nicht oder nur geringfügig verzinst sind. Staatsanleihen galten für Generationen von Bankmanagern als lukrativere Form der liquiden Anlage. Vermeintlich sicher und mit einem höheren Zins ausgestattet. Trotz der Erfahrungen, dass auch Staatsanleihen illiquide und verlustreich sein können, werden sie zwar weiterhin als Liquiditätsreserve anerkannt. Doch für die Banken haben sich Risiken in der Bilanz stark erhöht.

Unterteilung in Risikoklassen

Deshalb bauen derzeit die europäischen Institute ihre Bestände an Staatsanleihen deutlich ab. "Jede Kurserholung italienischer Staatsanleihen wird gegenwärtig genutzt, das Engagement weiter zu reduzieren", berichtet ein Bankmanager, der die Finanzierung und die Kapitalanlagen einer deutschen Bank verantwortet. Seine Kollegen aus anderen Häusern würden ähnlich vorgehen, fügt er hinzu.

Um Staatsanleihen hoch verschuldeter Staaten wieder als Anlageklasse attraktiv zu machen, schlägt der Controllingvorstand der Allianz, Oliver Bäte, die Unterteilung in unterschiedliche Risikoklassen vor. Ähnlich wie bei Unternehmensanleihen könne es vor- und nachrangige Staatstitel geben, sagte er einer Reuters-Meldung zufolge am Rande der Euro Finance Week. Bis zu einem bestimmten Anteil der Staatsverschuldung an der jährlichen Wirtschaftsleistung, etwa bis zu 70 oder 80 Prozent, könne ein Land seine Anleihen dann als vollständig abgesichert gegen einen Zahlungsausfall deklarieren.

Quelle: F.A.Z.

La dette publique américaine dépasse les 15 000 milliards de dollars

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 17.11.11 | 07h00 • Mis à jour le 17.11.11 | 09h57

Faute d'accord d'ici au 23 novembre, la loi prévoit la mise en oeuvre automatique, à partir de 2013, de réductions des dépenses de l'Etat d'un total de 1 200 milliards de dollars sur dix ans, réparties à part égale entre les dépenses de défense et le reste des dépenses.AP/Richard Drew

La dette de l'Etat fédéral américain dépasse 15 000 milliards de dollars depuis mardi, selon des chiffres publiés mercredi par le département du Trésor, au grand dam de nombre de républicains qui font porter toute la responsabilité à l'administration Obama. Elle atteignait ce jour-là 15 033,6 milliards de dollars à la clôture des comptes quotidiens du Trésor, soit 55,8 milliards de plus que la veille, a indiqué le ministère. Cela correspond à 99 % du PIB américain prévu par la Maison Blanche pour l'ensemble de l'année 2011.

`iframe src="http://www.USADebtClock.com/us-debt-clock-widget.php" height="80" width="350" scrolling="no" frameborder="0">`

Visit [USADebtClock.com](http://www.USADebtClock.com) to learn more!

Ces chiffres ont provoqué un déchaînement de réactions chez nombre d'élus républicains qui ont incriminé Barack Obama. *"Ce chiffre marque un jour infamant pour l'histoire américaine. Vous méritez des dirigeants qui s'attaquent vraiment au problème"*, a déclaré sur Twitter [Paul Ryan](#), président de la commission de la chambre sur le budget.

La candidate ultraconservatrice à la présidentielle américaine de 2012, Michele Bachmann, a estimé mercredi que les Etats-Unis sont comparables à un bateau qui va tomber dans les chutes du Niagara. *"Ce qui a changé c'est la rapidité de la dette"*, a-t-elle ajouté, en notant que lorsqu'elle était entrée au Congrès comme représentante en janvier 2007, la dette américaine s'élevait à 8 600 milliards de dollars.

Rick Perry, candidat à l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de novembre 2012, a dénoncé *"la politique socialiste d'Obama qui ruine le pays"*. Le gouverneur du Texas a **affirmé** sur Twitter qu'*"il était temps de réformer Washington"*. *"L'Amérique vient de passer un cap unimaginable : notre dette dépasse 15 000 milliards de dollars. Cela fait plus de 48 000 dollars par Américain"*, a tonné Reince Priebus, président du comité national du Parti républicain. Le sénateur Mitch McConnell a ajouté dans un communiqué : *"Nous avons une dette qui pèse autant que notre économie. Cela nous fait beaucoup ressembler à la Grèce"*, a-t-il déclaré.

Le franchissement à la hausse du seuil des 15 000 milliards de dollars a eu lieu alors que la Commission mixte du Congrès pour la réduction du déficit budgétaire peine à parvenir à un accord qui définirait des économies budgétaires d'au moins 1 200 milliards de dollars cumulés sur dix ans.

Faute d'accord d'ici au 23 novembre, la loi prévoit la mise en oeuvre automatique, à partir de 2013, de réductions des dépenses de l'Etat d'un total de 1 200 milliards de dollars sur dix ans, réparties à part égale entre les dépenses de défense et le reste des dépenses.

La dette publique américaine avait franchi à la hausse le cap des 10 000 milliards de dollars en septembre 2008. Depuis cette date, les Etats-Unis accumulent 1 000 milliards de dette supplémentaire tous les sept mois et demi en moyenne. Dans son dernier *Moniteur des finances publiques* publié en septembre, le Fonds monétaire international (FMI) estime que la dette publique des Etats-Unis devrait atteindre 100 % du PIB à la fin de l'année, 105 % en 2012, et continuer de progresser jusqu'à 115 % en 2016.

Europe's Contagion

Two years of gross mismanagement of the euro-zone debt crisis have all too predictably produced a wider crisis of market confidence that now threatens the entire 17-nation euro zone. This week's formation of new technocrat-led governments in Greece and Italy has not calmed fears. Practically every euro zone country is paying the price in higher interest costs and ebbing economic growth.

The only country that isn't suffering — yet — is Germany, whose competitive export-driven economy feeds on foreign demand and an exchange rate held down by its neighbors' troubles. But all European countries cannot be Germany and run net surpluses, especially if Berlin insists on policies that keep factories shuttered and workers unemployed.

And German leaders are wrong if they think their country will remain unscathed as its major trading partners and neighbors unravel.

Chancellor Angela Merkel of Germany has been talking a more pro-European line. But she is still insisting on growth-killing austerity as the price for European bailouts and still blocking the European Central Bank from printing more euros and acting as a lender of last resort.

Mrs. Merkel's advisers insist that she is doing what the German people want. That is not leadership. She needs to [challenge her voters' simplistic stereotypes of southern European sloth](#) and tell them the truth: The real threat to Germany isn't inflation; it is an economic collapse across Europe. And Germany has a huge amount to lose from a fracturing of the European Union.

European stock and bond markets are already treating that as an ever-more-realistic possibility, shunning even moderate levels of risk and pushing interest rates to unsustainable levels. As far as they can see, Mrs. Merkel and her fellow euro-zone leaders haven't come up with an adequate plan, sufficient political will or sufficient cash to halt the contagion. As far as we can see, they are right.

The political changes at the top of Greece and Italy are promising. Greece's new prime minister, [Lucas Papademos](#), and [Mario Monti of Italy](#) are internationally credible economists, committed to making painful but much needed reforms, including liberalizing labor markets, shrinking overgrown bureaucracies, shedding state properties and rooting out corruption.

Given their training, they surely understand that their economies are not now strong enough to absorb more austerity, including broad new taxes or further sweeping service cuts. Mr. Papademos and [Mr. Monti](#) should press their fellow European leaders for a new and better deal. Even with the best leadership, neither Greece nor Italy will be able, on their own, to restore their fiscal health and help slow the spreading financial contagion. That will require substantial and immediate help from their euro-zone partners, starting with Mrs. Merkel.

An all-out effort by the European Central Bank to buy bonds, lower interest rates and inject new liquidity into the markets may still calm the contagion if it begins in the next few days. The bank's new president, [Mario Draghi](#), may be willing to play this role, if Germany stops standing in the way.

Mrs. Merkel must make clear that she will support the central bank taking on this expanded role. And now that new, credible leaders are in office in Athens and Rome, she and other euro-zone leaders need to meet with them and negotiate more growth-friendly reform packages. There is very little time left to avoid financial catastrophe.

The Economist Asks

Should the European Central Bank, to save the euro, become the lender of last resort and bail-out Italy?

Europe's leaders seem to run out of options to fight the euro crisis. But they still have one big weapon in their arsenal: use the unlimited liquidity that only the ECB can provide by dint of its power to print money. The ECB could credibly stand ready to buy debt of a country like Italy. As such, it would be treating a sovereign almost as it would a bank suffering a run. Yet the danger is that this will stoke inflation. Germany, in particular, has a deep aversion to anything that looks like printing money, an orthodoxy forged in the experience of the Weimar Republic's hyperinflation. What do you think?

It is understandable that the ECB does not want to back countries like Italy in an unlimited way because there is no reason to trust that any one country won't free-ride on ECB liquidity—a risk that other central banks don't face. Critics of the ECB have to reconcile their view with the fact that market pressure led to some very important changes and reforms that political pressure could not accomplish.

The Economist Free Exchange Nov 16th 2011, 15:11 by C.O. | LONDON

An ECB guarantee of Italian and Greek debt may indeed save the Euro. However, the fact that such an action would have to be taken by an unelected board of ECB governors, and in blatant violation of the Lisbon Treaty, underscores how undemocratic the Euro and indeed the entire European project has become. The ECB, the IMF, and Europe's politicians- without any democratic mandate- have forced the working population to bear all the costs of preserving the single currency through years of austerity and deflation. As the escalating protests in Greece and other countries show, the people would not vote for deflation if given the chance to have their voice heard. It's time to stop sacrificing an entire generation on the altar of the old dream of a federalist Europe. It's time to let the Euro die.

What is papermoney other than a pledge to honour its value? Only paper. The creation of an INDEPENDENT central bank is a means to put as much trust as possible behind a currency, exactly to prevent ever hungry politicians to "solve" problems by printing money. Take the independence away all you are left with is printed paper and a barter economy.

Let's not let history repeat itself.

I have been told that it is illegal for the ECB to act as a lender of last resort. If so then this debate is pointless. The time it would take to change the rules of the ECB is way longer than the time it will take for this crisis to come to a conclusion good or bad.

Yes, but it would bring with it very significant moral hazard - The ECB should offer unlimited support insofar as that support is linked to reforms. In this way, the ECB would act similarly to the IMF. It is only because the world economy is currently too weak to deal with a breakup of the euro that I say yes.

How is it that the preface says nothing about the complete illegality of the move? The question is very biased. It is worded to make the Germans look silly for worrying about the 20s. They are worried about debt monetization and bad incentives more than inflation, and rightly so!

"The ECB could credibly stand ready to buy debt of a country like Italy. As such, it would be treating a sovereign almost as it would a bank suffering a run."

With one big difference: A bankrupt bank can be emergency-funded and eventually taken over by the state's treasury if initial revitalization-attempts fail, as it happened 2008 in many cases in the U.S., in the U.K. (Northern Rock) and in Germany (HypoRealEstate).

After the acquired institution shows profit again it can be 'sold', with even a profit for the taxpayer.

But how can Italy be 'acquired' or at least collateralized? The ECB's necessary control of Italy and its involvement in domestic affairs will politically be – tentatively named – “delicate”.

And it should be discussed beforehand what the ECB's purchase will be “worth” to the Eurozone taxpayers, who are the shareholders and guarantors of the ECB; - and also, if the Italians are willing to be sold to the ECB at all, and that an ECB-appointed, shareholder-value-oriented CEO will run Italy's state affairs . . . instead of an elected bunga bunga mogul à la Berlusconi.

But this might be the least disturbing factor for the Italian people.

The ECB must be LOLR, ASAP

The Economist Free Exchange Nov 16th 2011, 15:11 by C.O. | LONDON

FOLLOWING Felix Salmon's [advice](#), I had a look at "Liquidity - when it comes to the crunch" by Exane BNP Paribas (no link). Not only is it an interesting read throughout, I also had a very interesting email conversation with Daniel Davies, one of the authors of the aforementioned research report.

It turns out that the liquidity problem for banks is at least somewhat mitigated by the fact that the ECB accepts European government bonds at relatively generous haircuts. However, as Mr Davies and Jag Yogarajah write, the banks have no certainty that the ECB will continue with its policy to accommodate any financial need of banks. In the absence of encouraging refinancing perspectives, they "use the balance sheet" for that purpose. That means deleveraging: that is, selling of assets which in turn will contribute to further liquidity strains.

But there is more. Bank-like institutions (e.g. shadow banks) do not have access to the ECB window. To understand why that is a problem, we need to read some of [Gary Gorton's work](#) on the "run on the repo market" as a proximate cause of the 2008 financial crisis. The abstract reads:

The Panic of 2007-2008 was essentially a run on the sale and repurchase market (the "repo" market), which is a very large, short-term market that provides collateralized financing for a large range of securitised products. Repurchase agreements are economically like demand deposits; they play the same role as demand deposits, but for firms operating in the capital markets. The run resulted in the insolvency of the banking system.

Why was there a run? The run took place in the form of haircuts: assets used for refinancing were suddenly worth less in such operations because those depositing money required more assets as collateral. This led to a proportional increase in funding needs, in a situation in which markets were reassessing bank risk and were reluctant to lend to each other. Any institution lacking access to a central bank in that situation is in deep trouble.

The situation is comparable to that of MF Global today (see FT Alphaville for [details](#)); doubts about the liquidity of a non-bank (triggered by its holdings of European sovereign debt for instance) lead to increases in the haircuts on lending to this institution against collateral. That institution has a hard time surviving, and once it fails, doubts may arise about similar firms. The dynamics can be disastrous.

Which brings us to margin calls. The recent increases in margin calls for Italian bonds were sometimes portrayed as a technicality, something temporary that will fade. But they are not! Clearinghouses often stand between the different parties in repo agreements. For non-banks with refinancing problems, increased margin calls by clearinghouses can be life-threatening if that causes the non-bank to become illiquid. In Mr Davies' words: "We're basically one decision on repo haircuts away from having a lot of non-bank holders facing serious margin calls."

I don't want to sound alarmist, but the prospect of bank recapitalisation in such an environment isn't exactly [promising](#): it does not necessarily solve the liquidity crunch, while adding to the deleveraging of banks.

It is understandable that the ECB does not want to back countries like Italy in an unlimited way because there is no reason to trust that any one country won't free-ride on ECB liquidity—a risk that other central banks don't face. Critics of the ECB have to reconcile their view with the fact that market pressure led to some very important changes and reforms that political pressure could not accomplish.

However, the ECB needs to stand ready to support the banks and the shadow-banking sector against a liquidity crunch. It is better to keep the pressure on the sovereigns high and on banks low than the other way around.

The late British Empire irks the continent

16 November 2011

resseurop

A Europe under the rule of the Iron Lady Merkel and her people, authors of an “economic miracle”? The thesis repeated by British newspapers is exasperating the German press. To the editorialists across the Channel who defend excluding Germany from the eurozone on the pretext that Berlin “has destabilised the euro with its low wages, ruthless productivity and well-known Panzer mentality,” [Spiegel-Online responds](#) with a scathing “Your Empire and us.”

“As usual, the talk is in terms of victory and defeat, and bills in history that remain unpaid,” laments columnist Matthias Matussek:

To be able to bring up the war is a perpetual delight. I see them laughing; I can laugh too. They're calculating a German contribution to Europe roughly equivalent to the reparations demanded by the Treaty of Versailles. How interesting – and how useful! [...] Asking the administrators of the legacy of the Empire for their views on the German malaise is like giving your sick but favourite sheep to the butcher to look over.... Anyone who listens to (the British) muse philosophically on the historical debts of Germany, on Europe and the world, will find it hard to believe there was a financial crash in the British Isles.

In Paris, [Le Monde notes](#) the “gulf” that separates German and British views on Europe's future. On the one hand, the Chancellor is calling for further European integration; on the other, Prime Minister David Cameron believes that the crisis should be an opportunity for Britain to “reshape” its relationship to the EU. “That is to say: ‘repatriate powers’ to London, rather than see them ‘drift’ to Brussels.”

While the Franco-German duo may be imperfect and wobbly, however, it remains key to finding a solution to the crisis:

The Germans, who are loathe to be left alone in the cockpit, are the first to say it. If Germany had to rely on its British cousins, after all, Germany might as well throw up its hands right now.... London has chosen not to join the eurozone, yet demands a say in its decisions.

In the current climate, the eternal British ambivalence undermines Europe by the day,” adds Le Monde. Summing up its thoughts on the subject, the paper concludes:

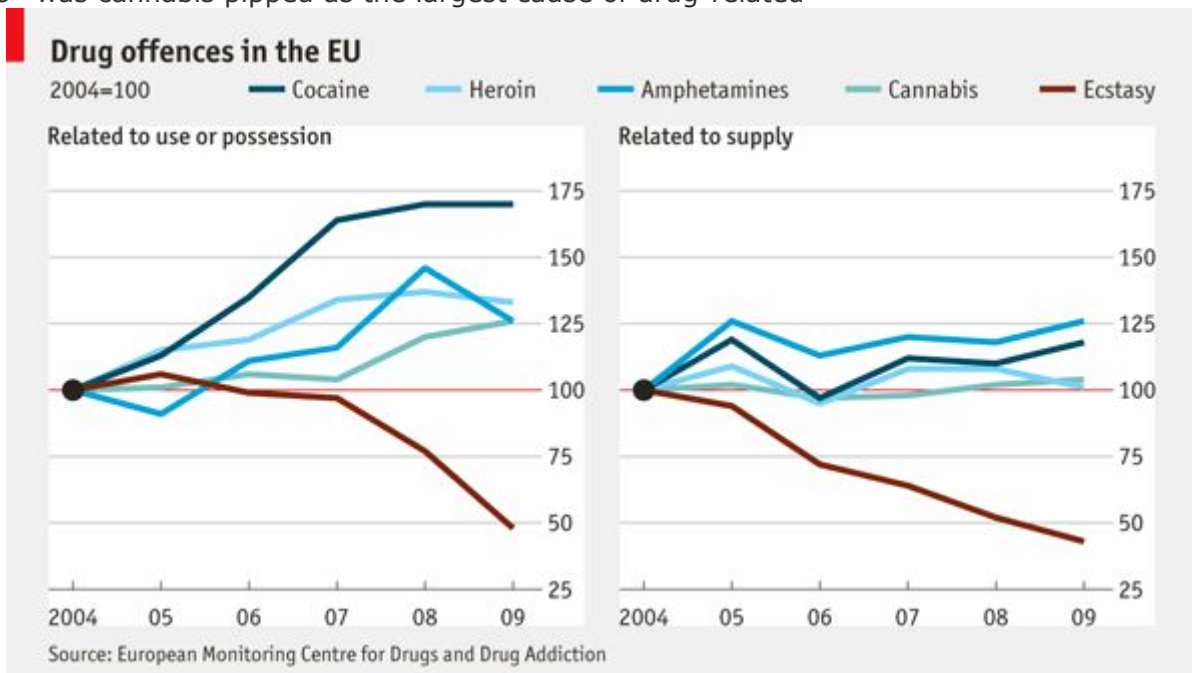
On Europe, London has to choose – or keep quiet.

New problems in the Old World

Nov 15th 2011, 16:17 by The Economist

Who's popping what in the European Union

COCAINE-RELATED offences committed in the European Union rose 39% between 2004 and 2009, according to the latest annual [report](#) from the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction. But the figures looked to be stabilising in the last couple of years, perhaps because the drug's price made it less appealing during a period of economic hardship. In 2009 some 1.5m Europeans between the ages of 15 and 34 took cocaine, though prevalence varied in individual countries from 0.1% in Romania and Greece to 2.5% in Estonia. On the other hand ecstasy usage, which has often been linked to the dance-music scene, has been going steadily downwards, and dropped 54% during the same period. But it is cannabis that dominates the numbers: of the 912,000 offences reported in the European Union for the use or possession of drugs in 2009, over three-quarters related to the weed. Indeed only in the Czech Republic and Latvia—where methamphetamines predominate—and Malta—where cocaine causes more problems—was cannabis pipped as the largest cause of drug-related



offences.

Have PhD, will govern

The Economist Nov 16th 2011, 11:20 by J.L.P. and S.C.



THE markets first welcomed, then worried about the appointment of academic economists as prime ministers of Greece and Italy. Much political commentary traced the same trajectory. But the technocratic response to the euro's problems is only part of a wider reaction to the financial and economic crisis: in many countries, the crisis has paralysed significant parts of the political system, leading to innovations and improvisations that try to short-circuit or patch up the normal working of democracy.

Perhaps the best example of this is the so-called "super committee" in the United States. Normally, all fiscal decisions are made by Congress, with the approval of the president. But by November 23rd, a special committee made up of three Democrats and three Republicans from each house of Congress, has to slice a mammoth \$1.5 trillion off the budget deficit over ten years. Congress must then vote on whatever the super committee proposes—but may only accept or reject the plan as a whole. It may not amend the plan or vote on individual items, as is usual. And if Congress rejects the package, or the super-committee fails to come up with one, then the \$1.5trillion of cuts will be imposed automatically. American politicians, despairing of their inability to reduce the deficit in normal ways, have put a gun to their own heads. There have been partial precedents in American history but nothing quite like this.

In Europe, meanwhile, technocratic prime ministers are only the highest-ranking experts being recruited to help balance budgets and reform economies. Italy not only has an economics professor as prime minister (Mario Monti), it has also agreed that the IMF should scrutinise its reform programme. Greece has accepted that a troika of the IMF, European Central Bank and European Commission (the European Union's glorified civil service) should supervise its austerity measures. So have Ireland and Portugal. Spain is an especially revealing case. On the face of it, its democracy is working as usual. The country is due to hold an election on November 20th and, if the polls are correct, the conservative Popular Party will unseat the ruling Socialists. Yet at the same time, the current government has agreed upon a series of economic targets with the European Commission, and in practice the PP's leader, Mariano Rajoy, will have to take these targets as a guide to policy, even if he dislikes them (which, admittedly, he doesn't).

Ordinarily, democracies seek public support for the policies they pursue and have various ways of mobilising that support, of which elections are the most important. But there are special reasons why the ordinary processes of mobilising the public should be strained at the moment. In euro-zone countries, the currency itself is unpopular. According to a recent poll by the German Marshall Fund, a think tank, 53% of people in countries that use the euro think the single currency has been bad for their national economy, against only 40% who think it has been a net plus. It is hard to rally the public behind austerity programmes at the best of times; even harder to solicit their support for measures to bolster a currency they do not like. Unsurprisingly, politicians have sent for outsiders to stiffen their resolve—and now have someone else to blame for the austerity measures they are imposing.

The special factor in America is the dysfunctionality of the political system. The past decade or so has seen a growing use of delaying tactics in Congress—such as the filibuster and so-called "hold" on appointments, so that decisions that were once largely formal or administrative have become mired in politicised controversy. This is the opposite of the problem in Europe, where the emergence of technocrats is supposed to make decision-making less partisan. But it is still a problem, as was seen in the disastrous wrangle over raising the national debt ceiling—an argument which ended in the downgrade of American sovereign debt. House Republicans have said they will not compromise with the president. But since the American political system requires a measure of compromise to work (and since the Republicans have a majority in the House of Representatives), parts of the legislative processes have almost seized up. This is likely to get worse during election year.

America and Europe share a common problem: the economic and financial crisis has discredited mainstream politicians. The right is popularly seen as the party of the rich, too close to unpopular bankers, and responsible for the financial deregulation of the 1980s which, on some accounts, was the source of all the trouble. But the left, which might have expected to have benefited from a capitalist meltdown, is no better off. Centre-left governments, at least in Britain and America, are also compromised by their earlier friendliness to finance and the left is seen as having been profligate, running up the debts that austerity is now needed to rein in. The result is that whereas in the early years of the crisis, the left was doing better in America and the right better in Europe (an echo of the 1930s), now there seems no pattern, except growing opposition to incumbents.

The Democrats won in America in 2008, while conservatives won in Britain, Sweden and the Netherlands in 2010. But America's forthcoming elections are anyone's guess. By most opinion polls, the favourability ratings for both big American parties, as well as for Congress, have reached record lows while opposition to congressional incumbents are at all-time highs (and rising). In Europe this year, the left won the Danish election and the French Socialists are ahead of the incumbent president, but the Spanish right is ahead of the ruling Socialists.

Exhaustion with the normal process of party politics explains why technocrats are being brought in. Usually, democracies are better at dealing with financial crises than autocracies because they are seen as fair. Elected politicians can distribute the pain of austerity without losing legitimacy because people (it is hoped) will accept tough reforms that are seen as legitimate. But if all the main parties are complicit in causing a crisis, the public may not accept solutions from any of them. Then, the system needs to find alternatives unblemished by the disastrous decisions of the past-and technocrats fit the bill.

But therein lies a danger. Almost by definition, technocrats command respect rather than popularity: they tend especially to drive the far left and right further to the extremes. And at the moment, the only politicians who are unquestionably thriving are those outside the mainstream already. Gerd Wilders' populist Freedom party leapt to third in the Dutch election in 2010 and is now running second in the polls. Its Austrian equivalent, also called the Freedom party, is running neck and neck with the ruling party, while France's National Front stands to do well in next year's elections. As always, America is different. But the rise of the Tea Party Movement and the Occupy Wall Street demonstrations suggests that frustration with established parties is a growing force there, too. The rise of the "occupy" crowd, evicted from their Zucotti park site in New York in the early hours of November 15th, is especially important because its members are motivated by concern about social and income inequalities.

Technocrats may be good at saying how much pain a country must endure, how to make its debt level sustainable or how to solve a financial crisis. But they are not so good at working out how pain is to be distributed, whether to raise taxes or cut spending on this or that group, and what the income-distribution effects of their policies are. Those are political questions, not technocratic ones. And they will not go away just because a technocrat has been made prime minister.

Le système social français un peu moins redistributif qu'il y a vingt ans

LEMONDE.FR | 16.11.11 | 07h08 • Mis à jour le 16.11.11 | 07h37



"L'impôt sur le revenu est devenu nettement moins progressif," constate l'Insee.AFP/LOIC VENANCE

Le système fiscal et social français est légèrement moins redistributif aujourd'hui qu'il ne l'était en 1990. C'est le principal constat dressé par l'Insee dans son portrait social annuel, publié mercredi 16 novembre. Selon l'institut, la multiplication de nouveaux dispositifs sociaux, comme la prime pour l'emploi ou le RSA, n'a pas permis de changer fondamentalement les données de la redistribution.

Ainsi, en France, en 2010, le niveau de vie des 20 % des ménages les plus riches était 7,2 fois plus élevé que celui des 20 % les plus pauvres, avant toute redistribution. Mais le système fiscal et social réduit ce taux à 3,9. Pour les plus riches, c'est principalement l'impôt sur le revenu qui assure le réajustement, quand les plus pauvres voient leur niveau de vie augmenté avant tout par les prestations sociales. *"La majeure partie de la redistribution reste assise sur l'impôt sur le revenu et les prestations sociales"*, avance Alexis Eidelman, un des auteurs de l'étude.

Mais, selon l'Insee, ces deux dispositifs sont moins redistributifs qu'ils ne l'étaient vingt ans auparavant. *"L'impôt sur le revenu est devenu nettement moins progressif : les ménages du dernier quintile (les 20 % les plus riches) acquittent un montant plus faible avec la législation 2010 qu'avec celle de 1990, la différence correspond à 5 % de leur niveau de vie"*, écrivent les auteurs de l'étude.

UN EFFET RENFORCÉ PAR LE BOUCLIER FISCAL

Cet effet a été renforcé par le bouclier fiscal, dont la suppression, en 2011, n'est pas prise en compte dans l'étude. Par ailleurs, la revalorisation de la plupart des prestations sociales en fonction du niveau des prix, et non des salaires, a eu un effet néfatif sur le niveau de vie des plus pauvres.

Ces deux effets ont toutefois été compensés en partie par la création de la CSG (Cotisation sociale généralisée) et de la CRDS (Contribution au remboursement de la dette sociale), qui sont plus progressives qu'attendu. *"Par rapport aux cotisations sociales [qu'elles ont remplacées], la CSG et la CRDS disposent d'une assiette plus large, intégrant les revenus du patrimoine en plus des revenus du travail"*, relève l'Insee.

"Contrairement à une idée reçue, la CSG a des côtés largement progressifs : ses taux varient selon la nature des revenus et sont abaissés pour les retraites", détaille Fabrice Lengart, directeur des statistiques démographiques et sociales à l'Insee. Aussi ces deux taxes touchent-elles davantage les plus riches.

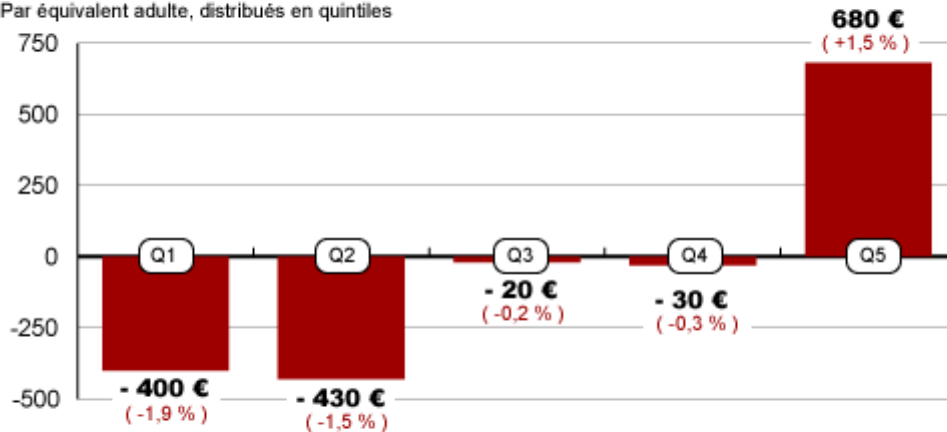
LES MÉNAGES LES PLUS PAUVRES AURAIENT REÇU 400 EUROS EN PLUS AVEC LA LÉGISLATION DE 1990

Du côté des plus pauvres, la création de nouvelles prestations, comme *"la refonte des aides pour l'accueil du jeune enfant"* ou le RSA, a permis également de limiter les effets de la baisse relative du montant des prestations.

l'Insee a appliqué les règles socio-fiscales en cours en 1990 et en 2010 aux revenus imposables des ménages sur l'année 2009. Ainsi, en maintenant constants les revenus des ménages, il a pu isoler les effets des deux législations.

Différence de revenus après redistribution (prestations perçues et prélèvements acquittés) en comparant les législations 1990 et 2010

Par équivalent adulte, distribués en quintiles



Grille de lecture :

Les 20 % des personnes les plus modestes (Q1) touchent, à revenus identiques, **400 euros de moins**, avec la législation de 2010 qu'avec la législation de 1990, soit **1,9 % de revenu en moins** après redistribution.

Les 20 % des personnes les plus aisées (Q5) touchent, à revenus identiques, **680 euros de plus**, avec la législation de 2010 qu'avec la législation de 1990, soit **1,5 % de revenu en plus** après redistribution.

Les 20 % des personnes les plus aisées touchent, à revenus identiques, 680 € de plus avec la législation de 2010 qu'avec la législation en vigueur en 1990. Les plus pauvres touchent 400 € de moins. [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) / Insee

Concrètement, les 20 % de ménages les plus pauvres auraient reçu 400 euros en plus, en 2010, si la législation de 1990 avait été appliquée, quand les 20 % les plus riches auraient dû payer 680 euros supplémentaires. Sur l'ensemble des revenus redistribués en 2010 – les ménages les plus pauvres ont perçu 3 893 euros, en moyenne, et les plus riches ont dû verser 10 021 euros –, ces différences restent toutefois limitées. L'étude ne détaille malheureusement pas les données pour les 10 % de Français les plus riches.

Jean-Baptiste Chastand